

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

	N°224	
--	-------	--

NOVEMBRE 2003

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

Sommaire :

- **WASHINGTON : LE CONGRÈS AMÉRICAIN A ADOPTÉ UN COLLECTIF BUDGÉTAIRE DE 87,5 MILLIARDS DE DOLLARS**
- **TALABANI, PRÉSIDENT DU CONSEIL INTERIMAIRE DU GOUVERNEMENT IRAKIEN, SE REND À TÉHÉРАН ET À ANKARA**
- **FACE À LA VIVE RÉACTION DES IRAKIENS ET DES KURDES EN PARTICULIER, LA TURQUIE NE DÉPLOIERA PAS DE SOLDATS EN IRAK**
- **ZEBARI BOYCOTTE UNE RENCONTRE RÉUNISSANT À DAMAS SES HOMOLOGUES DES PAYS VOISINS DE L'IRAK**
- **LEYLA ZANA ET SES COLLÈGUES SAISISSENT À NOUVEAU LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME**
- **NOVEMBRE NOIR EN IRAK ET EN TURQUIE**
- **L'U.E. CONSIDÈRE LA QUESTION CHYPRIOTE COMME UN OBSTACLE À L'ADHÉSION DE LA TURQUIE**
- **SYRIE : UN PARTI KURDE DEMANDE L'ARRÊT DE LA TORTURE ET LA LIBÉRATION DES DÉTENUÉS POLITIQUES**
- **LE PKK RENOMMÉ LE KADEK IL Y A PEU S'AUTO-DISSOUT À NOUVEAU**
- **LE PRIX NOUREDDINE ZAZA 2003 DÉCERNÉ À MARIE JEGO**
- **AINSI QUE...**
- **LU DANS LA PRESSE TURQUE**

---

**WASHINGTON :**

**LE CONGRÈS AMÉRICAIN A ADOPTÉ UN COLLECTIF BUDGÉTAIRE DE 87,5 MILLIARDS DE DOLLARS ESSENTIELLEMENT DESTINÉ À L'IRAK**

**L**E Congrès américain à majorité républicaine a adopté, le 3 novembre, un collectif budgétaire de 87,5 milliards de dollars essentiellement destiné à l'Irak, en faveur duquel la Maison Blanche avait mobilisé toute son énergie. Après plus de six heures de débats, le Sénat s'est

prononcé comme prévu en faveur de cette enveloppe pour l'année fiscale 2004 par un vote à main levée. Il a imité la Chambre des représentants qui l'avait entérinée, le 28 octobre, par 298 voix contre 121. L'adoption de ce projet de loi, une version harmonisée des textes votés respectivement par

la Chambre et le Sénat, représente une victoire pour le président George W. Bush qui doit maintenant le promulguer.

Si les 64,7 milliards de dollars pour le déploiement militaire n'ont pas fait l'objet de controverse, l'aide de 20,3 milliards requise pour la reconstruction irakienne a donné lieu à de rudes batailles au Sénat. Huit sénateurs républicains se sont joints à la plupart des démocrates pour

voter un amendement, abandonné dans le texte final, au projet de collectif prévoyant de convertir en prêts la moitié de l'aide à l'Irak. La Maison Blanche a fait valoir qu'un prêt découragerait les autres pays d'aider Bagdad et renforcerait les arguments des détracteurs de Washington qui affirment que l'intervention militaire était destinée à contrôler les réserves pétrolières irakiennes, les deuxièmes plus importantes au monde.

L'enveloppe prévoit 18,6 milliards pour la reconstruction

irakienne, 1,7 milliard de moins que le montant requis par M. Bush. Le Congrès a aussi rejeté des dépenses jugées injustifiées comme la construction d'une prison revenant à 50.000 dollars par lit. L'aide pour l'Irak porte sur la restauration de la distribution d'électricité (5,56 mds), de l'eau (4,3 mds), la sécurité (3,2 mds) et la remise en état des infrastructures pétrolières (1,9 md). Le Congrès octroie également 1,2 milliard pour la reconstruction en Afghanistan, soit 400 millions de dollars de plus que le montant demandé par M. Bush.

Conseil de gouvernement intérimaire afin de témoigner de l'unité kurde. M. Barzani, qui doit lui-même assumer au printemps la présidence tournante de cette instance, réside habituellement au Kurdistan et se fait représenter au sein du CIG.

Assumant la présidence du Conseil de gouvernement dans une période marquée par de nombreux attentats sanglants, J. Talabani a mis son énergie à renouer avec les Etats voisins de l'Irak pour apaiser les tensions et obtenir sinon leur coopération, du moins leur neutralité dans l'entreprise de stabilisation et de reconstruction de l'Irak.

**JALAL TALABANI, PRÉSIDENT DU CONSEIL INTERIMAIRE DU  
GOUVERNEMENT IRAKIEN, SE REND À TÉHÉRAN ET À ANKARA,  
ANNONCE LE CALENDRIER DE TRANSITION ET  
DEMANDE UNE NOUVELLE RÉOLUTION À L'ONU**

**L**E conseil de gouvernement intérimaire de l'Irak a été en novembre présidé par Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). C'est la première fois dans l'histoire de l'Irak qu'une personnalité kurde assume, même à titre intérimaire la présidence du pays. L'auteur de la révolution du 14 juillet 1958, le général Abdulkarim Kassem, qui a mis fin à la monarchie hachémite pro-britannique s'était, malgré son immense popularité, contenté du poste de Premier ministre. De mère kurde chiite et de père

arabe sunnite, il se considérait comme à moitié kurde. Cette fois-ci, c'est l'un des leaders historiques de la résistance kurde à la dictature de Saddam Hussein qui accède au poste de président intérimaire.

L'événement, chargé de symboles, a été célébré par de nombreuses manifestations populaires au Kurdistan, y compris à Kirkouk. Et pour l'occasion, Massoud Barzani, président du parti démocratique du Kurdistan (PDK) et leader historique de la résistance kurde, s'est déplacé à Bagdad pour participer aux réunions du

C'est dans une telle perspective que le leader kurde est arrivé le 19 novembre à Ankara accompagné d'une délégation de 45 membres composée d'une dizaine de responsables du conseil de gouvernement et de six ministres dont le ministre des Affaires étrangères, Hoshyar Zebari. Il a été accueilli à l'aéroport Esenboga d'Ankara tel un chef d'Etat par le coordinateur pour l'Irak auprès du ministère des Affaires étrangères, Osman Koruturk et l'ambassadeur turc à Bagdad, Osman Paksut. D'anciens députés du parti de la Démocratie (DEP), Sirri Sakik et Ahmet Turk, de même que Feridun Yazar, ancien président du HEP, prédécesseur du DEP, et ancien maire d'Urfa et

d'autres personnalités kurdes étaient également à l'aéroport pour l'accueillir.

Jalal Talabani a été aussitôt reçu par le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, pour un entretien d'une heure et quart portant aussi bien sur la sécurité et les camps du PKK en Irak, que la nature du futur Etat irakien et les marchés publics irakiens dont les Turcs veulent bénéficier dans le cadre de la reconstruction. « *Plus de 150 partis ont été créés en Irak et nous ne permettrons à aucun d'entre eux de se comporter comme des ennemis contre la Turquie... Ce sont les Etats-Unis qui sont compétents pour répondre de la question des camps du PKK en Irak et du camp des réfugiés à Makhmur, (près de Mossoul)... Nous n'avons pas de pouvoir sur cela. Les Américains veulent les faire déposer les armes, mais fin 2004 il va y avoir des élections en Irak et les troupes américaines vont complètement se retirer en 2005. S'ils ne règlent pas ce problème, nous nous en chargerons après les élections et la question du PKK sera réglée* » a déclaré Jalal Talabani. Il a également souligné le fait que les Kurdes irakiens faisaient partie du pouvoir central aujourd'hui et s'est prononcé pour la nature fédérale de l'Etat irakien qui sera confirmée dans la Constitution irakienne à adopter en 2005.

Par ailleurs, Jalal Talabani a également accepté le principe

d'un second post-frontalier avec la Turquie en déclarant « *nous étions contre auparavant puisque cela revenait à étouffer les Kurdes* ».

Jalal Talabani s'est également entretenu avec Deniz Baykal, le chef du principal parti de l'opposition au Parlement turc, le parti républicain du peuple (CHP- kémaliste).

La presse turque a largement commenté le voyage de Jalal Talabani. « *Talabani est comme le Premier ministre de l'Irak* » titrait le quotidien turc *Milliyet* le 20 novembre et *Hurriyet* tout en mettant l'accent sur l'insistance du R. T. Erdogan sur le PKK précise, photo à l'appui, que les anciens députés du DEP étaient présents pour accueillir J. Talabani

Avant son voyage en Turquie, la délégation irakienne dirigée par J. Talabani a effectué une visite très médiatisée à Téhéran. Elle a été reçue par le président Khatami et les plus hautes autorités du pays. L'Iran se prononce pour un transfert de pouvoir « *aussi rapidement que possible* » aux Irakiens et se dit disposé à contribuer à la stabilisation du pays. Les questions de fond (conclusion d'un accord de paix, réparations de guerre pour le conflit irako-iranien) seraient abordées plus tard avec un gouvernement irakien souverain.

Le Conseil de gouvernement intérimaire a formellement demandé, le 24 novembre, au Conseil de sécurité d'adopter une nouvelle résolution prenant en compte le calendrier qui doit aboutir à la restauration de la souveraineté irakienne d'ici juin 2004. Cette demande figure dans une lettre signée par le président du Conseil de gouvernement, Jalal Talabani, datée du 23 novembre et remise le lendemain au président du Conseil de sécurité, l'ambassadeur angolais Gaspar Martins.

La résolution 1511 adoptée par le Conseil de sécurité le 16 octobre dernier demandait au Conseil de gouvernement de communiquer, au plus tard le 15 décembre, un calendrier et un programme aux fins de la rédaction d'une nouvelle Constitution et de la tenue d'élections. Dans cette lettre, M. Talabani rappelle qu'une « *assemblée nationale transitoire* » sera formée avant la fin mai 2004 et qu'elle désignera un gouvernement provisoire qui assurera au 30 juin 2004 les pouvoirs souverains ; l'Autorité provisoire de la coalition qui assume actuellement la tutelle du pouvoir doit être dissoute.

M. Talabani indique également qu'une assemblée constituante devant rédiger un projet de Constitution soumis à référendum sera élue au suffrage universel avant le 15 mars 2005

suivie de celle, avant fin 2005, d'un nouveau gouvernement. Le président du Conseil irakien précise également qu'avant la fin février 2004, une loi fondamentale établissant notamment le respect des droits de l'homme et le principe du contrôle civil sur les forces armées sera adoptée. Cette loi devra également établir un « système fédéral démocratique multilatéral qui respecte l'identité islamique de la majorité du peuple irakien tout en assurant les droits des (autres) religions et sectes ». Il est maintenant opportun, écrit M. Talabani dans sa lettre au président du Conseil de sécurité de l'ONU, que le Conseil de sécurité adopte une nouvelle résolution qui prenne en considération les nouvelles circonstances.

Le calendrier politique, comme les principes de cette loi fondamentale, avait été mis au point entre le Conseil de gouvernement irakien et l'administrateur américain Paul Bremer le 15 novembre à Bagdad et immédiatement rendus publics. Répondant à une autre lettre de M. Talabani, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan a d'autre part réaffirmé le 24 novembre son intention de nommer un représentant spécial pour l'Irak -le plus haut responsable de l'ONU dans le pays- « dans un avenir pas trop lointain ». « Pour

*le moment, écrit le secrétaire général, mon intention est de désigner un représentant spécial par intérim afin de coordonner et appliquer toutes les activités des Nations Unies concernant l'Irak.* Jalal Talabani, dans une lettre datée du 10 novembre adressée à M. Annan, écrivait que « *le temps était venu de désigner un représentant spécial* ». « *Au début, il n'est pas nécessaire que ce représentant spécial réside en Irak mais il peut s'y rendre périodiquement pour consultations lorsque c'est nécessaire* », ajoutait-il.

Sergio Vieira de Mello, le représentant spécial de M. Annan en Irak, a été tué dans le premier attentat le 19 août dernier contre le quartier général des Nations Unies à Bagdad. L'ensemble du personnel expatrié a été évacué de la capitale irakienne fin octobre. Enfin, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté, le 24 novembre, à l'unanimité en faveur de la création d'une nouvelle commission chargée de continuer à contrôler le gel des avoirs de l'ex-président irakien Saddam Hussein, de ses partisans et des compagnies sous tutelle de l'ancien régime irakien. A la demande de la Russie, cette commission pourra éventuellement étendre sa tâche à la surveillance de l'embargo sur les armes à destination de l'Irak toujours en place. La

commission chargée des sanctions contre l'Irak a cessé d'exister la semaine dernière avec la fin du programme onusien pétrole contre nourriture. Les autres fonctions de la commission ont été transférées à la coalition menée par les Etats-Unis en Irak. La commission des sanctions dispose d'une liste d'au moins 55 Irakiens et de cinq entités dont les avoirs ont été gelés et transférés au Fonds du développement pour l'Irak. La nouvelle commission pourra contrôler l'application de ce processus et ajouter d'autres noms à la liste.

Par ailleurs, le 20 novembre, l'administrateur civil américain en Irak, Paul Bremer, s'est rendu à Erbil, capitale administrative du Kurdistan irakien, où il a rencontré Massoud Barzani, membre du Conseil de gouvernement irakien. A l'issue de la rencontre, M. Barzani, également chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), s'est félicité de l'accord portant sur le transfert accéléré des pouvoirs aux Irakiens. « *Cet accord est une étape importante* », a déclaré le président du PDK, ajoutant: « *nous sommes disposés à coopérer avec la Coalition et avec toutes les forces irakiennes pour garantir le succès de ce projet (transfert des pouvoirs) et nous sommes certains qu'il réussira* ».

## FACE À LA VIVE RÉACTION DES IRAKIENS ET DES KURDES EN PARTICULIER, LA TURQUIE NE DÉPLOIERA PAS DE SOLDATS EN IRAK

**L**E gouvernement turc a finalement abandonné son projet de déployer des soldats en Irak pour épauler les forces de la coalition après avoir été confronté à la vive opposition des Irakiens et aux hésitations des Américains. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Huseyin Dirioz a, le 7 novembre, déclaré aux journalistes que le gouvernement turc avait décidé de ne plus utiliser l'autorisation, votée le 7 octobre par le parlement turc, d'envoyer des soldats dans le pays voisin. Selon M. Dirioz, le chef de la diplomatie américaine Colin Powell a appelé la veille son homologue turc Abdullah Gul pour évoquer l'Irak. « *M. Powell a remercié le peuple et le parlement turcs pour leur solidarité et leur amitié, appréciées par le peuple américain et son gouvernement* », a-t-il expliqué. Déjà le 4 novembre l'ambassadeur turc aux Etats-Unis, Osman Faruk Logolu, avait déclaré que la Turquie n'enverra pas de soldats en Irak à moins qu'un changement significatif ne survienne. « *Nous n'insisterons pas pour aller en Irak, à moins qu'une initiative claire ne vienne du peuple irakien* », avait déclaré l'ambassadeur turc. Mais la Turquie se réserve le droit d'envoyer des renforts à ses troupes déployées dans le Kurdistan irakien pour combattre contre les combattants

kurdes de Turquie, avait affirmé le 4 novembre le ministre turc de la Défense Vecdi Gonul, interrogé par les députés lors des débats au parlement sur le budget de son ministère.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, interrogé par des journalistes, a rappelé ses déclarations du mois dernier selon lesquelles « *l'autorisation des députés ne veut pas forcément dire que l'on va envoyer des soldats* » en Irak. Le projet de dépêcher en Irak une dizaine de milliers de soldats était au point mort en raison de l'opposition du Conseil de gouvernement transitoire irakien, particulièrement de ses membres kurdes. M. Gul avait récemment évoqué la « *maladresse* » et les « *hésitations* » des Etats-Unis, incapables, selon

lui, de convaincre leurs alliés irakiens, notamment les Kurdes. Abdullah Gul a par ailleurs demandé aux Etats Unis de ne pas faire preuve de favoritisme envers les Kurdes irakiens, sous peine de mettre en danger l'équilibre ethnique de l'Irak. Dans un entretien avec la télévision NTV le 8 novembre, M. Gul a affirmé que le revirement turc n'avait rien à voir avec l'opposition des Kurdes, tout en reconnaissant qu'Ankara avait « *la nette impression* » que les Américains prenaient en général le parti des Kurdes. « *Nous espérons que ceci ne mènera pas à des dangers en Irak dans l'avenir* », a déclaré M. Gul.

L'actuel président du Conseil de gouvernement irakien, le leader kurde Jalal Talabani, a, le 5 novembre, confirmé que « *la question de l'envoi de soldats turcs est close, comme l'a dit le président turc* ».

## HOSHYAR ZEBARI BOYCOTTE UNE RENCONTRE RÉUNISSANT À DAMAS SES HOMOLOGUES DES PAYS VOISINS DE L'IRAK

**L**es ministres des Affaires étrangères des pays voisins de l'Irak (Syrie, Iran, Turquie, Arabie saoudite, Koweït, Egypte et Jordanie) ont condamné, le 2 novembre, à Damas les attentats terroristes en Irak et appelé les forces américaines à restaurer la sécurité ainsi que les Irakiens à coopérer au contrôle des

frontières. La réunion a été boycottée par le Conseil de gouvernement intérimaire irakien (CGI) qui a fait savoir qu'il n'accepterait pas les décisions prises à l'issue de ces travaux. L'invitation à la réunion leur avait été adressée la veille, ce qui traduit, pour le moins, un manque de considération offensant, a déclaré M. Zebari.

En dépit de l'absence du ministre irakien des Affaires étrangères Hoshyar Zebari, ses homologues ont affirmé leur soutien aux efforts accomplis par le CGI pour « s'acquitter de ses responsabilités jusqu'à la formation d'un gouvernement irakien élu et entièrement représentatif qui réponde aux aspirations et aux intérêts du peuple irakien et qui assure l'égalité à tous les citoyens d'un Irak uni ». Les ministres condamnent également les actes terroristes qui visent des civils, des institutions religieuses et humanitaires, des organisations internationales et des missions diplomatiques. Tout en insistant

sur la nécessité de préserver la souveraineté et l'indépendance de l'Irak, ils préconisent un renforcement du rôle des Nations unies, notamment dans la rédaction d'une nouvelle Constitution, la préparation d'élections et l'élaboration d'un calendrier pour la fin de l'occupation.

Le communiqué final n'évoque pas la question de la participation militaire des voisins de l'Irak à la force de stabilisation mais il réaffirme « leur engagement à respecter le principe de non ingérence dans les affaires intérieures » irakiennes.

### LEYLA ZANA ET SES COLLÈGUES SAISISSENT À NOUVEAU LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME POUR DÉNONCER LA PARTIALITÉ DE LA JUSTICE TURQUE

**L**A Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a, le 21 novembre, procédé à la neuvième audience du procès des anciens députés kurdes du parti de la Démocratie (DEP) et a ajourné la prochaine audience au 16 janvier 2004. Las de la procédure de révision turque qui n'est autre qu'une répétition du premier procès condamné par la Cour européenne des droits de l'homme, Leyla Zana et ses trois collègues emprisonnés ont déposé plainte auprès de la Cour de Strasbourg pour leur maintien en détention lors de leur nouveau procès.

Le juge turc a donc rejeté pour la 9ème fois la demande de libération de Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak, emprisonnés en 1994. Les anciens députés se plaignent, dans leur demande présentée le 20 novembre à la Cour européenne des droits de l'homme, que la cour favorise l'accusation et néglige les témoignages en leur faveur. « Nous finissons par croire que la cour ne fera rien pour assurer un procès équitable », a déploré Me Yusuf Alatas, l'avocat principal de la défense.

En 2001, la Cour européenne

avait estimé que leur procès s'était déroulé de façon inéquitable et les 4 députés avaient vu leur demande de nouveau procès acceptée, dans le cadre du processus de démocratisation mis en œuvre par la Turquie pour intégrer l'Union européenne.

Les quatre ex-députés doivent en principe sortir de prison en juin 2005, par le jeu des réductions de peine prévues par la loi turque.

Le Conseil de Paris a, le 25 novembre, adopté à l'unanimité le vœu présenté par Mme Khadidja Bourcart l'Adjointe au maire de Paris chargée de l'Intégration et des étrangers non communautaires, concernant la situation de Leyla Zana. Mme Bourcart et le groupe Verts au Conseil de Paris, « très inquiets du sort de Leyla Zana », ont apporté « leur soutien (...) aux députés kurdes emprisonnés dans leur combat pour la démocratie, la liberté et la fraternité », et rappelé « la dimension hautement politique de ce procès ». Mme Bourcart a demandé au Maire de Paris, Bertrand Delanoë, qu'il « intervienne auprès des autorités turques » et a sollicité que « la citoyenneté d'honneur » de la ville soit accordée à Leyla Zana.

D'autre part, selon les médias turcs, le Parlement européen s'apprête à venir avec une importante délégation à la dixième audience du procès de

Leyla Zana et de ses collègues du parti de la Démocratie (DEP), prévue le 16 janvier. Le quotidien turc *Milliyet* daté du 15 janvier relève que cette délégation formulera une invitation importante à cette occasion à Leyla Zana, lauréate du Prix Sakharov 1995. Selon le journal qui reprend les informations de la télévision d'information turque CNN-turc, la délégation va inviter Leyla Zana pour la fin du mois de janvier à Strasbourg pour lui remettre son prix. Le président de la Commission de l'Union européenne, Romano Prodi, sera également à Ankara par le hasard des calendriers à la même date, et le journal précise qu'il évoquera très certainement la question des anciens députés kurdes emprisonnés en Turquie depuis 1994 pour délit d'opinion. Il sera difficile pour le gouvernement d'évoquer l'indépendance de la justice turque alors que des membres du parti au pouvoir n'ont pas manqué ces derniers jours de pointer du doigt la partialité de cette justice lors des discussions sur la réforme de l'immunité parlementaire, une des promesses du candidat Recep Tayyip Erdogan lors des dernières élections, mais aujourd'hui compromise faute de confiance en la justice turque accusée de partialité par le parti du Premier ministre turc.

Par ailleurs, les anciens députés kurdes du parti de la démocratie (DEP) ont, le 10 novembre,

rendu public un communiqué de presse envoyé à de nombreux responsables internationaux comme le président actuel de l'Union européenne, Silvio Berlusconi, le président du Parlement européen, Pat Cox, le président de la Commission européenne Romano Prodi, le responsable de l'élargissement auprès de l'UE, Gunter Verheugen, le Haut représentant de l'Union européenne pour la PESC, Javier Solana et de nombreux autres organisations internationales pour faire le point sur les évolutions politiques régionales et nationales et appeler à une solution pacifique à la question kurde. Voici de larges extraits de ce communiqué :

*« Cela fait une dizaine d'années que nous sommes emprisonnés. Et le monde comme la Turquie n'est plus tel que nous l'avions laissé. A côté des développements suscitant nos espoirs il existe des évolutions dont nous nous méfions. Sans nul doute, nous ne sommes pas en mesure d'influencer et d'orienter les évolutions mondiales et nationales. Cependant nous ne pouvons pas en toute bonne conscience nous résigner à rester comme des simples spectateurs. C'est la raison pour laquelle et eu égard aux responsabilités qui s'imposent de par l'histoire à nous, nous pensons que c'est notre devoir que de faire savoir notre opinion sur les développements dans notre pays.*

*Les vents de changement secouent le monde entier et cette période où se*

*redessine le monde en général et le Moyen-Orient en particulier influence naturellement et profondément la Turquie (...)*

*La Turquie se trouve confrontée à son propre changement mais la mission de piloter ces mutations au Moyen-Orient lui incombe également. Reste que pour accomplir cette mission historique d'instigateur et constituer, dans le monde islamique, un Etat moderne, démocratique et laïc, il faudrait que la Turquie règle ses propres problèmes intérieurs (...)*

*C'est pour ces raisons et pour le compte de la géographie dans laquelle nous vivons que nous pensons avoir mené depuis des années une lutte pour la démocratie et la paix et dans ce processus critique où la solution démocratique à la question kurde se trouve être la priorité vitale de notre pays, nous appelons à tout simplement plus de réceptivité.*

*À vrai dire la question kurde qui transcende la seule spécificité turque et sa solution complexe mais pacifique est une question simple pour nous. Sa complexité trouve origine dans de nombreuses raisons mais la première d'entre elles est le fait que les Kurdes vivent principalement et en nombre en Turquie, en Irak, en Iran et en Syrie... Ces Etats qui ne font pas preuve des mêmes attitudes dans tous les domaines se servent tout de même de modèle aussi bien dans l'impasse que dans la réussite.*

*La seconde raison est due à la*

*géographie d'ensemble du Kurdistan et donc à ses richesses du sol et du sous-sol, à sa situation stratégique comme sa particularité géographique propice aux interventions extérieures et au fait qu'il soit au centre des intérêts et des attractions de la dynamique extérieure. En d'autres termes, la solution n'est pas seulement à l'initiative de la dynamique intérieure. La solution pacifique de la question est accessible car les Kurdes à aucun moment de l'histoire n'ont choisi délibérément la violence. L'entrave des voies démocratiques, l'impossibilité d'expression dans le domaine juridico-légal, l'attitude prohibitive, oppressive, négationniste et destructrice des Etats leur interdisent l'ensemble des droits et*

*libertés fondamentaux et par conséquent c'est sur la base de la légitime défense que la violence a pu être choisie sans possibilité à d'autres recours.*

*La troisième raison : Les Kurdes n'ont jamais combattu les peuples avec qui ils ont vécu en toute fraternité, et n'ont pas été alimenté de contentieux intercommunautaire générant la rancune, la haine et l'indignation. Ces points favorisent la recherche d'une solution pacifique de la question. (...)*

*Dans ces conditions critiques, notre plus grande attente de la part des organisations et de la communauté internationales est de les voir soutenir et renforcer les dynamiques en faveur de la paix et de la mutation en Turquie (...)*

ci, a été une nouvelle fois victime d'attaques ; le 29 novembre, sept de ses agents secrets, dont le chef des opérations secrètes espagnoles en Irak, ont été tués par des éléments armés de lance-roquettes et de fusils d'assaut qui avaient tendu une embuscade à leurs deux véhicules sans immatriculation au sud de Bagdad. Un commandant polonais a également été tué à une quarantaine de km au nord de la ville sainte chiite de Kerbala. Le 12 novembre, un camionnette piégée a tué 18 Italiens et neuf Irakiens à Nassiriyah, une ville chiite relativement paisible. Il s'agit de la plus grande perte de l'armée italienne depuis la seconde guerre mondiale.

## NOVEMBRE NOIR EN IRAK ET EN TURQUIE

**L**A violence des attaques contre les forces de coalition en Irak a atteint un niveau inégalé en novembre. Toutes les composantes de la Coalition alliée ont essuyé des pertes.

Les plus touchées ont été les forces américaines dont deux hélicoptères ont été abattus dans deux localités du Triangle sunnite, Falloujah et Tikrit. Ces deux opérations ont causé la mort de 22 soldats alors que 26 autres ont été blessés. Le 15 novembre, 17 soldats américains ont été tués dans la chute de deux hélicoptères de combat dans le nord de l'Irak, ce qui a porté à

quatre le nombre d'hélicoptères américains tombés ou abattus en Irak en moins de deux semaines. Depuis l'annonce officielle de la fin des opérations militaires majeures en Irak, le 1er mai, 109 soldats américains ont ainsi été tués hors des opérations de combat dans ce pays. Depuis cette même date 183 autres soldats américains ont perdu la vie lors de combats, selon un bilan daté du 24 novembre

Les attaques affectent également les alliés plus petits, qui se trouvent dans des régions réputées plus calmes. L'Espagne, qui avait déjà perdu trois soldats et son attaché militaire ce mois-

Dans le nord de l'Irak, les infrastructures pétrolières sont aussi la cible de sabotages. La Compagnie pétrolière du Nord (NOC) a indiqué, le 23 novembre qu'un important gazoduc avait été endommagé par une explosion d'origine criminelle qui a provoqué un énorme incendie près de Kirkouk.

De plus, la Coalition a, le 23 novembre, annoncé avoir décidé de suspendre les vols civils à l'aéroport de Bagdad après le tir d'un missile qui a touché un Airbus cargo de la compagnie allemande DHL la veille.

Mais qu'il s'agisse d'affidés de Saddam Hussein ou de combattants étrangers proche d'al-Qaïda, la stratégie est aujourd'hui la même: faire le vide

autour des Américains. Les attaques ont ainsi dissuadé l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge de rester en Irak. Elles visent également tous les Irakiens qui « collaborent » avec les forces américaines, policiers, interprètes, traducteurs.

L'armée américaine a, le 16 novembre, lancé l'opération « *Cyclone de lierre 2* », une « démonstration de force » destinée à impressionner les habitants de la région de Tikrit et l'aviation américaine est intervenue le 18 novembre au soir contre des objectifs situés au centre de Bagdad, pour la première fois depuis la fin de la guerre qui a conduit en avril à la chute de Saddam Hussein. L'armée américaine a mené des raids aériens et bombardé à l'artillerie lourde ce qu'elle soupçonne être des refuges, des caches d'armes ou des lieux utilisés pour la fabrication de bombes. Ces raids s'inscrivaient dans le cadre de l'opération « *Marteau de fer* », une offensive militaire massive lancée dans et autour de Bagdad, depuis le 12 novembre.

Selon les observateurs, la montée de la violence serait due à la fois à l'allègement des mesures de sécurité décidé par la coalition en raison du mois de ramadan et à la ferveur religieuse de cette période pour les musulmans. Tomber en martyr dans le djihad contre les infidèles en plein ramadan accroît les chances d'accès au

paradis selon les prédicateurs sunnites dont beaucoup nommés par le régime déchu restent proches des réseaux baasistes. Ceux-ci mènent désormais des opérations commandos hors du Triangle sunnite pour tenter de déstabiliser le Sud chiite. Cependant les populations chiïtes et Kurdes se mobilisent massivement pour exprimer leur rejet du terrorisme, demander l'arrestation de leurs auteurs et soutenir le processus de démocratisation en Irak. Elles demandent également que des milices et des volontaires irakiens soient davantage mis à contribution pour venir à bout des « actions terroristes des restes de la Gestapo de Saddam Hussein ». Les djihadistes sans frontières liés à al-Qaida ou agissant pour leur propre compte avec la complicité de certains Etats voisins sont également montrés du doigt.

Au cours de ce mois noir, la violence aveugle a également sévi en Turquie. Istanbul a été frappé les 15 et 20 novembre par

deux séries d'attentats suicide à la voiture piégée contre deux synagogues, le consulat général de Grande-Bretagne et la banque britannique HSBC, faisant 62 morts ( y compris les quatre kamikazes). S'exprimant lors des funérailles de deux policiers tués dans les attentats du 20 novembre, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré qu'il était honteux pour la Turquie que ses propres ressortissants en soient les auteurs. Le Premier ministre turc avait également reconnu que les attentats pourraient avoir été facilités par des « déficiences » dans le travail des services de renseignement. « *Les forces de sécurité sont en train d'évaluer l'ensemble des données de renseignement sur cette question (...). Indubitablement, il pourrait y avoir eu des déficiences* », avait déclaré M. Erdogan. Les organisations islamistes ont été largement utilisées comme bras armé par les autorités turques et particulièrement par ses services secrets pour éliminer opposants kurdes et adversaires politiques.

### L'UNION EUROPÉENNE CONSIDÈRE LA QUESTION CHYPRIOTE COMME UN OBSTACLE À L'ADHÉSION DE LA TURQUIE

**D**ANS son « document de stratégie » consacré aux trois pays candidats à l'Union, la Commission européenne relève que si la Turquie a adopté d'importantes réformes ces derniers temps, il lui reste néanmoins « beaucoup à faire dans bon nombre de domaines ».

« L'absence de règlement (à Chypre) pourrait devenir un obstacle sérieux aux aspirations de la Turquie » à adhérer à l'Union si l'impasse persiste au moment de l'adhésion des dix pays adhérant à l'Union, le 1er mai 2004, a averti la Commission dans son « document de stratégie » consacré aux trois pays

candidats à l'Union. Le document cite en particulier « *le renforcement de l'indépendance de la justice et l'amélioration de son fonctionnement* », ainsi que le respect des libertés fondamentales (libertés d'association, d'expression et de religion). Mais la Commission réclame aussi « *l'alignement des relations entre le civil et le militaire sur les pratiques européennes* ».

« *La Turquie devra veiller à la mise en œuvre complète et effective des réformes pour garantir à ses citoyens le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, conformément aux normes européennes* », poursuit la Commission. « *Il faudra du temps pour que l'esprit des réformes se traduise pleinement dans les attitudes des organes exécutifs et judiciaires, à tous les niveaux et dans l'ensemble du pays, prouvant ainsi leur mise en œuvre effective* », selon le « *document de stratégie* ».

Dans son rapport consacré plus particulièrement à la Turquie, la Commission a recensé les différents domaines où les réformes adoptées par les autorités piétinent sur le terrain, leur mise en place pratique étant souvent entravée. Le rapport relève ainsi que certains cas de torture ou d'exactions sont toujours signalés dans le pays même si le phénomène s'est réduit. Le document cite aussi l'usage « *disproportionné de la force* » lors de manifestations ou de rassemblements.

La Commission européenne

proposera fin 2004 aux pays membres de l'Union d'ouvrir ou non des négociations d'adhésion avec la Turquie.

Le rapport de la Commission européenne consacré à la Turquie est « *objectif* », a affirmé le jour même à la presse le chef de la diplomatie turque Abdullah Gül, qui a cependant rejeté tout lien entre la candidature de son pays à l'Union européenne (UE) et un règlement à Chypre. « *Nous sommes conscients des problèmes et du retard pris au niveau de la mise en œuvre des réformes* », a ainsi reconnu le ministre qui a cependant souligné que ces problèmes seraient réglés dans les « *prochains mois* ». M. Gül a indiqué que la question de Chypre ne figurait pas parmi les critères de Copenhague sur la démocratie et les droits de l'homme qu'un pays candidat est tenu de respecter pour amorcer des négociations d'adhésion à l'Union. « *Nous allons déployer beaucoup d'efforts pour trouver une solution à Chypre d'ici à 2004* », a-t-il assuré. Si Ankara refuse de

lier adhésion à l'UE et dossier chypriote, le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gül, a reconnu que « *résoudre le problème de Chypre pourrait effectivement créer une atmosphère positive* ».

L'exécutif européen publiera un rapport sur la situation turque et « *formulera une recommandation, d'ici fin octobre 2004, précisant si la Turquie satisfait ou non aux critères politiques de Copenhague, ce qui permettra au Conseil européen de décembre 2004 de prendre une décision quant à l'éventuelle ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie* ».

Par ailleurs, le parti démocratique du peuple (DEHAP- pro-kurde) dans un communiqué publié le 7 novembre, a affirmé que « *la question de Chypre est mise en avant dans le rapport de la Commission (européenne) mais les plus importantes questions qui pourraient entraver le processus d'intégration de la Turquie à l'UE sont la question kurde et la démocratisation* ».

## LE PKK RENOMMÉ LE KADEK IL Y A PEU S'AUTO-DISSOUT À NOUVEAU ET SE BAPTISE LE CONGRÈS DU PEUPLE

**L**E Congrès pour la Démocratie et la liberté au Kurdistan (KADEK), qui a annoncé le 11 novembre son auto-dissolution, a affirmé le 15 novembre qu'il renonçait au séparatisme et appelé les autorités turques au dialogue.

Le KADEK, anciennement le PKK, a affirmé dans un communiqué qu'il s'appellera désormais le Congrès du peuple du Kurdistan (KONGRA-GEL). « *Le Congrès du peuple du Kurdistan ne se fixe pas pour but la division ou la séparation. Au contraire, il vise une union moderne et démocratique qui respecte l'unité*

de l'Etat », selon un communiqué de la nouvelle organisation. « *Il pense que cette approche répond aux besoins vitaux des Kurdes et des pays voisins* », ajoute le texte distribué à la presse dans un camp de formation situé dans une zone montagneuse à la frontière irako-iranienne. « *Nous allons garder les armes tant qu'il n'y a pas de solution à la question kurde (...) dans un but d'autodéfense* », a déclaré le chef de la nouvelle formation, Zubeyir Aybar, 42 ans, ex-député au Parlement d'Ankara. Il a exprimé l'espoir que les Etats-Unis serviraient de médiateur pour ouvrir des négociations entre son organisation et Ankara. « *Nous ne sommes pas en état de guerre avec la Turquie mais en état d'autodéfense. La fin de la guerre doit être décrétée par les deux parties* », a-t-il ajouté.

« *Le KONGRA-GEL cherche à empêcher l'utilisation réciproque de la violence, provoquée par les sentiments nationalistes, et à présenter une solution non-violente qui permettra de transformer l'existence kurde au Moyen-Orient d'une cause de crise en une source d'énergie* », assure le communiqué. « *Les peuples kurde et turc ont toujours favorisé la démocratie. KONGRA-GEL respecte ce désir et invite le gouvernement de Turquie à montrer le même respect* », dit le document diffusé à cette occasion. « *Le développement dans la région et le désir (de la Turquie) d'adhérer à l'Union*

*européenne facilitent une solution de ce type. Pour cette raison, nous appelons les autorités turques à abandonner leur politique qui a échoué et à amorcer un dialogue avec le KONGRA-GEL* », conclut le texte.

La nouvelle formation est le successeur direct du KADEK, lui-même héritier du PKK, qui a mené une guerre contre Ankara jusqu'en 1999. La décision de changer de nom et de stratégie a été prise lors d'un congrès qui aurait réuni 360 délégués qui se serait tenu du 27 octobre au 6 novembre dans le district de Qandil, au Kurdistan irakien.

Sans surprise, cette réunion des cadres de l'ex-PKK a gratifié Ocalan du titre de « *leader du peuple kurde* » annonçant dès le départ la couleur de cette formation qui se veut « *nouvelle* ». Les Etats-Unis avaient déclaré le 14 novembre qu'ils considéraient que toute organisation issue du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) serait considérée comme terroriste. Le département d'Etat a ainsi fait savoir qu'il ne changerait pas de ligne vis-à-vis de cette organisation, malgré l'annonce de la dissolution du KADEK.

### **SYRIE : UN PARTI KURDE DEMANDE L'ARRÊT DE LA TORTURE ET LA LIBÉRATION DES DÉTENUS POLITIQUES**

**U**N parti kurde de Syrie a appelé, le 20 novembre, à l'arrêt de la torture de sept Kurdes détenus dans les prisons syriennes et réclamé leur comparution rapide en justice. « *L'étudiant Massoud Hamed, arrêté le 24 juillet, et sept autres -Mohammad Ahmad, Mohammad Farmane, Khaled Ali, Amer Mrad, Hussein Ramadan, Hozan Ibrahim et Salar Saleh-, arrêtés le 25 juin, sont soumis à des tortures physiques* », affirme le parti Yekiti (Unité) dans un communiqué signé du secrétaire de son Comité central, Abdel Baki al-Youssef. « *Farhat Ali, le représentant du parti au Liban, arrêté le 28 décembre 2002 par les services de renseignement libanais à*

*la demande des services de renseignement militaires syriens et qui leur a été remis, est également soumis à la torture* », ajoute le texte. Le parti exhorte « *les forces démocratiques et les partisans des droits de l'Homme en Syrie et dans le monde à intervenir pour mettre fin à ces pratiques arbitraires* » et à « *réclamer la libération des détenus politiques et leur comparution rapide dans des procès équitables* ». Le parti souligne en outre qu'« *en dépit de nombreux appels d'organisations de défense des droits de l'Homme, internationales et locales, la situation des prisons et des détenus s'est détériorée au cours des trois dernières années, par rapport à celle des années 1990* ».

La Syrie compte environ un million et demi de Kurdes, principalement dans le nord, le long des frontières turque et irakienne. Plus de 150 000 d'entre eux ont été refusés lors de l'inscription du recensement de 1962, ce qui les a privés, ainsi que leurs descendants, de la nationalité syrienne. Ils ont aussi à l'heure actuelle, plus de 300 000 sans papiers vivant en étranger dans leur propre pays.

Par ailleurs, la cour de sûreté de l'Etat doit rendre son jugement le 22 février dans le procès de deux dirigeants kurdes accusés de « tenter de rattacher une partie du territoire syrien à un Etat tiers », a-t-on appris auprès d'un de leur avocat, Me Anouar Bounni. Les avocats ont présenté leur défense en jugeant « anticonstitutionnel » ce tribunal

d'exception qui juge les deux dirigeants du parti kurde Yekiti, Marouane Osmane et Hassan Saleh, a indiqué Me Bounni.

MM. Osmane et Saleh avaient été arrêtés quelques jours après une manifestation le 10 décembre 2002 de près de 150 Kurdes devant le Parlement syrien pour demander aux autorités de « revoir leur politique discriminatoire » à l'encontre de la population kurde de Syrie. Cinq partis kurdes, formant l'Alliance démocratique kurde de Syrie (ADKS), réclament que les autorités restituent à plus de 300.000 Kurdes leurs cartes d'identité, qui leur avaient été retirées arbitrairement en 1962 dans le cadre de la politique d'arabisation forcée menée par le parti Baas.

(Ed. Labor et Fidès). Après Antoine Bosshard, du Journal de Genève, Bernard Langlois, de Politis, Marc Kravetz, de Libération, Jean Gueyras, du journal Le Monde, Jean-Claude Bühner de Coopération, Chris Kutschera, journaliste indépendant, auteur de plusieurs ouvrages sur les Kurdes, Alain Campiotti de l'Hebdo, Philippe Dumartheray, de 24 Heures et Michel Verrier, du Monde diplomatique, Ragip Duran, correspondant de Libération en Turquie et François-Xavier Lovat, journaliste indépendant spécialiste de la question kurde, le Prix 2003 est attribué à Marie Jégo, journaliste au quotidien Le Monde.

Spécialiste du Caucase et du monde russophone, Marie Jégo collabore également avec différentes revues. Elle s'intéresse depuis plusieurs années aux Kurdes. Ses voyages en Turquie et au Kurdistan irakien lui ont donné l'occasion de connaître de près la vie politique et sociale des Kurdes et de consacrer à ces sujets de nombreux articles publiés dans *Le Monde*. Ses écrits, empreints d'une grande sensibilité et d'esprit d'ouverture, ont contribué à une meilleure connaissance du peuple kurde en France et dans les pays francophones. Le jury a tenu à saluer cette contribution et à exprimer par cette distinction toute la reconnaissance des Kurdes et de leurs amis.

### LE PRIX NOUREDDINE ZAZA 2003 DÉCERNÉ À LA JOURNALISTE DU MONDE MARIE JÉGO

**L**E Prix Nouredine Zaza 2003, le 12<sup>ème</sup> depuis 1989 – a été décerné à Marie Jégo, journaliste au quotidien *Le Monde*. La remise du Prix a eu lieu le samedi 22 novembre à 17<sup>h</sup>00 au siège de l'Institut kurde de Paris en présence de Mmes. Danielle Mitterrand et Gilberte Favre-Zaza.

Créé en 1989 par la famille de Nouredine Zaza, conjointement avec l'Institut kurde de Paris, « afin d'encourager les

journalistes à ne pas oublier ce peuple méconnu de l'histoire », ce prix est attribué chaque année à un journaliste de la presse francophone qui, par son talent et par sa persévérance, aura sensibilisé l'opinion publique à la cause kurde.

Il a aussi pour but de perpétuer la mémoire de Nouredine Zaza, écrivain, homme politique et cofondateur de l'Institut kurde de Paris qui a retracé son combat dans *Ma vie de Kurde*

**AINSI QUE...****• DES PARTIS POLITIQUES KURDES LIMOGENT DES CADRES DE LEUR PARTI POUR COLLABORATION AVEC LE RÉGIME DE SADDAM HUSSEIN.**

L'exploitation des archives du régime de Saddam Hussein, saisies par la résistance kurde révèlent que des collaborateurs de ce régime avaient pu s'infiltrer dans certains partis kurdes. Ainsi, « *le Parti communiste irakien (PCI) a limogé un de ses cadres hauts placés après qu'il eut été reconnu coupable de collaboration* » avec l'ancien régime, a indiqué une source kurde bien informée.

Pour sa part, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani a limogé Saadi Pire, un ancien ministre devenu responsable du parti dans la ville de Mossoul (nord) et Moustafa Chawresh, qui était ministre de l'Agriculture dans le gouvernement régional kurde, ainsi que d'autres cadres moins connus.

D'autres partis kurdes, comme le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, examinent les dossiers de plusieurs de leurs membres pour vérifier s'ils avaient collaboré avec les services de renseignement du régime baassiste. Tenant compte de la possibilité de trucage des archives et pour éviter des règlement de compte, les

autorités kurdes ont, dans un premier temps, démis les personnes mises en cause de leurs responsabilités et vont laisser à la justice le soin d'instruire des procès équitables.

Cependant, le bâtonnier de l'ordre des avocats dans le Kurdistan irakien, Chirouane Nasseh a affirmé que « *ceux qui sont reconnus coupables d'avoir porté fortement atteinte à la population pourraient être passibles de la peine de mort* », déclaration qui traduit l'indignation de l'opinion publique contre les collaborateurs.

**• DES HAUTS MEMBRES DU PARTI DE LA JUSTICE ET DU DÉVELOPPEMENT (AKP) QUALIFIENT LA JUSTICE TURQUE DE PARTIALE ET PARTISANE.** Au lendemain de la décision du Parlement turc d'envoyer devant la Haute Cour de justice l'ancien premier ministre turc Mesut Yilmaz et cinq autres anciens ministres- Husamettin Ozkan, Cumhur Ersumer, Zeki Cakan, Recep Onal et Gunes Taner- accusés de « *corruption, favoritisme, népotisme et d'irrégularités* », le président de la commission d'enquête parlementaire relative à l'immunité, Husrev Kutlu, a, le 11 décembre, déclaré tout simplement que « *la Justice n'étant pas indépendante, ils ont décidé de ne pas toucher à la législation sur les immunités* ».

Commentant ces déclarations, le vice-Premier ministre, Mehmet Ali Sahin, issu du même parti de la Justice et du Développement (AKP) a ajouté pour sa part que « *les députés doutent de l'indépendance de la Justice* » en donnant l'exemple de l'ancien procureur général auprès de la Cour de cassation Vural Savas, qui dans un de ses livres « *reconnait avoir fourni beaucoup d'efforts pour barrer la route de l'actuel Premier ministre Recep Tayyip Erdogan* ». Aussitôt le président de la Cour de Cassation, Eraslan Ozkaya et son homologue du Conseil d'Etat, Nuri Alan, ont vivement réagi, M. Ozkaya a déclaré « *ceux qui ne sont plus au pouvoir, le simple citoyen et les bureaucrates se présentent devant la Justice... on ne va pas importer une justice d'ailleurs ou le remplacer par une autre instance... personne ne peut avoir le luxe de dire qu'il ne veut pas aller devant une telle justice... La justice n'est pas parfaite, mais vous ne faites rien pour l'améliorer et puis vous vous permettez de la critiquer* ». Le vice-président du groupe parlementaire du Parti républicain du peuple (CHP- seul parti d'opposition au Parlement turc), Kemal Anadol, a réagi en déclarant : « *il nous reste donc deux choses à faire, soit il faut mettre en vacance tous les tribunaux du pays ou alors il faut que les 70 millions de citoyens bénéficient de l'immunité en accédant à la députation. Autrement, cela voudrait dire que les citoyens sont en danger face à une telle justice* »

## LE BILAN 2003 DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE PLUS CRITIQUE QU'EN 1999 SELON L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME

**L'**ASSOCIATION turque des droits de l'homme a, le 2 décembre, publié une évaluation récente de la situation des droits de l'homme en Turquie dans le cadre du 6ème et 7ème paquets

d'harmonisation adoptés par Ankara en vue d'une adhésion à l'Union européenne. Voici quelques extraits de ce bilan couvrant la période de janvier à septembre des cinq dernières années :

Nombre de personnes torturées ou ayant été victimes de traitements inhumains et dégradants :

- 472 victimes entre janvier et septembre 1999
- 508 victimes entre janvier et septembre de l'année 2000
- 762 victimes entre janvier et septembre 2001
- 456 victimes entre janvier et septembre 2002
- 770 victimes entre janvier et septembre 2003

Atteinte portée à la liberté de l'expression en nombre de personnes poursuivies :

- 103 personnes poursuivies entre janvier et septembre 1999
- 254 personnes poursuivies entre janvier et septembre 2000
- 1921 personnes poursuivies entre janvier et septembre 2001
- 2432 personnes poursuivies entre janvier et septembre 2002
- 1292 personnes poursuivies entre janvier et septembre 2003

Par ailleurs, l'Association indique que le nombre d'organisations politiques, de maisons d'édition et de centres culturels perquisitionnés étaient de 250 en 1999 et 48 en 2003. Le nombre de publications confisquées ou interdites étaient de 242 en 1999 et de 102 en 2003

### • TROIS TURCS, S O U P Ç O N N É S D'IMPLICATION DANS

**L'ATTENTAT SUICIDE FAISANT CINQ MORTS À KIRKOUK, ARRÊTÉS PAR LES PESHMERGAS.** l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) a, le 23 novembre, indiqué l'arrestation de trois Turcs soupçonnés d'implication dans l'attentat suicide perpétré le 20 novembre contre les locaux de partis kurdes d'Irak à Kirkouk. « Nos peshmergas, en collaboration avec le Bureau irakien des enquêtes (KBI), ont arrêté trois Turcs

soupçonnés d'implication dans l'attentat », a déclaré Ramadane Rachid Mohieddine, le numéro deux à Kirkouk de l'UPK en ajoutant que les suspects ont été capturés le jour même de l'attentat près des locaux visés. « Les Turcs avaient des passeports turcs et des téléphones satellitaires au moment de leur arrestation », a-il- précisé.

Cinq Irakiens, dont trois enfants, ont été tués et plus d'une trentaine de personnes blessées par l'explosion d'une voiture piégée qui a foncé sur un barrage proche des bureaux de l'UPK et du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein des membres des forces spéciales turques soupçonnés de préparer des attentats afin de déstabiliser le Kurdistan irakien ont été arrêtés à trois reprises. L'arrestation en juillet dernier de 11 d'entre eux par les Américains avait provoqué une véritable crise dans les relations d'Ankara avec Washington.

•LES AMÉRICAINS ET L'ONU DISCUTENT AVEC LES TURCS POUR LE « RAPATRIEMENT VOLONTAIRE » DES KURDES DE TURQUIE RÉFUGIÉS EN IRAK DEPUIS PLUS DE DIX ANS. Des discussions ont eu lieu à Ankara entre des responsables turcs, américains et du Haut commissariat de l'Onu pour les réfugiés au sujet du retour

graduel en Turquie des milliers de Kurdes réfugiés en Irak. Une mission du HCR s'est entretenue, le 12 novembre, avec des responsables du ministère turc des Affaires étrangères pour évoquer la question du « rapatriement volontaire » de ces Kurdes, réfugiés en Irak depuis le début des années 1990 pour échapper aux violences en Turquie, a souligné le porte-parole du HCR en Turquie, Metin Corabatur.

Les Kurdes de Turquie constituent la troisième plus importante communauté de réfugiés en Irak, administré par les Etats-Unis, avec quelque 12.700 personnes, après les Iraniens (18.700) et les Palestiniens (80.000), selon M. Corabatur. Le sujet sensible du camp de réfugiés de Makhmour, au Kurdistan, au sud de Mossoul, contrôlé par le HCR, figure aussi à l'agenda, a-t-il précisé. Ce camp abrite depuis 1997 plus de 9.000 Kurdes de Turquie. Ankara souhaite depuis des années son démantèlement, affirmant que les activistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan y retiennent en « otages » les familles kurdes qui souhaitent rentrer dans leurs villages en Turquie. Pendant la période la plus dure des affrontements entre l'armée turque et le PKK (1984-1999), l'armée turque a évacué de force des villages entiers kurdes pour isoler les combattants. D'autres familles ont par la suite aussi pris le

chemin du Kurdistan irakien. Outre celui de Makhmour, plusieurs autres camps à Dohouk et Erbil abritent 3.700 réfugiés kurdes de Turquie. Grâce au concours du HCR, plus de 2.200 réfugiés ont été rapatriés en Turquie depuis 1997.

• **LA TURQUIE A RATIFIÉ LE PROTOCOLE 6 DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME QUI ABOLIT LA PEINE DE MORT.** La Turquie a ratifié, le 12 novembre, à Strasbourg le protocole 6 de la Convention européenne des droits de l'homme qui abolit la peine de mort en temps de paix, annonce le Conseil de l'Europe. « *C'est une étape d'une importance politique énorme (...) Elle nous rapproche de l'abolition totale de la peine de mort qui est l'une des priorités de notre organisation* », a déclaré son secrétaire général, Walter Schwimmer.

La Turquie, qui appliquait un moratoire depuis 1984, n'a quant à elle aboli la peine de mort que le 2 août 2002, dans le cadre d'un paquet de réformes adopté par le parlement. Mais l'association turque des droits de l'homme dénonce les condamnations extrajudiciaires dont ont été victimes plus de 4000 personnes, assassinées par les escadrons de la mort. L'abolition de la peine capitale, qui est exigée depuis 1994 par le Conseil de l'Europe, fait

également partie des conditions que fixe l'Union européenne aux futurs adhérents.

Seule la Russie, parmi les 45 Etats membres du Conseil de l'Europe, maintient encore la peine de mort dans sa législation, tout en appliquant un moratoire sur les exécutions depuis 1996.

• **LE HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS S'INQUIÈTE DES CONDITIONS D'EXPULSION DES KURDES DE TURQUIE VENUS DEMANDER L'ASILE À L'AUSTRALIE.** Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a, le 6 novembre, exprimé son inquiétude sur le sort de 14 réfugiés turcs d'origine kurde arrivés sur une île du nord de l'Australie, et expulsés vers l'Indonésie. L'Australie n'a pas respecté ses obligations internationales a estimé le 11 novembre le Haut Commissariat de l'Onu pour les réfugiés (HCR).

Les 14 Kurdes originaires de Turquie et l'équipage indonésien composé de quatre hommes avaient accosté le 4 novembre sur l'île de Melville, proche de la ville de Darwin, dans le nord de l'Australie. Après des discussions avec Jakarta, les autorités australiennes les ont renvoyés en Indonésie d'où ils avaient

embarqué. Elles avaient auparavant exclu à la hâte 4.000 îles de leur zone d'immigration pour empêcher une demande d'asile. La décision a également été critiquée par des groupes de défense des réfugiés et l'opposition travailliste au gouvernement conservateur australien.

L'Australie a signé la convention de l'Onu de 1951 sur la protection des réfugiés. A ce titre elle est dans l'obligation de recevoir les demandes d'asile et ne doit pas renvoyer les candidats vers un pays où ils seraient en danger. Or, l'Indonésie ayant refusé de les accueillir, les 14 Kurdes risquent de retourner en Turquie, a expliqué le HCR. L'Indonésie n'est pas signataire de la convention de 1951.

• **DES ENFANTS VICTIMES DES MINES AU KURDISTAN DE TURQUIE.** Quatre enfants, trois filles et un garçon, âgés de 7 à 10 ans, ont, le 2 novembre, été tués et sept autres blessés lors de l'explosion d'un engin qu'ils manipulaient dans un petit village d'Uludere, province de Sirnak. L'engin avait été dissimulé près d'une école primaire. Sirnak et ses environs avaient été le théâtre de violents combats entre l'armée et les combattants du PKK entre 1984 et 1999.

• **L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ DU KURDE EMPÊCHÉ SOUS DE FAUX PRÉTEXTES ET LES**

**LETTRES " W, Q, X " CONDAMNÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS PAR UN JUGE TURC.** Le premier cours privé de langue kurde de Turquie n'a toujours pas obtenu l'autorisation officielle, les autorités multipliant les obstacles bureaucratiques. Le dernier prétexte en date est l'absence d'escalier de secours conforme, a précisé Aydin Unesi, le propriétaire de l'établissement. L'escalier existe bien, mais il n'a pas été mentionné dans le dossier de demande d'agrément, selon M. Unesi.

Le cours avait auparavant vu son autorisation refusée parce que les portes étaient trop étroites de cinq centimètres par rapport aux normes en vigueur. « *Je suis de plus en plus convaincu que les cours sont délibérément bloqués parce que les autorités demandent de petites choses* », a souligné M. Unesi, qui s'est dit déterminé à poursuivre ses démarches jusqu'à ce que le cours démarre « *parce que c'est un droit accordé par la loi* ».

Les émissions de radio en langue kurde sont confrontées à des difficultés analogues. Elles n'ont toujours pas commencé alors qu'elles ont théoriquement été légalisées depuis plusieurs mois.

La Turquie, dont l'intégration à l'Union européenne est notamment suspendue à ses progrès en matière de libertés individuelles, a, officiellement, adopté une loi permettant à la population kurde d'étudier sa

langue, mais son application ne s'est toujours pas concrétisée, provoquant les critiques de l'UE.

Toutefois, des intellectuels kurdes ont pu, le 4 novembre, organiser pour la première fois depuis des décennies, une conférence dans leur propre langue à Diyarbakir. « *Nous n'aurions même pas pu rêver d'organiser une telle chose à Diyarbakir il y a dix ans* », a déclaré à l'ouverture de la conférence le maire kurde de la ville, Feridun Celik, qui s'exprimait en langue turque, en présence de la presse. Des intellectuels kurdes de Turquie, d'Iran, d'Irak, de Syrie et de pays européens ont assisté à cette conférence, tenue dans le cadre d'un festival littéraire de cinq jours, organisé par la municipalité.

Par ailleurs, un tribunal de Hakkari a, le 21 novembre, rejeté la demande des responsables du DEHAP de la province ayant sollicité la kurdisation de leur prénom en rétorquant que les lettres " *w, q et x* " ne font pas partie de l'alphabet turc. Le procureur général de Hakkari ne s'était pourtant pas opposé en indiquant qu'il n'y avait aucune indication législative contraire mais les juges ne l'ont pas suivi en ce sens. Ferhat Yegin, vice-président du parti pro-kurde de la libre société (Ozgur Toplum), a également vu son recours rejeté. Il avait déposé un recours en justice à Ankara pour adopter le prénom Qualferat (sage) mais

un tribunal de la capitale a statué le 4 décembre à son encontre car il est interdit selon la Constitution d'utiliser des lettres inexistantes dans l'alphabet turc, a-t-il expliqué. « *Mon recours a été rejeté dès la première audience (...) d'autres recours similaires ont également été rejetés* », a-t-il ajouté. Nombre de dirigeants et membres de deux partis pro-kurdes avaient simultanément déposé en octobre des recours pour obtenir le droit de porter des noms kurdes comprenant les lettres X, W et Q.

Le gouvernement turc a récemment levé l'interdiction des prénoms et noms à consonance « ethnique » — en l'occurrence kurde —, dans le but d'harmoniser ses lois avec celles de l'Union Européenne (UE), à laquelle Ankara souhaite adhérer. Mais une circulaire du ministère de l'Intérieur a interdit l'utilisation de noms comportant des lettres qui n'existent pas dans l'alphabet turc. Les lettres X, W et Q existent en kurde, mais pas en turc.

*qu'à sortir de la maison le matin, aller dans le magasin spécialiste en engrais le plus proche, et de commettre l'attentat à la bombe dans l'après-midi.*

*En plus, celui qui s'est chargé de leur instruction c'est ce même pays*

*Avec beaucoup d'habileté, les protégeant avec beaucoup d'énergie. D'abord dès la naissance, les pères et mères ont égorgé un ovin et leur ont appliqué le sang avec leur doigt sur leur front. Au lieu des écoles de la République, leur éducation débute dans les cours propres aux sectes. On leur apprend que tous ceux qui ne sont pas comme eux sont des " mécréants "...*

## LU DANS LA PRESSE TURQUE

**DEPUIS 1950 LE POUVOIR TURC SOUTIENT SANS VERGOGNE LES ISLAMISTES.** Au lendemain des attentats contre le consulat britannique et la banque HSBC, faisant au moins 30 morts — dont les deux kamikazes, et les deux attentats suicide contre deux synagogues de la ville cinq jours plus tôt, au total donc 55 morts et plus de 700 blessés, le gouvernement turc refuse toujours de parler de terroristes islamistes et cherche des coupables étrangers en refusant une interrogation de sa politique interne à l'égard des organisations islamistes longtemps choyées par les autorités turques. Bekir Çoskun, journaliste au quotidien turc à grand tirage *Hurriyet*, dénonce dans ses colonnes du 21

novembre la politique de séduction, de défense et de soutien des autorités turques à l'égard des islamistes radicaux sous le titre de « *Notre tâche est difficile* ». Voici de larges extraits de cet article :

*« Même si la comparaison avec les attentats du 11 septembre aux Etats-unis serait excessive, notre travail s'avère plus difficile que celui des Américains quant aux attentats qui viennent d'être perpétrés.*

*Puisque nos terroristes ne viennent pas d'ailleurs. Ce sont bien les nôtres. Ils n'ont pas besoin pour perpétrer des attentats d'aller dans un autre pays, de changer d'identité, d'apprendre une autre langue, ou de s'afficher déguisés sous une autre religion. Ils n'ont*

*Depuis 1950, ils ont le soutien des différents gouvernements. Les présidents et les gouvernements... En laissant ces établissements dispenser leur enseignement... mais aussi en les finançant sur les fonds secrets. Et puis en prenant officiellement la défense de ceux qui ont brûlé les " mécréants " intellectuels, musiciens et écrivains (ndlr : en 1993 les islamistes ont incendié un hôtel à Sivas qui accueillait des intellectuels alévis dont le célèbre humoriste Aziz Nesin. La police turque a empêché le travail des secours). D'autres pour sauver ces terroristes religieux ont décrété des lois d'amnistie comme il y a quelques semaines...*

*(...) Les islamistes ont beau chercher les coupables à l'étranger, ces derniers sont parmi nous, sont des nôtres...*

## ■ POINT DE VUE

# Turquie : de la difficulté d'être européen

IL CITE Bertolt Brecht et Victor Hugo, en appelle aux « valeurs modernes de la civilisation contemporaine », fondatrices de la République de Kemal Atatürk. Il présente la Turquie comme un modèle d'Etat laïque pour le monde musulman et ne se lasse pas de vanter les mérites de l'Europe. Ancien maire d'Istanbul, condamné naguère pour avoir lu en public des versets religieux, chef d'un parti qui se réclame ouvertement de l'islam, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a délibérément choisi la voie de la modernité.

C'est en tout cas le discours qu'il a tenu au V<sup>e</sup> Foro Formentor, organisé à la mi-octobre sur l'île de Majorque par la fondation espagnole Repsol. Devant le président du gouvernement de Madrid, José Maria Aznar, partisan de mentionner l'héritage chrétien dans la future Constitution européenne, il a refusé que l'Union devienne « un club chrétien », mais il s'est déclaré décidé à « assumer toutes les valeurs universelles que l'Europe représente : la démocratie, le pluralisme, les droits de l'homme, la laïcité, la liberté de pensée, de conscience et d'initiative ». Ce n'est sans doute pas toujours facile de mettre ses actes en accord avec ses paroles quand on est à la tête d'un parti islamique que l'establishment kémaliste traditionnel de Turquie, étroitement lié aux militaires, regarde avec suspicion.

Ce ne doit pas être toujours simple, dans la vie publique comme dans la vie privée. A Formentor, M<sup>me</sup> Erdogan n'a pas assisté au dîner officiel donné en l'honneur de son mari et de José Maria Aznar. Timidité ? Crainte de rester à l'écart par ignorance d'une langue étrangère ? Peur de provoquer un scandale – en Turquie plus encore qu'en Espagne – en venant à table avec un foulard islamique ? M<sup>me</sup> Erdogan est restée dans sa chambre d'hôtel et, quelle qu'en soit la raison, beaucoup de personnalités présentes ne pouvaient s'empêcher de penser que, décidément, les traditions avaient la vie dure.

Pourtant Recep Tayyip Erdogan sait trouver les accents qui plaisent à ses interlocuteurs. Quand il vante la Turquie comme « un îlot de stabilité, grâce à sa démocratie laïque, sa puissance militaire et ses fondements solides ». Ou quand il explique que la Turquie est ce « modèle » dont « l'Europe a besoin pour démontrer que l'islam et la modernité peuvent coexister ».

Au demeurant, les réformes indispensables pour respecter les critères de Copenhague, et ouvrir ainsi la voie des négociations d'adhésion à l'Union européenne, n'ont pas été entreprises pour les beaux yeux des Européens. Si « l'Europe a servi de catalyseur, nous ne considérons pas et nous n'avons jamais considéré l'Europe comme une fin en soi », déclare M. Erdogan. Notre objectif est d'atteindre le niveau de la civilisation contemporaine, selon les préceptes du fondateur de la République, Atatürk. Nous devons atteindre cet objectif dans notre propre intérêt ».

Le premier ministre turc n'est pas seulement un homme politique habile qui a su profiter du discrédit des formations traditionnelles pour conduire au pouvoir son parti, l'AKP, le Parti de la justice et du développement, lors des élections législatives de l'automne 2002. Il a impulsé les réformes nécessaires à la démocratisation de son pays, dont il dresse une liste en effet impressionnante. Il a même réussi à réduire l'influence des militaires et à soustraire le pouvoir civil au contrôle des chefs de l'armée. Au moins sur le papier. Car il y a une marge entre faire adopter des lois par un Parlement où l'AKP dispose d'une écrasante majorité et les mettre en œuvre, tant en ce qui concerne les libertés civiques, que la réforme de la justice et du système pénitentiaire, la lutte contre la corruption, la liberté d'expression, y compris pour les minorités ethniques, essentiellement les Kurdes...

L'Union européenne jugera sur pièces quand elle sera amenée à apprécier, fin 2004, si les progrès accomplis par la Turquie sont suffisants pour permettre l'ouverture des négociations d'adhésion. Une autre pierre d'achoppement est la situation à Chypre, alors que la partie grecque de l'île va entrer dans l'UE dans six mois. Recep Tayyip Erdogan le sait bien qui, sans s'engager formellement, a eu à Formentor des paroles apaisantes. « La Turquie considère Chypre dans son ensemble », a-t-il déclaré.

Autrement dit, il n'est plus question d'annexer la partie turque de l'île ou d'en faire un Etat séparé. Ni de laisser pourrir la situation : « L'absence de solution n'est pas une solution », a encore affirmé le premier ministre turc, contredisant ainsi des propos naguère entendus à Ankara selon lesquels la partition de 1974 et la présence de 30 000 soldats turcs dans le

Nord avaient réglé le problème. Par contraste encore avec la position de Rauf Denktash, leader des Chypriotes turcs, M. Erdogan a déclaré que le plan du secrétaire général de l'ONU Kofi Annan – de « cantonisation » de Chypre – méritait d'être discuté.

## LE DÉLAI EST BREF

Il reste que, après avoir été tenté par une solution rapide, le gouvernement de l'AKP est devenu beaucoup plus prudent sur la question chypriote. C'est un terrain sur lequel il répugne à affronter les mili-

taires, qui sont les meilleurs soutiens de M. Denktash, cible par ailleurs d'une forte contestation chez lui. Pour faire tomber la tension, Ankara a fait pression sur M. Denktash afin qu'il prenne des mesures « humanitaires », notamment l'ouverture de la ligne Attila, qui divise l'île depuis 1974.

Des élections auront lieu dans la partie nord de l'île au mois de décembre. Ce pourrait être l'occasion pour l'opposition locale de se débarrasser de M. Denktash. Cette opposition est favorable à un accord avec les Chypriotes grecs afin que les Chypriotes turcs ne soient pas les laissés-pour-compte de l'Europe. Quant à M. Erdogan, il verrait ainsi disparaître un obstacle sur la voie de l'UE. Or le premier ministre turc a beau assurer que ces

élections seront « justes et démocratiques » et qu'il souhaite « un résultat positif », Mustafa Akinçi, responsable du Mouvement de la paix et de la démocratie, qui mène le combat contre M. Denktash, lui reproche de ne rien faire contre la falsification « démographique » du scrutin. Des centaines, des milliers de Turcs, fraîchement débarqués du continent, se voient attribuer la nationalité chypriote-turque dans les dernières semaines précédant les élections. Ces immigrés n'ont aucune idée des problèmes chypriotes, et leur situation précaire les rend particulièrement vulnérables à la propagande de M. Denktash. En ne s'opposant pas à cette manipulation, M. Erdogan perd, selon l'opposition, une occasion de renverser le rapport de forces en faveur d'un règlement négocié.

Pourtant le temps presse pour Ankara. A partir du 1<sup>er</sup> mai 2004, la République de Chypre (grecque) sera membre à part entière de l'UE et pourra opposer son veto à l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie si aucune solution n'a été trouvée à la partition de l'île.

Au cours des dernières années, les gouvernements turcs ont tenté de se servir de la carte chypriote pour obtenir des concessions des Européens. Ils n'ont pas réussi dans le passé, et cette carte perd tous les jours un peu plus de sa faible valeur. Le délai est bref, mais tous les éléments d'une solution sont sur la table. Il revient à Recep Tayyip Erdogan de décider s'il affronte un des derniers bastions symboliques du pouvoir des militaires turcs. Au nom de l'Europe.

Daniel Vernet

## Un déploiement turc en Irak serait toujours à l'étude

WASHINGTON. Les Etats-Unis ont affirmé, jeudi 30 octobre, que la participation des troupes turques aux efforts de stabilisation en Irak était toujours à l'étude, contrairement aux déclarations du président turc, Ahmet Necdet Sezer, affirmant la veille que le sujet était « clos ». Washington « continue de discuter avec le gouvernement turc et les Irakiens, notamment le gouvernement transitoire irakien » nommé par les Etats-Unis, a déclaré le porte-parole du département d'Etat américain, Richard Boucher. « Nous gardons espoir qu'un accord satisfaisant pour chacune des parties peut être obtenu », a-t-il précisé. Le Parlement turc avait approuvé, il y a plus de trois semaines, une motion gouvernementale prévoyant un déploiement turc en Irak, mais le projet est au point mort en raison de l'opposition irakienne. – (AFP.)

Le Monde

DIMANCHE 2 - LUNDI 3 NOVEMBRE 2003

# Les réformes démocratiques en Turquie restent timorées pour la Commission européenne

BRUXELLES

de notre bureau européen

Si la Turquie du premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan, n'entreprend pas rapidement des réformes radicales pour se transformer effectivement en un Etat de droit, il est peu probable qu'en décembre 2004 la Commission européenne soit en mesure de recommander l'ouverture formelle de négociations d'adhésion à l'Union. C'est le constat dressé par les services de Günter Verheugen, commissaire européen chargé de l'élargissement de l'UE, en vue d'un « rapport stratégique » couvrant les dix pays qui doivent rejoindre l'Union en mai 2004, ainsi que les trois candidats à l'adhésion : Turquie, Roumanie, Bulgarie. Ce rapport doit être rendu public le 5 novembre en même temps que le travail d'évaluation des services de la Commission.

Tout en notant l'état d'esprit de changement qui s'est répandu dans les cercles civils du pouvoir à Ankara, la Commission juge que, dans la plupart des cas, ses applications pratiques sont limitées, voire inexistantes. « Tout se passe, résume un expert européen, comme si les efforts du gouvernement étaient systématiquement annihilés par ce qu'on appelle à Ankara le "deep state" [le pouvoir occulte, l'armée, les

services de renseignement]. »

Quatre ensembles de réformes politiques ont été adoptés l'année dernière par le Parlement, une politique de « tolérance zéro » sur la torture a été décrétée, et l'état d'urgence a été levé dans les provinces du Sud-Est. Pourtant, « en dépit de quelques développements positifs sur le terrain, ces réformes ont produit des effets pratiques limités. Jusqu'à présent, leur exécution a été lente et irrégulière », indique le rapport.

Des changements ont été entrepris s'agissant du cadre légal du Conseil de sécurité nationale (NSC), véritable Etat dans l'Etat où l'armée exerce la réalité du pouvoir. Mais un amendement précisant que le NSC doit faire un rapport au Conseil des ministres a été supprimé, et, s'il a bien été prévu que le poste de secrétaire général du NSC ne serait plus réservé à un militaire, en août, il a été décidé que le prochain candidat serait... un militaire. « Les forces armées, note la Commission, exercent une influence à travers une série de mécanismes informels. En de nombreuses occasions, les membres militaires du NSC expriment leurs opinions sur des sujets politiques, sociaux ou de politique étrangère. » L'appareil judiciaire a été réformé et son efficacité accrue. La pos-

sibilité pour des tribunaux militaires de juger des civils, y compris des mineurs, a été limitée. En principe, l'indépendance de l'appareil judiciaire est inscrite dans la Constitution. « En pratique, cette indépendance est affaiblie par plusieurs dispositions constitutionnelles, qui établissent un lien organique entre le judiciaire et l'exécutif. »

## DROITS DES MINORITÉS

Le respect des droits civils et politiques reste préoccupant, et les poursuites pour actes de torture et mauvais traitements commis par des membres des forces de sécurité sont rares, sans compter que la longueur des procédures est considérée comme « une forme d'impunité » pour les intéressés. La Commission se félicite de l'abolition de la peine de mort (« sauf en cas de guerre ou de menace de guerre »), mais déplore que les enquêtes visant les fonctionnaires soupçonnés d'« exécutions extrajudiciaires, disparitions et destruction de biens » doivent toujours faire l'objet d'une autorisation spéciale.

Les cas de mauvais traitements, disparitions, enlèvements, détention arbitraire sont nombreux, et la situation dans les prisons reste préoccupante. Alors que la liberté d'association reste étroitement encadrée, des progrès ont été enre-

gistrés en matière de liberté d'expression et de liberté de la presse. Mais « de lourdes sanctions, dont des peines d'emprisonnement, sont infligées à des journalistes, auteurs et éditeurs, qui critiquent les institutions et politiques publiques, ou publient les déclarations de certains groupes politiques ».

La situation n'est pas plus favorable s'agissant des droits des minorités. En dépit des promesses officielles, « aucun résultat concret » n'est perceptible s'agissant de la diffusion de programmes radiodiffusés ou télévisés en langues non turques, en particulier kurde, aucun progrès n'ayant été enregistré s'agissant de l'enseignement du kurde. De même, des dispositions ont été adoptées pour favoriser la liberté de religion, mais « leur impact est limité ».

Le rapport de la Commission est plus que prudent sur la question de Chypre : dix-huit lignes seulement, et aucune critique contre la faiblesse des pressions exercées par Ankara sur les autorités de la partie nord (turque) de Chypre, pourtant largement responsables de l'échec des pourparlers avec la partie grecque de l'île. Comme s'il ne fallait pas encore alourdir le bilan...

Laurent Zecchini

## Les humanitaires, cibles politiques en Irak

par Karl Blanchet

**L**ES organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires sont terrifiées par la situation dans laquelle

se trouve la population irakienne. Abattue par des années de blocus et par les bombardements américains, la population irakienne n'a toujours pas accès aux services de base essentiels pour vivre : eau potable, électricité, soins.

Le peuple irakien est maintenant confronté à un autre problème de taille. Il s'agit de l'insécurité. Pour l'exemple, les civils, irakiens ou expatriés, travaillant avec des organisations internationales telles que les ONG ou les Nations unies, deviennent la cible

**KARL BLANCHET** est directeur d'Handicap International du Royaume-Uni.

des groupes armés terroristes. La mort de deux frères, il y a quelques semaines, et les récents attentats contre la Croix-Rouge rappellent avec douleur que les humanitaires aussi payent le prix de leur présence et que notre intervention en Irak peut être remise en question à chaque instant.

Les opérateurs humanitaires sont aujourd'hui très clairement perçus par les groupes armés terroristes comme des alliés des forces belligérantes. Est-ce que les humanitaires ne sont pas en train de

payer le prix de leurs récents engagements politiques et de leur volonté d'influencer les décideurs internationaux ?

Il est vrai que l'Afghanistan et l'Irak montrent à quel point les humanitaires sont devenus des acteurs politiques. On remarque dans ces deux situations que la plupart des ONG humanitaires, quelle que soit leur nationalité, d'ailleurs, européenne ou américaine, ne se limitent plus à tenter de sauver des vies. Elles veulent se donner un

Les opérateurs humanitaires sont aujourd'hui très clairement perçus par les groupes armés terroristes comme des alliés des forces belligérantes

rôle politique. Elles tentent d'influencer les politiques nationales et internationales. Pour ce faire, les ONG deviennent de plus en plus grosses et internationales. Aujourd'hui, la plupart des principales ONG se sont constituées en fédérations : Care, MSF, MDM. Handicap International possède aujourd'hui six bureaux en Europe, un au Canada, sans compter des programmes dans 50 pays du Sud et de l'Europe de l'Est. La création de ces bureaux dans le Nord va de pair avec une volonté d'agir au niveau international et de porter leur voix auprès des instances politiques.

Juste avant le déclenchement de la guerre en Irak, un certain malaise s'était installé dans les ONG. Un double discours était bien souvent diffusé : d'un côté, manifester contre la guerre et faire pression sur les gouvernements pour laisser le temps à la diplomatie de trouver une solution ; et, de l'autre, commencer à se préparer pour l'assistance aux victimes de guerre. Mais se préparer, c'est déjà renoncer à une solution politique. Et ne pas se préparer, c'est devenir une association de défense des droits humains. Des clivages se sont

installés.

Mais, aujourd'hui, participer à la résolution de la guerre ou à la construction de la paix constitue pour beaucoup d'organisations un objectif en soi. Seuls varient les moyens mis en œuvre pour y parvenir. Certaines ONG se limitent à une assistance dans le domaine de la santé, argumentant que la construction de la paix passe par le bien-être de la population. D'autres travaillent à renforcer la société civile à travers des projets économiques ou associatifs.

Pourtant, certaines organisations non gouvernementales se sont bien efforcées de se distinguer des forces militaires belligères américaines et britanniques. Les actions n'ont pas manqué : des ONG comme Handicap International, Action contre la faim ou Oxfam ont clamé haut et fort à travers l'Europe leur désaccord profond sur l'intervention militaire menée par l'administration Bush. Handicap International s'est aussi refusé à accepter tout

argent provenant des fonds publics américains et britanniques. En Irak, Handicap International a refusé toute signature d'accord avec les militaires américains tant que les Nations unies n'étaient pas impliquées. Cette bataille jusqu'au-boutiste vers la préservation d'une indépendance et la clarification et la distinction des rôles et valeurs entre humanitaires et militaires n'a malheureusement pas évité qu'aujourd'hui le personnel humanitaire soit pris pour cible par les groupes terroristes.

Les lois et règles internationales existent, telles que la convention de Genève et la loi internationale humanitaire (International Humanitarian Law), qui régissent les conditions d'accès aux victimes, la sécurité des civils et la distinction entre combattants et non-combattants. Mais l'instrument qui doit faire respecter ces lois est maintenant impuissant. C'est normalement le gouvernement en place qui est chargé de faire respecter ces règles et de sanctionner ceux

qui les bafouent. On constate malheureusement que, en Irak comme en Afghanistan, suite à la destitution des talibans ou bien après la chute du régime de Saddam Hussein, le même scénario s'est produit : un affaiblissement de l'Etat et son impossibilité de faire respecter les lois. Le changement de régime a été très rapide, mais la reconstruction du pays et de l'appareil étatique entraîne d'énormes difficultés.

Les humanitaires se retrouvent face à des groupes terroristes incontrôlables qui, par principe, vivent dans une sphère sans traités et principes internationaux. On pourrait également brandir les valeurs humanitaires d'impartialité, de neutralité et d'universalité. Ce serait bien naïf.

Que faut-il faire ? Continuer à risquer la vie des employés humanitaires ? Renoncer à travailler dans des environnements « terroristes » ? Faut-il adapter les lois actuelles ou en créer de nouvelles spécifiquement pour ces interventions ? Parlémenter avec ces grou-

pes terroristes pour un respect de ces règles et la protection des civils ?

L'escalade militaire ne fait qu'augmenter. George Bush déclare que l'Irak devient un point focal pour la guerre contre le terrorisme. Geoff Hoon, le ministre de la défense britannique, annonce l'envoi de 1 000 soldats supplémentaires en Irak pour rétablir la sécurité, qui s'ajouteront aux 10 000 déjà sur place.

Deux années après l'attentat du 11 septembre, le bilan de la guerre globale contre le terrorisme est bien peu encourageant. La paix dans le monde semble loin d'être établie ou rétablie, diraient certains. Les populations d'Afghanistan et d'Irak sont menacées dans leur pays, et leurs conditions de vie sont loin d'être améliorées. Et, pendant ce temps, les ambulances sont attaquées dans des embuscades.

Une nouvelle carte du monde se dessine où certaines régions du globe vont devenir inaccessibles et trop dangereuses, même pour les humanitaires.

## Iraqis down U.S. copter, killing 15 soldiers

By Alex Berenson

**FALLUJA, Iraq:** An American Chinook helicopter was shot down near here Sunday, witnesses said, killing 15 soldiers and wounding 21. It was the deadliest single incident for Americans since the United States invaded Iraq in March.

The U.S. military said it could not confirm that a missile had caused the crash.

But several witnesses in Ameriya, a farming community 40 miles, or 64 kilometers, west of Baghdad, said the helicopter was hit by a missile and exploded in midair. A second explosion followed when the helicopter hit the ground, they said.

Another missile narrowly missed a second Chinook, the witnesses said. Their accounts matched descriptions of a shoulder-fired missile.

The site of the helicopter crash, Ameriya, is about five miles southwest of Falluja, a city where anti-American sentiment is high and residents clash almost every day with American soldiers. In a separate attack, an American convoy was bombed in Falluja on Sunday, destroying at least one armored vehicle. In another incident, a roadside bomb blast Sunday in Falluja killed two U.S. civilian contractors working for the U.S. Army Corps of Engineers and wounded another, a corps spokesman told Reuters.

Villagers near the site of crash said they were happy that the helicopter had gone down and that U.S. soldiers had died. Ali Hassan, a farmer who lives about 200 yards, or 183 meters, from the



U.S. soldiers inspect the wreckage of a downed helicopter near Falluja, Iraq, on Sunday. Villagers near the site of crash said they were happy the helicopter had gone down.

crash site, said, "The resistance is getting stronger and stronger every day."

He said one of his sons, Aamer, throws stones at soldiers. "Imagine what he will do when he grows up," he said.

Saddam Hussein's army had an arsenal of thousands of surface-to-air missiles. Most have not been accounted for, and guerrillas regularly fire missiles at military airplanes landing or taking off from Baghdad's airport, American military officials have said.

The helicopter crash is another set-

back for the American-led occupation of Iraq, after a week that began with four car bombs in Baghdad that killed at least 34 people and wounded more than 200.

While fears of further terrorist attacks grip Baghdad, violence between American troops and local residents is worsening in the cities west and north of the capital, where resistance to the occupation is strongest.

In Abu Ghraib, a western suburb of Baghdad, soldiers and residents battled

in the streets on Sunday for the second time in three days. Residents said at least one American soldier had been killed in Abu Ghraib and many Iraqis wounded. Their accounts could not be independently confirmed, and the U.S. military said Saturday night that it was still investigating the incident.

In addition, a soldier in Baghdad died just before 4 a.m. Sunday when a roadside bomb exploded near his convoy, the military reported. Counting the deaths on Sunday, at least 375 American soldiers have died from accidents and hostile fire since the United States invaded Iraq on March 19. In the last 10 days, 31 soldiers have died.

The helicopter that crashed Sunday was flying soldiers to the giant American military base at Baghdad International Airport, the military said in a statement. At least some of the soldiers on the helicopter were traveling to the airport to begin two-week leaves to the United States, according to a military spokesman who spoke on the condition of anonymity.

The helicopter was assigned to a brigade that supports the 82nd Airborne Division, but the spokesman said he did not know if the soldiers in the helicopter were members of the 82nd.

"My prayers and sympathy go to the families and the loved ones of those that were killed and wounded," Defense

Secretary Donald Rumsfeld said in Washington. "What it was is a bad day, a bad day, a tragic day for those people. In a war, there are going to be days like that."

Some Iraqis exulted in the crash. "After Ramadan, it's Eid," said Hamid Muhsen, referring to a festival Muslims celebrate to mark the end of Ramadan, a month of daytime fasting. "But this is an Eid before the end of Ramadan."

Within an hour of the crash, American helicopters, Humvees and armored vehicles had swarmed the field where the Chinook crashed, witnesses said. As helicopters evacuated the dead and wounded, soldiers guarded the site, training their weapons on anyone who approached.

Through the afternoon, American attack helicopters flew low over nearby fields, and journalists who approached the site were turned away. Aside from some piles of debris, little could be seen of the helicopter from the roof of the house where Hassan, the farmer, lives.

Aamer Abd, a student who lives at a farm less than a mile from the crash, said a missile had downed the Chinook. "A missile was launched at one of the helicopters from behind the grove of trees," Abd said. "It exploded in the air and fell down to the ground."

Meanwhile, U.S. troops battled guerrillas and residents of Abu Ghraib for the second time in three days. Heli-

copters and tanks patrolled the town, and soldiers fired on a photographer trying to cover the fighting and barred reporters from viewing the scene.

Residents of Abu Ghraib said the fight began when guerrillas threw a grenade at an American Humvee, wounding several soldiers and killing at least one. The military said it could not comment on the incident on Sunday.

Since Friday morning, when the clashes began, soldiers and the Iraqi police have essentially destroyed Abu Ghraib's market, residents said. Guerrillas have used the market as cover to fire on American patrols in Abu Ghraib for months, U.S. soldiers have said.

"Yesterday, we went to the market and we found that many stores have been looted," said Daham Ali, one resident. Ali accused the Iraqi police of stealing from the stores after U.S. soldiers had opened them.

Adel Abd, a taxi driver in Abu Ghraib, said residents would continue to attack soldiers. "The market is going to be a battlefield for us," Abd said. "The people are angry they have destroyed the shops, they have destroyed our income."

The New York Times

## Hundreds of militants head to Iraq for jihad

By Don Van Natta Jr. and Desmond Butler

**LONDON:** Across Europe and the Middle East, young militant Muslim men are answering a call issued by Osama bin-Laden and other extremists and leaving home to join the fight against the American-led occupation in Iraq, according to senior counterterrorism officials based in six countries.

The intelligence officials say that since late summer they have detected a growing stream of itinerant Muslim militants headed for Iraq. They estimate that hundreds of young men from several countries have now arrived in Iraq by crossing its borders with Syria and Iran.

But the officials say this influx is not necessarily evidence of coordination by Al Qaeda or other terrorist groups, since it remains unclear whether the men are under the control of any one leader or what, if any, role they have had in deadly attacks. One European intelligence official called the foreign recruits "foot soldiers with limited or no training."

A senior British official who had

been in Iraq in September said most of the foreign men captured there were from the Middle East — Syria, Lebanon and Yemen — or North Africa. He described them as "young, angry men" motivated by the "anti-British, anti-American rhetoric that fills their ears every day."

Signs of a movement to Iraq have also been detected in Europe. Jean-Louis Bruguière, France's top investigative judge on terrorism, said dozens of poor and middle-class Muslim men had left France for Iraq since the summer. He said some appeared to have been inspired by exhortations of Qaeda leaders, even if they were not trained by Al Qaeda. Bruguière had opened an investigation earlier this year of young men leaving France to fight on the side of Muslims in Chechnya and said the traffic to Iraq was now a similar problem. He called the changing pattern "a new threat."

The rising agitation in parts of the Muslim world over the American-led occupation in Iraq was clear at Friday prayers at Al Nur Mosque in a working-

class section of Berlin. Izzeldin Hamad, the director of the Saudi-financed mosque, said political discussion was banned there.

But outside, a 21-year-old man who identified himself as Akmed said that while Saddam Hussein was unpopular there were now "people who are angry about the American occupation." He and others said that inside the mosque, collections usually requested for Muslims in Palestinian areas and in Chechnya were now being offered for Iraq as well.

An initial hint that Iraq would become a magnet for foreign recruits came just before the war began in March with the arrest in Syria of four Algerian men who had been living in Hamburg and attending a mosque frequented by three of the Sept. 11 hijackers. The authorities believed that the men intended to fight in Iraq.

One of them, Abderazak Mahdjoub, whom German investigators have linked to a Spanish-based terror network, is under investigation for possible involvement in a planned terror strike

on a tourist location on the Costa Brava in Spain. Syria deported the men to Germany, but none of the four men is in custody since there is no German law against going to Iraq.

There are scattered reports from other places, including Saudi Arabia, where a senior Saudi official said two Saudi militants believed to have ties to Al Qaeda were missing from the kingdom and believed by the authorities to have gone to Iraq.

Intelligence officials, who base their assessment of the traffic into Iraq on surveillance of mosques and Islamic centers and on interrogations of terrorist suspects captured in Iraq, say they have found no connections among the recruits.

"Nobody is organizing this move from Europe to Iraq," a senior European counterterrorism official said. "At least it is difficult to analyze and know who is organizing this. This may be just the beginning of a new phenomenon."

U.S. troops patrolling the long Iraq-Syria border have said they have not detained any foreign recruits entering Iraq, but officials investigating attacks on allied targets say they have little

doubt that militant Muslims are being drawn to the country. "It's pretty clear their number is increasing," a senior American official said.

Last week's attacks produced some evidence of the role of foreigners in Iraq. One would-be suicide bomber who was shot and wounded by Iraqi policemen was later identified as a man of Yemeni descent who was holding a Syrian passport. And the multiple coordi-

nated suicide bombings on Oct. 27 were a sign to some investigators that foreign terrorists may have added a level of sophistication to the attacks.

Allied forces are struggling to figure out the dimensions and composition of the opponent they now face in Iraq. "We are quite blind there," said the head of an intelligence agency in Europe. He added: "The Americans and Brits know very little about this enemy."

Counterterrorism officials estimated that as many as 15 militant groups, some with loose ties to Al Qaeda, might now be operating in Iraq.

"Al Qaeda, Ansar al-Islam, loyalists, disgruntled former army personnel — they are all suspects, but there is no focus on a specific group," said a senior American counterterrorism official. Ansar is a terror group that had been operating in northern Iraq.

Bruguière said there were signs of Al Qaeda's influence, adding, "Since we had no evidence of an Al Qaeda connection in Iraq before the war, this is worrying."

American officials closest to the intelligence from Iraq say the definition of the enemy is blurry. "Iraq is a magnet for jihadists just as Afghanistan was," a senior official said. "But the bigger question is whether leadership is evolving, or coordination. So far we haven't seen it."

The New York Times

Van Natta reported from London and Butler from Berlin. Additional reporting came from Lowell Bergman and David Johnston in Washington.

**'Nobody is organizing this move from Europe to Iraq.'**

**123 soldats américains ont trouvé la mort (sans compter l'attaque de l'hélicoptère) dans des actions hostiles en Irak depuis le 1<sup>er</sup> mai, date à laquelle le président George W. Bush a annoncé la fin des principales opérations militaires, selon un bilan du Pentagone.**

**“ Est-ce que quelqu'un a une vision parfaite de leur nombre précis [les ennemis] ou des liens qu'ils ont entre eux? ”**

**DONALD RUMSFELD, secrétaire d'Etat à la Défense**



## LE JOUR LE PLUS NOIR DE L'US ARMY

Hier, 18 Américains ont été victimes d'attentats, dont 15 soldats dans l'attaque d'un hélicoptère. C'est le bilan le plus meurtrier depuis mai.

Bagdad envoyé spécial

C'est une semaine cauchemardesque qui s'est achevée hier pour l'armée américaine. La guérilla irakienne a abattu un hélicoptère de l'US Army à l'aide d'un missile, tuant d'un seul coup au moins 15 soldats, 21 autres étant blessés, très gravement

pour certains. Dans la soirée, deux civils américains, travaillant pour le Pentagone sur un programme de destruction d'armes, ont été tués et un troisième blessé dans un attentat à la bombe à Falloujah. Dans la nuit de samedi à dimanche, un soldat a été tué à Bagdad, quand son véhicule a sauté sur un engin explosif.

**Double attaque.** Ce bilan est le plus meurtrier depuis l'annonce par le président américain George W. Bush de la fin des «opérations de combat majeures», le 1<sup>er</sup> mai. D'après des témoins, deux hélicoptères lourds Chinook, transportant 57 hommes, étaient visés. Un premier missile a raté sa cible, tandis qu'un second a disloqué

l'appareil visé, qui est tombé et a pris feu, près de Falloujah, la ville située à 50 km au nord de Bagdad où la résistance à l'occupation américaine de l'Irak est la plus intense.

«Les Américains sont des porcs et il nous faut célébrer cette victoire», jubilaient l'un des témoins de la scène. Arrivés en force sur les lieux par hélicoptère, des soldats américains tentaient de porter secours aux survivants, tandis que d'autres s'employaient à confisquer les films des photographes de presse qui s'étaient approchés du site du crash. Aux Etats-Unis, c'est le genre d'images qui peuvent retourner une opinion publique.

Deux autres hélicoptères de la coalition ont été abattus depuis mai, le dernier à l'aide d'un lance-grenade, et la guérilla, à plusieurs reprises, tenté sans y parvenir d'abattre d'autres appareils à l'aide de missiles. La coalition diffuse régulièrement des tracts offrant une récompense de 500 dollars pour chaque lance-missile restitué. «Cetteder-

nière attaque est probablement le fait d'un missile sol-air Sam-5 dont l'armée irakienne possédait d'importants stocks, qu'on retrouve désormais sur les marchés d'armes clandestins de Bagdad. Pour les Américains, tout ça commence à ressembler au Vietnam», commentait hier

**«Pour les Américains, tout ça commence à ressembler au Vietnam.»**

Un ancien général de l'armée irakienne

à Bagdad un général de l'armée irakienne à la retraite.

**Attentats-suicides.** La semaine avait très mal commencé. Lundi, au lendemain de l'attaque à la roquette sur l'hôtel Al-Rashid, où logeait le secrétaire d'Etat adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz, au moins 35 personnes ont été tuées et 224 blessées dans quatre attentats-suicides à la voiture piégée visant des commissariats et le Comité international de la Croix-Rouge. En conséquence, le CICR a retiré la quasi-totalité de son personnel de Bagdad et l'ONU est allée plus loin encore en

évacuant samedi tous ses expatriés. Les ONG ont également réduit considérablement leur présence sur le terrain. Au cours de la semaine, un gazoduc a été saboté, un train de fournitures de l'armée américaine a été attaqué et pillé près de Falloujah, et l'armée américaine a ouvert le feu vendredi sur des manifestants à Abu Gharib, dans la banlieue de Bagdad, tuant 3 personnes.

De mystérieux tracts distribués dans Bagdad promettaient un week-end «chaud» sous la forme d'une «journée de la résistance». Pour parer à toute éventualité, l'armée américaine a depuis vendredi placé Bagdad en état de siège. Les périmètres de sécurité autour des installations militaires, des ministères et bâtiments publics ont été élargis au point de couper de nombreuses rues, contraignant les automobilistes à un pénible slalom entre les barbelés, les chars, les patrouilles mili-

taires, les points de contrôle et les palissades de ciment de cinq mètres de haut. Des rumeurs d'attentats contre les écoles ont conduit la plupart des habitants de la capitale à garder par prudence leurs enfants à la maison.

**Escalade.** «La semaine a été dure», concédait samedi l'administrateur civil américain en Irak, Paul Bremer. Le général Ricardo Sanchez, plus haut gradé américain dans le pays, a prétendu que les attaques contre les forces de la coalition n'étaient qu'une «flambée de violence insignifiante du point de vue stratégique et opérationnel» - tout en reconnaissant qu'il y aurait «davantage de revers et de tragédies à l'avenir». Plus de six mois après la chute de Bagdad (9 avril), Saddam Hussein est toujours insaisissable, les troupes américaines sont plutôt démoralisées et sur la défensive, tandis que la guérilla irakienne inflige des pertes de plus en plus lourdes aux forces d'occupation. ◆

PHILIPPE GRANGEREAU

La cécité des services de renseignement en Irak embarrasse l'administration Bush

# L'US Army se bat contre des fantômes

Washington : de notre correspondant Philippe Gélie

Les stratèges américains sont perdus en Irak comme au milieu d'un vent de sable. Ils ne savent pas d'où viennent les coups et sont incapables de les prévenir. Leur cécité se paye d'une inflation préoccupante : avec l'attaque d'un hélicoptère, hier, 35 GI ont été tués en deux semaines, un bilan qui commence à réveiller le souvenir du Vietnam.

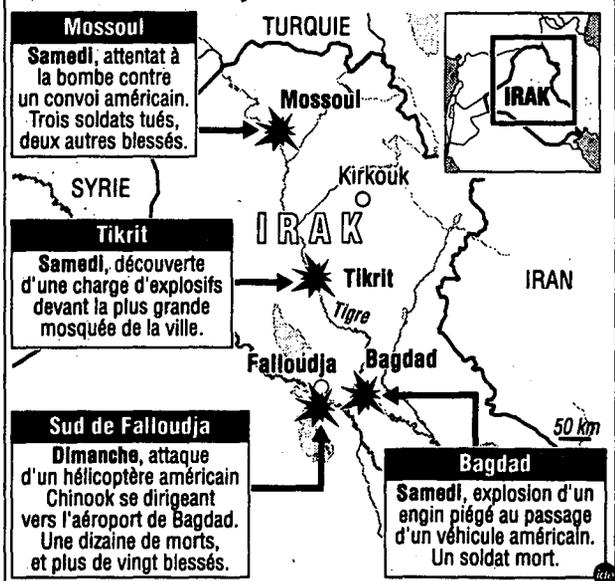
A Washington, les élus du Congrès cherchent à déterminer ce que la Maison-Blanche savait de la menace irakienne avant la guerre. Mais une

autre question se pose de façon encore plus pressante : que sait-elle aujourd'hui ? « Nous observons l'ennemi en permanence et nous nous adaptons », a assuré George W. Bush, lundi dernier devant la presse, décrivant cet ennemi comme une nébuleuse de « baasistes » pro-Saddam et de « combattants étrangers ».

Plus disert sur l'idéologie de l'adversaire que sur son identité, le président a estimé que « plus nous ferons de progrès sur le terrain, plus les tueurs s'acharneront », une formule brocardée par Richard Holbrooke, ancien ambassadeur américain à l'ONU, comme « la plus extraordinaire déclaration d'un commandant en chef des temps modernes. »

Au sommet de l'Administration, on ne cache plus sa perplexité : « Nous ne nous attendions pas à ce que ce soit aussi intense et aussi long », a reconnu le secrétaire d'Etat, Colin Powell. Son collègue de la Défense, Donald Rumsfeld,

**Escalade d'attaques antiaméricaines**



auteur d'un « mémo » dans lequel il se demande si « nous sommes en train de gagner ou de perdre la guerre contre le terrorisme », ne craint pas d'étaler son ignorance : l'aug-

mentation des attentats « est peut-être liée au Ramadan, c'est peut-être un pic isolé, ou peut-être que ça va continuer, c'est possible. Aucun de nous ne peut prédire l'avenir », a-t-

LE FIGARO LUNDI 3 NOVEMBRE 2003

**Les Américains auraient arrêté entre 200 et 300 combattants étrangers passés par les frontières syrienne, iranienne ou saoudienne**

il déclaré jeudi lors d'un briefing au Pentagone. Il a été encore plus franc hier : « *Est-ce que quel qu'un a une vision parfaite du nombre précis (des ennemis) ou*

*des liens qu'ils ont entre eux ? Non.* », a-t-il reconnu sur la chaîne ABC.

Les officiers sur le terrain n'en savent pas plus. Mardi, le général Raymond Odierno, qui commande la 4<sup>e</sup> division d'infanterie en Irak, assurait que « *la guérilla est composée à 95 % de forces loyales à Saddam Hussein* », plus « *un très petit pourcentage de combattants étrangers* ».

Pourtant, les quatre voitures piégées qui avaient frappé Bagdad la veille ont été attribuées à des terroristes infiltrés. « *Qu'on m'amène un Irakien prêt à se suicider pour Saddam Hussein* », met au défi Mowaffak al-Roubaie, membre du Conseil de gouvernement provisoire. Un Syrien d'origine yéménite, arrêté avant qu'il n'ait pu faire exploser sa bombe, était entré en Irak seulement 48 heures plus tôt : preuve qu'un réseau préexistant lui avait mis entre les mains sa voiture piégée. L'US Army aurait ainsi arrêté entre 200 et 300 combattants étrangers passés par les frontières syrienne, iranienne ou saoudienne. Washington a publiquement mis la pression sur Damas et Téhéran, tout en ménageant Riad. Mais plusieurs commandants américains déployés dans les zones frontalières avec la Syrie ont démenti cette semaine qu'il y ait un nombre « *significatif* » d'infiltrations.

L'autre ennemi fantôme de l'Amérique est Saddam Hussein. Le 8 octobre dernier, George W. Bush s'était félicité qu'il « *n'existe plus* ». Or, des responsables du renseignement viennent de confier au *New York Times* leur crainte que, caché en Irak, l'ancien dictateur joue toujours, directement ou indirectement, un rôle « *de catalyseur, voire de leader* » de la résistance. Sa tête a beau être mise à prix pour 25 millions de dollars,

« *nous n'avons pas d'information immédiate sur l'endroit où il se trouve* », reconnaît l'administrateur américain du pays, Paul Bremer.

Soulignant qu'il n'y a « *pas de preuve* » de la responsabilité du raïs dans les attentats, sa capture, ajoute-t-il, « *serait utile* » car « *elle ferait s'effondrer le rêve* » de ceux qui espèrent son retour. Le secrétaire à la Défense évoque même une « *coordination* » entre les forces ennemies : « *Il y a des informations suggérant que les baasistes ont de l'argent, qu'ils payent des gens pour participer avec eux à des attaques* », a-t-il dit hier.

Paul Bremer vient d'ordonner la mise sur pied d'un tribunal composé d'Irakiens pour juger les responsables de

l'ancien régime et, le jour venu, Saddam lui-même. Les 1 400 experts américains du renseignement militaire qui tentaient jusqu'ici – en vain – de mettre la main sur les armes de destruction massive vont désormais consacrer leurs efforts à la capture l'ancien dictateur, à l'identification des réseaux terroristes et à la prévention des attentats. « *D'un côté, trouver des armes de destruction massive est important, explique Rumsfeld, mais d'un autre côté, ce n'est pas ce qui nous tue en ce moment.* »

A court de solutions, l'occupant cherche surtout son salut auprès des autochtones, bien qu'il s'en méfie. Les forces irakiennes associées aux Américains comptent désormais 90 000 policiers et soldats, qui participent aux 1 700 patrouilles quotidiennes effectuées par les GI's dans tout le pays. L'état-major envisage également de rappeler des unités entières de l'armée régulière dissoute. Malgré la multiplication des attaques

contre les suppôts de Washington, un salaire de 120 dollars est censé stimuler les vocations.

La manœuvre comporte toutefois le risque d'introduire le ver dans le fruit, c'est-à-dire des éléments opposés à l'occupation américaine dans les forces chargées de rétablir l'ordre. « *Il n'y a aucun mécanisme pour distinguer les bons des méchants* », met en garde Danielle Pletka, spécialiste des questions de défense

à l'*American Enterprise Institute* de Washington, qui vient de rentrer d'un voyage en Irak.

Au bout de sept mois d'occupation, les Américains sont forcés d'admettre qu'ils opèrent dans un brouillard quasi total. Cette méconnaissance de l'adversaire constitue aujourd'hui leur principal défi

stratégique. Washington a beau prétendre que les bons jours en Irak l'emportent sur les mauvais, « *le seul jour qui compte dans une guerre, rappelle Richard Holbrooke, c'est le dernier.* »

## Des combattants français en Irak

Des centaines de militants islamistes d'Europe et du Moyen-Orient seraient en route pour l'Irak. C'est ce qu'affirment les responsables de la lutte contre le terrorisme de six pays, cités par le *New York Times*. Parmi eux, plusieurs dizaines de Français, selon le juge antiterroriste français Jean-Louis Bruguière, cité par le journal. Ces jeunes Français seraient issus de milieux pauvres et des classes moyennes. Certains d'entre eux semblent inspirés par Oussama Ben Laden, même s'ils n'ont pas été formés par al-Qaïda. Les responsables antiterroristes cités estiment en effet qu'il ne s'agit pas vraiment d'une opération coordonnée, mais plutôt d'un mouvement « *de jeunes en colère* » motivés par une « *rhétorique antibritannique et anti-américaine qu'ils entendent à longueur de journée* ».

## Des centaines de missiles en circulation

Des missiles sol-air portables comme celui qui a vraisemblablement abattu hier l'hélicoptère américain, il y en aurait encore des centaines en Irak. Malgré la récompense qu'elles offrent – 500 dollars pour chaque missile rapporté –, les autorités militaires américaines avouent n'en avoir récupéré qu'un peu plus de 300 depuis le 1<sup>er</sup> mai, date de la fin des opérations de combat. Selon un haut responsable de la coalition, les forces américaines en auraient également retrouvé plusieurs centaines dans des dépôts de munitions, dont les emplacements sont gardés secrets. Il s'agit pour la plupart des missiles russes SA-7, appelés aussi Strela.

Mais au marché noir, un tel missile peut se revendre jusqu'à 5 000 dollars ! Pesant moins de 14 kg et mesurant moins de deux mètres, ces engins peuvent facilement faire l'objet de contrebande à travers les frontières poreuses du pays. Les Etats-Unis s'aperçoivent aujourd'hui qu'ils avaient largement sous-estimé l'arsenal militaire de Saddam Hussein. Selon la CIA, quelque 600 000 tonnes d'armes et de munitions diverses ont été retrouvées jusqu'à présent. Cela représente près d'un tiers des armes comparables de l'armée américaine !

S. K.

## Talabani adjure les voisins de l'Irak d'aider à faire cesser le terrorisme

AFP

KOWEÏT, 1er nov (AFP) - 15h50 - Le nouveau président du Conseil de gouvernement irakien, le Kurde Jalal Talabani, a appelé samedi au Koweït les pays voisins de l'Irak à aider le pays à lutter contre les infiltrations de terroristes.

"J'adjure nos voisins de nous aider à faire cesser les opérations terroristes contre notre pays en fermant les frontières aux terroristes qui commettent des crimes contre le peuple irakien", a déclaré M. Talabani à la presse, à l'issue d'une visite de trois jours au Koweït.

"Je presse ces pays de comprendre la situation en Irak et de construire leurs convictions en regard des réalités sur le terrain et non de choses imaginaires", a ajouté M. Talabani.

Ces déclarations interviennent alors que les ministres des Affaires étrangères des pays voisins de l'Irak se réunissent samedi et dimanche à Damas pour faire le point sur les répercussions régionales de l'instabilité dans ce pays.

Premier Kurde à assurer la présidence tournante du Conseil de gouvernement transitoire irakien depuis sa mise en place en juillet par les Etats-Unis, M. Talabani a indiqué qu'il venait au Koweït pour demander pardon à l'émirat pour les crimes commis par le président irakien déchu Saddam Hussein, dont les troupes avaient envahi le Koweït le 2 août 1990.

Dans une déclaration publiée samedi par le quotidien koweïtien Al-Raï Al-Aam, M. Talabani a indiqué qu'il avait en vain essayé d'établir une médiation pour obtenir la reddition aux forces américaines de l'ancien numéro deux irakien Ezzat Ibrahim al-Douri.

"Un membre de sa famille (d'Ezzat Ibrahim) nous a demandé de servir de médiateur avec le gouvernement américain pour une reddition, à condition qu'il ne soit pas remis au Koweït et qu'il puisse être soigné", a ajouté M. Talabani.

"Je lui ai fait savoir que les Américains ne le remettraient pas aux Koweïtiens, mais qu'il serait traduit en justice comme les autres (hauts responsables) irakiens. Je pense qu'il a refusé parce qu'il voulait être pardonné", a-t-il ajouté.

Ezzat Ibrahim, qui n'a pas été capturé, est soupçonné par le Pentagone de coordonner les attaques contre les forces de la coalition en Irak depuis la chute du régime de Saddam Hussein.

---

## Limogeage de cadres de partis kurdes pour collaboration avec l'ancien régime

AFP

ERBIL (Irak), 3 nov (AFP) - 20h09 - Des partis politiques kurdes ont limogé ou s'apprentent à renvoyer des cadres pour collaboration avec le régime déchu de Saddam Hussein, a-t-on appris lundi de sources kurdes à Erbil (nord).

"Le Parti communiste irakien (PCI) a limogé un de ses cadres hauts placés après qu'il eut été reconnu coupable de collaboration" avec l'ancien régime, a indiqué à l'AFP une source kurde.

Pour sa part, "l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani a limogé Saadi Pire, un responsable du parti dans la ville de Mossoul (nord) et Moustafa Garouch, qui était ministre de l'Agriculture dans le gouvernement kurde, ainsi que d'autres personnalités", selon la même source.

Pour sa part, le bâtonnier de l'ordre des avocats dans le nord de l'Irak, Chirouane Nasseh a affirmé à la presse que "ceux qui sont reconnus coupables d'avoir porter fortement atteinte à la population seraient passibles de la peine de mort".

Les partis kurdes, comme le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani), examinent actuellement les dossiers de plusieurs de leurs membres pour vérifier s'ils avaient collaboré avec les services de renseignement du régime baassiste.

---

## La Turquie veut rapidement ouvrir un deuxième poste-frontière avec l'Irak

AFP

WASHINGTON, 4 nov (AFP) - 18h49 - La Turquie veut construire un deuxième poste-frontalier avec l'Irak dans les prochains mois, près du village d'Ovakoy, à une quinzaine de kilomètres du poste existant de Habur, a confirmé mardi l'ambassadeur turc à Washington.

"Nous discutons avec les Américains et les Irakiens" à ce sujet, a précisé Osman Faruk Logoglu lors d'une rencontre avec des journalistes chargés des questions de défense à Washington.

"Les Kurdes contrôlent cette zone, ou en tout cas, ils pensent la contrôler", a rappelé l'ambassadeur, faisant référence au Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, qui impose des taxes aux camions entrant en Irak au poste-frontière de Habur.

L'ambassadeur a estimé que l'ouverture d'un deuxième poste-frontière, résultant de négociations directes entre Bagdad et Ankara, "affaiblirait leur sentiment de prééminence militaire dans la région".

"Les taxes payées aux frontières doivent être versées au trésorier central de l'Irak et non aux Kurdes", a affirmé M. Logoglu. "Les Américains veulent unifier les mécanismes de contrôle aux frontières et tenter de briser la main-mise de certains groupes, mais cela va nécessiter un peu de temps", a-t-il ajouté.

Il a précisé que l'ouverture d'un deuxième poste-frontière était d'autant plus urgente que celui de Habur doit bientôt subir des travaux de rénovation.

Il a souligné que le commerce entre les deux pays, auparavant limité par les sanctions de l'ONU, s'était largement renforcé depuis la guerre.

Il a par ailleurs dénoncé le "favoritisme" accordé selon lui aux groupes kurdes au sein du Conseil de gouvernement irakien. "Leur représentation au Conseil excède largement leur place dans la société irakienne", a-t-il déclaré.

# Les Kurdes perdent leurs complexes

LE FIGARO 3 NOVEMBRE 2003

Diyarbakir-Midyat-Batman :  
de notre envoyé spécial  
Claude Lorieux

Après quinze ans de frustrations, les Kurdes du sud-est de l'Anatolie commencent à perdre leurs complexes. Trop vite sans doute au goût de ceux, officiers d'état-major ou fonctionnaires kémalistes, qui redoutent de la part de ces éternels rebelles de nouvelles dérives identitaires. Un journaliste local, qui a vu les massacres de villageois rétifs punis par le PKK et les assassinats ciblés orchestrés par les barbouzes d'Ankara, le confirme : « *Quiconque nie que la situation a changé est un menteur !* »

Un fonctionnaire en fin de mission se souvient qu'il y a trois ans et demi « *les gens d'ici réapprenaient tout juste à sourire* ». Abdullah Ocallyan, le sulfureux gourou de la guérilla séparatiste venait d'être capturé au Kenya et ramené en Turquie, où le PKK, rebaptisé Kadek, décrétait unilatéralement un cessez-le-feu. Embastillé dans une île du Bosphore, Ocallyan savait non seulement sa tête mais son emprise sur le peuple kurde.

Avec le triomphe du parti conservateur-islamiste « AKP » aux législatives de novembre 2002, le ciel s'est encore dégagé. Un écrivain, auquel son engagement politique a valu deux fois la prison, reconnaît au « *gouvernement de Recep Tayyip Erdogan une attitude plus positive* ». Feridun Celik, maire de Diyarbakir, un des 37 candidats du parti kurde « Dehap » élus aux municipales de 1999, concède qu'à défaut de relancer l'économie, le gouvernement préserve la paix.

Le soir, les rues de Diyarbakir, ville ceinte de murailles noires, restent désertes et lugubres. Mais dans la salle d'honneur de l'Hôtel Class, la chanteuse Seda Kandemir, une diva locale, moulée dans une robe scintillante et largement échantonnée, entraîne par ses roucoules des tablées de couples quinquagénaires : la promotion 1971 de la faculté de médecine d'Ankara. Leurs autocars feront le lendemain escale à

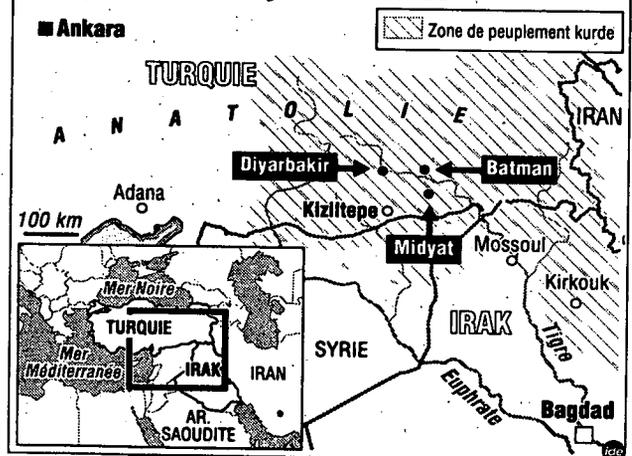


Pancartes marquées du mot « paix » et « V » de la victoire pour les partisans du Dehap qui illustrent ainsi la ligne pacifiste adoptée par le principal parti pro-kurde du pays. (Photo Burhan Ozbilici/AP.)

Midyat, dont les maisons patriarcales de pierre blanche et les échoppes des bijoutiers chrétiens-syriaques n'étaient plus habituées à de telles visites. Le sud-est ne fait plus peur. Provisoirement du moins.

La révolution en cours, on a pu la mesurer du 6 au 12 octobre dernier, à Batman. Plus qu'un univers de bande dessinée, le nom de cette ville de 250 000 habitants rappelle l'horreur de la guerre que se livraient les partisans fanatisés d'Ocallyan et les policiers tueurs d'Ankara. Un *Annuaire des disparus* traîne sur les tables de la mairie : 3 000 « suspects » assassinés dans la province entre 1992 et 1997. « *Cinq à six par jour* », précise un fonctionnaire. Batman, où « *jusqu'il y a quatre ans, les habitants se terraient chez eux dès cinq heures de l'après-midi* », vient d'organiser un festival de musique folklorique, un Woodstock à la kurde ! Une brochette de chanteurs engagés ont donné une demi-douzaine de concerts, chacun à plus de 150 000 spectateurs. La vedette était Ciwan Haço, un Kurde originaire de Midyat, mais vivant en exil d'Europe en Syrie. Sous des affiches d'Ocallyan, le public reprit des slo-

## L'espoir d'une région sinistrée



gans inspirés de la ligne pacifiste adoptée par le parti kurde Dehap. Nesim Turhkan, conseiller du maire, conclut : « *En mettant à l'honneur l'histoire de notre région, nous tentons de rendre aux gens confiance en eux et à leur faire oublier leurs terreurs.* »

Epaulé par une confortable majorité parlementaire, le gouvernement de M. Erdogan fait voter des réformes auxquelles le sud-est ne croyait plus. Il n'agit pas pour les beaux yeux des Kurdes, mais afin d'amadouer

les autorités de Bruxelles. Légalement, les parents sont désormais autorisés à donner des prénoms kurdes à leurs enfants, les radios à diffuser des chansons kurdes, les éducateurs à ouvrir des écoles kurdes.

Seulement, à l'échelle nationale, 67 % à 70 % des victimes de mauvais traitements sont encore des Kurdes, précise la Fondation des droits l'homme. Seulement, la Direction régionale de l'éducation nationale rejette la demande d'ouverture d'une classe de

kurde à Batman au motif que l'architecte a prévu une porte d'entrée de 85 cm de large au lieu des 90 cm réglementaires !

Ce décalage entre les lois votées à Ankara et leur application dans les provinces s'expliquerait par le fait que « les têtes changent moins facilement que les textes », selon l'expression du maire modéré de Midyat, Sehmus Nasiroglu. A Ankara, un esprit indépendant reconnaît que « constituant l'élite du pays, l'administration se sent généralement plus proche des militaires que du gouvernement islamiste » et qu'elle freine les réformes qui heurtent ses convictions laïques ou antifédéralistes.

La question de l'amnistie des maquisards du PKK provoque plus de controverses que d'apaisement. Fruit d'un compromis entre les objectifs européens du gouvernement et les préoccupations sécuritaires des généraux, ce texte exclut onze dirigeants du PKK ainsi que les auteurs

d'actes terroristes. Un spécialiste du conflit rétorque que « le PKK ne peut accepter une amnistie qui exclut toute la direction du mouvement ».

Mesut Deger, député républicain du peuple (CHP) de Diyarbakir, déplore en revanche que « certains veulent réduire la question de l'amnistie à la libération d'une personne », Ocaltan, qui reste la référence du PKK et du Dehap !

Quant à la campagne de retour chez eux des villageois kurdes, elle se heurte à la résistance et souvent aux coups de fusils des anciens « gardiens de village » : ils rechignent à rendre à leurs propriétaires les terres qu'ils se sont appropriées pendant les années de guerre.

Que des colonels et des barbouzes rêvent encore d'écraser l'hydre kurde, c'est l'évidence. En prêtant davantage l'oreille aux objections des Kurdes d'Irak qu'aux désirs de l'armée

turque de se déployer en Irak, les Etats-Unis ont fait réfléchir les nationalistes et l'état-major d'Ankara. Lors de récentes tournées, le député Mesut Deger a constaté une double reprise d'activité, militaire du côté de l'armée, et politique dans les milieux nationalistes kurdes.

Les responsables du Dehap ne font d'ailleurs aucun mystère de leurs liens avec le PKK-Kadek. « Certains de nos amis ont leur fils dans la montagne », reconnaît un élu. A Ankara, un intellectuel kurde s'en inquiète : « Tant que le parti Dehap restera dominé par le PKK-Kadek, on n'avancera pas. Les Kurdes ont besoin d'un mouvement politique indépendant. » Nombre d'hommes d'affaires et d'intel-

lectuels kurdes voudraient aussi convaincre l'élite kémaliste turque que s'ils rêvent parfois à l'Irak du Nord, ils croient surtout à « l'unité d'une Turquie démocratique ». L'écrivain Sehmus Diken, de Diyarbakir, plaide qu'« Istanbul est la plus grande

ville kurde du monde et qu'on ne peut cantonner les Kurdes dans une zone, fut-elle grande comme le sud-est ».

Les jusqu'au-boutistes de l'état-major turc et ceux de la guérilla séparatiste doivent faire attention à ce que ne s'efface pas trop vite « l'éphémère tranquillité » dont profite goulument le Kurdistan de Turquie, avertit Fethi Gumus, ancien bâtonnier du barreau de Diyarbakir, un rescapé de plusieurs tentatives d'assassinat. Un responsable, volontairement anonyme, souligne l'énormité du défi lancé aux stratèges ennemis : « Quand on a semé la vengeance, il est très difficile de faire renaitre la paix. Il faut mener une politique très sérieuse et ne pas ménager son énergie. »

Après tout, les Kurdes d'Anatolie se sont révoltés vingt-neuf fois depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle !

## Le Monde

4 NOVEMBRE 2003

# L'indécision de Washington bloque le déploiement turc

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

Près d'un mois s'est écoulé depuis l'adoption par le Parlement d'Ankara d'une motion autorisant l'envoi de soldats en Irak, mais l'incertitude continue de planer sur la possibilité d'un déploiement turc. « La balle est dans le camp américain », déclarait vendredi le porte-parole du ministère des affaires étrangères turc, Hüseyin Dirioz.

Ni les Etats-Unis ni la Turquie ne s'attendaient à une si forte résistance de la part du Conseil intérimaire irakien, qui a clairement exprimé son opposition au déploiement de soldats turcs. Les Irakiens se méfient des intentions des pays voisins, qui ont tous leurs propres intérêts à défendre.

Les Turcs sont « en état d'attente », comme le signalait récemment le chef de l'état-major, le général Hilmi Özkök. Le dialogue se poursuit entre Ankara et Washington. La Turquie a également des contacts avec les représentants irakiens, mais c'est des Etats-Unis que le gouvernement turc attend une réponse. « J'avais souligné que les démarches nécessaires à l'envoi de nos soldats ne seraient prises que lorsque toutes les conditions seraient remplies », déclarait pour sa

part le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan. D'abord, il faut arriver à un accord. Comme un tel accord n'existe pas pour l'instant, nous n'avons aucun désir d'envoyer nos soldats en Irak. »

Du côté américain, l'indécision règne. Malgré de longues heures de négociations avec les représentants irakiens, l'administrateur américain, Paul Bremer, n'est pas parvenu à les faire changer d'avis. Il semble avoir pour l'instant convaincu Washington que la présence de soldats turcs, loin de résoudre les problèmes auxquels est confrontée la coalition en Irak, risquerait au contraire d'alimenter de nouveaux conflits, notamment avec les Kurdes irakiens.

**Paul Bremer semble avoir pour l'instant convaincu Washington que la présence de soldats turcs créerait de nouveaux conflits**

L'administration américaine, toujours à court de soldats étrangers pour participer à la stabilisa-

tion de l'Irak, semble réticente à fermer la porte officiellement. « Nous sommes fermement convaincus que la Turquie peut offrir une importante contribution à la stabilité en Irak », a déclaré Richard Boucher, porte-parole du département d'Etat. Nous continuons d'espérer qu'un accord satisfaisant pour toutes les parties concernées peut être conclu. Nous apprécions l'offre et nous examinons comment nous pouvons nous en servir. »

Frustré par les hésitations de la coalition, le ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül, a récemment accusé les Américains d'« incompétence ». Mais, face à la détérioration de la situation en Irak, cette frustration est largement teintée de soulagement : en offrant de contribuer au maintien de la paix, la Turquie a fait preuve de sa bonne volonté envers Washington et réparé les liens diplomatiques endommagés par le refus parlementaire, en mars, d'autoriser l'ouverture d'un second front contre Bagdad. Ankara a ainsi gagné quelques bons points, sans compter une offre de 8,5 milliards de dollars de crédits. Les Turcs semblent désormais résignés à ne pas jouer un rôle majeur au sein de la coalition.

Reste la situation au nord de l'Irak, qui motivait en partie la décision d'engager leurs soldats en Irak. Ankara continue de surveiller les événements de près et ne voit pas d'un bon œil l'influence grandissante des Kurdes irakiens. Le général Özkök a rappelé la semaine dernière que « tant que le PKK demeure une menace, il ne serait pas logique de suggérer le retrait des militaires turcs », déployés au nord de l'Irak depuis plusieurs années. Pour l'instant, cette présence ne semble pas remise en question.

La Turquie est également active en Irak au niveau des exportations, et le commerce frontalier est une source importante de devises. En l'absence d'un système bancaire fiable, les transactions se font généralement en liquide, et Ankara a convaincu les Etats-Unis de lever une limite de 10 000 dollars récemment placée sur la sortie de billets verts. Le ministre du commerce extérieur, Kursad Tuzmen, a indiqué que les exportations turques vers l'Irak atteignaient de 100 à 120 millions de dollars par mois, une somme que la Turquie espère doubler en 2004. Faute de soldats, la Turquie exporte des entrepreneurs, et c'est peut-être par le biais du commerce que son influence se fera sentir en Irak.

Nicole Pope

# U.S. may revive Iraqi Army units

By Thom Shanker and Eric Schmitt

**WASHINGTON:** Some American military officers in Iraq are pressing to reconstitute entire units of the former Iraqi Army, which the top U.S. administrator in Baghdad disbanded in May. They say the change would speed the creation of a new army and stabilize the country.

Proposals involve identifying former Iraqi officers and weeding out any still loyal to Saddam Hussein. Those who pass the vetting could then track down the troops who had served under them in order to quickly reassemble companies.

"We feel we could contact a midlevel officer — say, the rank of captain or major — who knows where all the members of his unit are today," said one senior military officer.

The talks are at an early stage and do not represent an actual plan. But they tacitly acknowledge that some officers view the crucial decision by the American administrator, L. Paul Bremer 3rd, to dismantle the defeated 500,000-member Iraqi Army as a mistake, one that has contributed to increasing attacks against U.S. forces.

Bremer's decision, which his advisers say was made after deliberations with senior Pentagon, White House and other administration officials, was a defining moment in the U.S.-led occupation.

Policy makers still say that the Iraqi military had to be dis-

mantled before a democratic Iraq could be built, and they point out that the force had already melted away under intense attack.

But the decision reversed the approach of Bremer's predecessor, Jay Garner, a retired army lieutenant general who advocated paying members of the former Iraqi Army as a way to keep their units intact for possible construction tasks and to prevent them from turning against the Americans.

Senior military officers in Iraq and Washington say they are now considering ways to make up for lost time in order to put an Iraqi face on the occupation forces' efforts to plug the security gaps in volatile areas of the country.

"We don't see a solution without co-opting the former military to some degree," said one senior military officer in Baghdad who has reviewed what needs to be done to field a new Iraqi Army quickly.

Former Iraqi officers chosen for service would be screened to make sure there are "no hard-line Baathists" or others who had taken part in acts that might warrant war crimes prosecution or otherwise were unworthy to serve, one military officer said.

The talk of reformulating some full units of the Iraqi Army began "in the last couple of weeks," one senior officer said, and were under way during the visit to Iraq by Paul Wolfowitz, the deputy defense secretary, who returned to Washington on Oct. 27.

Military officers said their discussions preceded statements last week from the White House and Pentagon about revamping and accelerating plans for putting Iraqi security forces on the streets of Baghdad and other areas where U.S. forces and Iraqi citizens have been attacked.

The New York Times

International Herald Tribune  
Monday, November 3, 2003

Le Monde  
4 NOVEMBRE 2003

## Thérèse Delpech, chercheur au CERI « Un point positif : la police irakienne fait son travail »

**Vous revenez de Bagdad. Quelle est votre impression des conditions de sécurité ?**

La semaine dernière, un hélicoptère Blackhawk avait été abattu avec un missile sol-air sans doute comparable à celui qui a atteint sa cible hier. Il s'agit de missiles soviétiques non manœuvrants, assez primitifs, mais qui peuvent être très meurtriers quand ils touchent les avions. Ces missiles sont présents en très grande quantité en Irak. Mon étonnement est qu'ils n'aient pas encore fait plus de victimes. Les conditions de sécurité depuis une semaine sont incontestablement difficiles et cela est interprété comme une façon de montrer que le ramadan ne sera pas une période de pause. Le point positif malgré tout, dans ce paysage sombre, c'est que la police irakienne fait son travail et c'est la raison pour laquelle les postes de police irakiens sont fréquemment attaqués. Ce sont des policiers irakiens, par exemple, qui ont tenté d'arrêter l'auteur de l'attentat [du 26 octobre] contre l'Hôtel Al-Rachid.

**L'autorité intérimaire irakienne vous semble-t-elle assez efficace pour envisager un transfert de souveraineté ?**

Je crois plutôt qu'il faut d'urgence engager le recensement de la population, sans lequel aucun processus électoral ne pourra voir le jour, et prendre les mesures nécessaires pour qu'une Constitution soit rédigée et acceptée par les Irakiens dès que possible. Le transfert de souveraineté ne doit pas se faire dans la précipitation, car cela produirait davantage de désordre, mais un transfert progressif est aussi le gage que le processus politique avance et que la sécurité sera prise en charge de plus en plus par les Irakiens eux-mêmes.

Cela n'implique naturellement pas un retrait rapide des troupes américaines d'Irak, car elles demeurent indispensables pour la stabilisation du pays, peut-être pour longtemps. Mais il faut avancer dans le domaine politique pour éviter que l'impatience ne grandisse au moment même où les attaques terroristes font des progrès tactiques.

**De quel poids pèse le traumatisme, pour les Irakiens, des disparus du régime de Saddam Hussein ?**

Un poids terrible. Chaque famille a son histoire et sa tragédie. Il n'était pas même permis

sous Saddam de dire qu'un proche était mort ou avait été tué. On compte, selon les Irakiens que j'ai pu rencontrer sur cette question, environ un million de disparus. Ils ne sont pas nécessairement morts, mais on ignore ce qu'ils sont devenus. Environ 70 charniers ont été mis au jour, mais l'identité des victimes est longue et difficile à établir. Très souvent, les crânes ont une balle dans la nuque et portent encore un bandeau sur les yeux et des liens aux poignets. Une association pour la protection des charniers a été constituée, ainsi qu'une association des [anciens] prisonniers politiques qui recueille des informations tant sur les victimes que sur les bourreaux.

Ceux qui s'occupent de constituer des archives sur les cas individuels travaillent cependant dans des conditions très difficiles et reçoivent des menaces constantes, dont on nous a fait part. En outre, les archives de l'hôpital militaire de Bagdad, où l'on établissait les certificats de décès, qui représentaient des informations essentielles, ont été brûlées. Une anecdote en dit long sur la terreur qu'inspirait le régime : les Koweïtiens affirment que les Irakiens continuent à parler de ces questions seulement quand ils se trouvent à ciel ouvert.

Propos recueillis par  
Francis Deron

# La poudrière ethnique de Kirkouk

Chassés de Kirkouk par la politique d'arabisation de Saddam Hussein, les Kurdes sont de retour. Sous surveillance américaine, une coexistence incertaine s'établit avec les Arabes et les Turkmènes. La future Constitution irakienne devra trancher la question du statut de cette région riche en pétrole et donc très convoitée

## KIRKOUK

De notre envoyé spécial

« **L**es Kurdes disent qu'ils sont pour l'unité mais ce n'est pas vrai. Ils sont venus en force d'Erbil et de Souleimaniya pour occuper les bâtiments publics et prendre les postes importants. » Assis dans sa boutique du centre-ville, Jaoudat As Saad, 53 ans, commerçant turkmène, vide allégrement son sac. La rue grouille de monde, les étals regorgent de produits frais, c'est l'heure du marché à Qoria, le quartier turkmène. Mais à l'entendre, tout va mal depuis la chute du régime, depuis que les Américains sont là, depuis que les Kurdes sont de retour dans la ville.

« Kirkouk appartient aux Turkmènes depuis des siècles, insiste Jaoudat. Au recensement de 1957, nous étions les plus nombreux ! Nous voulons la paix, pas de nouveaux problèmes. » Des problèmes, Jaoudat As Saad semble en voir partout. Il y a d'abord les militaires de la 173<sup>e</sup> brigade aéroportée, commandés par le colonel William Mayville, qui contrôlent la ville et les champs de pétrole. « Les Américains, dit-il, soutiennent les Kurdes. » Il y a ensuite le maire, Abdel Rahmane Moustafa, un Kurde indépendant, qui préside l'assemblée municipale de 30 membres (six Kurdes, six Arabes, six Turkmènes, six Chrétiens et six indépendants, la plupart kurdes) mise en place sous l'égide de l'officier américain. « Le maire ne s'occupe que des Kurdes, accuse-t-il, il ne travaille pas pour la ville. » Il y a enfin la police : « La majorité d'entre eux sont des Kurdes. »

À l'extérieur de la ville, des flammes s'échappent des torchères de Baba Gourgour, un des plus

grands champs de pétrole du monde. Depuis que le premier puits a été creusé en 1923, Kirkouk, une ville de 850 000 habitants du nord-est de l'Irak, n'a jamais cessé de susciter la convoitise. Pendant presque trente ans, Saddam Hussein a tout fait pour s'assurer le contrôle de l'or noir. Des dizaines de milliers de Kurdes ont été expulsés, remplacés par des Arabes sunnites, « importés » d'autres régions irakiennes. Une police secrète recrutée dans chaque communauté se chargeait de neutraliser les opposants. En

mars 1987, le dictateur baassiste avait nommé son « camarade de combat » Ali Hassan Al Majid, dit « Ali Kimiyawi » ou « Ali le Chimique », pour diriger, à partir de Kirkouk, la répression contre les Kurdes.

Plus de six mois après la chute du régime, les effets de cette

politique de nettoyage ethnique se font toujours sentir. Fin août, une flambée de violence entre Kurdes et Turkmènes a fait 13 morts à Kirkouk et à Tuz Khurmatu, une localité au sud de la ville. Des affrontements ont opposé Kurdes et Arabes à Haïfa, un village au nord de Kirkouk. En attendant le nouveau recensement promis par le Conseil de gouvernement irakien, chacune des trois communautés (les Kurdes, les Turkmènes et les Arabes) (1) affirme qu'elle est la plus importante et la plus ancienne.

Les Kurdes qui reviennent : des familles connues de tous

Les Arabes et les Turkmènes accusent les Kurdes de vouloir mettre la main sur Kirkouk pour contrôler le pétrole dans un futur État fédéral irakien qui leur accorderait une large autonomie. Les



Kurdes répondent que Kirkouk doit réintégrer le Kurdistan mais que son pétrole restera une ressource nationale irakienne. De retour dans «leur» ville, ils réclament les propriétés dont ils avaient été expulsés au profit de

familles arabes dans le cadre de la politique d'arabisation menée par l'ex-régime. De leur côté, les Arabes vivent mal ce retour dont ils estiment être les victimes. Ismaël Al Aboudi, maire adjoint et représentant des Arabes au conseil municipal, réclame des élections pour assurer une meilleure représentation de sa communauté.

Entre l'importante minorité turkmène soupçonnée de servir de cinquième colonne au gouvernement d'Ankara et les Kurdes traumatisés par des années de domination ottomane et de répression baassiste, les relations n'ont jamais été simples. Au centre-ville, l'hôtel de ville a été transformé en forteresse. Palissades en béton, sacs de sable, barbelés, rues interdites à la circulation, les forces américaines ne lésinent pas sur les mesures de protection. Dans le grand bureau du rez-de-chaussée, Abdel Rahmane Moustafa, le maire kurde, a remplacé les affidés baassistes. Dans l'antichambre où se pressent les visiteurs, un garde du corps lourdement armé monte la garde devant la porte capitonnée. Costume sombre et moustache, l'ancien avocat explique d'une voix lasse que «les Kurdes qui reviennent sont de vrais habitants de la ville, des familles connues de tous, contraintes par l'ancien régime à quitter Kirkouk et qu'une nouvelle loi devra régler les problèmes de ceux qui n'ont pas de logement».

Le conseil municipal a décidé de remettre en vigueur la législation de 1970 qui reconnaît à chaque irakien le droit d'étudier dans sa langue nationale. Dès la rentrée,

des classes exclusivement kurdes, arabes ou turkmènes ont été créées en première année dans les écoles secondaires.

**Dans un quartier arabe, la moitié des habitants ont fait leur valise**

À la périphérie de la ville, le quartier de Qadissiya s'est développé dans les années 1970, quand le régime de Bagdad incitait des familles arabes à s'installer dans le secteur. «Mes parents sont arrivés ici en 1974, raconte Sabah Abbar Darwish, 29 ans, employé de la Northern Oil Company. On leur a donné un bout de terrain et une somme de 10 000 dinars pour construire une maison.» Depuis la chute du régime, plus de la moitié des habitants du quartier sont partis, les uns volontairement, pour retrouver leur région d'origine, les autres, anciens moukhabarat (police secrète) ou cadres du parti Baas, parce qu'ils craignaient pour leur sécurité. «Si cela ne dépendait que de moi, j'aimerais rester ici avec ma mère, ma femme et mes deux fils. Les Kurdes qui reviennent ici sont originaires de Kirkouk et je trouve cela parfaitement normal. Pour moi, un Irakien, qu'il habite Kirkouk, Erbil ou Bassora, c'est

toujours un Irakien.» Parmi ses nouveaux voisins, Nour Al Dine Ahad, 51 ans, est un ancien peshmerga (combattant) dans la milice de Moustafa Barzani, célèbre leader de la rébellion kurde au début des années 1970. «L'ancien régime m'a obligé à quitter Kirkouk en 1983», raconte Nour Al Dine Ahad, de retour après dix ans d'exil à Souleimaniya. «La police secrète a tué un de mes frères et détruit notre maison. Je suis revenu au mois d'août. Il y avait ici une agence immobilière avec beaucoup de logements à vendre. J'ai acheté une maison pour 7 500 dollars au

major Ali... un ancien moukhabarat! Il habite toujours à Kirkouk, au centre-ville, où il possède une autre maison. Comme tous les Arabes sunnites, il faisait partie des privilégiés. Ce sont eux qui cherchent aujourd'hui à déstabiliser la ville en faisant des attentats.»

**Le retour des déplacés financé par les Nations unies**

Au stade Shorja, quelque 250 familles kurdes sont installées sous les gradins. Silwan, 27 ans, ouvrier, campe là depuis cinq mois avec sa femme et ses deux enfants, dans l'attente d'un geste des autorités, un bout de terrain où construire un logement. «La maison de mon père a été vendue en 1974 quand mes parents sont partis à Erbil. Les partis politiques ont promis de nous aider mais nous attendons toujours.» Au mois d'août, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a annoncé l'octroi d'une aide de 400 millions de dollars pour financer le retour des déplacés de Kirkouk.

Nous espérons que cette aide va se matérialiser parce que nous n'avons pas de budget», affirme Hajib Othman Rozbayani, assistant du maire pour les personnes déplacées. «Environ 5 000 déplacés sont installés dans des conditions précaires sur trois sites, un stade et deux anciens camps militaires. Nous voulons renforcer la coordination avec l'Autorité provisoire de la coalition et les agences de l'ONU pour les aider et accorder une compensation financière aux familles arabes qui retournent dans leurs lieux d'origine.»

L'assistant du maire ne cache pas une certaine irritation à l'égard de l'administration américaine à Bagdad, qu'il accuse,

## L'enjeu de l'or noir

■ «Le pétrole est la principale ressource irakienne et, pendant plus de vingt ans, il a été utilisé pour acheter des armes et tuer des gens au lieu d'améliorer la vie de la population», affirme Adil Abdel Qazzaz, nommé directeur de la Northern Oil Company, après la chute du régime. Endommagé au mois d'août par des actes de sabotage, l'oléoduc reliant les champs pétrolifères de Kirkouk au port turc de Ceyhan, est la principale voie d'exportation du pétrole du nord de l'Irak. Il devait recommencer à fonctionner au novembre. Découverts en 1927, les champs de pétrole de Kirkouk produisent actuellement 450 000 barils par jour en moyenne, contre 750 000 à 800 000 avant l'invasion de l'Irak en mars. En attendant la reprise des exportations en direction de la Turquie, les barils qui ne peuvent être traités par les raffineries irakiennes sont réinjectés sous terre.



Raffinerie à Kirkouk. Depuis 1923, date à laquelle le premier puits a été creusé, Kirkouk nourrit les convoitises.

à demi-mots, de ne pas vouloir débloquent les fonds. Arrivés à Kirkouk en avril dernier, en même temps que les combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), les militaires américains se veulent aujourd'hui au-dessus de la mêlée. « Plutôt que de passer les dix prochaines années à réparer les préjudices subis par les uns et les autres, il vaut mieux trouver les moyens d'avancer », affirme le colonel Mayville, installé sur l'ancienne base aérienne.

Début septembre, à la demande des Arabes et des Turkmènes, les parachutistes américains ont demandé aux Kurdes d'enlever leurs drapeaux – deux branches de palmiers verts sur fond blanc –, des lieux publics. Une mesure symbolique qui n'empêche pas les partis kurdes de consolider leur emprise sur la ville.

**Les critères de définition du Kurdistan ne sont pas établis**

« Le Conseil de gouvernement irakien ne s'est pas encore mis d'accord sur les critères de définition du Kurdistan : géographique, historique ou démographique », affirme Jalal Jawhar, ancien maire et responsable de l'UPK, l'organisation de Jalal Talabani, installée dans les anciens locaux du parti Baas. « Pour nous, c'est clair : la Fédération du Kurdistan doit inclure Kirkouk, conformément à la décision du parlement kurde en 1972. Le nouveau recensement devrait avoir lieu une fois que chacun est à sa place : les Arabes chez eux, les Kurdes à Kirkouk.

Mais il sera très difficile de tous les faire revenir. Les familles de déplacés kurdes se sont souvent multipliées par trois ou quatre. C'est vrai aussi pour les Arabes. » Cette question particulièrement sensible devra être tranchée par le Conseil de gouvernement où siègent Jalal Talabani et Massoud Barzani, les chefs des deux principales factions kurdes, et par la future Assemblée constituante. « Kirkouk doit faire partie du Kurdistan, répète Nour Al Dine Ahad, le vieux peshmerga. Les Américains nous ont menti plus d'une fois et j'espère qu'ils ne nous trahiront pas. Sinon, nous deviendrons des terroristes et nous ferons la guerre. »

**François d'ALANÇON**

(1) Kirkouk compte également une communauté chrétienne d'environ 2000 familles.



**Au nord de Kirkouk, des chliites quittent leurs habitations en avril 2003 lors du retour des Kurdes. Les effets de la politique baasiste de nettoyage ethnique se font toujours sentir. (Photo Kevin Frayer/AP).**

## Saddam Hussein bourreau des Kurdes

**Des centaines de milliers de Kurdes ont préféré l'exil, des dizaines de milliers d'autres ont été tués**

**L**e régime irakien avait commencé par offrir aux Kurdes irakiens un statut d'autonomie, en signant un accord le 11 mars 1970 avec le mouvement de Moustafa Barzani. Théoriquement prometteur, ce texte reconnaissait la légitimité du nationalisme kurde, garantissait la participation des Kurdes au gouvernement ainsi que l'enseignement de la langue kurde à l'école et prévoyait la mise en place des nouvelles institutions dans un délai de quatre ans. Mais l'étendue territoriale du « Kurdistan » devait être précisée à l'issue d'un recensement qui n'a jamais eu lieu.

En mars 1974, Bagdad proclamait unilatéralement une « loi sur l'autonomie kurde » très en retrait par rapport aux accords de 1970, en excluant du Kurdistan, contrairement aux demandes de Barzani, les zones pétrolifères de Kirkouk, Khanaqin et Djabal Sindjar. La vieille province de Kirkouk fut coupée en deux. La zone située autour de la ville portait désormais le nom d'Al-Ta'mim (« nationalisation ») et ses frontières furent redessinées pour lui donner une majorité arabe. En 1975, le gouvernement irakien se lança dans une campagne d'arabisation des zones qui avaient été exclues du Kurdistan.

Dans des villes pétrolières comme Kirkouk et Khanaqin, il fut interdit aux Kurdes d'acheter des terres et des maisons ou de vendre leurs biens à d'autres Kurdes. Des restrictions

furent imposées à leur emploi et à leur séjour. Le gouvernement attirait les Arabes d'Irak du Sud vers le Nord en leur offrant des avantages et des propositions de logement. Des Kurdes étaient installés dans des « camps de réimplantation », situés près des grandes villes ou le long des principales autoroutes ou voies ferrées, dans des zones contrôlées par l'armée irakienne. Au total, des centaines de milliers de Kurdes sont partis en exil. Des dizaines de milliers ont été tués, surtout en 1988-1989, au cours de la longue campagne d'extermination de six mois et demi, connue sous le nom d'Al-Anfal, dont le bilan est estimé à 180000 morts.

Pendant la guerre du Golfe, les mouvements kurdes mènent l'insurrection au Kurdistan et occupent temporairement la ville de Kirkouk le 20 mars 1991. La contre-offensive de Bagdad provoque l'exode de près de deux millions de Kurdes vers les frontières iraniennes et turques. Le 7 juin, l'ONU crée une zone de sécurité interdisant à l'armée irakienne le survol des territoires kurdes situés au nord du 36° parallèle. En octobre, Bagdad achève de se retirer de cette zone où 3,7 millions de Kurdes proclament leur autonomie. Près de deux millions de Kurdes restent dans la partie contrôlée par Bagdad, notamment à Kirkouk, toujours sous la menace de Saddam Hussein.

**F. A.**

# Irak: l'angoisse des «collaborateurs»

Juges, avocats, policiers, tous redoutent les représailles des fidèles de Saddam Hussein.

Najaf envoyé spécial

Une campagne de terreur vise depuis le mois d'octobre les Irakiens chargés de rechercher et de juger les hauts responsables du parti Baas. Aref Aziz, procureur général du tribunal de Najaf, en sait quelque chose. Lundi, comme à son habitude, il a arrêté son 4X4 à 8 heures devant la résidence de son ami et voisin, Mohan Jabr al-Chouwaili, le président du tribunal, pour l'amener au travail. Un homme, le visage recouvert d'un keffieh, lui met un pistolet sur la tempe. «Je pensais que c'était un voleur de voitures, alors j'ai retiré la clé de contact en disant: "Prenez-la, elle est à vous." Il m'a insulté: "Espèce de salaud, tu me prends pour un voleur!"»

**Détonations.** Lorsque Mohan sort de la maison, trois autres agresseurs se jettent sur lui, le tabassent et le poussent à l'intérieur du véhicule. «Nous avons roulé à tombeau ouvert pendant vingt minutes, jusqu'à ce que l'un des inconnus dise: "Ici, c'est un bon endroit." Ils ont jeté Mohan hors de la voiture. Je l'ai entendu qui suppliait: "Où m'emmenez-vous?" "Saddam a ordonné ton jugement", a répondu l'un d'eux. Puis j'ai entendu deux détonations. Mohan venait d'être abattu, de deux balles dans la tête. Puis ils m'ont ordonné de descendre à mon tour. J'étais certain que ma dernière heure était arrivée, mais l'un des inconnus m'a dit: "L'affaire ne te concerne pas." Ils m'ont mis à l'arrière, puis le véhicule a fait demi-tour. Peu après, une autre voiture est arrivée et nous nous sommes arrêtés. "Tuez-le lui aussi", a ordonné un homme. "Cassez-lui les jambes", a crié un autre. Je les ai suppliés, à genoux: "Vous me disiez que l'affaire ne me concernait pas!"» Aref Aziz a été abandonné au bord d'une route, sain et sauf. «Mais ils peuvent revenir pour moi quand ils le



voudront», expliquait-il hier, installé dans son salon, où trône une tapisserie représentant la signature de la déclaration d'indépendance des Etats-Unis. Une dizaine d'employés du tribunal, de retour de l'enterrement de Mohan, étaient venus le reconforter. «Les avocats, juges, procureurs, policiers, responsables de la municipalité ont tous peur d'y passer eux aussi», explique un avocat. «La police aussi est sous pression, alors comment peut-elle nous protéger?», ajoute un juge.

Aref Aziz raconte que sous l'ancien régime, il se devait d'appliquer le code pénal en vigueur, «ainsi que toutes les directives émises par Saddam, celles infligeant la peine de mort aux voleurs comme celles préconisant l'ablation d'une oreille pour punir les déserteurs, la seule chose que je pouvais faire, c'était d'invoquer les circonstances atténuantes le plus souvent possible». Il reconnaît que certainement, beaucoup lui en veulent, ainsi qu'à Mohan, pour leur lourd passé. Mais les soupçons de ses collègues s'orientent vers une autre piste: celle d'une campagne de terreur menée par des anciens dignitaires du Baas. Si le président du tribu-

nal a été assassiné, rapportent-ils, c'est parce qu'il avait nommé deux juges pour instruire la commission d'enquête de Najaf chargée de juger les loyalistes de l'ancien régime. A travers tout le pays, ces commissions ont jusqu'alors publié 160 mandats d'arrêt et 50 personnes ont été placées en détention. Depuis, explique le maire de Najaf, un oulema chiite, Sheikh Khaled el-Nouhamani, beaucoup de personnes liées à ces commissions ont reçu des menaces sous la forme de coups de téléphone ou d'enveloppes contenant des balles de revolver jetées sur le pas de porte.

**Fidèle de Saddam.** Le maire lui-même a essuyé trois tentatives d'assassinat. Des traces de balles sur le mur face à sa modeste résidence sont là pour l'attester. La première s'est déroulée le 14 octobre et la dernière a eu lieu dimanche - la veille du meurtre du président du tribunal. «Quatre hommes, dans une voiture volée, ont intercepté mon véhicule et ouvert le feu. Mes gardes du corps ont réagi et les agresseurs se sont enfuis.» Criblé de balles, le véhicule des assaillants est rentré dans un mur un peu plus loin, et trois personnes ont été arrêtées. Selon la police, l'un d'eux a avoué être un fidèle de Saddam. L'identité d'un autre a été établie: un Egyptien, résident «de longue date» à Najaf.

«J'ai approuvé la résolution du Conseil gouvernemental sur l'expulsion des baasistes de la fonction publique. Je l'applique et c'est sans doute ce qu'on me reproche», explique le maire. «La débaasification est une affaire compliquée. Il y a par exemple 700 écoles dans la région, et tous les directeurs sont baasistes. Certains ont fui, d'autres ont été expulsés, mais la plupart tentent de se maintenir.» «Pourtant, si on ne les chasse pas tous, ajoute-t-il, et si on ne traduit pas les hauts responsables du Baas en justice, on n'aura jamais la paix en Irak.»

PHILIPPE GRANGEREAU

## Retrait espagnol de l'Irak

L'Espagne a annoncé, hier, le retrait «temporaire et partiel» du personnel de son ambassade à Bagdad. Le gouvernement espagnol, allié aux Etats-Unis dans la guerre d'Irak et qui participe militairement à son occupation, a pris acte de la sérieuse dégradation de la sécurité sur le terrain. Cinq déflagrations rapprochées ont encore secoué Bagdad, hier soir, à la tombée de la nuit. Il semblerait que des obus de mortiers aient été tirés contre le QG des troupes de la coalition américano-britannique. Quatre morts, deux Irakiens, un soldat américain et un soldat britannique, sont venus s'ajouter hier à la liste des personnes tuées en Irak.

International Herald Tribune  
November 5, 2003

After Saddam • By Mark Medish

## Iraq must be required to pay its debts

The economic consequences of regime change in Iraq could get worse if the United States, Britain and their coalition partners act on radical impulses to make grand gestures. A case in point is Iraq's sovereign debt.

Iraq's debt includes \$40 billion owed to Paris Club official creditors, most notably France, Germany, Japan and Russia. The country also owes at least \$30 billion to other official creditors, at least \$3 billion to London Club commercial banks and perhaps \$10 billion to corporate creditors.

Already we hear calls from the right and the left to impose what might be called a "zero option" — that is, cancellation of Iraq's debt.

These recommendations are misguided. A country such as Iraq, with the world's second-largest oil reserves, should be expected to be able to pay its obligations. Furthermore, the moral argument that the debts are odious is simply too sweeping.

For Iraq to normalize its external financial relations, it must respect one of the first principles of the rule of law: Contracts should be honored. The

threshold for overturning this presumption must be kept high to prevent chaos, and in the case of Iraq that threshold has not been met.

Several myths have gained currency in the debt debate. The first is that Iraq's debts are invalid because they were accumulated under Saddam Hussein's regime. This is overbroad and misleading.

Much of the debt went to finance civilian construction — roads, hospitals, apartments and utilities. By contrast, military-related debt can and should be separated out and perhaps even forgiven.

It's worth remembering, too, that much of Iraq's debt was incurred in the 1970's and 1980's, before sanctions were imposed, when the United States was willingly doing business with the Hussein regime.

Another myth is that historical precedents dictate that zeroing out the debt would be prudent. Post-Versailles Germany is a frequently cited case. But there is an important difference between punitive reparations and commercial debt incurred by a country for civilian projects. Moreover, in the last decade countries such as Egypt, Poland and Yugoslavia have escaped

their heavy debts — because the financial community created reasonable long-term repayment plans.

Third is the myth that companies have already written off the Iraqi debts and no longer care about them. This is ridiculous. It would be a perverse result to extinguish debt simply because a debtor has not paid.

Iraq is entitled to have its special case heard. So far it has been granted an official moratorium through 2004. When the international community begins tackling the wider debt problem, it should follow several maxims: Avoid radicalism and bad precedents. Promote an orderly, market-friendly debt-repayment schedule. Encourage creative solutions, including debt swaps. Finally, Iraq must negotiate with creditors on its own behalf. This, after all, is a major aspect of sovereignty.

The Iraqis should also favor an orderly debt-repayment process. The country has been a financial rogue state for the past 12 years. What the new Iraq needs is a reputation for honoring its word.

The writer, a Washington-based lawyer, was deputy assistant secretary of the Treasury from 1997 to 2000.

# 405 militaires face à la justice turque

Mardin envoyé spécial

a baraque, avec sa pièce principale chaulée de blanc, se dresse en lisière du village. Fraîchement reconstruite avec du matériel de fortune, comme quatre ou cinq autres au milieu des ruines envahies par les herbes folles... Caykoyu, jadis deux cents feux, reste à demi mort. La plupart des habitants ne sont toujours pas revenus, mais le vieux Kemal n'a pas voulu abandonner sa terre. Il a obtenu l'autorisation de se réinstaller là, à quelques kilomètres à peine de la grande ferme dont il fut chassé avec les siens par les soldats «sans même pouvoir emporter des vêtements de rechange». C'était il y a presque dix ans, dans l'un des moments les plus noirs du conflit entre l'armée et les rebelles kurdes turcs du PKK d'Abdullah Ocalan. Une «guerre sale», qui entre 1984 et 1998 fit 36 000 morts, détruisit des milliers de villages et entraîna le déplacement de quelque 3 millions de personnes. Kemal n'a rien oublié de ces journées de mars 1994, «dans les derniers jours de l'hiver», quand les gendarmes et les forces spéciales évacuèrent de force ce fief de la rébellion tout près de la frontière syrienne. Ce fut le début d'un long exode. Ce jour-là, les gendarmes emmenèrent Sukran

Esen, 22 ans à l'époque, «connue pour ses sympathies pour les combattants». Depuis, le vieil homme



ne l'a jamais revue mais il a appris que la jeune femme avait été torturée et violée. Puis qu'elle était partie clandestinement pour l'Allemagne où elle a osé porter plainte contre ses tortionnaires. L'affaire a été jugée recevable. «Nous espérons enfin la justice», dit Kemal.

## Des résistances au sein de l'Etat

C'est un procès sans précédent en Turquie. 405 militaires se retrouvent devant le tribunal pour «viol répété en bande organisée». La jeune substitut du procureur Yelsim Dogan Kar, constatant que la victime ne peut reconnaître ses agresseurs puisqu'elle avait

les yeux bandés, a cité à comparaître tous les gendarmes susceptibles d'avoir commis les faits ou d'être complices. Du jamais vu. Les victimes des viols commis par centaines, sinon par milliers, pendant la «guerre sale» se taisaient généralement, craignant autant le déshonneur et la honte parmi les leurs que les représailles de l'Etat et de ses escadrons de la mort. De leur côté, les autorités militaires ont toujours nié et, aujourd'hui encore, dénoncent une manœuvre de déstabilisation. «Au nom de la

lutte antiterroriste et de la raison d'Etat, certains officiels ont pu justifier à demi-mot des liquidations ciblées ou les tortures pendant les interrogatoires. Mais l'argumentaire ne tient pas pour les viols», souligne un intellectuel kurde qui vient lui-même de demander réparation des tortures et des années de détention subies après le coup d'Etat de 1980.

Les procédures de ce type se multiplient. A Mardin, ce 5 novembre, jour de la deuxième audience du procès Sukran Esen, seront aussi examinés trois autres cas peu ou prou similaires, quoique de moindre envergure.

Ces changements sont le résultat des pressions de l'Union européenne qui exige des réformes avant de

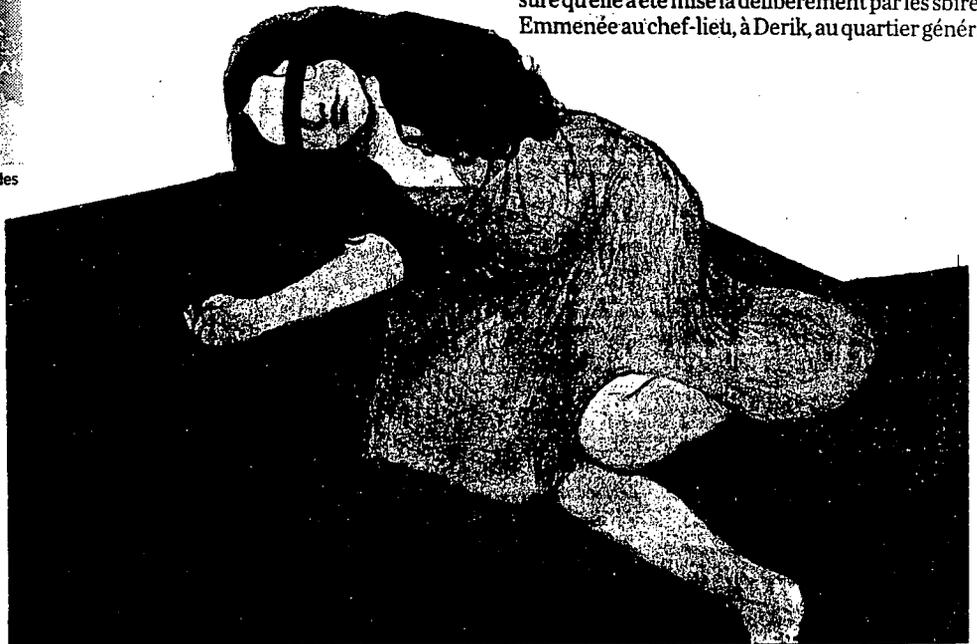
fixer une date pour l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie. «Cela faisait des années que nous demandions, sans succès, ces changements dans le système judiciaire. Bruxelles réussit au moins à se faire entendre», se félicite Sahin Mengü, secrétaire général de l'Union des barreaux de Turquie. La multiplication des recours devant la Cour européenne des droits de l'homme, à Strasbourg, commence aussi à gêner Ankara, de plus en plus souvent condamné pour procès inéquitable. «Il y a toujours d'immenses résistances au sein de l'Etat, mais de jeunes procureurs se sentant soutenus par l'opinion publique et l'Union européenne n'ont plus peur d'agir», souligne Hüseyin Cangir, avocat et président de l'Association des droits de l'homme de Mardin. La jeune substitut qui a mené l'accusation contre les militaires n'a pas 30 ans; elle vient juste de sortir de l'école de la magistrature. Son supérieur, le procureur Mustafa Gelal, est à peine plus vieux. «Les 405 prévenus ne sont bien sûr pas tous personnellement coupables du viol, et nous n'avons pas encore établi avec certitude qu'il y ait eu viol, d'autant que les dépositions de la plaignante sont aussi tardives que contradictoires. Mais la justice doit faire son travail et ce sera à la cour de juger», explique-t-on au bureau du procureur, avec une conviction solidement ancrée: «Les réformes ne doivent

pas rester sur le papier mais traduire concrètement la réalité de l'Etat de droit.»

Sukran Esen ne sera pas à l'audience aujourd'hui, pas plus qu'elle n'était là à l'ouverture du procès le 10 octobre. Aujourd'hui mariée et mère de deux enfants, elle vit à Bochum dans la Ruhr. Et ne veut pas prendre le risque de fouler le sol turc. Dans le palais de justice de Mardin, petit bâtiment moderne accolé à la préfecture, ne résonneront pas non plus les pas des 405 accusés. A combien viendront-ils? L'armée était tellement convaincue que ce procès ne pouvait avoir lieu qu'elle n'avait pas encore rendu public ce week-end les noms des avocats chargés de défendre les accusés.

## «Maintenant, elle est à vous»

Paysanne travaillant aux champs, repérée pour sa proximité avec le PKK, Sukran Esen a été arrêtée la première fois en novembre 1993. Les gendarmes l'accusent de dissimuler chez elle des armes qui ont servi la veille à une attaque. Une grenade est découverte lors de la perquisition, mais la jeune femme assure qu'elle a été mise là délibérément par les sbires. Emmenée au chef-lieu, à Derik, au quartier général



de la gendarmerie locale, elle subit un premier interrogatoire « assorti de menaces et d'attouchements », puis ses geôliers l'emmènent dans une autre pièce, « la chambre de torture » selon ses déclarations. Après lui avoir arraché ses vêtements, ils lui cognent la tête contre les murs et lui infligent des chocs électriques. « Ils m'ont mise dans un grand pneu et ont commencé à me faire rouler dans tous les sens », témoigne-t-elle avant d'affirmer « avoir été violée avec une matraque, puis à la main ». Au bout de sept jours, elle est hospitalisée. En mars 1994, les forces de l'ordre l'emmènent à nouveau à la gendarmerie de Derik. Elle y restera quinze jours, « tout le temps avec les yeux bandés et violée sans arrêt ». De ses agresseurs, elle peut seulement dire qu'« ils parlaient turc comme des Turcs ». Finalement relâchée et de nouveau hospitalisée, elle reste dans la région même après la destruction de son village. En août 1994, elle est arrêtée une troisième fois par les gendarmes dans le hameau de Gunarkoy. Ils la retiennent dans une maison de la petite ville de Mazidagi. Malgré son bandeau,

elle arrive à voir l'officier, « un lieutenant bien bâti avec des yeux verts », qui est le premier « à lui passer dessus ». Il dira ensuite à ses hommes : « Maintenant, elle est à vous. » Elle part pour l'ouest de la Turquie. A Izmir d'abord, où des examens médicaux constatent une « nécrose traumatique » du vagin et son état de « dépression majeure ». Puis à Istanbul, elle entre en contact avec le

**Entre novembre 1993 et août 1994, la jeune Kurde Sukran Esen, 22 ans, considérée comme proche du PKK, sera arrêtée à trois reprises. Elle affirme avoir subi des sévices sexuels infligés par les gendarmes.**

**«Quelle que soit son issue, le simple fait que le procès ait lieu constitue déjà un clair avertissement : certains comportements ne sont plus admissibles.»**

Le président de l'Association des droits de l'homme de Mardin

« centre d'aide pour les victimes de tortures et sévices sexuels pendant la garde à vue » créé par l'avocate Eren Keskin. Elle témoigne une première fois de son calvaire mais évoque à peine les viols. C'est après avoir quitté clandestinement la Turquie qu'elle se décide à tout raconter.

« Son long silence est aisément explicable par son état psychologique, comme par la honte à admettre les outrages subis », assure Reyhan Yalcindag, une de ses avocates. La première plainte de Sukran Esen avait été rejetée. Forts de nouvelles dépositions faites en Allemagne, appuyées par des rapports médicaux, ses défenseurs sont revenus à la charge en 1998. Encouragés par le jugement favorable des magistrats de la Cour européenne sur une affaire similaire – celle d'une jeune Kurde du nom de Sukran Aydin, victime de tortures –, ceux-ci avaient estimé que la justice turque n'avait pas fait son devoir. Or il se trouve que dans ce cas les gendarmes de Derik étaient également mis en cause, et notamment Musa Gitil, un officier dont on retrouve le nom dans la liste des prévenus du dossier Esen. « Avec tous ces éléments, il était difficile pour le tribunal de Mardin de décider une nouvelle fois un classement sans suite », explique son avocate, reconnaissant que ce procès presque dix ans après les faits

## Des réformes à « effet limité »

Outre l'abolition de la peine capitale et les droits culturels accrus pour les minorités, en premier lieu kurde, les gouvernements de Bülent Ecevit (gauche nationaliste) puis de Recep Tayyip Erdogan (issu du mouvement islamiste) ont amendé les lois antiterroristes ou réduit le poids de l'armée. Le rapport d'évaluation de la Commission européenne rendu public aujourd'hui reconnaît ces progrès mais souligne que les réformes ont encore « un effet limité » sur le terrain. Ainsi, après la sanction de la Cour européenne de Strasbourg, les quatre députés kurdes condamnés en 1995 à quinze ans de prison sont rejugés par une Cour de sûreté de l'Etat où ne siège plus aucun militaire.

M.S.

est une gageure. L'armée nie farouchement, affirmant qu'il n'y a aucun document témoignant d'une interpellation de Sukran Esen.

### Vieux réflexes

Les hôpitaux locaux assurent aussi n'avoir conservé aucune trace du passage de Sukran Esen. Beaucoup des témoins sont introuvables ou se défont. Parmi les prévenus, cinquante-six sont encore dans l'armée mais les autres, simples conscrits au moment des faits, se sont dispersés et les autorités ne semblent guère pressées de les retrouver. « C'est un dossier difficile, jusqu'ici aucun militaire turc n'a été condamné pour de tels viols », rappelle Reyhan Yalcindag, qui raconte comment la cour joue la montre, en multipliant les obstacles de procédure. Les vieux réflexes ont la vie dure et une grande partie des magistrats turcs, à l'instar de la majorité de la haute fonction publique, se méfie de tout ce qui pourrait affaiblir l'Etat. « Quelle que soit l'issue du procès, le simple fait qu'il ait eu lieu représente déjà un clair avertissement : certains comportements ne sont plus admissibles », dit le président de l'Association des droits de l'homme de Mardin.

Le vieux Kemal dit « avoir peur » de venir déposer. D'ailleurs, personne ne le lui a demandé. Alors, comme ceux qui aujourd'hui en Turquie veulent croire à un vent nouveau, il se répète à lui-même : « Nous savons que l'Europe s'intéresse à ce cas. »

MARC SEMO

Dessin PIERRE

MORNET

Portée par la pression européenne, une jeune juge fait comparaître des gendarmes, accusés par une Kurde de viols répétés. Dix ans après les faits, un procès exceptionnel.



William Safire

# Leaving Iraq now would cost too much

**A**merica thought it won the first Iraq war in 100 hours, but lost the peace to Saddam Hussein and his Baathist followers. America thought it won the second Iraq war decisively in one week, but Saddam's murdering class and his imported terrorists chose to run and fight from underground.

We are now six months into Iraq War III. The coalition is clearly winning on two of the three war fronts. As a team of ABC-TV and Time magazine reporters persuasively showed last week, the people of Iraq's Shiite south and Kurdish north — 80 percent of the population of 23 million — are making substantial progress toward reconstruction and self-governance.

But the battle within the Sunni triangle around Baghdad — where Saddam's rapacious sons and secret police long victimized other Iraqis — is not yet won.

One terrorist aim is to increase suffering by driving out the United Nations and Red Cross relief workers. Another is to assassinate Iraqi leaders and police officers who dare to cooperate with the liberation. The key goal is to kill enough Americans to cause the U.S. public to lose heart. Such a retreat before federal democracy takes root would set the stage for an Iraqi civil war.

There is no denying that the shooting down of a transport helicopter, killing 16 Americans and wounding 20, was a terrorist victory in Iraq War III. The question is: Will such casualties dishearten the United States, embolden failuremongers and isola-

tionists on the campaign trail, and cause Americans and their allies to cut and run?

Although such a retreat under fire would be euphemized as an "accelerated exit strategy," consider the consequences to U.S. security of premature departure:

Set aside the loss of U.S. prestige or America's credibility in dealing with other rogue nations acquiring nuclear weapons. Iraq itself would probably split apart. Shiites in the south would resist a return of repression by Saddam's Sunnis and set up a nation under the protection of Iran. Kurds in the north, fearing the return of Saddamism, would break away into an independent Kurdistan; that would induce Turkey, worried about separatism among its own Kurds, to seize the Iraqi oil fields of Kirkuk.

One result could well be a re-Saddamed Sunni triangle. Baghdad would then become the arsenal of terrorism, importer and exporter of nukes, bioweapons and missiles. There is no way the United States can let that happen. Either we Americans stay in Baghdad until Iraq becomes a unified democratic beacon of freedom to the Arab world — or we pull out too soon, thereby allowing terrorism to establish its main world sanctuary and its agents to come and get us.

Our dovish left will say, with Oliver Hardy, "a fine mess you've got us into" — as if the United States created Saddam's threat, or made the CIA dance to some oily imperialist tune, or would have been better off with our head in the sand. Most Americans, I think, will move past these unending recriminations, reject defeatism and

Americans will reject defeatism and support winning the final Iraq war.

support leaders determined to win the final Iraq war.

To catch Saddam or otherwise break up the terror network, the United States needs Iraqi informers to tip it to the plans of the attackers. America should blanket the Sunni triangle with a powerful media message: A return of Baathism would mean bloody war with the rest of Iraq that the coalition would make certain Saddam's followers lost.

Most television sets in the triangle depend for reception on the old rabbit ears, not satellite dishes; the Iraqi Media Network that the coalition set up is now operational but runs mainly old movies and canned messages from L. Paul Bremer 3rd, the chief American administrator, with an Arabic translation. I'm told by programmers in the company contracted to handle the network, Science Applications Interna-

tional, that attention-getting Arabic programs produced in the gulf states will begin this month, which should attract many new viewers.

But why not supplement Bremer on the air with America's secret weapon? John Abizaid, the U.S. commanding general, speaks fluent Arabic. He should be on radio and television regularly — the live voice and face of liberation — answering questions from Iraqi reporters in their native language. If Defense Secretary Donald Rumsfeld can deliver the message of resolve on television in America, why not Abizaid in Iraq?

America will help Iraqis win the final war against Baathist terror. Failure is not an option.

E-mail: safire@nytimes.com

# Turkey still set to send troops, but only if Iraq asks

By Thom Shanker

**WASHINGTON:** Turkey's offer of troops for duty in Iraq remains on the table, but no soldiers would be sent without a formal invitation from the American-appointed Iraqi Governing Council, the Turkish ambassador to the United States said Tuesday.

The status of Ankara's offer of up to 10,000 troops for the stabilization mission in Iraq was thrown into doubt late last month when the Turkish president, Ahmet Necdet Sezer, was quoted by the Anatolia news agency as saying, "For me, this question is closed."

But the Turkish ambassador to Washington, O. Faruk Logoglu, said on Tuesday, "The matter is still alive, very much alive."

"The offer is still on the table," he said in a meeting with military affairs writers.

The ambassador said the Turkish president's comments to journalists at a reception should not be heard as the official government position, as the vote by the Parliament approving the deployment has not been rescinded.

But Logoglu acknowledged significant opposition from some members of the Iraqi Governing Council, who have

expressed fears both of inciting ethnic disputes and of encouraging Turkish influence over Iraq.

It is no surprise that the opposition has been especially fierce from Kurdish leaders in northern Iraq, nor that Turkey remains anxious about separatist feelings among the Kurdish population living on its side of the border with Iraq.

"Until we really have a clear-cut invitation, a request, from the Iraqi people, we will not insist on going into Iraq," Logoglu said. "Ours is an offer to help."

The ambassador's comments seemed to fit what appears to be an emerging American strategy for dealing with the

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**

November 4, 2003

vexing question of Turkish troops, which is to let the issue simmer and work behind the scenes to prevent Turkish or Iraqi leaders from issuing a definite "no."

Logoglu cautioned the American-led coalition and its leadership about showing too much favoritism to specific groups now vying for power in Iraq. Some groups, especially the Kurds, are

represented "in excess of their real standing in society," he said.

The ambassador said he remained optimistic about efforts to build a stable Iraq.

The New York Times

## Iranian agents free 2 sons of leading dissident cleric

The Associated Press

**TEHRAN:** Iranian security agents freed two sons and four aides of Iran's most senior dissident cleric but sealed off a building that he planned to use as a seminary, one of the cleric's sons said Tuesday.

The six were detained a day earlier when the police moved in to close the would-be seminary of Grand Ayatollah Hossein Ali Montazeri, who has pressed the hard-line clerics who run Iran to allow greater democracy.

Ahmad and Saeed Montazeri, the cleric's sons, and three of the aides were freed Monday night, Ahmad Montazeri told reporters.

The last detained aide, Reza Ziaei, was freed Tuesday. He told The Associated Press that his captors had left him stranded on a dead end street after interrogating him. He said he had refused to answer their questions.

Ahmad Montazeri said that while Zi-

aei was blindfolded, handcuffed and beaten during interrogation, he and his brother had not been mistreated. He said they had been questioned about the family's plans to turn the building next to their home into a seminary where the elder Montazeri would teach.

Ahmad Montazeri said security agents on the order of the Special Clergy Court, a body dealing with clerics, used welding machines to seal off the entrance to the planned seminary.

"That mosque still remains closed, and we need facilities for the grand

ayatollah to teach," Ahmad Montazeri said. Hard-liners "don't want my father to have any facilities to teach, let alone engage in political activities."

Hossein Ali Montazeri, 81, is one of a few grand ayatollahs, the most senior theologians of the Shiite Muslim faith. He enjoys a huge following in Qom and Isfahan, his birthplace, and many reformists see him as a leader who could bring democratic changes in Iran.

He resumed teaching in September after spending five years under house arrest in Qom, a holy city 130 kilometers, or 80 miles, southwest of Tehran, for telling students that the supreme leader of Iran, Ayatollah Ali Khamenei, was incompetent to issue religious rulings. He also accused ruling hard-line clerics of monopolizing power and ignoring Iranians' demands for democracy.

Khamenei denounced the grand ayatollah as a traitor, and the mosque where he made the speech was closed.

Montazeri had been the designated successor of Ayatollah Ruhollah Khomeini, founder of the 1979 Islamic revolution, until he fell out with Khomeini shortly before his 1989 death after complaining about powers wielded by unelected clerics.

In his first public speech in six years following the lifting of the house arrest order in September, Montazeri denounced Iran's theocratic establishment as undemocratic and urged it to allow the country's young people to choose their future.

## In new era, a cry for vengeance against Saddam

By Susan Sachs

**BAGHDAD:** Until justice is done and Saddam Hussein is dead, Sadri Adab Diwan will carry with him the handwritten accusation that condemned his little sister to death.

The sister, Hanaa Adab, a student, "is conducting backward religious activity inside the school," a security agent wrote in black ink in October 1980, a time of widespread persecution of Shiite Muslims. "Please open a secret investigation."

Soon afterward, Hanaa, a devout girl of 17, was arrested. She never returned home.

It was only six months ago, after locating her yellowing case file in a government office, that her family finally learned why she had been taken. Hanaa, an informer reported, gave a Koran to a high school classmate.

"The case of this girl, this pure-hearted girl, has been living with me for 20 years," said Diwan, who was the eldest of 10 children of whom Hanaa was

the youngest. "If I catch Saddam I won't kill him. That won't be enough. I'll suck his blood. And if he escapes I'll follow him to the ends of the earth."

Openly expressed emotion of such intensity courses through Iraq, where the dead, the maimed and the missing consume the thoughts of the living.

Six months after President George W. Bush declared that major combat was over, countless problems crowd in on Iraqis, not least the absence of security and unemployment. But nothing seems to preoccupy them quite as much as the urge to settle accounts with the old government.

Suspected mass graves continue to come to light, replenishing the stores of grief and anger. Aided by forensic specialists and satellite imagery, American legal experts in Baghdad now say they have found 262 sites that may contain multiple human remains.

Some people have already extracted vengeance for the killing fields in blood. Most recently there has been a wave of apparent revenge killings in Basra.

While there is no official tally of vigilante actions, accounts from the police and monitoring groups suggest that perhaps several hundred former Baath Party officials have been murdered since the fall of Saddam's government.

Yet there has been no orgy of bloodshed, as was feared given the scale of state-sponsored killings and expulsions that Iraqis say they have suffered in the last 25 years.

The concept of compensatory justice already existed here nearly 4,000 years ago. An eye for an eye, decreed the rulers of ancient Mesopotamia, and a tooth for a tooth. But Iraqis have mostly shown a willingness to set aside immediate vengeance for the relentless pursuit of justice.

Counseled by leading Muslim clerics and most political figures to seek justice through the courts, many people appear to have focused their energies on assembling, case by case, a damning indictment of the ousted government.

The existing legal system is already groaning under the weight of demands.

The bar association in Baghdad alone has received 50,000 claims against the old government for property confiscated and lives broken.

Civil and criminal courts are trying to process individual lawsuits filed against Saddam and his coterie, while thousands more cases of political repression are being amassed by groups of survivors and political parties.

In fact, the desire for some sort of retribution has also fueled much of Iraq's exuberant new brand of social activism.

Among the dozens of citizens' groups registered with the American-led occupation administration, a vast majority say they are human rights organizations seeking compensation or recognition for victims of the old order.

Some of the survivors are already pressing their cases, lobbying local governments to give preferential treatment in housing and jobs to former political

prisoners. "We have to let every single Iraqi file his case," says Qais Abbas Ridha, a district court judge in Baghdad. "We should broadcast these trials to the whole world. Who knew before about the mass graves? Who knew that these criminals had taken half of Baghdad as their private property?"

When Saddam's government collapsed in April, many Iraqis ran to the ministries and intelligence service offices to grab up secret files containing the names of informers and the names of the dead. Before long, alarmed Shiite clerics and political leaders quietly intervened to take control of incriminating documents.

"People want to take their revenge, but these acts are not allowed," said Sheik Ali al-Waid, a Baghdad representative of Grand Ayatollah Ali Sistani, the country's most influential Shiite religious leader.

Waid says he has tried to counsel by example.

"I was imprisoned for three years with my family — even my old mother was detained with us — even though none of us had anything to do with politics," he said. "It was because I refused to go to a rally for the Baath Party."

He knows who denounced him. "He knows that I know what he did," the cleric added. "Now he lives like a leper, exiled from the whole community, and he will get his judgment from God on Judgment Day."

The clerics' action to shield the names of informers and intelligence officers probably averted a bloodbath in some parts of the country. But neither Iraqi political leaders nor the occupation administrators believe that the public's demand for punishment can be delayed for long.

The New York Times

## Coalition won't use Iraqi paramilitaries to augment army, officials say

Alex Berenson

**BAGHDAD:** Occupying forces here have no plans to use privately controlled Iraqi paramilitary forces to augment Iraq's army and police force, senior American and Iraqi officials said Wednesday.

The United States wants to increase Iraqi security forces as quickly as possible to relieve the burden on the 150,000 American and international troops in Iraq. But proposals to augment state-trained troops with paramilitary forces affiliated with Kurdish and Shiite political parties are only embryonic, according to members of Iraq's Governing Council and Dan Senor, a senior adviser to L. Paul Bremer 3rd, the chief U.S. administrator of Iraq.

"Ambassador Bremer has always had concerns about this proposal," Senor said. "The concerns remain."

Two members of the Governing Council said they did not believe that paramilitary forces should be used as part of the Iraqi Army or police force. "That's off the table," said Mowaffak al-Rubaie, a member of the Dawa party, which represents Shiite Muslims. "No one will entertain that."

In the short run, using paramilitary forces might be the quickest and easiest way to improve order on Iraq's streets and uproot the terrorists and guerrillas who are attacking American troops

every day and civilian targets regularly.

On Tuesday, Jalal Talabani, a Kurd who holds the council's rotating presidency this month, wrote to President George W. Bush asking that the United States transfer more authority to Iraqis.

But occupying authorities worry that the paramilitary forces could become competing power centers to whatever new government Iraqis eventually create. In addition, the paramilitary forces have not been trained for policing in a democratic society and might be prone to use force inappropriately. As a result, Bremer and Lieutenant General Ricardo Sanchez, the top U.S. soldier in Iraq, had said they would not allow paramilitary forces.

Although The Washington Post reported Wednesday that Bremer had changed his mind and "decided to conditionally support the creation of an Iraqi-led paramilitary force," Senor said Bremer had not agreed to support such a force, though he was now open to the idea.

"All we are saying is if there's a way to address those concerns, we're open to discussing them," Senor said.

Meanwhile, on a generally quiet day in Baghdad, the United States reported that soldiers from the 82nd Airborne Division had caught two former Iraqi Army generals in an early morning raid on Tuesday in Falluja. In a second, sep-

arate raid, soldiers found 225 mortar rounds, 20 rocket-propelled grenades and 100 rounds of .50-caliber machine-gun ammunition.

"The two generals are suspected of being key financiers and organizers of anticoalition fighters operating in and around the city of Falluja," the military reported in a statement.

In addition, Turkey's ambassador to the United States, Osman Faruk Logoglu, said Turkey would not send troops into Iraq unless it is asked to do so by the Governing Council, The Associated Press reported.

Last month, Turkey agreed to send 10,000 troops to Iraq. The U.S. has hoped to get tens of thousands of troops from

Turkey, Pakistan, and other Muslim nations to lessen the load on American soldiers here and to counter the perception that Iraq is being occupied by Christian soldiers. But Iraq and Turkey have a longstanding enmity, and many Iraqis say they do not want Turkish troops in Iraq. Jalabani plans to visit Turkey on a goodwill mission later in November, The Associated Press reported.

One American soldier died on Wednesday from a "nonhostile gunshot wound," the military reported. Since United States invaded Iraq on March 19, 380 soldiers have died in accidents or hostile fire. An additional 2,195 soldiers have been wounded.

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

November 6, 2003

# La schizophrénie des Arabes face aux Américains ?

Les régimes arabes, comme les peuples, veulent aussi bien la défaite américaine en Irak que sa victoire : un paradoxe qui, pour *The New York Times*, illustre bien le marasme dans le monde arabe.

THE NEW YORK TIMES  
New York

En lisant les gros titres qui s'étaient à la une de l'organe officiel du gouvernement égyptien, *Al Goumhouriya*, la semaine dernière, on aurait pu croire que les derniers attentats en Irak étaient une sorte de punition divine : "Cinq martyrs se font sauter à Bagdad". Pourtant le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Maher, mais également la Ligue arabe ont condamné ces attentats, notamment l'attaque ignoble qui a pris pour cible la Croix-Rouge [27 octobre]. A Beyrouth, le quotidien *As Safir* a quant à lui qualifié de "crime" les attentats, mais c'était surtout parce qu'ils risquent de prolonger la présence américaine dans la région.

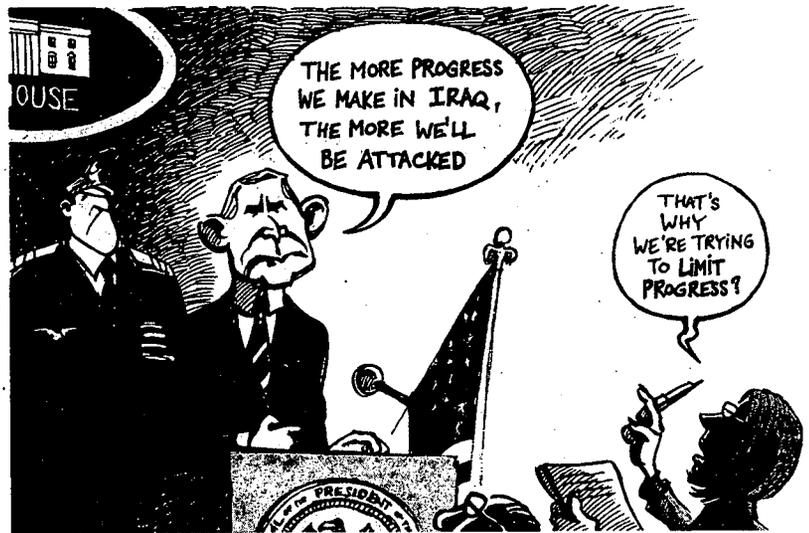
Dans le monde arabe, la situation en Irak engendre une sorte de schizophrénie, et cette pathologie s'aggrave davantage à chaque nouvel attentat, surtout après des explosions meurtrières comme celles de la semaine dernière, qui ont tué des dizaines d'Irakiens et blessé des centaines d'autres. D'un côté, les gouvernements, tout comme les gens, ne souhaitent pas vraiment la victoire des Etats-Unis. Ils espèrent que Washington va payer pour son arrogance en Irak et son soutien inconditionnel à Israël et ils craignent que les Américains, enhardis par une victoire trop facile, ne se mettent à vouloir renverser les gouvernements des autres pays de la région.

## QUICONQUE AURA UNE ARME POURRA IMPOSER SA LOI

D'un autre côté, de nombreux Arabes ne souhaitent pas non plus l'échec des Américains, car le chaos inévitable qui s'ensuivrait risquerait de se propager à toute la région. La débâcle des Américains en Irak entraînerait cet important pays arabe dans le genre de guerre civile et confessionnelle qui a empoisonné le Liban pendant quinze ans. De plus, si les responsables des attentats sont des militants islamistes, leur triomphe pourrait bien relancer l'extrémisme.

"Le sentiment que nous avons, c'est que les Etats-Unis ont mérité ce qui leur arrive et que c'est bien fait pour eux", explique Khaled Batarfi, rédacteur en chef d'*Al Madina*, journal publié à

► "Plus nous progresserons en Irak, plus nous serons attaqués."  
"Et c'est pour cela que nous essayons de limiter les projets ?"  
Dessin de Patrick Chappatte paru dans l'*International Herald Tribune*, Paris.



Djeddah, en Arabie Saoudite. "Les Etats-Unis n'ont pas arrêté de dire : 'Ne vous inquiétez pas, nous avons la situation en main, tout ira bien.'"  
"Mais d'aucuns craignent également que les Etats-Unis ne partent sans avoir d'abord terminé le travail, ajoute-t-il. Alors, ça sera la jungle, et quiconque aura une arme pourra imposer sa loi."

Cette impasse n'a d'autre conséquence que d'accroître encore la paralysie ambiante, surtout pour les gouvernements de la région. Les derniers attentats ont suscité peu de déclarations officielles de la part des responsables, ce qui s'explique également par le fait que les attaques sont désormais récurrentes. "Je ne crois pas que l'on puisse parler de politique irakienne des pays arabes", commente Mohammed Kamal, qui enseigne les sciences politiques à l'université du Caire.

Reflète de cette incertitude quant à l'attitude à adopter, le silence règne dans les capitales, tandis que les médias, eux, ont modifié leur façon de présenter les événements. Certains journaux, quand ils abordent les attentats contre les forces américaines ou les policiers irakiens formés par Washington, parlent d'"opérations

martyres", sous-entendant qu'elles seraient vaguement marquées du sceau de l'approbation religieuse en tant que résistance légitime contre les autorités d'occupation. D'autres, en revanche, les condamnent.

Un seul consensus est perceptible : tous les commentateurs, tous les reportages soulignent que les Etats-Unis ont échoué dès le début de l'occupation, quand ils ont laissé des émeutiers piller les ministères irakiens, et que, dès les premiers jours, ils se sont montrés incapables d'assurer un niveau de sécurité suffisant en Irak. Les commentateurs arabes ont préféré ignorer totalement les déclarations du président George Bush, qui affirme que les attentats sont la preuve du succès croissant des Etats-Unis dans leur volonté d'édifier un nouvel Irak stable et démocratique.

"Vous vous souvenez de ce que disait Saddam Hussein quand il lançait qu'il allait remporter la mère de toutes les batailles ? C'est le même syndrome", conclut Muhsen Awaji, juriste islamique saoudien.

Neil MacFarquhar

Courrier  
INTERNATIONAL

DU 6 AU 12 NOVEMBRE 2003

# What next for Iraq? Experts have their say

*Improving security, establishing a stable government and reviving the Iraqi economy are the three key steps to resolving the crisis in Iraq.*

## Security

The facts speak for themselves. More than 260 coalition troops have died in Iraq since May 1. Suicide and roadside bombings continue and international organisations have been pulling out. All our experts agreed that the Americans had got it wrong. How to put it right was where they differed.

For Danielle Pletka, of the neo-conservative American Enterprise Institute, improved security was a matter of being tougher. The US should "stop acting as a weak power, because that is what is giving encouragement to the terrorists", she urged.

"We could stop driving around in Humvees without actually arresting anybody," she said. "We could arrest a lot of people, including all of the Ba'athists, the mukhabarat [secret police] and senior military who are floating around freely in Iraq. We could stop releasing people after we arrest them, often within 24 hours."

Closing Iraq's borders effectively, to prevent infiltration from neighbouring countries, she added, was half the battle. "We could make clear to the governments that are allowing infiltrators through that the consequences to them will be extraordinarily unpleasant if it continues."

Michael O'Hanlon of the Brookings Institution in Washington was also relatively sanguine and suggested the difficulties might be short-term.

"This is going to be ugly for a while, but it's not that bad," he said. "There are tactical adjustments to the way we use helicopters, for example. But the organisations fighting us have pretty much exhausted their creative talents ... I still think it's going passably well."

While these sentiments may strike a chord with the Bush administration, many on our panel were eager for the US to pull out as soon as possible — though there was a range of views on how and when that should happen.

American troops in Iraq provided a potent target, said Toby Dodge of Warwick University. "There has to be the introduction of troops who will not be shot — and that means the United Nations."

Ba'athist remnants would continue to shoot at UN forces but the Islamist/Fallujah element might be persuaded not to. The resistance is fighting in the name of liberation "and if you had Pakistani, Indian or Sri Lankan troops, that would cut out the occupation argument".

French expert Guillaume Parmentier disagreed. "It is the responsibility of the occupying powers to ensure law and order; it is not the duty of the United Nations," he said.

Dr Bernhard May of the German Council for Foreign Relations believed US and British forces would now have to stay the course.

"If they get out too soon the situation will get worse. In the mid-term the solution would be to replace some of their

Six months after President George Bush declared an end to "major hostilities" in Iraq, the conflict continues and the country remains in turmoil. Resistance to the occupation is growing, with attacks on coalition forces now averaging around 30 a day. Is there a solution, and if so, what is it? We asked experts from several countries for the answers



**Iraqi schoolgirls walk through a Baghdad suburb yesterday against a familiar backdrop of patrolling American forces** Patrick Baz/AFP/Getty Images

forces with other forces. The problem is from where? You can't replace American troops with soldiers from Bangladesh, Egypt and Malaysia. They are not well equipped or properly trained."

Reducing Americans on the streets and replacing them with Iraqis would be one alternative, according to Gary Samore of the International Institute for Strategic Studies.

"The plan is for the Americans to withdraw into fortified bases and run specific, targeted, raids from them, just as they have done in Afghanistan," he said. "Security on the ground would thus be in the hands of regional political figures."

Said Aburish, who wrote a biography of Saddam Hussein, thought "some kind of neighbourhood militia" would help. "This [the neighbourhood] is where the guys with the RPGs are coming from and it is one way to neutralise them," he said.

Dr Kamil Mahdi of Exeter University distinguished between the security problems faced by Iraqi citizens and the attacks on occupation forces. "On the second, there's one way, and one way only, of solving it — that the US should announce immediately the date for a firm and complete withdrawal," he said.

Ali Muhsen Hamid of the Arab League focused on the much-criticised US decision to disband Iraq's army and pointed to its restoration as a possible solution.

"The security problem is going to be solved mostly by the Iraqis themselves," he said. "There are people who are afraid of reactivating the old system, but in the Arab world every new regime depends on the old people and gradually reduces its dependence on them."

Security in Iraq could also be helped by progress on the political front, according to Laith Kubba, one of the founders of the Iraqi National Congress who later fell out with its leadership.

"There can be no real security in Iraq without an inclusive government," he said. "To deal with it purely as a terrorism issue is to blind yourself to the big drive behind the attacks."

So far, he said, the political process had not engaged the eight main Sunni tribes, who represent two to three million peo-

ple. "They were the backbone of the regime, and have taken hits because of that but they have to be offered a ladder from which to step down."

Retired Air Marshal Sir Tim Garden also felt security was not entirely a matter for the military. "Nothing will happen unless there is some sense of political strategy to match military strategy."

## Government

Plans are afoot for a new constitution and elections. In the meantime, the US-led Coalition Provisional Authority has appointed a temporary governing council of Iraqis, though it is widely regarded as impotent and unrepresentative.

The current plan was "pretty good", said Mr O'Hanlon, though he would like to see the Iraqis given more control in order to damp down nationalist rallying cries. "We shouldn't rush into elections, but there should be some kind of a process by which Iraqis help elect members of the governing council," he said.

Re-establishing Iraqi sovereignty was a priority, in Dr Mahdi's view. "The whole situation so far is one of US officers — both political and military — interfering directly in all political decisions in Iraq. That will simply ensure that any political process is compromised and rejected," he said. "There has to be immediately a broad Iraqi conference, under the auspices of the UN, the Arab League and the Islamic Conference Organisation, while the US steps aside from domestic politics in Iraq."

Mr Dodge also favoured a more international approach. "It is painfully apparent that the Americans do not have the expertise to rebuild a state and/or understand Iraqi society," he said. "If this war is to leave a stable, peaceful and, hopefully, democratic Iraq, then the UN, and behind it a true international coalition, has to take up the onerous task."

But Ms Pletka was more optimistic. "Things are going, in many ways, better than expected," she said. "Surprisingly enough, the Iraqis are working extremely well together. They have great commonality of purpose ... Some of the biggest

November 6 2003

The Guardian

problems really come from us, not them."

Several experts pointed out that the American political plan — to work out a new Iraqi constitution and then to hold elections — was taking too long.

One way to shorten the timescale, Mr Hamid suggested, would be to hold elections under a temporary constitution which would not need a referendum.

"The whole question of a new constitution is really a red herring," Dr Mahdi said. "The country is in a dire position in every respect and a constitution will not solve anything. It is possible to have elections that will produce a much more credible administration without a new, fully-fledged constitution."

There were also different views on federal government in Iraq.

"The federal system is a Kurdish demand," Mr Hamid said. "People are asking whether this would involve two regions — Kurdish and Arab — or three. Three federal regions would be harmful, increasing the divide between Sunni and Shia Muslims."

The important thing, Ms Pletka said, was to avoid federalism based on tribal lines, "so that we don't get Kurdistan, Shia-stan, and so on".

The big question, Dr Mahdi said, was whether federalism would be a step towards national unity or dissolution of the state. A decision should not be rushed.

The removal of Saddam Hussein, several experts noted, had left Iraq without a figurehead. "What needs to emerge," Mr Aburish argued, "is a person, a human being, someone with a name. You put the bicycle pump in and inflate him and the name will become bigger immediately."

## Economy

The Iraqi economy is on its knees and the US is planning to pour billions of dollars into reconstruction, but Iraqis are suspi-

cious of American intentions, especially regarding oil. Our experts were unanimous that the first step towards economic revival was improved security but several also highlighted an urgent need to restore infrastructure, without which resentment could only grow.

"People in Iraq now feel that they are worse off than they were under Saddam Hussein, so it's really crucial," Mr Parmentier said.

Tackling unemployment would contribute to security, Dr May suggested. "Iraqis need to be given work urgently. Some people are now killing US soldiers not because of ideology but simply to survive. They are paid \$1,000 for each American they shoot. It has become a way to make a living."

Creating jobs quickly involved putting money back into the public sector, Mr Kubba said. "You need to pump money into the consumer market and one way is through state jobs," he continued.

A lot of the economic stimulus over the next few months would be artificial, Mr O'Hanlon added. "We need to find ways

not to forget the lessons of earlier foreign aid. Aid needs to be focused on the local level, and the big impressive things should be coupled with grassroots efforts that are more likely to produce long-term jobs."

Some experts thought much more care was needed in American economic efforts, so as not to arouse Iraqi hostility.

"In terms of reconstruction, you have to avoid giving the impression that the country is being looted," Mr Parmentier said. "It doesn't look very good when companies with links to the Bush administration get contracts, without having to go through the normal procedures."

According to Mr Kubba, Iraqi businessmen were complaining that the US had placed them an unfair situation. "They said: 'We lack cash and we have all these

western companies taking contracts and taking all our staff that we trained and struggled to keep all these years.'

"I don't believe in protectionism but you have to protect these people at this delicate stage," he continued.

Dr Mahdi put it even more strongly, arguing that the US was actually destroying Iraq's indigenous economy.

"So-called reconstruction funds are opening up mass economic destruction in Iraq and will bring benefits to a very narrow group of Iraqis," he said. "Businesses cannot operate. Virtually any industry or productive activity is subject to random attacks, and to mafia-style protection rackets," he said.

Foreign businesses, though, were better placed to survive because they came in with their own security firms and arrangements with the occupation authorities he added. "These are, in effect, stepping in where local business capacity is being destroyed."

Meanwhile, Iraqi businessmen "are being shot, kidnapped and threatened and being forced to hand over money. This effectively hands business over to the big boys on the block who are protected by the occupation. In this way, the occupation acts as the biggest protection racket."

Mr Hamid linked economic recovery to political stability as well as improved security. "An independent Iraqi government should also have an independent economic policy serving the interests of the Iraqi people, not the occupying power," he said. "Oil is the crux of the matter. But at present nobody knows where the oil money is going."

*Interviews by Brian Whitaker, Julian Borger in Washington, Ewen MacAskill, Richard Norton-Taylor, Luke Harding in Berlin and Amelia Gentleman in Paris*

# US plan to bring in Turks collapses

## Kurds' opposition drags America into diplomatic quagmire

Simon Tisdall  
and Ewen MacAskill

Negotiations between the US and Turkey over the deployment of Turkish troops in Iraq are at a standstill, amid a growing expectation that the controversial plan will be scrapped altogether, diplomatic sources say.

"As of today, there are no talks between the US and Turkey on this issue," a source familiar with the process said. It was unclear if and when the talks might resume.

Turkey is said to be privately "amazed" at the breakdown and at Washington's inept diplomatic handling of the issue. There is also dismay in Ankara at the perceived US failure to make adequate political and logistical preparations in Iraq itself, the source said.

The foreign secretary, Jack Straw, said yesterday: "There

is no early prospect of Turkish troops going into Iraq."

About 10,000 Turkish troops had originally been lined up to serve in the Sunni Triangle where US troops are taking many casualties.

While it is still possible in theory that Turkey could send its soldiers to assist the occupation, it is understood that this will not now happen this year.

In reality the prospect of Ankara doing so at all was rapidly diminishing, the source said.

The impasse represents a serious setback for US efforts to improve security in Iraq by drawing in more international partners and thereby relieve pressure on US forces.

Kurdish leaders in Iraq, suspicious of Turkey's motives, have strongly opposed the deployment plan, especially in the light of reports that US troops might assist Turkish soldiers already in northern

Iraq to pursue guerrillas who have fought for Kurdish rights in south-east Turkey. The US-appointed Governing Council in Baghdad has also informally expressed its opposition to the US chief administrator, Paul Bremer.

A series of compromises were suggested by the US, but the Turkish government appears to have rejected these. Among the proposals was that Turkish soldiers should take lower-profile jobs away from the frontline, preferably not in uniform. Also discussed was a reduction in the Turkish contingent from 10,000 to 4,000.

The US called a pause in the negotiations with Turkey last month after Mr Bremer reportedly warned Washington of the strength of Iraqi feeling.

A claim this week by the Turkish ambassador to Washington that "the matter is still alive" was seen as an attempt to avoid further embarrass-

ment for both governments.

The Iraqi governing council's foreign affairs spokesman, Hoshiyar Zebari, who is a Kurd, said recently that "all the indicators show it [the Turkish deployment] will not happen... I think this is positive". Mr Zebari declined last-minute invitations to attend a weekend meeting in Syria of Iraq's neighbours to discuss security and border concerns. He has previously warned all neighbouring countries not to interfere in Iraq's internal affairs.

Speaking last month, the Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, said Turkey would scrap its deployment plans if Iraqis continue to oppose the idea: "If wanted, we'll go, if not, we won't."

The Turkish parliament voted in favour of the deployment on October 7, having refused to permit the transit of American combat troops. Turkish public opinion is

strongly opposed to US policy in Iraq.

Parliament's decision was widely linked to a US offer of

\$8.5bn in loans, although the Turkish government insists there is no connection. Turkish officials say the US made it

appear that it was trying to buy votes.

# Iraq offered U.S. a deal as the war loomed

By James Risen

**WASHINGTON:** As American soldiers massed on the Iraqi border in March and diplomats argued about war, an influential adviser to the Pentagon received a secret message from a Lebanese-American businessman: Saddam Hussein wanted to make a deal.

Iraqi officials, including the chief of the Iraqi Intelligence Service, had told the businessman that they wanted Washington to know that Iraq no longer had illicit weapons and they offered to allow American troops and experts to conduct an independent search.

They also offered to hand over a man accused of being involved in the 1993 World Trade Center bombing who was being held in Baghdad. At one point, the intermediary said in an interview, the Iraqis pledged to hold elections.

The messages from Baghdad, first relayed by the intermediary in February to an analyst in the office of Douglas Feith, the under secretary of defense for policy and planning, were part of an attempt by Iraqi intelligence officers to open last-ditch negotiations with the Bush administration through a clandestine communications channel, according to people involved in the discussion.

The efforts were portrayed by Iraqi officials as having the approval of Saddam, according to interviews and documents.

The overtures, following a decade of evasions and deceptions and a number of other attempts to broker last-minute meetings with American officials, were ultimately rebuffed. But the messages from Baghdad raised enough interest that in early March, Richard Perle, an influential adviser to top Pentagon officials, met in London with the Lebanese-American businessman, Imad Hage. According to both men, Hage laid out the Iraqis' position to Perle and he pressed the Iraqi request for a direct meeting with Perle or another representative of the United States.

"I was dubious that this would work," Perle said, "but I agreed to talk to people in Washington." Perle said he sought authorization from CIA officials to meet with the Iraqis.

Perle said the CIA officials said they

did not want to pursue this channel and indicated that they had already engaged in separate contacts with Baghdad. Perle said the response was simple: "The message was, 'Tell them that we will see them in Baghdad.'"

A senior U.S. intelligence official said this was one of several contacts with the Iraqis or with people who said they were trying to broker meetings on their behalf before the war. "These signals came via a broad range of foreign intelligence services, other governments, third parties, charlatans and independent actors," said the official, who spoke on the condition of anonymity. "Every lead that was at all plausible and some that weren't were followed up."

There were a variety of efforts, both public and discreet, to avert a war in Iraq, but this clandestine channel appears to have been a final attempt by the Iraqis to communicate directly with U.S. officials.

In interviews in Beirut, Hage said that the Iraqis appeared intimidated and scared by the American military threat. "The Iraqis were finally taking it seriously," he said, "and they wanted to talk and they offered things they never would have offered if the buildup hadn't occurred."

Perle said he found it "puzzling" that the Iraqis would use such a complicated series of contacts to communicate "a quite astonishing proposal" to the Bush administration. But former American intelligence officials with extensive experience in the Middle East say that many Arab leaders like Saddam have traditionally placed a high value on back channels of communication, although such informal arrangements are sometimes considered suspect in Washington.

The activity in this back channel, which was detailed in interviews and in documents obtained by The New York Times, appears to show an increasingly frantic Iraqi regime trying to find room to maneuver as the enemy closed in. And it also provides a rare glimpse into a subterranean world of international networking.

The key link in this particular network was Hage, who has spent much of his life straddling two worlds. Hage, a Maronite Christian who was born in Beirut in 1956, fled from Lebanon in 1976 after the civil war began there. He ended up in the United States, where he went to college and became a citizen.

In the late 1990's, Hage moved his family and his company to Lebanon.

On trips back to Washington last year, he befriended a fellow Lebanese-American, Michael Maloof, who at the time was working in the Pentagon as an analyst in an intelligence unit created by Feith to look for ties between terrorist groups like Al Qaeda and countries like Iraq. Maloof had ties to many leading conservatives in Washington, hav-

ing worked for Perle at the Pentagon during the Reagan administration.

In January 2003, Hage's two worlds intersected. On a trip to Damascus, he said, Muhammad Nassif, a senior Syrian intelligence official and a close aide to the Syrian president, Bashar Assad, told him about Syria's frustrations in communicating with American officials. On a trip to the United States later that month, Hage said, Maloof arranged

for him to deliver that message personally to Perle and to Jaymie Durnan, then a top aide to Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz. Pentagon officials confirmed that the meetings had occurred.

Perle, a member of the Pentagon's Defense Policy Board, is known in foreign capitals as an influential adviser to top administration officials. After Hage told his contacts in Beirut and Damascus about meeting Perle, an influential Lebanese Muslim friend asked Hage to meet a senior Iraqi official eager to talk to the Americans. Hage cautiously agreed, and in early February Hassan al-Obeidi, chief of foreign operations of the Iraqi Intelligence Service, arrived in Hage's Beirut office, Hage said.

Obeidi told Hage that Iraq would make deals to avoid war, including helping in the Mideast peace process. "He said, 'If this is about oil, we will talk about U.S. oil concessions,'" Hage recalled. "If it is about the peace process, then we can talk. If this is about weapons of mass destruction, let the Americans send over their people. There are no weapons of mass destruction."

Hage said that when he told Obeidi that the United States seemed adamant about Saddam's giving up power, Obeidi bristled, saying that would be capitulation. But later, Hage recounted, Obeidi said Iraq could agree to hold elections in the next two years.

A few days later, Hage said, he met Obeidi at a hotel in Beirut, and he seemed even more depressed. "The U.S. buildup was clearly getting to them," Hage said.

A week later, Hage said, he agreed to hold further meetings in Baghdad. When he arrived, he met Tahir Jalil Habbush al-Tikriti, the director of the Iraqi Intelligence Service, who is now No. 16 on the U.S. list of most-wanted Iraqi leaders.

He said that to demonstrate the Iraqis' willingness to cooperate in America's effort against terrorism, Habbush offered to hand over Abdul Rahman Yasin, who has been indicted in the United States in connection with the 1993 World Trade Center bombing. Yasin fled to Iraq after the bombing, and the United States put up a \$25 million reward for his capture.

Hage said he asked Habbush, "Why don't you tell this to the Bush administration?" He said Habbush replied

November 7, 2003

The New York Times

cryptically, "We have talks with people." Hage said he later learned that one of the contacts was in a meeting in Rome between the CIA and representatives of the Iraqi Intelligence Service.

American officials confirm that the meeting took place, but say that the Iraqi representative was not a current intelligence official and that the meeting was not productive.

On Feb. 19, Hage faxed a three-page report on his trip to Baghdad to Maloof in Washington.

The Iraqis, Hage wrote, "understand the days of manipulating the United States are over." He said top Iraqi officials, including Habbush and Tariq Aziz, then deputy prime minister, wanted to meet with U.S. representatives.

The report also listed five areas of concessions the Iraqis said they would make to avoid a war, including cooperation in fighting terrorism and "full support for any U.S. plan" in the Arab-Israeli peace process. In addition, Hage's report said that the United States would "be given first priority as it relates to

Iraq oil, mining rights," and that Iraq would cooperate with U.S. strategic interests in the region.

Hage continued to hear from the Iraqis and passed on their urgency about meeting Perle or another U.S. representative. In a memo sent to other Pentagon officials in early March, Maloof wrote: "Hage quoted Obeidi as saying this is the last window or channel through which this message has gone to the United States. Hage characterized the tone of Obeidi as begging."

Working through Maloof, Hage finally arranged to meet with Perle in London in early March to discuss the Iraqi proposals. Hage told Perle that the Iraqis wanted to meet with him or someone from the administration.

Perle said he subsequently contacted a CIA official to ask if he should meet with the Iraqis. "The answer came back that they weren't interested in pursuing it, Perle said in an interview, "and I was given the impression that there had already been contacts."

Perle now plays down the importance

of his contact with Hage. He said he found it difficult to believe that Saddam would make serious proposals through that kind of channel. "There were so many other ways to communicate," he said. "There were any number of governments involved in the endgame, the Russians, French, Saudis."

Nonetheless, Hage continued to deliver messages from the Iraqis to Maloof. In one message in mid-March to Perle, Maloof relayed a message from Hage that Obeidi and Habbush "were prepared to meet with you in Beirut, and as soon as possible, concerning 'unconditional terms.'"

No meetings took place, and the invasion began on March 20. Hage wonders what might have happened if the Americans had pursued the back channel to Baghdad. "At least they could have talked to them," he said.

The New York Times

# To stop the violence, nudge Iraq to elections

Thomas L. Friedman

For the past six weeks the news from Iraq has felt like the movie "Groundhog Day." I get up each morning, fire up my Internet and read that a roadside bomb has killed another U.S. soldier. I search for any good news, but rarely find it. Lord knows, we desperately need a new movie, and not "Apocalypse Now." The movie we need is the Iraqi version of "Mr. Chips Goes to Baghdad."

Here's what I mean: There is much talk now about the need for "Iraqification" of the police and armed forces, so Iraqis can take over for U.S. troops. No question, this is necessary. But it's not sufficient. There could be 100,000 Iraqis in the police and army and it would not be enough without one other person — an Iraqi leader (or a leadership council) elected through an Iraqi constitutional or political process.

When you have an army and a police force, but no real legitimate government, it means that your army and police are always floating, unconnected to either a governing body above or to the people below. Security forces floating that way will never have the authority they need to keep order or crack down on retrograde elements trying to restore Baathist rule. The security forces must be anchored in an Iraqi political authority that is itself anchored in an Iraqi-written constitution.

This should be the drop-everything U.S. priority.

Imagine how different the U.S. position in Iraq would look to the world, to the American people and to the Arabs if Pres-

ident George W. Bush could say, "Iraqis are now writing their own constitution, which will be the basis for elections, and we are in Iraq protecting that process until it's completed."

That is something Americans can understand and be proud of, and something that will make clear to the whole world that the people killing Iraqis and Americans today are really trying to kill the first popularly based constitution-writing process in the Arab world.

But hey, you ask, "I thought that was what we were doing?" It is what we Americans were doing, but the process got so bogged down, and the Baathist resistance so heated up, that it now looks as

if we only have a military process in Iraq and no political process.

The reason this happened is that the U.S.-appointed Iraqi Governing Council, which is supposed to come up with a plan for forming the constitution-writing committee, is becoming dysfunctional. Several members, particularly the Pentagon's favorite son, Ahmad Chalabi, have been out of Iraq for weeks. Only seven or eight of the 24 members show up at meetings anymore.

The U.S. administrator in Baghdad, L. Paul Bremer 3rd, needs to lock the members of the Governing Council in a room and not let them out until they produce a workable process for electing or appointing a constitution-writing committee.

If they will not do that, then they should be bypassed and their powers devolved (which is happening anyway) onto the

Iraqi cabinet. The one good thing the council did was to appoint a 25-person Iraqi cabinet — and two-thirds of them have Ph.D.'s in their areas of expertise. Some ministers are probably corrupt and less than competent, but a majority has proved to be quite capable.

"Iraqis need to be running this country more than the Americans are letting them," says Hassan Fattah, editor of the Baghdad-based Iraq Today newspaper. "Let's remember something: this country had institutions — they badly needed reform, but it is not like people here don't know how to run things. Iraq was sort of like a country where people knew how to drive, but they were driving on the wrong side of the road. America needs to be the driving instructor, while we learn how to drive on the right side of the road. But America should not be the driver."

The more stake Iraqis have in running their own lives — through writing a constitution and by letting the ministers (and the Governing Council, if it would get its act together) take the lead — the more the Iraqi Army and the police will be ready to protect that stake.

I repeat, yet again, the dictum of Lawrence Summers, the president of Harvard University: "In the history of the world, no one has ever washed a rented car." Too many Iraqis still feel that they are renting their country, first from Saddam and now from us, so they aren't really washing yet. We cannot just toss the keys to anyone, as France suggests. But we can insist — much more vigorously — that they begin the constitutional process that will produce a legitimate body of Iraqis to accept the keys and eventually drive off on their own.

Someone has to get started soon on the work of writing a constitution.

November 7, 2003

INTERNATIONAL **Herald Tribune**

THE IRAQ WAR

TIME

NOVEMBER 10, 2003

# CAN THE IRAQIS POLICE IRAQ?

After a wave of mayhem in Baghdad, the Bush White House is banking on it

By JOHANNA MCGEARY

**T**Hese are the men in the middle now. Warrant Officer Kamal Aziz, a 29-year veteran of the Saddam-era police corps, spent a few weeks retraining last May, learning American-style arrest techniques and the basic art of urban warfare. "It was almost the same training as we had before," he says, standing guard outside the Yarmuk police station in west Baghdad. But now that stations like his are top targets for insurgents fighting the U.S. occupation, he says, "the challenge is bigger." A few men at his station wear borrowed U.S. body armor, but many have yet to get uniforms or the Glock pistols promised by the U.S. The bluff policeman, 46, claims the spiraling risk to men like him only "makes me stronger." But he's not sure his salary of about \$100 a month—three times his former pay—is enough to justify putting his life on the line. "If I find a new job that pays better," says Aziz, "I'm going to quit."

Baha Ali Abbas, 25, was jobless before the war, so he was eager to join the Facilities Protection Service, the 20,000-man Iraqi security force hurriedly set up

by the U.S. to guard such sites as embassies, ministries, banks, aid offices and oil fields. When Abbas signed on a few months ago, he says, "they trained us for a week in how to shoot AKs, how to talk to people properly, how to handle yourself if someone attacks you." Just two months ago, a rocket-propelled grenade flew over his head and slammed into a street near the bank he was guarding. A few weeks later, while he was inside the bank making tea, an attacker tossed a grenade over the coiled razor wire surrounding the building, shattering its windows. Abbas knows he's a prime target but says, "Since I want to live, then I must work, whether it's dangerous or not." Sergeant Kenneth Smith, one of the U.S. soldiers posted at the bank, sums up the Iraqi guards' grim situation: "You can have all the training in the world, but all you're basically doing is

standing here waiting to stop the bad guys."

President Bush is counting on men like Aziz and Abbas to halt the escalating violence convulsing post-Saddam Iraq. Just as U.S. forces thought they were getting a handle on security, a series of coordinated, deadly attacks last week raised the Administration's Iraq troubles to an alarming new level. One day after rockets slammed into Baghdad's al-Rashid Hotel, where U.S. Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz was staying, the city was hit by four bombings within 45 minutes—three at police stations and one at the headquarters of the Red Cross. Thirty-four Iraqis and one American were killed, and more than 200 people were wounded. The insurgency looked bolder and more sophisticated as it advanced from simple hits to complex, orchestrated strikes.

Despite a flood of speculation by offi-



cial in the U.S. and Iraq, no one really knows who is responsible for the increasing pace and skill of the resistance, which makes it doubly hard to devise an effective defense. As polls show American popular approval for the mission in Iraq beginning to sag and as political sniping in Washington intensifies, the Bush Administration is struggling to cast dimming events in a hopeful light. "The more progress we make on the ground," declared the President, "... the more desperate these killers become." That struck many as an Orwellian way to measure U.S. success. To keep the accent on the positive, the Coalition Provisional Authority, led by proconsul Paul Bremer, is opening a media center in Baghdad similar to the one set up in Qatar during major combat operations. "We have a story to tell," says a senior official. Part of the story last week was a fresh campaign to

unearth Saddam Hussein; if it succeeds, officials hope, the resistance will dissipate.

Apart from that, U.S. Defense Department officials say the options are meager. Send in more troops? With American forces already stretched globally, that's hardly possible militarily and not likely politically. Field more non-U.S. peacekeepers? Washington is trying unsuccessfully to recruit volunteers. Begin pulling out U.S. troops? Doing so anytime soon would probably destabilize Iraq entirely. That leaves little alternative but to speed up plans to train Iraqis to protect an ever growing share of the country. Even Bush critics say that's the only long-term solution. Last week, to show the Administration is not sitting idly by as the resistance

grows bolder, Bremer announced a stepped-up training program.

The timetable is tight. Washington needs to get capable Iraqi security forces up and running before the insurgents score enough hits to discourage the U.S. commitment and frighten off Iraqi recruits. And Bush needs to find adequate replacements before tired G.I.s are due to rotate home in six months, smack in the middle of his reelection campaign. Yet rushing ill-trained, ill-equipped Iraqis into the breach could create new problems. Senator Joseph Biden, senior Democrat on the U.S. Senate Foreign Relations Committee, says the Administration's "stampede" to put locals in charge of pacifying Iraq "runs the risk of having the house of cards come down [if] the Iraqi people not only conclude that we can't do it but that those who are working with us are not competent."



**GRADING SCHOOLS? Members of the Iraqi Civilian Defense Corps prepare for a mission with 82nd Airborne soldiers**

**THE IRAQ WAR POLICING THEMSELVES**

Yet if Iraqi security forces manage to crush the insurgency using repressive measures, the Administration will be hard-pressed to say it has fulfilled its pledge to create a democratic Iraq. Already some Iraqi police complain that Americans are hindering their work by insisting on such things as due process. "If they want to see a change, they should let us operate by the old laws of the police," says Lieut. Marwan Hussein, at the Thawra police station in the heart of Baghdad's Sadr City neighborhood.

Relying on untested allies also presents risks for coalition forces. It is instructive to spend a night with the U.S. Army's 82nd

nated rendezvous and an intelligence source inside the mosque says no Afghans or Syrians are present. Instead, the mosque is filled with Ramadan worshippers and, the source suspects, a television crew waiting to film the raid. "It would have been really bad," says Voelkel, if "we were seen going in with [bomb-sniffing] dogs while 200 people were praying."

The enemy in Iraq is hidden within the population, so good intelligence is essential to combat the insurgency. Major General Raymond Odierno, commander of the U.S. Army's 4th Infantry Division, last week said the accuracy of information the U.S. was re-

from Iraqi agents to U.S. troops were not connected, so intelligence the spies gleaned didn't generate follow-up raids by G.I.s. Most of the military-intelligence officials were junior officers with no formal training, the paper complained. What's more, the interpreters they relied on were "middle-age convenience-store workers and cab drivers" whose Arabic was only good enough "to tell the difference between a burro and a burrito."

So it was hardly surprising that a whiff of desperation hung over the Bush Administration as it tried to assign blame for the 48 harrowing hours of bombing in Baghdad. Some officials continued to insist that most of the insurgents were Saddam loyalists. Others said the sophistication of four nearly simultaneous attacks indicated the work of foreign fighters—Islamic radicals from outside Iraq, perhaps representing al-Qaeda or the related terrorist group Ansar al-Islam. Several Administration officials told TIME that Hizballah, the Lebanese Shi'ite militia, is becoming more active in Iraq. Pentagon officials leaked word that captured insurgents had claimed that Iraqi General Izzat Ibrahim al-Duri, a Saddam intimate who is No. 6 on the U.S. most-wanted list, was the main commander of Baathist hit squads. Some U.S. officials told reporters Saddam himself could be directing the attacks—though they had no hard evidence. That speculation was startling for an Administration that has long insisted, as Bush put it in July, that Saddam was "no longer a threat to the U.S., because we removed him." For months, Bush aides have dismissed criticism of the failure to capture the elusive dictator, claiming he was too busy trying to save himself to cause trouble.

A number of intelligence officials in the U.S. and Iraq who have reviewed summaries of communications intercepts and agent reports told TIME these theories—about foreign fighters, Izzat Ibrahim and Saddam—are based on supposition more than evidence. A man with a Syrian passport who tried to carry out a fifth car bombing last week was captured. Iraqis insist it is not in the psychology of their compatriots to engage in suicide attacks. But the intelligence officials say the U.S. can't really determine if there has been a significant influx of Islamists or terrorists into the country. And if foreigners are behind even some of the attacks, says an Administration official, "it makes this a much more difficult thing, if they have safe haven and resources outside Iraq." That, he adds, "makes it immaterial what you achieve inside Iraq."

No matter who is orchestrating the vio-



ROBERT NICKELBERG FOR TIME

**Iraqi policemen train for a Baghdad SWAT team that's scheduled to hit the streets in weeks**

Airborne's Alpha Company, 3rd Battalion, 2nd Brigade, bivouacked in southern Baghdad. An Iraqi informant reports that 12 to 20 suspected resistance leaders from Afghanistan and Syria are meeting in a mosque near the airport. The unit's commander, Captain Tyson Voelkel, tells his men these foreigners are gathering to review plans to launch terrorist attacks starting the next day. Some 110 G.I.s plus 40 members of the new Iraqi Civilian Defense Corps training with Alpha Company move in to seal off the area. "I hope we get some of these guys," says Voelkel. The grunts under his command are less gung-ho. "I hope no one's there," says Specialist Todd Herwood as the convoy rolls forward. "Raiding a mosque? These things just give Iraqis an excuse to get angry."

That may well have been the plan. An hour later Voelkel aborts the raid after the Iraqi informer fails to show up at a desig-

ceiving was up over the past few months from 45% to 90%. But that's not Alpha Company's experience. Its intelligence officers say the enemy has become more elusive and shadowy, especially in the dangerous Sunni triangle around Baghdad, where locals are especially reluctant to help the U.S. "Most of the stuff we go out to find turns out to be dry holes," says Private First Class Mike Sifter. "We're told there's a bomb somewhere, and all we find is one machine-gun magazine."

The U.S. Army's intelligence gathering in Iraq is bitingly criticized in a recently completed report by the Center for Army Lessons Learned at Fort Leavenworth, Kans. According to the report, computers needed to relay time-critical information

lence, the U.S. hopes to calm things down by rapidly turning over to Iraqis more responsibility for policing their country. U.S. State Department officials note that this has always been the ultimate exit strategy. But Bush's team has long been divided over the exact approach. Before the war, there was a contentious debate about the role of Iraqi security forces once major fighting ended. The State Department and the CIA pushed hard for a strategy that would remove only the top layers of Iraq's army and keep most of the rank-and-file intact. They argued that the army was the country's most important unifying national organization, able to transcend ethnic and religious divides.

A former deputy to Jay Garner, the first, short-lived civilian administrator in Iraq, says he thought the plan was to employ most of the soldiers in reconstruction tasks after Saddam fell. But civilians at the Pentagon and in the office of U.S. Vice President Dick Cheney agreed with Ahmed Chalabi, leader of the former exile opposition group, the Iraqi National Congress, that full de-Baathification of the military was essential. In May, two weeks after Bremer took over as proconsul in Baghdad, he ordered

the army completely demobilized. Many U.S. officials involved in post-Saddam Iraq now feel this was a poor decision, sending a vast number of experienced soldiers home, jobless and armed. For months the State Department and CIA have argued for remobilizing as fast as possible. But when U.S. lawmakers gathered in the secret S-407 briefing room on Capitol Hill last week to press the point on Bremer, he made it clear that recalling the soldiers was not on. "They made a decision to disband these guys and not use them," said a lawmaker in attendance. Reconstituting the army "would be admitting they made a mistake."

Instead, the White House is pushing the Pentagon to transform thousands of Iraqi security guards into paramilitary police officers. Capable militiamen account

for only 5,000 of the 90,000 Iraqis now undertaking some sort of security work alongside U.S. forces. The Administration wants to triple the number in three months. That would require training these guards in a scant few weeks.

Bush aides think the advantage of relying more on locals is that Arabic speakers who know the people and the terrain would do a better job uncovering threats in advance than Americans. "We understand the minds of these killers," says Lieut. Colonel Salam Zajey, commander of Baghdad's al-Bayaa police station, where 15 people died in one of last week's bombings. "We lived with them for 20 years. We trained them. That should help us in fighting them."

On a visit to al-Bayaa station last week, Baghdad police chief Hassan al-Obeidi told his men, "Look, if we can get control of the streets and bring back security here, we can tell the Americans goodbye. Nobody would be happier to say it than I." And no one would be happier to hear it than the occupiers. —With reporting by

Massimo Calabresi, Matthew Cooper, Mark Thompson and Douglas Waller/Washington and Hassan Fattah, Romesh Ratnesar and Simon Robinson/Baghdad

## Is the Red Cross Now a Bull's-Eye?

**T**hey talk guardedly on walkie-talkies, using code names. No logos mark their cars. Their office buildings contain no names that would give away their business. These are not intelligence operatives or criminals. These are Western relief workers, and this is how they have been forced to work in Iraq, where they have been targeted dozens of times since the overthrow of Saddam Hussein's regime in April. The suicide car bombing at Red Cross headquarters in Baghdad last week, which took the lives of 12 victims, was particularly distressing to aid workers worldwide, who have come under assault in myriad conflict zones in recent years. "This is one hell of a shock," says Marc Joolen, project coordinator for Doctors Without Borders in Brussels.



The Red Cross and other welfare groups have long relied on their neutrality to protect them, but that is no longer enough. Aid workers have been pushed around in Somalia, terrorized in East Timor, taken hostage in Bosnia and murdered in Chechnya. CARE recently reported that armed attacks on aid workers in Afghanistan have increased during the past year from one a month to one every two days. James Ron, Canada research chair in conflict and human rights at McGill University, links the uptick to the growing number of people doing this work and their increased willingness to operate in hostile areas. At the same time, combatants determined to undermine order have learned that

upsetting relief work is a promising tactic. "An attack on the Red Cross is a signal to everyone that peace is a long way from being won," says Mario Marazziti, spokesman for the aid group Community of St. Egidio in Rome.

Relief workers are an easy target. To build trust with locals, they typically refuse to carry weapons or seek military protection. "Aid workers cannot sit like soldiers in armored cars," says Brendan Cox, a spokesman for the British aid group Oxfam. "That would undermine the reason we are there." To improve security, many organizations in Iraq are requiring workers to travel in groups and maintain radio contact with headquarters. Red Cross reps in Jerusalem have held secret meetings

### TARGETED: The bombed Red Cross building in Baghdad

with members of Palestinian militant groups to ensure the safety of workers. Often, the only option is to scale back operations. In Iraq, many groups did just that after a suicide bombing devastated U.N. headquarters in Baghdad in August. The Red Cross reduced its foreign staff from roughly 120 to 30. It plans to cut that number further.

Aid groups are trying to carry on by using local personnel. (The Red Cross has 600 in Iraq.) But it's becoming harder to function effectively. Geoffrey Keele, spokesman for UNICEF's mission to Iraq, says, "We're still implementing emergency programs, but we've lost our ability to expand them." In Afghanistan, says a senior U.N. staff member, "We are asking ourselves if we are approaching a threshold beyond which it may be impossible to operate." —By Michele Orecklin. Reported by Bruce Crumley/Paris, Moira Daly/Toronto, Mimi Murphy/Rome, Matt Rees/Jerusalem, Vivienne Wall/Baghdad and other bureaus

Date: Tue, 11 Nov 2003  
From: "KDI" <KDI@gmx.net>

**INTERNATIONAL INITIATIVE BRIEFINGS:  
KADEK DISSOLVE ITSELF**

The Kurdistan Freedom and Democracy Congress (KADEK) announced Tuesday that it was dissolving itself and was planning to form a new group that would likely be pan-Kurdish and would pursue Kurdish rights through negotiations. The Kurdistan Workers Party or PKK changed its name to the Congress for Freedom and Democracy in Kurdistan or KADEK last year and announced a shift in strategy saying it would peacefully campaign for Kurdish rights. KADEK on Monday said it was dissolving to allow for the formation of a more democratic, broader group, but gave few details. We document the press release by KADEK:



**KADEK**

Kongra Azadî û Demokrasiya Kurdistan

Kurdistan Freedom and Democracy Congress

Congrès pour la Démocratie et la Liberté du Kurdistan

**ON THE DISSOLUTION OF THE KADEK**

When the Kurdistan Workers' Party (PKK) declared it had fulfilled its historical mission and was dissolved on the occasion of its 8th Congress in April 2002, the Congress for Freedom and Democracy in Kurdistan (KADEK) announced its establishment and vowed to continue the heritage of struggle for the liberation of the Kurds. The KADEK marked an important stage in the transformation process of the democratic Kurdish movement. Centred on a resolution of the existing conflicts through democratisation, the KADEK took significant steps towards rapprochement. However, these steps proved an insufficient means to overcome the deadlock caused by the dominant central states' inveterate policies of denying the Kurds any rights.

The KADEK's various calls for dialogue remained unanswered despite the fact that its guerrilla forces observed a unilateral ceasefire over four years, starting from 1999. In August 2003, it presented a detailed road map as a concrete, viable framework for addressing the grievances of the Kurds in the regional states, aiming at separate bilateral processes between representatives of the Kurds and the governments of Turkey, Iraq, Iran and Syria respectively. The KADEK simultaneously called for co-ordination among the existing Kurdish parties. There can be no doubt that the approach adopted by the KADEK had an encouraging impact on the political process that led to constitutional changes in Turkey, entailing the abolition of death penalty and the abrogation of the constitutional ban on the use of the Kurdish vernacular. The organisational form of a congress allowed for the creation of specific organisations catering for the needs of Kurds in the different countries, and supported decentralisation by allowing for autonomous political work in given areas. However, the program and organisational structure of the KADEK fell short of meeting the requirements of the political struggle for pluralist, democratic civil life. Residues of the Leninist party model, as well as patterns of traditional, dogmatic Middle Eastern thought, rendered it a narrow and hierarchical formation that failed to incorporate new social groups and democratic elements.

These shortcomings had an adverse effect on the KADEK's principal objective to establish a dialogue among the key players in the Kurdish issue in the Middle East. While deploring that the dominant regional states and some international forces pursued their long-standing efforts to eradicate the Kurdish freedom struggle against the backdrop of a clear misuse of the term 'terrorism', the KADEK is aware of its own responsibilities in resolving this situation. The substantial democratic openings expressed in the organisation's program were only inadequately reflected in its inner structure; the personal continuity in the upper echelons fuelled spitefully dismissive notions that the KADEK is a mere continuation of the PKK. This, in turn, tainted international overtures and negatively affected the democratisation process envisaged.

Noting that the policies of the regional states hinge on the refusal to acknowledge the Kurdish reality, and that these policies and the international support they can still rally constitute the foremost reason for the failure to achieve a settlement, the Kurdish movement nevertheless has to take steps on its own part to facilitate a resolution. The recent developments in the Middle East and the wider political conjuncture provide us with significant opportunities for democratisation and a resolution of the Kurdish conflict. They can be used for the benefit of the Kurdish people to the extent that its organised political forces present an articulated will to arrive at a realistic solution.

It is on these grounds that the Congress for Democracy and Freedom in Kurdistan (KADEK) is being dissolved in order to make way for a new, more democratic organisational structure that allows for broader participation. This new structure shall be representative of the Kurdish people's interests, legitimate under international criteria, and conducive to the pursuit of democratic and lawful political articulation with a view on negotiating a peaceful settlement with the dominant nation states.

*First draft translation from the Turkish original.*

## Auto-dissolution du KADEK, héritier du PKK

AFP

BAGDAD, 11 nov (AFP) - 11h06 - L'organisation séparatiste des Kurdes de Turquie, le Congrès pour la Démocratie et la liberté au Kurdistan (KADEK), héritier du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé son auto-dissolution mardi dans un communiqué à Bagdad.

"Le KADEK est dissout pour laisser place à une nouvelle structure organisationnelle plus démocratique qui permettra une plus grande participation, représentative des intérêts du peuple kurde", indique le texte signé du conseil général exécutif (General executive board) et remis à l'AFP à Bagdad.

Le KADEK est toujours considéré par Ankara comme un groupe terroriste.

Une conférence du KADEK devrait se tenir dans les prochains jours dans le nord de l'Irak, a simplement indiqué un représentant de l'organisation.

Le PKK, organisation armée des Kurdes turcs, avait été dissout en avril 2002 et remplacé par le KADEK "pour poursuivre la lutte pour la libération des Kurdes".

Selon le texte, cité également par l'agence pro-kurde Mésopotamie, basée en Allemagne, le KADEK, qui devait donner une image plus politique au mouvement, n'a pas réussi à créer "les conditions de la lutte politique pour une vie civile, démocratique et pluraliste".

"Des nostalgiques du modèle de parti léniniste et des éléments liés à la pensée dogmatique traditionnelle du Moyen-Orient ont empêché l'entrée de nouveaux groupes sociaux et de démocrates" au sein de la formation, explique le communiqué.

Le KADEK reconnaît avoir donné l'image "d'être la simple continuation du

La nouvelle structure devra répondre "aux critères internationaux et s'engager dans la poursuite d'un schéma démocratique afin de négocier un règlement pacifique avec les pays dominants", conclut le texte.

La Turquie avait accusé le PKK d'être responsable d'un incident armé samedi à la frontière irakienne.

Un Kurde irakien membre des gardes-frontières a été tué et 13 autres personnes ont été blessées samedi lors d'accrochages avec des hommes armés près de la frontière turque, a déclaré lundi une porte-parole de l'armée américaine.

Le ministre des Affaires étrangères turc Abdullah Gul avait affirmé que ces hommes armés étaient des rebelles kurdes de Turquie du PKK-KADEK, mais l'armée américaine a affirmé ne pas avoir d'informations sur l'identité des personnes impliquées dans ces accrochages.

Le garde-frontière tué a été identifié comme étant un membre du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'un des deux principaux mouvements kurdes, qui contrôlent le nord de l'Irak.

M. Gul a affirmé que des combattants kurdes, alliés des Américains, ont été impliqués dans les affrontements, les premiers du genre, avec les rebelles du PKK. Il a indiqué que ces affrontements avaient eu lieu dimanche. La porte-parole américaine a indiqué qu'elle parlait bien des mêmes affrontements, mais que ceux-ci avaient eu lieu samedi.

La rébellion du PKK, qui a fait plus de 36.000 morts en 15 ans, est en sommeil depuis l'arrestation en 1999 d'Abdullah Ocalan, son chef.

La Turquie a annoncé vendredi qu'elle renonçait à l'idée d'envoyer des soldats en Irak en raison de la vive hostilité des dirigeants irakiens au projet. L'armée turque souhaitait profiter d'un déploiement en Irak pour éliminer les derniers rebelles du PKK, réfugiés selon elle dans les montagnes du Kurdistan irakien et dont le nombre est estimé à quelque 5.000 combattants.

La Turquie dispose de quelque 1.500 soldats déployés dans le nord de l'Irak pour y surveiller les rebelles kurdes et le ministre de la Défense, Vecdi Gonul, a récemment affirmé que leur nombre pourrait être renforcé.

---

## Les rebelles kurdes de Turquie veulent se refaire une virginité politique

AFP

ANKARA, 11 nov (AFP) - 12h02 - Les rebelles kurdes de Turquie, dont les derniers maquis en Irak du nord sont menacés d'éradication par les forces américaines, ont annoncé mardi vouloir mettre sur pied une nouvelle organisation pour régler pacifiquement le problème kurde.

A cet effet, le Congrès pour la Démocratie et la liberté au Kurdistan (Kadek), héritier du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé sa dissolution, affirmant vouloir créer une organisation qui puisse "jouer un rôle politique dans un cadre légitime, démocratique et légal, en accord avec les critères internationaux".

Il n'a pas pour autant annoncé la dissolution de ses groupes armés et a affirmé, dans un communiqué obtenu par l'AFP, être toujours prêt à se battre s'il était attaqué.

La dissolution du Kadek a été décidée, à l'unanimité, lors d'un congrès extraordinaire, le 26 octobre, en Irak du nord, selon le communiqué signé par le conseil général exécutif de l'organisation.

Mais cette mue, qui fait suite à plusieurs autres au cours des 20 dernières années, aura probablement peu d'impact en Turquie où le gouvernement refuse toute négociation avec une organisation qualifiée de terroriste.

La rébellion dans le sud-est de la Turquie, menée de 1984 à 1999 par le PKK, a fait plus de 36.000 morts et a provoqué l'exode de plus de deux millions de personnes, les forces gouvernementales pratiquant la politique de la terre brûlée pour tenter d'isoler les séparatistes de la population civile kurde.

Ce n'est qu'à partir de 1999, lorsque les forces de sécurité turques ont capturé le chef du PKK, Abdullah Ocalan, à Nairobi, que les affrontements se sont peu à peu atténués, les rebelles se repliant sur des bases arrières dans les montagnes du nord irakien, où quelque 5.000 d'entre eux se trouvent toujours.

Le PKK avait changé de nom en avril 2002, assurant qu'il luttait désormais pour des droits culturels des Kurdes plutôt que pour l'indépendance.

Abdullah Ocalan, d'abord condamné à la peine de mort, purge désormais une peine de prison à vie à Imrali (nord-ouest de la Turquie).

"L'organisation est en difficulté depuis 1999 et change de stratégie selon les circonstances du moment", selon Fatih Guven, un chercheur à l'institut d'études stratégiques eurasiens d'Ankara.

"Maintenant, après la guerre en Irak, ses chances de survie, dans sa forme actuelle, dans la région sont très faibles," a-t-il ajouté.

"C'est pourquoi elle tente de transformer son image, celle d'un groupe armé, en celle d'une organisation politique," a affirmé M. Guven.

Les Etats-Unis, qui considèrent également le PKK-Kadek comme organisation terroriste, ont promis à la Turquie d'intervenir pour éradiquer les maquis du nord irakien.

Des forces américaines et leurs alliés kurdes irakiens ont d'ailleurs brièvement affronté des éléments du PKK-Kadek, pour la première fois, lundi dans le nord irakien.

Un haut responsable du Kadek, Cemil Bayik, expliquant les raisons de la dissolution que son organisation, a reconnu dans un communiqué que celle-ci était restée "trop semblable" au PKK. La nouvelle organisation renoncera à son passé "marxiste-léniniste" et à sa structure "qui a gardé des traces de la culture dogmatique du Moyen-Orient", a-t-il ajouté.

"Il est devenu urgent de se transformer en organisation démocratique", selon M. Bayik qui a reconnu que l'intervention américaine en Irak introduisait une nouvelle donne dans la région.

Un haut responsable turc, interrogé par l'AFP, a toutefois affirmé mardi que "ce n'est pas en changeant de nom de temps en temps" que le Kadek "pourra éviter d'avoir à rendre des comptes" pour son passé.

"C'est une manoeuvre tactique de bas étage, visant à se défaire de son image terroriste, que nous ne pouvons prendre au sérieux," a-t-il ajouté.

---

## Accrochages entre le PKK et forces américaines dans le nord de l'Irak (Ankara)



ANKARA, 10 nov (AFP) - 12h06 - Des accrochages se sont produits dimanche entre des rebelles kurdes de Turquie et des forces américaines dans le nord de l'Irak, a annoncé lundi à la presse le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gul.

Des peshmergas kurdes, alliés des Américains, ont également été impliqués dans les affrontements, les premiers du genre, avec les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK-Kadek), a affirmé M. Gul à l'aéroport d'Ankara avant de s'envoler pour une réunion avec la "troïka" européenne à Rome.

"Des hélicoptères américains ont également participé" à l'opération, a-t-il dit.

Le ministre turc s'est refusé de répondre une question pour savoir si ces accrochages étaient intervenus dans le cadre du "plan d'action" sur lequel Turcs et Américains se sont entendus, début octobre à Ankara, pour lutter contre les rebelles du PKK réfugiés dans le Kurdistan irakien.

---

## Le PKK sous toute autre forme reste un groupe terroriste, selon Washington



WASHINGTON, 14 nov (AFP) - 22h44 - Les Etats-Unis ont déclaré vendredi qu'ils considéraient que toute organisation issue du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) était considérée comme terroriste.

Le département d'Etat a ainsi fait savoir qu'il ne changerait pas de ligne vis-à-vis de cette organisation, malgré l'annonce mardi de la dissolution de l'héritier du PKK, le Congrès pour la Démocratie et la liberté au Kurdistan (KADEK).

Le KADEK a indiqué, dans un communiqué, vouloir "laisser place à une nouvelle structure organisationnelle plus démocratique qui permettra une plus grande participation, représentative des intérêts du peuple kurde".

Le porte-parole adjoint du ministère américain des Affaires étrangères, Adam Ereli, a indiqué que cela ne changeait rien à l'attitude de Washington, qui a placé le PKK-KADEK sur sa liste des organisations terroristes internationales, et continuera de le faire pour tout successeur de ce mouvement.

"Au travers de ses récentes actions, le PKK-KADEK apparaît comme faisant un effort pour échapper à ses responsabilités en changeant de nom", a-t-il déclaré.

"Le PKK-KADEK, sous quelque nom que ce soit, est une organisation terroriste, et aucun changement de dénomination ou communiqué de presse ne va changer cela", a ajouté M. Ereli.

Les Etats-Unis, depuis leur intervention en Irak, se sont engagés envers la Turquie à neutraliser les membres du PKK-KADEK présents dans les régions kurdes du nord irakien.

# U.S. pressing Iraqis to write constitution

## Minister blames unrest for slow pace

From news reports

**BAGHDAD:** Despite U.S. pressure to step up the pace of democratic reform, a senior Iraqi official said Sunday that the deteriorating security situation might delay drafting the country's new constitution, a key step in the return to Iraqi sovereignty.

Iraq's foreign minister, Hoshiyar Zebari, said that the U.S.-appointed Iraqi Governing Council would meet a Dec. 15 deadline for submitting a timetable to the UN Security Council for drafting a constitution and organizing national elections — but that it might not be able to adhere to the schedule.

"Those timetables depend on the security situation, and if the security deteriorates, we will not be able to adhere to such commitments," Zebari said during a news conference with the Spanish foreign minister, Ana Palacio.

Zebari was speaking amid grumbling from Washington about the slow pace of the governing body in deciding how to draft a constitution. A study committee presented its findings on the best way to move forward a month ago.

The coalition's chief administrator, L. Paul Bremer 3rd, said the Iraqi council had to make progress on the constitutional issue.

"They are required by the terms of Resolution 1511 in the Security Council to provide a timeline and a process for how they're going to write a constitution, and they have to do that within the next month," he said.

"I've been meeting pretty much daily with members of the Governing Council and the council itself to find a way

forward, and I'm confident we'll find a way forward," Bremer said.

A new constitution would enable Iraqis to govern themselves and hasten the day when U.S.-led occupation forces could leave the country in the hands of a stable and democratically elected administration.

One stumbling block for organizing a constitutional convention has been the question of choosing delegates. Crucial Shiite Muslim clerics want the delegates to be chosen in a national election. At least 60 percent of Iraq's 25 million people are Shiites.

U.S. officials say an election would delay the process, and some Iraqis prefer to see delegates chosen by other methods, including having the Governing Council pick them from a list submitted by local and provincial leaders.

The Washington Post reported Sunday that the Bush administration was considering possible alternatives to the Governing Council to ensure the United States will be able to turn over power as troops are withdrawn.

U.S. officials believe members of the council are too focused on their own interests and moving too slowly in drafting a new constitution, the Post said in a report citing senior U.S. officials.

"We're unhappy with all of them. They're not acting as a legislative or governing body, and we need to get moving," a U.S. official quoted by the paper said.

The Post said Robert Blackwill, a National Security Council official overseeing Iraq's political transition, was embarking on a previously unannounced trip to Iraq over the weekend

**'If the security deteriorates, we will not be able to adhere to such commitments.'**

to underscore U.S. concerns.

Blackwill was to discuss possible alternatives to the Governing Council with Bremer.

U.S. and French officials said the United States was considering a French proposal, rejected earlier, to create an interim Iraqi leadership similar to the government formed in postwar Afghanistan, according to the Post.

Officials quoted by the paper indicated, however, that the United States was still focused on working with the council in an effort to meet the Dec. 15 deadline set by the United Nations for laying out a program for drafting a constitution and holding elections.

"There's no sword yet over their heads," one official told the paper.

Still, the paper also said U.S. officials were exploring the possibility of creating a provisional authority to govern until a new constitution is written and elections held, which would mark a departure from Washington's position that a new constitution is needed before power can be turned over.

"If our exit is going to take longer, if it looks like it could go more than two years to get it all done, then there's an incentive to look into a transitional phase and some other governing mechanism," the paper quoted a U.S. State Department official as saying.

While some U.S. officials have complained about the Governing Council's plodding pace, council members have lashed out at the U.S.-led coalition for failing to give the interim body greater responsibility. (AP, AFP, Reuters)

# Iran broke rules, UN finds

## But nuclear report will cite new cooperation

From news reports

**VIENNA:** Iran is guilty of some breaches of international nuclear safeguards but has shown increased cooperation with United Nations inspectors, according to diplomats who described the contents of a report by the International Atomic Energy Agency.

"Based on all information currently available to the agency, it is clear that Iran has failed in a number of instances over an extended period of time to meet its obligations under its safeguards agreements" with the agency,

the report said.

The diplomats, who demanded anonymity, told news agencies that the atomic agency's report faulted Iran for hiding nuclear activities that led to suspicions it was trying to make such weapons.

"Iran's policy of concealment continued until last month, with cooperation being limited and reactive and information being slow in coming, changing and contradictory," said one of the citations.

But the report, drawn up by Mohamed ElBaradei, the agency's director, also said Iran has cooperated with the

agency since September, when its board of governors set a deadline for the country to disclose its past clandestine programs.

One of the diplomats said the report stated that there was "no evidence" that the country's previously undeclared nuclear material and activities were related to a weapons program. But the report also said that "given Iran's past pattern of concealment, it will take some time before the agency is able to conclude that Iran's nuclear program is exclusively for peaceful purposes," the diplomat said.

The agency sent the report to its board of governors on Monday. The board will begin meeting on Nov. 20 to discuss the report and decide whether to declare the Iranian government in vi-

International Herald Tribune  
Monday, November 10, 2003

International Herald Tribune  
Tuesday, November 11, 2003

olation of the Nuclear Nonproliferation Treaty. If Tehran is found in breach, the board is likely to send the issue to the United Nations Security Council, which could impose penalties on the country. (AFP, Reuters, AP)

Seth Mydans of *The New York Times* reported from Moscow:

Russia and Iran appeared to draw closer Monday to an agreement that would clear the way for the completion of a nuclear power plant the Russians are building in Bushehr, Iran.

Hassan Rowhani, chief of Iran's Supreme National Security Council, said during a visit to the Kremlin that his

government had halted its uranium enrichment program and was ready to sign a protocol that would be a safeguard against developing nuclear weapons.

"I can see no obstacles to nuclear cooperation with Iran in this situation," President Vladimir Putin said after meeting Rowhani, although Putin did not say specifically that construction would proceed. Putin accepted an invitation to visit Iran in what would be the first visit there by a Russian leader.

Rowhani also said Iran would agree to more intrusive, short-notice inspections of its nuclear plants by the International Atomic Energy Agency.

These assurances were similar to those given last month in Tehran to the visiting foreign ministers of France, Britain and Germany. At that time, Rowhani said, as he did Monday, that the suspension of uranium enrichment would be for an "interim period."

Rowhani said Russian officials had assured him that construction of the Bushehr power plant's first power generator would be completed soon.

"They are telling us that they will finish construction of the Bushehr reactor and we will start negotiations on building a second," he said.

# Who mishandled U.S.-Turkey ties?

By Steven R. Weisman

**WASHINGTON:** Even within the Bush administration, few foreign policy aides assert that U.S. relations with Turkey, one of the United States' most important allies in Europe and the Muslim world, have been a great success. Some say dealings with Turkey have been clumsily handled for nearly a year.

A series of political miscalculations, false assumptions and what one official called "an abundance of wishful thinking" led to a string of false steps, some administration officials say. American and Turkish officials maintain that relations between the two countries can be repaired, but that it will take some time and high-level attention.

The latest setback was last week, when the administration effectively gave up on efforts to persuade Iraqi leaders to accept Turkish troops to help secure Iraq at a time when American forces are overstretched and besieged.

In some ways, the cancellation of a Turkish troop deployment had been anticipated by the Defense Department, which began making alternative plans weeks ago, when it began to be clear that even after a UN Security Council resolution backing the call for international forces in Iraq, the security situation was deteriorating so rapidly that few coun-

tries wanted to send troops.

Turkey, which did not want to contribute the troops anyway, in part because most Turks overwhelmingly opposed the American war against Iraq, announced on Friday that in recognition of the antipathy in Iraq toward its presence there, it had rescinded its offer to help.

Many in the Bush administration were reminded of what one official called the "debacle" of February, when Turkey rejected appeals to allow a U.S. infantry division to go through Turkish territory to fight in northern Iraq. A few months earlier, Deputy Secretary of Defense Paul Wolfowitz, on a visit to Ankara, had declared Turkish assent to be "assured."

Nearly nine months after that failure, recrimination remains over who was to blame.

Supporters of Secretary of State Colin Powell say that Wolfowitz falsely assumed his military-to-military talks meant there would be no problem using Turkish territory and that he did not reckon with the feelings of the newly elected government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan.

Supporters of Wolfowitz counter that if Powell had bothered to travel to Turkey in the months leading up to the war, he could have secured Turkish approval or at least have seen the problems in the making.

Now those recriminations are playing out again. Powell did go to Turkey after the war began, and in recent months he won Turkish approval to send in troops. But this fall, when he traveled to Iraq and met with Iraqi leaders, some told him that they did not see how they could accept Turkish troops.

Critics of the Bush administration are wondering how Powell could have failed to realize that asking the fledgling Iraqi Governing Council to accept Turkish forces was a bad idea.

The New York Times

# Bush says burden of security is shifting to Iraqis

By Brian Knowlton

**WASHINGTON:** President George W. Bush said Tuesday that coalition forces in Iraq were adapting to the changing tactics of their adversaries and would overcome resistance there, thanks in part to a fast-increasing reliance on Iraqis to police and protect their own country.

The insurgents, whom Bush described as a mix of Saddam Hussein loyalists and foreign terrorists, would be defeated "for the sake of Iraq's future, for the sake of America's security," he said.

The president made the comments in a solemn Veterans Day speech here.

Speaking to the conservative Heritage Foundation, Bush said Saddam loy-

alists and foreign terrorists increasingly appeared to have found common cause in a short-term goal of intimidating Iraqis and driving the U.S.-led coalition out of Iraq.

"Recent reporting suggests that despite their differences, these killers are working together to spread chaos and terror and fear," he said.

But if the resisters have made adjustments, including using more powerful explosive devices in coordinated attacks, so have the coalition forces, Bush said.

"We're employing the latest battlefield technology to locate mortar positions and roadside bombs," he said. The coalition mounted 1,500 raids last month and has, in recent operations, captured or killed "more than a thou-

sand killers," he said.

But there were fresh signs that the

**Iraqi security forces now exceed the number of U.S. troops.**

opinion of the American public was shifting on the war. A new opinion survey shows that Americans are now evenly split on whether the war has been worth the cost. The National Annenberg Election Survey said that in October, 52 percent of Americans said the war was worth it, while 43 percent said it was not. Last week, 48 percent

International Herald Tribune  
Tuesday, November 11, 2003

said it was, compared with 49 percent who said it was not, a statistically insignificant difference.

In his speech Tuesday, Bush portrayed the war in Iraq — originally depicted as a way to find and destroy unconventional weapons — as a battle against terrorists who otherwise would threaten those on U.S. soil.

He said the burden of the fight was being shifted as rapidly as possible to Iraqis, as they are recruited and trained to serve in police, civil defense, site protection, border guard and army units.

"Increasingly," Bush said, "the Iraqi people are assuming the responsibilities and the risks of protecting their own country."

In fact, General Richard Myers, chairman of the Joint Chiefs of Staff, said earlier Tuesday that a symbolically important point had been reached in Iraq: The number of Iraqis in such security jobs now exceeds the number of

American troops there.

Myers announced on NBC-TV that the number of Iraqis serving in security forces had reached 131,000. That barely exceeds the approximately 130,000 U.S. troops there, but it is less than the coalition total, which includes about 22,000 soldiers from other countries.

Although Bush said 118,000 Iraqis were serving in security forces, a coalition spokesman later said that Myers's figure was the more up-to-date.

The growth in the Iraqi security forces, estimated at 85,000 as recently as mid-October, has been explosive.

It has come so fast that some critics have questioned whether Iraqis are being put in sensitive armed security jobs with too little training to be effective.

Much of the most rapid growth, however, has come in positions requiring the least training. Most such positions involve what the military refers to as site protection: standing guard out-

side power plants, arms depots and government buildings.

Defense Secretary Donald Rumsfeld said, in an appearance Tuesday on CBS-TV, that he remained ready to ask Bush to send more troops if his field commanders were to recommend it.

Rumsfeld has said he believes troop levels are sufficient because American commanders have repeatedly assured him they have the forces they need.

When a CBS interviewer asked him, however, whether those commanders might be giving him "the answer you want to hear," Rumsfeld forcefully denied that was the case, and then returned to the subject later.

"What I want to hear is the truth," he said. "I'm perfectly willing to recommend to the president we increase the number of forces if, in fact, that is what is in the best interest of this country."

International Herald Tribune

## Pour la « stabilité » en Irak, la Turquie renonce à tout déploiement de troupes

Face à l'hostilité des Irakiens, les chefs de la diplomatie américain et turc, Colin Powell et Abdullah Gül, ont conclu, jeudi, que les circonstances n'étaient pas favorables à l'envoi de soldats

### ISTANBUL

de notre correspondante

Le gouvernement turc a annoncé, vendredi 7 novembre, qu'il n'envoyait pas de soldats en Irak. Un mois plus tôt, le Parlement avait donné le feu vert pour le déploiement de forces turques en Irak pour une période d'un an. « Nous avions dit, dès le début, que nous n'y tenions pas particulièrement. Nous avions dit que nous enverrions des troupes si notre contribution pouvait être utile. Nous avons constaté que ce n'est pas le cas. C'est pourquoi nous avons pris cette décision », a déclaré le ministre turc des affaires étrangères, Abdullah Gül.

La décision turque sera bien accueillie en Irak, où le Conseil intérimaire de gouvernement s'était opposé au déploiement de soldats « venant de pays voisins ». Au cours des semaines écoulées, les Améri-

cains avaient poursuivi, mais sans succès, leurs négociations pour convaincre les responsables irakiens d'accepter les soldats turcs. Les Turcs, de leur côté, avaient consulté les divers groupes ethniques et religieux en Irak, de même que plusieurs pays de la région. Partout, la réaction avait été la même. « Même nos contacts les plus proches nous ont conseillé de revoir notre décision », admet un diplomate.

Confronté à l'opposition des Irakiens, le gouvernement turc avait récemment déclaré qu'il appartenait à Washington de prendre la décision finale. Jeudi soir, au cours d'une longue conversation téléphonique, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, et le ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül, ont éva-

lué ensemble la situation en Irak et conclu que dans les circonstances actuelles un déploiement de soldats turcs n'était pas souhaitable. « Souvenons-nous que l'objectif est la stabilité en Irak », a déclaré à la presse le porte-parole du département d'Etat américain, Richard Boucher. « Ce déploiement en ce moment n'irait peut-être pas dans le sens de cet objectif », a-t-il expliqué.

### LA QUESTION KURDE

Bien qu'elle ait annoncé l'abandon du projet, la Turquie semble l'avoir fait avec l'encouragement des Américains. Les Etats-Unis ont remercié la Turquie et annoncé qu'ils continueraient à travailler avec Ankara pour stabiliser et reconstruire l'Irak. La décision turque n'affectera vraisemblablement pas l'offre américaine de 8,5 milliards de dollars de crédits, qui n'était pas directement liée à l'envoi d'unités militaires.

Au cours de leur conversation téléphonique, Colin Powell et Abdullah Gül ont évoqué la question du PKK/Kadek kurde, une des raisons qui avaient poussé la Turquie à s'engager en Irak. Ankara a fréquemment exhorté les Etats-Unis à déloger les quelque 5 000 militants du PKK encore basés au nord de l'Irak, que les Turcs perçoivent comme un danger pour leur propre sécurité. Les deux pays sont récemment parvenus à un accord, dont

les détails ne sont pas connus, et Colin Powell a réitéré, jeudi, la décision américaine d'« éliminer toutes les menaces terroristes, sous toutes leurs formes, y compris l'organisation terroriste PKK-Kadek », a indiqué un communiqué du ministère des affaires étrangères.

Compte tenu de la détérioration de la situation en Irak, les Turcs sont probablement soulagés de ne pas devoir risquer la vie de leurs soldats, même s'ils ne l'admettent pas ouvertement. Mais la montée de la violence chez leur voisin et la possibilité d'une division de l'Irak continuent d'inquiéter Ankara. « La boîte de Pandore a été ouverte et elle ne pourra jamais être refermée », estime un diplomate turc. « Cela présente des risques importants pour la Turquie et nous ne pouvons pas rester indifférents. »

Nicole Pope

### Un hélicoptère américain abattu : six tués

Six Américains sont morts dans le crash d'un hélicoptère Black Hawk de l'armée américaine, vendredi 7 novembre près de Tikrit. « Nous pensons qu'il a été abattu par des tireurs au sol », a déclaré le lieutenant-colonel Steven Russel, de la quatrième division d'infanterie basée à Tikrit, dont est originaire Saddam Hussein. Cette attaque est la troisième du genre en quinze jours en Irak. Le 25 octobre, un Black Hawk avait été touché dans la même région. Il n'y avait pas eu de victimes. Le 2 novembre, c'est un Chinook qui a été abattu près de Bagdad. Ses seize occupants avaient été tués.

Après l'attaque de vendredi, le couvre-feu après 23 heures, qui avait été levé pour le ramadan, a été réimposé à Tikrit, où l'armée américaine a lancé un raid, samedi à l'aube, détruisant deux habitations abandonnées et un entrepôt. « C'est pour rappeler à la cité que nous avons des dents et des ongles et que nous allons les utiliser », a déclaré Steven Russel. — (AP, Reuters.)

Le Monde

10 NOVEMBRE 2003

# 18 Italians killed in suicide attack on base

John Hooper in Rome and Rory McCarthy in Baghdad

Eighteen Italians and eight Iraqis were killed by a suicide bomb in the southern Iraqi city of Nasiriya yesterday, the worst single military loss for Italy since the second world war.

The Italian dead were 12 officers of the paramilitary Carabinieri police, four army soldiers, a civilian working at the base, and a documentary filmmaker. It was the first major attack on western troops in southern Iraq.

Italy's prime minister, Silvio Berlusconi, said: "Pain is the sentiment of the whole nation in this moment." But he added: "No intimidation should divert us from our determination to help resurrect this country and build self-government, security and freedom."

The attack began just before noon when a tanker, laden either with explosives or petrol, sped through a roadblock into the Italian contingent's compound before exploding in front of the headquarters, a former Iraqi chamber of commerce. Some military officials suggested a second car may have distracted the guards at the gate to allow the tanker in.

The blast brought down a huge section of the three-storey building, with black smoke filling the air.

Cars parked outside the building burst into flames,

while windows in buildings across the nearby Euphrates were blown out. Ammunition stored in the compound then caught fire and exploded.

Beside the dead, dozens of people were injured, and more bodies were feared buried under rubble.

In Rome, the Green party called on the government to pull out of Iraq. Mainstream opposition leaders stopped short of demanding a withdrawal. But Francesco Rutelli, the centre-left candidate at the last election, warned: "The moment will come for replies to the questions which all Italians are posing, about the war and its bloody aftermath; about the aims, duties and operational procedures of the Italian contingent."

Other governments with troops in Iraq pledged to continue. Tony Blair said: "We have got to stick with this and see it through." Portugal said

that it would go ahead with a planned dispatch of 128 police to Nasiriya.

Romano Prodi, president of the European Commission

and a left former prime minister of Italy, praised the Carabinieri caught in the attack for "creating the best conditions for maintaining peace and protecting the defenceless civilian population in exceptionally difficult circumstances".

The White House press secretary, Scott McClellan, said the Bush administration expressed its condolences to Italy, and appreciated Italy's solidarity with the US.

In Italy, the defence minister, Antonio Martino, told parliament that fighters loyal to Saddam Hussein "united with Arab extremists" were behind the attack. From the Vatican, the Pope expressed his "firmest condemnation of this new act of violence".

Italy's television schedules were rearranged to accommodate programmes on the attack. The national football team, in Warsaw for a friendly game against Poland last night, observed a minute's silence at the start.

At the Carabinieri headquarters in Rome, the national flag flew at half-mast and a small

pile of wreaths and bouquets was placed at the foot of the flag pole. Carabinieri General Serafino Liberati sounded a bitter note: "We go to bring peace and we're repaid like this. We have eyes swollen with tears. We have hearts full of anger."

The Carabinieri base in Iraq was more exposed than most US bases, sitting in a dip near a main road in the centre of Nassiriyah. Though there was heavy fighting during the war, Nasiriya is one of several Shia cities in the south that had remained quiet since. Some 340 Carabinieri were in the base, along with 110 Romanians, and the Carabinieri had patrolled freely over previous weeks. Around 2,300 Italians are in Iraq, along with contingents from 20 other countries as well as Britain and the US. A series of suicide car bombs have hit Baghdad and elsewhere in recent weeks.

Italy's worst previous military loss since 1945 occurred when 13 airmen died in the Congo.

[guardian.co.uk/Iraq](http://guardian.co.uk/Iraq)



An Italian soldier patrols the chaos inside the base at Nasiriya after a tanker lorry exploded yesterday killing at least 26 people including 18 Italians

## Les violences atteignent Bassora, où une bombe a tué quatre personnes

SIX IRAKIENS ont été tués, mardi 11 novembre, en Irak dont quatre à Bassora, la deuxième ville du pays, jusqu'à présent relativement épargnée par les violences. Quatre irakiens, dont deux policiers, ont

péri, et neuf personnes (parmi lesquelles des écoliers) ont été blessées par l'explosion d'une bombe dans le centre de la ville.

Au sud de Bagdad, deux autres irakiens sont morts, et trois autres ont été blessés dans des échanges de tirs autour de la base américaine de Latifiya. Enfin, une explosion s'est produite mercredi matin devant une base des carabinieri italiens, à Nassiriya, dans le sud du pays, faisant, selon un premier bilan, plusieurs blessés parmi les soldats ainsi que dans la popula-

tion irakienne.

Le commandant des forces américaines en Irak, le général Ricardo Sanchez a, d'autre part, affirmé que la coalition détenait vingt membres présumés d'Al-Qaida, arrêtés en Irak. « On voit passer des Yéménites, des Soudanais, des Syriens et des Egyptiens », a-t-il déclaré, précisant que les suspects sont actuellement interrogés.

A Sadr City, quartier populaire chiite de Bagdad, la tension reste vive après la mort du maire, tué par un GI lors d'une altercation qui a

mal tourné. Dans la soirée de mardi, quatre roquettes au moins ont touché l'intérieur du quartier général de la coalition sans faire de blessés. Deux policiers et quatre prisonniers ont en outre été blessés par l'explosion d'un engin devant le tribunal de Rassafa, à l'est de Bagdad.

La coalition a indiqué par ailleurs que la police irakienne avait déjoué une tentative d'attentat à Bagdad en découvrant une ambulance remplie d'explosifs près de la station de police de Doura, à Bagdad. - (AFP.)

**IRAN** L'Agence internationale de l'énergie atomique accuse l'Iran d'avoir manqué à ses engagements

# Téhéran reconnaît avoir fabriqué du plutonium et enrichi de l'uranium



Hassan Rohani, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale iranien, et Mohamed ElBaradei, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, en discussion à Vienne le 8 novembre. (Photo Leonhard Foeger/Reuters.)



**Luc de Barochez**

Oui, l'Iran a dissimulé, depuis dix-huit ans, une partie de ses activités nucléaires, rien moins que la production de plutonium et l'enrichissement d'uranium. Mais non, il n'existe aucune preuve qu'il ait cherché à fabriquer la bombe atomique. Le rapport que vient de diffuser l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est en déshonneur. Dans la partie de billard à plusieurs bandes qui se joue entre Téhéran, Washington, Moscou, Bruxelles et Jérusalem, l'agence des Nations unies chargée d'empêcher la prolifération du nucléaire militaire a préféré ne pas trop se mouiller. Le document transmis avant-hier aux 35 pays membres du Conseil des gouverneurs de l'AIEA est loin de mettre un point final à la polémique sur les ambitions stratégiques iraniennes.

Le rapport de 29 pages dénonce pour la première fois des « violations » de ses obligations de la part de l'Iran. Cela donne du grain à moudre aux États-Unis. Washington cherche à tra-

duire la République islamique devant le Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui pourrait ouvrir la voie à l'imposition de sanctions internationales. D'un autre côté, le texte de l'AIEA souligne les grands progrès accomplis ces dernières semaines par Téhéran dans la voie de la transparence. Il conforte du même coup les Européens. Ceux-là cherchent, par une combinaison de dialogue et de pressions diplomatiques, à amener l'Iran à poursuivre au grand jour un programme nucléaire strictement civil.

Comme le rapport distribué des munitions aux deux camps, il devrait nourrir de belles empoignées au Conseil des gouverneurs de l'AIEA. Convoqué le 20 novembre à Vienne, le Conseil doit déterminer si l'Iran respecte ses engagements découlant du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Fait nouveau : l'Iran parle, et abondamment. En septembre, l'AIEA lui avait donné jusqu'au 31 octobre pour dévoiler l'ensemble de son programme nucléaire, à la suite des révélations explosives des opposants iraniens et des découvertes pour le moins trou-

blantes des experts internationaux. Quelques jours avant l'expiration de l'ultimatum, le gouvernement iranien a remis à l'agence un dossier fourni. Cependant, il est trop tôt pour savoir si le régime des mollahs a effectivement tout dit, ou s'il n'a dévoilé que ce qu'il pensait que les inspecteurs onusiens avaient déjà découvert. Le rapport montre que Téhéran a exploré toutes les voies susceptibles de mener à la maîtrise de la fabrication de l'arme atomique. Il a enrichi de l'uranium, par centrifugation et par laser. Il a séparé du plutonium, dans les années 90. Il a été aidé par quatre pays non identifiés, parmi lesquels sans doute le Pakistan et la Chine. Cependant, d'après les experts onusiens, l'Iran n'a pas suffisamment enrichi l'uranium pour obtenir un combustible de qualité militaire. Il n'a pas non plus séparé assez de plutonium, loin de là, pour fabriquer une bombe. Le rapport n'explique pas d'où peuvent venir les traces d'uranium hautement enrichi détectées récemment par les inspecteurs de l'AIEA en Iran. Le seul élément évident, c'est

que, jusqu'au mois dernier, Téhéran a dissimulé avec constance ses programmes de recherche. Le tournant dans la politique iranienne, désormais marquée, selon le rapport, par

« la coopération active et l'ouverture », a coïncidé avec la démarche des ministres français, britannique et allemand des Affaires étrangères, qui se sont rendus ensemble le 21 octobre à Téhéran. Ils y ont obtenu deux importants engagements. L'Iran a promis de signer un protocole additionnel du TNP autorisant les inspections surprises et de le mettre en œuvre avant même sa ratification. Il a également accepté de suspendre les opérations d'enrichissement de l'uranium, quoiqu'il reste à définir précisément quelles opérations seront concernées. L'Iran a réitéré ses engagements cette semaine, devant les fonctionnaires de l'AIEA ainsi qu'auprès de la Russie. Moscou joue un rôle clé dans le programme iranien par le biais d'un contrat de 800 millions de dollars pour la construction de la centrale nucléaire de Bouchehr, sur le Golfe.

L'Union européenne, qui a

suspendu les discussions sur un accord de commerce avec l'Iran, a appelé hier Téhéran à mettre en œuvre au plus vite ses engagements. Les États-Unis, qui met-

tent en doute l'efficacité des efforts de l'UE, attendent en embuscade. Le secrétaire d'État, Colin Powell, a rappelé avant-hier que Washington soutenait

l'objectif d'un changement de régime. Mais, contrairement à l'Irak, les États-Unis n'ont pas l'air de penser qu'il puisse être imposé de l'extérieur. C'est ce qui

donne une marge de manœuvre aux Européens.

## A Al-Ramadi, à l'ouest de Bagdad, la « résistance » a droit de cité, surtout parmi les jeunes

La vieille garde parmi les dirigeants locaux accepte de collaborer avec les forces d'occupation, à qui les habitants de ce chef-lieu de province imputent de nombreuses exactions

### AL-RAMADI

de notre envoyée spéciale

Etrange « conseil local » d'Al-Ramadi ! Dans ce bâtiment du chef-lieu de la province d'Al-Anbar -

### REPORTAGE

### Accusations et doléances au conseil local du pôle ouest du « triangle sunnite »

s'étirant de Bagdad jusqu'à la Syrie et la Jordanie -, on croise autant de partisans d'une coopération avec les Américains que de la guérilla antiméricaine. Les premiers sont en général les vieux chefs, les seconds leurs jeunes assistants, mais les discours peuvent parfois s'inverser, et nulle agressivité ne les oppose. Comme si, dans ce pôle ouest du « triangle sunnite », la vigoureuse résistance armée à l'occupant avait acquis un droit de cité officiel. Il s'agirait simplement de ne pas trop l'afficher lors des visites occasionnelles des officiers américains chargés de suivre les progrès de leur programme de « construction de l'Etat ».

### ÉCOLE CRIBLÉE

Dimanche 9 novembre, le vice-président du conseil, le vieux cheikh tribal Bezie Majil Al-Qa'oud est assis, lunettes élégantes sous son keffieh, derrière le bureau de la pièce de réception. A la question : « La résistance armée est-elle utile ou nuisible pour accélérer le départ des troupes américaines ? », il répond par un long développement, avant de conclure : « Assez de guerres et de déchirements ! » Mais la réponse d'Ahmed, un jeune employé du conseil, assis aux côtés des visiteurs, avait déjà fusé, sans provoquer la moindre réprobation : « Bien sûr, elle est utile ! »

Les visiteurs se lancent alors dans

toutes sortes de doléances et accusations. Contre l'administrateur américain, Paul Bremer, pour avoir « mis au chômage tous nos officiers et professeurs d'université qui, depuis les années 70-80, venaient à 90 % de la province d'Al-Anbar ». Contre le Conseil intérimaire de gouvernement irakien « et ses chiites extrémistes vendus à l'Iran ». Contre les troupes américaines, « qui arrêtent même les vieillards et traitent les prisonniers pire que ne le faisait Hitler ». Contre les États-Unis en général, « qui veulent construire un Irak à leur goût, pour assurer la sécurité d'Israël », résume un habitué des couloirs du conseil.

Ce dernier, « Abou Salah », ancien officier baasiste, propose une visite guidée des derniers « crimes » américains dans la région. En

espions », précise Abou Salah.

Au bord de la route, une école a sa façade noircie et criblée de balles, avec deux trous d'obus. « Voilà ce qu'ont fait les Américains il y a deux jours ! Et personne n'en parle », s'indigne le gardien des lieux, désormais vides. Un peu plus loin, stationne un char, entouré d'une foule d'enfants silencieux, craintifs et hostiles. Sur un mur, une inscription en anglais « US go home or died » (sic), parmi d'autres en arabe. Passe une colonne militaire. Les voitures civiles suivent à bonne distance, sans la dépasser : souvent attaquées, ces patrouilles ripostent parfois par un feu nourri et désordonné.

Mohammed Dallif, diplômé de l'université de Rouen, passe ses jours dans son jardin. Haut responsable du Baas, il a dû céder son pos-

Le cheikh Fawaz Dahhan Abou Fahd, chef d'une importante tribu, ne peut plus, lui, jouir de son jardin. Il a été arrêté chez lui dans la nuit de vendredi à samedi, avec deux de ses fils adolescents. Sa femme et ses autres enfants y furent laissés ligotés. Des dizaines d'hommes s'emploient à réparer un trou d'obus dans le mur, les fentes sous la coupole, les portes, les armoires et la bibliothèque cassées. L'assaut fut lancé par « 7 hélicoptères et 11 chars, qui ont bloqué pendant deux heures les environs, et fait usage de bombes assourdissantes ». Il n'y a pas eu de blessés, mais le traumatisme est grand. Cheikh Fawaz est un riche entrepreneur qui, dit-on, recevait ici Saddam Hussein.

### MEURTRE ET ARRESTATIONS

Un assaut semblable avait été lancé la veille contre la maison, pauvre à l'extrême, de Salam Mohal Abdallah, un élève infirmier de 18 ans qui fut tué alors qu'il tentait de fuir. Son frère aîné et sept autres jeunes furent arrêtés dans la maison voisine. Un jour plus tôt, six habitants du voisinage avaient subi le même sort. Sous la tente, où le vieux père de Salam reçoit les condoléances, on évoque le sort d'un homme du quartier « qui avait toujours refusé de s'enrôler dans les armées de Saddam, mais qui s'est engagé dans la résistance contre l'occupant ». Des membres de sa famille auraient été « pris comme otages par les Américains ».

Un des présents lance alors une de ces phrases rituelles ici : « Mau-dits Américains, Saddam était beaucoup mieux. » « Laisse Saddam tranquille, c'est lui qui a amené tous ces malheurs », dit le père de Salam, la voix brisée.

Sophie Shihab

### Le maire d'Al-Sadr City a été tué

Le maire d'Al-Sadr City, quartier chiite de la périphérie de Bagdad, Mohannad Ghazi Al-Kaabi, soutenu par les États-Unis, a été tué par balle lors d'une altercation avec des troupes américaines, a annoncé lundi 10 novembre l'armée américaine. Le Commandement central américain (Centcom) a précisé que cette mort, qui fait l'objet d'une enquête, s'était produite dans le bâtiment du conseil municipal d'Al-Sadr City, dont Al-Kaabi était le président. Il a été mortellement blessé dans la partie inférieure du corps par un coup de feu tiré au cours d'une altercation consécutive à son « refus de suivre des instructions du responsable de la sécurité sur place, qui appliquait des consignes découlant des récents incidents à la voiture piégée conformément aux règles d'engagement », a affirmé le Centcom dans un communiqué.

Malgré les soins reçus sur place et son transfert rapide vers un hôpital militaire américain, Mohannad Al-Kaabi a été déclaré mort à son arrivée, selon le communiqué, qui n'indique ni l'identité de l'auteur du tir ni la nature des blessures. - (AFP.)

chemin, il dit qu'il pourrait faire rencontrer « les résistants », mais que l'heure n'est pas encore venue. « Vous voyez ces palmeraies, de l'autre côté de l'Euphrate ? C'est de là qu'ils tirent chaque nuit au mortier sur les Américains déployés ici », dit-il, en montrant la falaise au bord de la route menant d'Al-Ramadi à Fallouja, épicentre de la « résistance ». Car à Fallouja, « il n'y a que des gens des tribus et tous se connaissent, alors qu'à Al-Ramadi la population est un peu mélangée, et il y a des

de doyen de la faculté régionale de géographie. « Tous les jours, j'entends des tirs de mortier tomber sur la base militaire voisine de Habbaniyé. Hier soir, c'était l'explosion sur la route qui a détruit un blindé, et une attaque dans Al-Ramadi », dit-il. Il s'inquiète pour l'avenir de la démocratie en Irak : « Pourquoi interdire le Baas ? Un parti qui représente les aspirations de beaucoup ici, indépendamment de Saddam Hussein. Et laïc avec ça. Pourquoi ne pas le laisser concourir aux élections ? »...

Le Monde

13 NOVEMBRE 2003

**IRAK** Au moins 18 Italiens et huit Irakiens ont été tués hier dans un attentat suicide dans le sud du pays

# Les forces italiennes frappées à Nasiriyya

Dix-huit Italiens ont été tués dans un attentat au véhicule piégé commis hier matin contre une base italienne à Nasiriyya, dans le sud de l'Irak. Onze victimes appartiennent au corps des carabinieri, quatre à l'armée de terre et deux sont des civils. Huit Irakiens, des passants pour la plupart, ont également trouvé la mort dans cette première attaque visant le contingent italien déployé en Irak, actuellement fort de quelque 2 400 militaires. Ce bilan de 26 tués pourrait encore s'aggraver. Les témoignages sur les circonstances exactes de l'opération demeurent contradictoires.

L'explosion a dévasté le poste de carabinieri (gendarmes) gardant le QG du contingent italien



L'attentat de Nasiriyya constitue l'attaque la plus meurtrière depuis l'explosion qui avait tué 80 Irakiens, au mois d'août, à Najaf. (Photo Anja Niedringhaus/AP.)

sur les bords de l'Euphrate. « Un camion s'est écrasé sur l'entrée du poste des carabinieri et une voiture a presque immédiatement explosé », a précisé un porte-parole militaire britannique. Le ministre italien de la Défense, Antonio Martino, a affirmé que le raid avait été « planifié et réalisé » par les « Fedayin de Saddam Hussein », la milice dévouée à l'ancien président irakien. L'Italie avait reçu des menaces en octobre, au même titre que les Etats-Unis, par Al-Qaida, dans un message enregistré attribué à Oussama Ben Laden.

Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, a considéré que l'attentat était « peut-être inévitable ». Il a appelé la



classe politique à s'abstenir de toute polémique sur l'engagement en Irak de troupes italiennes depuis le mois de juin aux côtés des Etats-Unis. « S'il y a un jour où les polémiques doi-

vent se taire, c'est bien aujourd'hui », a-t-il déclaré alors que l'opposition de gauche exigeait un retrait des troupes italiennes en l'absence de l'implication des Nations unies.

Le chef du gouvernement italien a ajouté que son pays demeurait « déterminé » à poursuivre sa mission en Irak pour aider ce pays dans sa reconstruction. Les autres pays membres de la coalition en Irak ont eux aussi réitéré leur détermination à stabiliser le pays et l'ensemble de la communauté internationale a fermement condamné l'attentat. De son côté, George W. Bush a salué la volonté de Silvio Berlusconi de « ne pas céder au terrorisme ». L'attentat de Nassiriyya

constitue l'attaque la plus meurtrière depuis l'explosion d'un 4x4 piégé en août devant une mosquée de la ville sainte chiite de Najaf, qui avait tué 80 Irakiens. Hier, l'insécurité croissante a frappé aussi à Bagdad et au nord de la capitale irakienne, où deux soldats américains ont été tués dans deux attaques séparées.

Enfin à Faludja, cinq civils irakiens ont été tués et quatre autres blessés lorsque des militaires américains ont ouvert le feu contre un camion à l'entrée de cette ville rebelle. Dans la capitale, les forces américaines ont aussi tiré par erreur sur la voiture d'un membre du Conseil de gouvernement transitoire irakien, blessant le chauffeur.

LE FIGARO JEUDI 13 NOVEMBRE 2003

Les 25 membres du gouvernement irakien provisoire n'ont aucune légitimité auprès de la population

## L'échec des autorités intérimaires

Bagdad : de notre envoyé spécial  
Renaud Girard

L'idée américaine de constituer, au début du mois de septembre, un gouvernement intérimaire irakien, n'était pas mauvaise en soi. Le but recherché était de montrer, au monde entier comme à la population irakienne, que le Pentagone n'avait pas l'intention de faire de l'Irak une colonie, que les Américains étaient prêts à partir dès que le pays aurait été

pacifié et doté d'institutions démocratiques stables. Mais quatre conditions préalables sont requises pour qu'un gouvernement ait une quelconque autorité sur le pays qu'il est censé administrer. Il doit être considéré par la population comme légitime et représentatif. En outre, il doit, pour des motifs d'efficacité, être dirigé par un leader (qu'on l'appelle président ou premier ministre peu importe), et disposer, en dessous de lui, d'une administration capable de mettre en application ses décisions. Si, aujourd'hui, vous ne trouvez pas un Irakien à

Bagdad pour reconnaître la moindre parcelle d'autorité au gouvernement intérimaire, c'est parce que les Américains ont oublié de remplir ces quatre conditions préalables. La légitimité. Les 25 membres du gouvernement intérimaire ont été nommés le 1<sup>er</sup> septembre par le Conseil de gouvernement irakien (25 membres également) dirigé par Ahmed Chalabi (un homme d'affaires interdit de séjour en Jordanie pour escroquerie), qui était la première instance consultative irakienne, mise en place par les Américains au printemps. Cette instance, dominée par les

anciens exilés irakiens en Amérique proches des néo-conservateurs du Pentagone, n'a jamais réussi à se faire reconnaître la moindre légitimité par la population, qui la considère comme une bande d'affairistes, plus intéressés à jouer les intermédiaires dans l'attribution des fabuleux contrats de reconstruction, qu'à s'investir gratuitement dans le service du pays. L'actuel ministre du Pétrole est Ibrahim Bahr al-Uloum. Qui l'a nommé à ? Tout simplement son père, Mohammed Bahr al-Uloum, chef d'une grande famille chiite de Najaf, et membre du Conseil de gouvernement...

La représentativité. Dans le Conseil de gouvernement, comme dans le ministère, les chiïtes (13 membres) et les Kurdes (5 membres) se sont taillés la part du lion. Les sunnites choisis (5 membres) ne sont, à l'exception d'un seul qui dispose de l'appui de puissantes tribus, que des potiches. En négligeant de nommer des sunnites disposant d'une base réelle dans leur région, les Américains se sont aliénés des villes entières, comme Faludja et Ramadi (ouest du pays). « *Un gouvernement, comme une Constitution, c'est un*

*contrat entre différentes composantes d'une société* », commente Ghassan Attiyah, un opposant à Saddam Hussein depuis 1984. « *Si vous négligez une de ces composantes, ses membres vont mécaniquement défier l'autorité de votre gouvernement : c'est exactement ce qui se passe actuellement dans ce que les Américains appellent le triangle sunnite. C'est parce qu'elles ont été négligées que les tribus sunnites sont actuellement dans un état d'insurrection* », ajoute cet ancien diplomate.

Intellectuel respecté, parfaitement introduit auprès du Département d'Etat américain, Ghassan Attiyah n'a pourtant pas été nommé au Conseil de gouvernement. La raison ? Homme indépendant, esprit pragmatique refusant l'extrémisme de l'idéologie néo-conservatrice, il n'appartenait pas à la coterie d'Ahmed Chalabi choyée par le Pentagone. Le leadership. Il n'y en a tout simplement pas. Car ce « gouvernement » ne comprend pas de chef, pas de premier ministre. Par peur de créer des jalousies (personnelles ou ethniques), les Américains ont préféré créer un gouvernement sans tête. Si bien

que les ministres et les membres du Conseil de gouvernement passent leur temps à se disputer, sans qu'aucun arbitre ne puisse les faire taire.

C'est dommage, car il y a des ministres compétents. Formé aux Etats-Unis, ingénieur diplômé du MIT, titulaire d'un MBA de Harvard, Ali Alawi, ministre du Commerce, a quitté sa vie d'entrepreneur millionnaire à Londres pour des raisons exclusivement patriotiques. Son plan de privatisation progressive des circuits de distribution semble ingénieux. Le problème est qu'il n'a pas de haute administration compétente en dessous de lui, à l'exception des personnes, aujourd'hui proches de l'âge de la retraite, formées avant que la dictature de Saddam Hussein ne prenne sa folle tournure stalinienne. Alawi n'a même pas son bureau au ministère du Commerce, entièrement pillé au mois d'avril. Il est donc logé au ministère du Pétrole, le seul bâtiment public que les Américains ont pris la peine de protéger lorsqu'ils ont pénétré dans Bagdad le 9 avril...

## Secret CIA report notes loss of Iraqi faith in U.S.

By Douglas Jehl

**WASHINGTON:** A bleak top-secret report by the Central Intelligence Agency suggests that the situation in Iraq is approaching a crucial turning point, with ordinary Iraqis losing faith in American-led occupation forces and in the U.S.-appointed Iraqi Governing Council.

The report, sent to Washington on Monday by the CIA's Baghdad station chief, suggests that the situation is creating a more fertile environment for the anti-American insurgency.

Officials said the report was adding to the sense of urgency behind the administration's reappraisal of its policies in Iraq.

The officials said that the report, dated Nov. 10, had been explicitly endorsed by L. Paul Bremer 3rd, the top American official in Iraq, and that the warnings it spelled out had been a factor behind Bremer's abrupt return to Washington for consultations this week.

The CIA and the White House refused even to confirm the existence of the report, which was first disclosed by The Philadelphia Inquirer. But government officials outside those agencies said that its conclusions were among the darkest intelligence assessments distributed since the American-led invasion of Iraq in March.

"It says that this is an insurgency, and that it is gaining strength because Iraqis have no confidence that there is anyone on the horizon who is going to stick around in Iraq as a real alternative to the former regime," one U.S. official said.

The latest CIA report follows earlier intelligence assessments that warned U.S. commanders in Iraq of increasing resentment among ordinary Iraqis. The picture those reports presented was very different from the public view presented by administration officials.

In particular, Defense Secretary Donald Rumsfeld has repeatedly spoken of the opponents of the American-led occupation as "dead-enders, foreign terrorists and criminal gangs."

But the Nov. 10 situation report was described by the officials as reflecting a more formal assessment. They said Bremer's unusual endorsement was intended to give the document added credibility.

A second American official said the grim conclusions were based in part on a classified opinion poll conducted by the State Department's intelligence branch, which found that a majority of Iraqis now regard American troops as occupiers rather than liberators.

The concern has been reinforced, another official said, by an increasing con-

sensus among intelligence analysts that appointed Iraqi leaders do not appear to be capable of carrying out the task of governing or working toward elections.

"The trend lines are in the wrong direction," a third government official said. "I haven't seen anything in any of the intelligence reports that offers a hard and fast recipe for how to turn things around."

The officials would speak about the report only on condition of anonymity, and all refused to quote directly from the document because of its classified nature.

Among other concerns raised by the CIA report, the officials said, was the danger that Iraqi Shiite Muslims, who represent a majority of the country's population, could soon join minority Sunni Muslims in carrying out armed attacks against American forces. The report also described what it portrayed as major obstacles to efforts by the United States and American-led Iraqi forces to halt a small but steady infiltration of foreign fighters from Syria and Iran.

The New York Times

International Herald Tribune  
Friday, November 14, 2003

# U.S. to speed hand-over in Iraq

## Creation of provisional government foreseen by mid-2004

By Brian Knowlton

**WASHINGTON:** The United States is developing a plan to "encourage more Iraqis to assume more responsibility" quickly in governing the country, President George W. Bush said Thursday, as the military commander in Iraq said that a small but dangerous band of perhaps 5,000 fighters was behind the violence there.

Bush and his aides have made clear that he wants to speed dramatically the political evolution in Iraq toward self-governance, possibly leading to creation of a provisional government as early as mid-2004.

But France on Thursday demanded even quicker progress, saying that a summer deadline would be "far too late." Foreign Minister Dominique de Villepin urged the formation of a provisional government by year's end.

"How many deaths does it take to understand that it is essential to change the approach?" he said on Europe-1 radio.

The Bush administration insisted for months that Iraqi leaders write a constitution, then hold elections before power shifts from U.S. occupiers to Iraqis. But on Thursday, the national security adviser, Condoleezza Rice, said the Iraqi Governing Council had resisted that approach.

"It is still important that the Iraqi people have a permanent constitution and elections for a permanent government. Nothing has changed," Rice said. "But what is also important is that we find ways to accelerate the transfer of power to the Iraqis—they are clamoring for it, they are, we believe, ready for it."

Bush let it be known, however, that he would not be pressured into a rushed exit from Iraq, which he said would carry a perilously high cost.

"The vast majority of people understand that if America were to leave and the terrorists were to prevail in their desire to drive us out, the country would

fall into chaos," the president said.

A day after a truck bombing killed at least 27 people, including 18 Italian peacekeepers, in southern Iraq, Italy responded defiantly by sending 50 fresh Carabinieri soldiers to reinforce a depleted unit.

Meanwhile, as the U.S.-led coalition grappled with a murky adversary that has shown new potency, General John Abizaid, who oversees the campaign in Iraq, estimated that no more than 5,000 people were in active resistance.

At that strength, the resistance fighters would be outnumbered by coalition forces 30-to-1.

But Abizaid said that the insurgents

**France is demanding even quicker progress, saying summer will be 'far too late.'**

were "brutal and determined," with the money, ammunition and a hard-to-crack cellular organization that make them extremely dangerous. They were concentrated in a central area north and west of Baghdad, Abizaid said, as officials have often noted. But he also included two cities in the northern Kurdish area — Mosul and Kirkuk as being home to cells of former regime loyalists, whom he called "the clear and most dangerous enemy."

Though Bush did not say so, other U.S. officials have said that the U.S. administrator in Iraq, L. Paul Bremer 3rd, would consult with Iraqi leaders about holding elections as early as June and possibly forming a temporary government before a constitution is written.

Bremer and Bush have made clear, however, that any such plan would be devised in consultation with the Iraqi Governing Council. And Governing

Council members said Wednesday that they wanted to assume the powers of a provisional government immediately.

Bush said that Bremer, who was summoned early in the week to two days of hastily convened meetings with Bush and his top security advisers, was "going back to talk to the Governing Council to develop a strategy."

"We want the Iraqis to be more involved in the governance of their country," the president said.

The administration's efforts to accelerate a hand-over of authority to Iraqis follow the worst weeks of violence in Iraq since major combat ended.

Abizaid said that the largest and most dangerous forces behind the violence were those loyal to Saddam Hussein. Foreign fighters, whose numbers U.S. officials have put at a few hundred, are continuing to enter the country across poorly policed borders, Abizaid said.

"The goal of the enemy is not to defeat us militarily," Abizaid said at a briefing televised from U.S. Central Command headquarters in Tampa. "The goal of the enemy is to break the will of the United States of America, to make us leave."

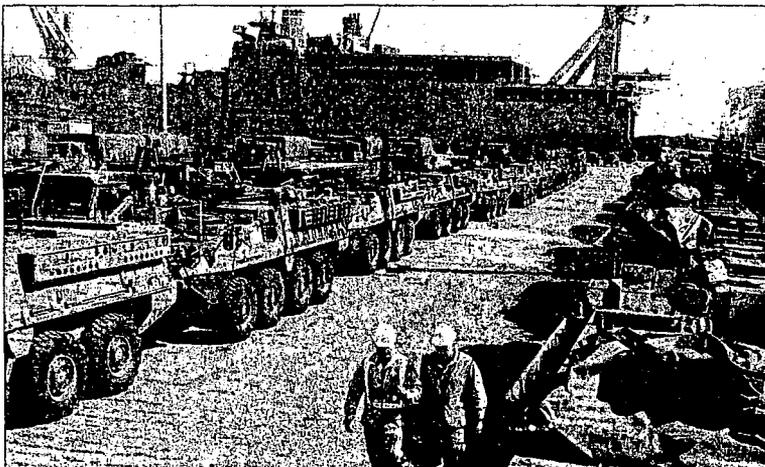
"That's what they're trying to do," he said. "And they won't succeed."

The U.S. defense secretary, Donald Rumsfeld, thanked the Italians for their determination to remain in Iraq even after the attack Wednesday claimed the highest toll of Italian troops since World War II.

Speaking to reporters aboard a plane to Guam, at the start of an Asia tour, he expressed understanding that the violence might give some countries pause.

"Certainly people need to participate there with their eyes open," Rumsfeld said, according to a transcript provided by the Pentagon. But, he added: "Each country has to decide what they'll do. It's up to them. They're sovereign nations, and I wish everyone well in making a decision that they'll be proud of."

International Herald Tribune



Stryker armored vehicles were unloaded Thursday in Kuwait for the Third Brigade of the U.S. Army's Second Infantry Division.

**Herald** INTERNATIONAL **Tribune**

November 14, 2003

**SYRIE** Après le vote, mardi, par le Congrès américain de sanctions économiques et diplomatiques

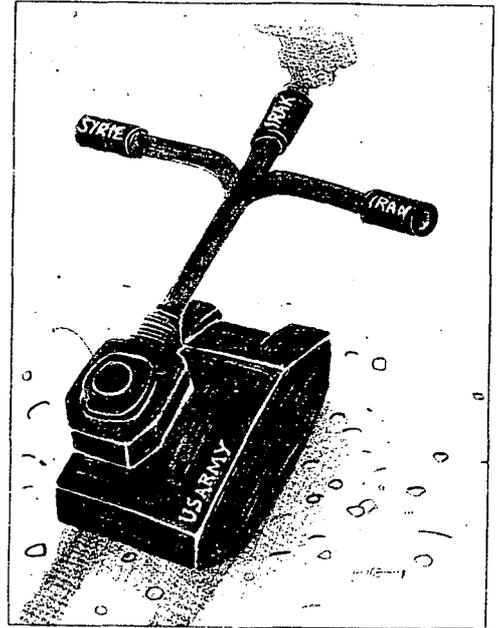
# Bush place Damas sous haute surveillance

Damas n'a fait aucun commentaire, hier, après le vote par le Congrès américain, la veille, de sanctions économiques et diplomatiques contre la Syrie, accusée de soutenir le terrorisme. Un texte de loi qui, ayant l'appui du président George W. Bush, marque un net durcissement de la politique de Washington envers Damas. La « loi pour la responsabilité de la Syrie et sur la souveraineté du Liban », qui prévoit aussi de contraindre Damas à mettre fin à l'occupation de ce pays, a été adoptée par le Sénat par 89 voix contre 4.

La Chambre des représentants avait donné son feu vert à un projet de loi similaire à la mi-octobre par 398 votes contre quatre. La loi autorise M. Bush à décréter des restrictions sur les exportations et les investissements américains

en Syrie, abaisser le niveau de la représentation diplomatique américaine à Damas, et restreindre la liberté de circulation des diplomates syriens aux États-Unis.

Elle prévoit également l'interdiction d'exportations de produits de haute technologie en principe destinés à un usage civil mais pouvant trouver une utilisation militaire, autorise la Maison-Blanche à geler les avoirs syriens aux États-Unis, et à revoir le droit de survol de l'espace aérien américain par des appareils syriens. Au Liban, où la Syrie exerce une influence dominante, le ministre des Affaires étrangères, Jean Obeid, a qualifié le Syria Accountability Act d'« injustice choquante qui a à voir avec l'influence israélienne sur la politique américaine ».



Claude Lorieux

George W. Bush a désormais les mains libres pour harceler Bachar el-Assad. « Il tient le président syrien par la barbichette », ironise un diplomate européen, au lendemain du vote par le Congrès de la « loi pour les responsabilités de la Syrie et sur la souveraineté du Liban ».

Exception faite de l'exploration pétrolière, où les « majors » américains sont présents, les relations d'affaires américano-syriennes sont très réduites. Les échanges entre les deux pays ne dépassent pas 420 millions de dollars par an. « Les conséquences économiques du texte seront donc insignifiantes », fait valoir un diplomate arabe.

La « loi pour la responsabilité de la Syrie » a donc une portée avant tout politique. Tout nouvel écart, réel ou supposé, de Damas sur les « fronts » de l'Irak, d'Israël et du terrorisme, placera Bachar el-Assad sous le coup du nouveau texte. Cette loi répond aux exigences de l'opinion conservatrice et pro-israélienne aux États-Unis. Le « candidat » Bush pourra donc hausser le ton et actionner les sanctions quand il voudra flatter cette frange de son électorat...

Que peut faire – ou plutôt que doit faire – le jeune président syrien pour échapper aux foudres de la Maison-Blanche ? La tactique des « signaux apaisants » qu'il pratique depuis les atten-

tats du 11 septembre 2001 a manifestement échoué. La loi était en chantier depuis trois ans. En fermant, de façon plus ou moins crédible, certaines officines palestiniennes de Damas, puis en coopérant, efficacement, avec Washington dans la lutte contre al-Qaïda, la Syrie n'a réussi qu'à « retarder les échéances », constate un diplomate. En maintenant la paix sur le Golan occupé, en limitant les attaques du Hezbollah aux fantomatiques « fermes de Sheeba », en évacuant de nouveaux contingents du Liban, ou bien encore en rendant leur passeport à deux dissidents célèbres, Bachar el-Assad espérait sans doute désarmer Washington.

Peine perdue. « Les USA exportent vers nous les difficultés qu'ils rencontrent ailleurs, en Irak notamment », entend-on à Damas, où les crises qui opposent Washington à l'Irak, un des rares vrais alliés de la Syrie, ont valeur d'avertissement. Aux Américains qui les accusent de laisser des tueurs de GI passer en Irak, les Syriens rétorquaient : « Nous avons 604 km d'une frontière impossible à contrôler. Vous disposez d'équipements de surveillance perfectionnés, faites le nécessaire pour empêcher les infiltrations. Au reste, votre frontière avec le Mexique n'est pas non plus infranchissable ! » Un spécialiste de la région confirme : « Les tribus bédouines sont allergiques à la notion de frontière. Comment les empêcher,

lors de leurs déplacements, d'intégrer un islamiste dans leur convoi ? » Mais que valent

désormais de tels arguments sur les rives du Potomac ?

Les États-Unis attendent également du président Assad qu'il limite drastiquement les activités du Hezbollah libanais, et des groupes palestiniens, celui de Djibril, le Hamas ou encore le Jihad. Mais la solidarité avec les « mouvements de résistance » palestiniens est l'un des fondements de l'idéologie nationale. « Sur le fond, les Syriens sont bloqués », souligne un expert. Si George Bush exige davantage qu'une nouvelle présentation « optique », il mettra en difficulté un jeune président déjà handicapé par la quasi-tutelle d'anciens lieutenants de son père, Hafez el-Assad, et de certains de ses propres parents. « Que gagnerait Washington à une crise de régime majeure, dont les islamistes syriens pourraient en fin de compte profiter ? », interroge l'expert.

On n'en est sans doute pas là. Le Congrès a laissé à George W. Bush les mains libres pour appliquer, ou non, les différents articles de la loi, à commencer par celui sur la fin de la présence syrienne au Liban. A la différence de l'Irak, ce pays n'est plus depuis longtemps une priorité de la Maison-Blanche.

Reste qu'avec cette loi Bush installe la Syrie sur la sellette. Durablement ! Or, même s'il

n'en est pas conscient, le régime du Dr Bachar est aujourd'hui isolé, donc fragilisé. L'attaque aérienne israélienne du 5 octobre contre un vague camp d'entraînement palestinien proche de Damas n'a pas été sanctionnée. Les Palestiniens sont parvenus à rassembler une majorité de pays membres de l'Assemblée générale de l'ONU pour condamner Israël au sujet de la « clôture de sécurité » et des menaces d'expulsion d'Arafat. Les Syriens ont, quant à eux, échoué ! « Et beaucoup d'Arabes modérés se sont dit qu'ils n'avaient pas volé cet affront », constate un diplomate européen.

George W. Bush a donc l'avantage dans une partie confuse et qui ne fait que recommencer. La présence, cette semaine à Damas, non seulement de Jeremy Greenstock, représentant spécial de Tony Blair pour l'Irak, mais du parlementaire républicain américain Jim Kolb paraît le confirmer. Le dialogue continue.

LE FIGARO

13 NOVEMBRE 2003

**Le Monde** 14 NOVEMBRE 2003

*L'attentat-suicide au camion piégé contre le quartier général des Nations Unies, à Bagdad, le 19 août, amorce le véritable tournant de l'après-guerre.*

**J**UIN-JUILLET 2003 : tiraillés entre le bonheur quasi unanimement partagé d'avoir été libérés d'un régime tyrannique et leur colère face à l'incapacité de leurs « libérateurs occupants » à juguler la dégradation de leurs conditions de vie, les Irakiens semblent encore espérer que les choses finiront par s'améliorer. Ils protestent contre ce qui, à l'aune de ce qui va suivre, pourrait aujourd'hui être qualifié de « petite insécurité » : vols, enlèvements, meurtres, coupures d'eau et d'électricité, et pénurie de carburant.

La brutalité des perquisitions menées par l'armée américaine, le traitement infligé aux prisonniers, les « bavures » coûteuses en vies humaines, la mise au chômage de centaines de milliers d'anciens fonctionnaires, militaires et agents de sécurité leur sont insupportables. Mais les Irakiens semblent prêts à pardonner pour peu que ces fautes soient rectifiées. Certains considèrent les attentats, qui visent alors exclusivement les patrouilles américaines, comme l'embryon d'une résistance nationale qui forcerait les occupants à s'amender, puis à accélérer leur retrait ; d'autres y perçoivent le dernier souffle des affidés de la dictature vaincue, mais nul ne semble craindre une réelle dégradation, d'autant que, à quelques exceptions près, le théâtre des opérations est limité au désormais célèbre « triangle sunnite », délimité par Bagdad et ses prolongements ouest et nord-ouest.

Jusqu'à ce jeudi 7 août, lorsque l'explosion d'une voiture piégée devant l'ambassade de Jordanie à Bagdad résonne comme une première alerte. Car cet attentat constitue une première, à double titre : jamais, depuis la chute du régime baasiste quatre mois plus tôt, « résistants » ou « terroristes » n'ont fait usage d'un véhicule piégé. C'est aussi la première fois qu'un attentat vise une cible civile – le bilan, ce 7 août, sera de dix morts. Le lourd contentieux jordano-irakien, loin de justifier l'attentat, n'en offrirait pas moins une explication possible : une partie des Irakiens accusent le royaume d'avoir été l'un des plus proches alliés du dictateur déchu ; une autre partie lui reproche d'avoir trahi cette alliance à l'occasion de la guerre. Les uns et les autres, pour des raisons diamétralement opposées, auraient donc pu chercher à se venger.

C'est l'attentat-suicide au camion piégé contre le quartier général des Nations unies à Bagdad, le 19 août, qui amorce le véritable tournant de l'après-guerre. Vingt-deux personnes y trouvent la mort, dont Sergio Vieira de Mello, le représentant personnel du secrétaire général de l'ONU, et ses plus proches collaborateurs. Des dizaines d'autres sont gravement blessées. Les Nations unies n'avaient certes pas que des sympathisants en Irak : leur nom a été asso-



# LA SPIRALE DES ATTENTATS

**En octobre, l'Irak a enregistré près de 30 attaques par jour contre des Américains, des étrangers ou des « collaborateurs » irakiens. Terrorisme ou résistance ?**

cié pendant douze ans aux sanctions draconiennes, aux inspections intrusives et à d'autres décisions humiliantes. Mais depuis leur retour massif après la guerre, leurs multiples agences ont mis les bouchées doubles : humanitaire, reconstruction, déminage, préparation aux élections. La Banque mondiale et le FMI se sont mis de la partie, avec pour objectif d'aider les Irakiens à se relever de leur drame et à reprendre leur pays en main.

**A**PRÈS l'attaque du QG de l'ONU, un cycle quasi ininterrompu d'attentats aux tirs de roquettes et de missiles s'engage : le 29 août, une voiture piégée explose devant le mausolée de l'imam Ali dans la ville sainte chiite de Najaf et cause un épouvantable massacre : une centaine de morts, dont l'ayatollah Mohammed Baqer Al-Hakim ; le 22 septembre, un kamikaze vise les vestiges encore « praticables » des locaux de l'ONU (deux morts). Le 27 octobre, une voiture piégée à Bagdad dévaste les locaux du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), un organisme au profil aussi bas qu'efficace, qui a maintenu une présence en Irak durant les années difficiles et qui, comme les Nations unies, a toujours tenu à se dissocier des forces occupantes, refusé d'opérer à l'ombre des chars pour demeurer accessible aux

populations. Douze personnes sont tuées, dont deux employés locaux, et vingt-deux autres blessées.

Les personnels américains, civils et militaires, sont évidemment des cibles privilégiées. Le 12 octobre, un attentat-suicide vise l'Hôtel Bagdad, qui abrite, dit-on, des membres de la centrale américaine de renseignements CIA – ce que la coalition anglo-américaine dément. Six personnes sont tuées et plusieurs autres blessées. Le 26, c'est l'Hôtel Al-Rashid qui est attaqué au lance-roquettes. Paul Wolfowitz, le numéro deux du département de la défense, qui s'y trouvait, en sort indemne, mais un soldat américain est tué et quinze personnes sont blessées, dont onze Américains. Le 25 octobre, un hélicoptère d'attaque Black Hawk de l'armée américaine est touché par des tirs de missiles dans le secteur de Tikrit. Ses cinq occupants sont sains et saufs, mais les seize soldats qui, le 2 novembre, se trouvaient à bord d'un hélicoptère de transport Chinook abattu à l'ouest de Bagdad auront moins de chance. Ils y laissent la vie.

Les « terroristes » ou « résistants » s'en prennent directement aussi à des cibles irakiennes, accusées de « collaborer » avec « l'occupant ». Le 20 septembre, Akila Al-Hashimi, membre du Conseil intérimaire de gouvernement, est assassinée. C'est la première ; des tentatives de meurtre

d'autres membres du CIG auraient été déjoués. Le 27 octobre, quatre commissariats de la nouvelle police formée par les forces américaines sont visés par des voitures piégées à Bagdad. Un cinquième attentat du même genre est déjoué en extremis.

Ce ne sont là que quelques-uns des attentats les plus spectaculaires dont les civils irakiens sont les principales victimes, sur fond de « petite guerre » anti-américaine ininter-

s'attribuer néanmoins la paternité des attentats.

Les autorités américaines et le CIG ont aussi montré du doigt des pays voisins de l'Irak, notamment la Syrie, l'Iran et l'Arabie saoudite, officiellement pour leur laxisme dans la surveillance des frontières ; mais, en privé, certains membres du CIG accusent les services secrets de ces pays d'être à l'origine de tous les attentats d'envergure.

---

« L'ennemi a évolué. Il est un peu plus meurtrier, un peu plus complexe, un peu plus sophistiqué et, dans certains cas, un peu plus opiniâtre. »

LE GÉNÉRAL RICARDO SANCHEZ

---

rompue dans le fameux « triangle sunnite » et dans d'autres régions, à raison de plusieurs par jour - 15 à 20 par jour en septembre, 25 à 30 en octobre, selon l'hebdomadaire américain *Newsweek*.

On a beaucoup spéculé sur l'identité des auteurs de ces actes, mais rien n'est tenu pour vérité absolue. L'armée américaine a procédé à de très nombreuses arrestations, la nouvelle police irakienne a fait quelques prises. Mais, à ce jour, aucun résultat définitif ni probant des enquêtes et interrogatoires n'a été rendu public, si tant est que ces investigations aient jamais abouti à une ou des pistes sûres. Les revendications sont rarissimes. Au mois d'août, des organisations auparavant inconnues ont revendiqué des attaques anti-américaines. Elles s'appellent « Armée de Mohammed », « Drapeaux blancs », « Jeunes musulmans », mais, depuis quelque temps, elles ne font plus parler d'elles. A la mi-août, sur les lieux d'un attentat anti-américain, des tracts ont été retrouvés portant la signature du réseau terroriste Al-Qaïda. Les autorités américaines et le Conseil intérimaire de gouvernement irakien (CIG) dénoncent régulièrement une collusion objective, voire une association entre des partisans non irakiens d'Oussama Ben Laden et d'autres du dictateur irakien déchu. Dans des cassettes qui font épisodiquement leur apparition, Saddam Hussein ne revendique aucun acte, mais rend systématiquement hommage aux « résistants », qu'il encourage à intensifier la lutte. Oussama Ben Laden et son second, Aymane Al-Zawahri, dans des vidéocassettes séparées, diffusées après la chute du régime, ont juré que la résistance aux forces américaines s'intensifierait, sans

Les trois pays démentent formellement soupçons et accusations. A ce jour, un seul « djihadiste » a été pris sur le fait : c'est l'auteur de l'attentat manqué contre l'un des cinq postes de police à Bagdad, le 27 octobre. Selon des sources concordantes, il s'agit d'un Yéménite qui, d'après le chef de la police irakienne et les militaires américains, était porteur d'un passeport syrien. Certains agents de la police irakienne assurent qu'il était arrivé quarante-huit heures plus tôt de Syrie. Un autre « Syrien », ainsi que deux Irakiens, auraient également été arrêtés, le 23 octobre, à l'entrée sud-ouest de Bagdad, dans une voiture bourrée d'explosifs. Ceux qui insistent sur la responsabilité de « djihadistes étrangers » s'appuient sur le cas du Yéménite et sur le postulat, largement admis, dans le cas des attentats-suicides, que les partisans de Saddam Hussein ne sont pas des gens à se donner la mort. Rien ne leur interdit toutefois d'en envoyer d'autres tuer et mourir.

Jalal Al-Machta, rédacteur en chef du quotidien irakien *Al-Nahda*, affirme tenir d'un « très haut responsable » de la sécurité en Irak que 4 500 « djihadistes étrangers » sont entrés en Irak, notamment, selon lui, « des Syriens et des Palestiniens ». Mais un imam sunnite radicalement anti-américain, l'un de ceux qui se présentent comme des « salafistes » (par référence au passé de l'Islam), a déclaré au *Monde* que « la vraie résistance » est « uniquement musulmane et irakienne », qu'elle n'admet aucun étranger dans ses rangs « pour éviter aussi le danger d'infiltration par les services secrets jordaniens, syriens ou saoudiens ». Il a, en revanche, admis que, au nom de la sauvegarde

de la communauté sunnite « face aux Kurdes et aux Chiïtes alliés des Américains », il était possible de « travailler » avec d'an-

ciens baasistes « repentis ». Les officiers de l'armée américaine ne partagent pas tous le même avis quant à l'importance du rôle joué par des non-Irakiens. Les étrangers représentent seulement « un faible, un très faible pourcentage » des activistes, selon le général Raymond Odierno, commandant de la 4<sup>e</sup> division d'infanterie de l'armée américaine basée à Tikrit, le fief du dictateur déchu. A son avis, les véritables acteurs sont les loyalistes de l'ancien régime, qui bénéficient peut-être d'une « petite coopération » de non-Irakiens. Le général Mak Hertling, l'un des adjoints du commandant de la première division blindée américaine en charge de la logistique, pense le contraire. Pour Richard Perle, l'un des principaux conseillers du Pentagone, trois groupes sont à l'origine des attentats : des loyalistes de l'ancien régime, des terroristes non irakiens et des criminels de droit commun.

De nombreux Irakiens estiment, quant à eux, que la tentation est grande pour des dizaines d'anciens fonctionnaires qui se sont retrouvés du jour au lendemain au chômage, ou qui n'ont pas pardonné aux Américains d'avoir tué certains de leurs proches, durant et après la guerre, de se joindre à la résistance contre les forces occupantes : les premiers pour toucher les primes - à géométrie variable selon les cibles - versées, selon la rumeur publique, par les partisans de Saddam Hussein pour toute attaque anti-américaine ; les seconds pour venger le sang des victimes de l'occupant. Dans un cas comme dans l'autre, les cibles ne seraient que des intérêts ou des personnels américains. D'autres enfin, jadis anti-baasistes, auraient tout simplement décidé de résister pour l'honneur, jusques et y compris dans le désormais fameux « triangle sunnite », généralement considéré comme un antre de « Saddamistes ».

Cinq mois après l'annonce, le 1<sup>er</sup> mai, par le président George W. Bush de la fin des opérations militaires « majeures » en Irak, le général Ricardo Sanchez, commandant en chef des forces américaines en Irak, déclarait, le 2 octobre : « L'ennemi a évolué. Il est un peu plus meurtrier, un peu plus complexe, un peu plus sophistiqué et, dans certains cas, un peu plus opiniâtre. »

Mouna Naïm  
et Sophie Shihab

# Un gouvernement provisoire sera installé à Bagdad avant juin 2004

LES ÉTATS-UNIS ont décidé de rendre sa souveraineté à l'Irak dès juin 2004 en transférant le pouvoir à un gouvernement provisoire qui sera désigné par une assemblée de délégués issus de notables et de chefs de tribus des dix-huit provinces. Les modalités de désignation de cette assemblée ne sont pas encore établies de façon précise. Ce qui semble en revanche sûr, c'est que le gouvernement provisoire aura ensuite pour mission de rédiger une Constitution et de convoquer des élections générales qui ne devraient pas avoir lieu avant fin 2004 ou début 2005.

Ce calendrier de transfert du pouvoir aux Irakiens plus rapide que prévu permettrait à George Bush de se désengager de l'administration directe de l'Irak avant l'échéance de l'élection présidentielle en novembre 2004. Cependant, les troupes de la coalition resteraient sur place. Les autorités militaires devraient d'ailleurs d'ici à juin 2004 intensifier les opérations, ainsi que l'a annoncé le général John Abizaid, chef du commandement central. Une nouvelle opération baptisée « Marteau de fer » a été lancée jeudi en Irak. Pour la première fois depuis le 1<sup>er</sup> mai, date de la fin des combats décrétée par le président Bush, des chars lourds et l'aviation sont intervenus. « L'ennemi change de tactique et nous allons en faire autant », a déclaré, vendredi, George Bush au *Financial Times*.

Telle est la nouvelle stratégie

adoptée par l'administration Bush, selon certaines informations publiées par la presse américaine à la suite des entretiens entre le président et Paul Bremer, l'administrateur américain en Irak. Ce dernier a informé, vendredi soir 14 novembre, certains membres du Conseil intérimaire de gouvernement

(CIG) des grandes lignes du plan adopté par la Maison Blanche. Une rencontre avec les vingt-quatre membres du CIG a eu lieu samedi matin 15 novembre.

Il s'agit d'un très net revirement de la position américaine qui, auparavant, insistait sur la nécessité de la rédaction d'une Constitution et la tenue d'élections nationales comme préalable au retour à la souveraineté irakienne. « C'est bon pour tout le monde », a déclaré Ahmed Chalabi, membre du CIG ; « nous aurons des forces américaines ici, mais elles se transformeront d'occupants en force présente à l'in-

itation du gouvernement irakien », a-t-il précisé selon le *New York Times*.

D'après la chaîne de télévision ABC, l'Assemblée nationale irakienne siégerait dès le printemps prochain. Elle désignerait alors un gouvernement de transition. Les élections générales devraient avoir lieu dans un délai de deux ans. Tous les détails devraient être annoncés au début de la semaine prochaine. Les Américains souhaitent avoir le plein accord de la CIG et faire en sorte que la nouvelle stratégie soit mise à exécution par

cette instance qui jusqu'à présent s'est pourtant révélée être plutôt paralysée et fantomatique. Reste encore notamment à savoir comment seront désignés les participants à l'Assemblée nationale et comment se fera la répartition entre les différentes composantes de la société irakienne politiques, tribales et religieuses.

Il semble que les premières réactions des membres du CIG à cette nouvelle proposition américaine aient pour le moment été positives. Mahmoud Othman, cité par ABC, a déclaré : « Je ne crois pas que les Etats-Unis ont besoin d'un partenaire faible. Ils doivent recher-

cher un interlocuteur fort. » Washington n'a pas encore identifié en Irak une personnalité capable de jouer un rôle équivalent à celui de Hamid Karzaï, le président afghan au pouvoir à Kaboul, a reconnu, le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, mais ce dernier s'est déclaré convaincu qu'« une personnalité va émerger ».



« Nous resterons jusqu'à ce que nous ayons terminé notre travail : un Irak libre et pacifique »

GEORGE BUSH

Recevant à la Maison Blanche le président de la République italienne, Carlo Azeglio Ciampi, le président Bush a déclaré « Nous resterons jusqu'à ce que nous ayons terminé notre travail qui est celui d'un

Irak libre et pacifique. » Il a également ajouté : « Nous trouverons Saddam Hussein. »

Sur le terrain, un soldat américain a été tué et deux autres ont été blessés, samedi, par l'explosion d'une bombe au passage de leur convoi à Bagdad. Un autre GI avait été tué et deux autres avaient

été blessés, vendredi soir, dans une attaque contre leur convoi dans le centre de Bagdad. Par ailleurs, sept Irakiens ont péri et un autre a été blessé par les tirs d'un hélicoptère américain, dans la nuit de jeudi à vendredi. L'armée américaine affirme avoir ouvert le feu sur des « ennemis qui se préparaient à tirer des roquettes » contre une base de l'armée à 200 km au nord de Bagdad.

Deux soldats des forces spéciales et un civil américain sous contrat pour l'armée américaine ont été tués et quatre autres blessés, jeudi, dans deux attaques séparées au nord de Bagdad, près de Samara et non loin de Balad. « Ce à quoi nous faisons face maintenant, c'est un groupe de gens qui n'ont pas d'avenir dans un nouvel Irak », a déclaré, Condoleezza Rice, conseillère pour la sécurité nationale. « Ils essaient de préserver ou de ramener l'ordre ancien, mais ce n'est pas ce qui va se passer », a-t-elle ajouté sur une chaîne de télévision locale d'Atlanta. « La pire chose à faire, a-t-elle conclu, c'est d'essayer de fixer artificiellement une date limite pour vraiment faire le travail. » - (AFP, Reuters.)

## La résurgence du courant salafiste dans le creuset sunnite témoigne d'une radicalisation contre les Américains

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

« Que Dieu donne la victoire aux moudjahidines contre l'ennemi américain, qu'il détruise ses avions et ses

■ REPORTAGE

Une mouvance qui croit que les « grands événements » ont commencé

chars ! » Les prières de cheikh Qoutaïba, vendredi 14 novembre, devant deux mille fidèles dans le nord de Bagdad, ressemblent à celles qui s'élèvent au même moment

dans une bonne moitié, au moins, des mosquées sunnites d'Irak. Signes de la radicalisation d'une communauté marginalisée par les chiïtes ou les Kurdes, ces appels traduisent aussi la permanence de sentiments exploités du temps de Saddam Hussein.

Cheikh Qoutaïba est, depuis 2001, imam de la mosquée du Jour de l'appel - c'est-à-dire, en langage baasite, de ce jour de 1990 où les Koweïtiens sont censés avoir fait appel à leurs envahisseurs irakiens. Mais la mosquée continue à porter ce nom - et des chiïtes du quartier à lui jeter des pierres la nuit -, alors que cheikh Qoutaïba y lance des appels au djihad contre les Américains, comme il le faisait il y a six mois, sur ordre de Saddam. Avec

plus de succès maintenant ? La foule tranquille qui sort à pied ou en voiture de la cour entourant l'édifice rococo ne semble pas prête à se ruier aux armes.

Les barbus « islamiques », très minoritaires, devisent calmement avec les moustachus ordinaires des villes irakiennes. L'imam les a pourtant exhortés à agir comme les compagnons du prophète qui sacrifiaient leurs vies pour lui. Mais, selon un assistant, ce sermon restait une façon « voilée » d'appeler au djihad. La fois où le cheikh lança un appel « direct », les Américains sont venus le menacer...

« AVEUGLÉS PAR LEUR ÔRGOUEIL »

Lui-même nie avoir reçu ces menaces mais rappelle que lorsque les GI sont entrés dans Bagdad, ils

ont tiré sur sa mosquée. Depuis, les Américains le laisseraient lancer ses appels « voilés » à les combattre « car ils sont aveuglés par leur orgueil. Voyez le général [John] Abizaid [patron des forces américaines au Moyen-Orient et en Asie centrale], pour qui nous ne serions que 5 000 à résister... Alors que dans ma seule tribu, on est déjà 10 000 ! Tous les sunnites - enfin, au moins les trois quarts - détestent les Américains ! Même ceux des partis politiques. » Les « partis politiques », selon cet imam, jouent le « jeu

impie de la démocratie ». Alors que le courant « salafiste » dont il se réclame récuse tout parti, ayant le Coran pour seule loi, qui fait obligation, assure-t-il, de combattre « les occupants, les mécréants et les juifs ».

Mais ce courant semble surtout être un creuset pour les malmenés sunnites du « nouvel Irak ». On y trouve d'anciens baasistes tels cheikh Qoutaiba, la trentaine grassouillette, pour qui le régime « d'avant l'occupation était bien meilleur pour les mosquées et leurs chefs ». Mais aussi des rescapés des prisons de Saddam. Celui-ci laissait parfois se développer les courants salafistes – surtout quand il voulait amadouer leurs protecteurs saoudiens – et parfois les réprimait...

Fakhri Al-Qayssi, recteur de la faculté dentaire d'Al-Ramadi, fut ainsi arrêté, condamné à mort puis gracié. Il est revenu, cet été, d'un exil au Yémen, pour devenir porte-parole d'une « commission suprême pour la prédication, l'orientation et les fatwas », sise dans une autre grande mosquée de Bagdad, celle d'Oum Al-Touboul. Cet organe a récemment organisé une manifestation à Bagdad, pour réclamer la libération de dizaines d'imams prisonniers des Américains. Elle n'a pas réuni plus

de 500 personnes, mais fut la première à faire descendre dans la rue les salafistes, seul groupe à soutenir publiquement « la résistance ».

M. Al-Qayssi nie que ses oulémas aient proclamé le djihad. Son seul but serait de donner aux sunnites d'Irak « désorientés » une direction spirituelle et politique semblable à celle qui fait la force des chiïtes avec leurs « grands marja ». Tâche d'autant plus urgente qu'ont débuté, disent les salafistes, les « grands événements » prédits par les textes saints : la guerre contre les chrétiens, puis contre les juifs. Et tout cela passerait par une division provisoire de l'Irak, à cause de l'alliance nouée par les chiïtes et les Kurdes avec les Américains, voire les Maçons et le Mossad (les renseignements israéliens), contre les sunnites.

« LE REPENTIR DE SADDAM »

« Pour nous défendre contre ce complot, souligne Fakhri Al-Qayssi, nous avons dû tendre la main aux baasistes, qui se sont d'ailleurs, pour

la plupart, repentis. » Repentir facilité par le « fait » que Saddam Hussein lui-même serait devenu, « depuis que ses fils ont été tués, un salafiste qui s'entoure exclusivement, dans sa cachette souterraine, d'extrémistes religieux ». C'est du moins ce que dit la rumeur répercutée par certains journaux citant d'ex-responsables baasistes.

Mais ces salafistes ne tendent pas la main au principal « parti » sunnite, celui des Frères musulmans du Parti islamique d'Irak. Leur président Mohsin Abdel-Hamid, vieux routier de l'opposition en Irak, a en effet commis le « crime de collaboration » en devenant membre du Conseil intérimaire de gouvernement irakien (CIG) mis sur pied par les Américains. Les « gens de la charia et de la sunna », comme se désignent aussi les salafistes, accusent en outre ce Parti islamique de leur ravir des mosquées, avec l'aide des forces américaines. Accusation que les intéressés récuse, la mettant sur le compte du « manque de matu-

rité » des salafistes. Le Parti islamique chercherait en priorité à « récupérer, par les voies légales et sans agiter l'opinion, les trente mosquées sunnites prises par les chiïtes », déclare son président, qui considère les salafistes comme des jeunes frères un peu égarés.

Mais là où il n'y a ni chiïtes, ni Kurdes pour ressouder les sunnites – c'est-à-dire dans leur « triangle » –, les tensions sont vives. « Le Parti islamique coopère avec les Américains et s'imagine qu'ils vont lui donner le pouvoir ! Mais l'opinion est avec les salafistes qui résistent », assure Ghassan Hiti, un ex-professeur d'histoire à Ramadi qui étudia en France. « Le problème, ce sont les sermons des imams de Saddam qui ont perverti la jeunesse depuis des années. Maintenant, les quelques dizaines de jeunes qui ont pris les armes terrorisent tout le monde, y compris les religieux eux-mêmes », prétend par contre, à voix basse, un vieux membre du Parti islamique de cette même ville.

Sophie Shihab

## La France plaide pour un recours à l'ONU sans se faire d'illusions sur son efficacité

« L'irakisation » prévue par les Etats-Unis paraît insuffisante pour que la coalition ne soit plus considérée comme une force d'occupation

LA FRANCE prend acte avec satisfaction des premiers pas américains vers un transfert de pouvoir aux Irakiens, mais reste prudente sur la volonté de Washington de

■ ANALYSE

Dans les plans discutés à Washington, les Nations unies sont toujours absentes

changer fondamentalement les règles de sa présence en Irak. Telle est en substance la réaction des autorités françaises au « tournant » pris par le président George Bush après son entretien avec son représentant à Bagdad, Paul Bremer. Pour la France, il est indispensable que les troupes de la coalition ne soient plus considérées comme des forces d'occupation et le seul moyen d'y parvenir est de redonner à l'Irak sa souveraineté, de créer un gouvernement provisoire aidé par un représentant des Nations unies – qui pourrait être de nationalité américaine – et de verser les soldats de la coalition dans une force multinationale.

La pertinence de ce discours, tenu depuis plusieurs mois déjà, semble confirmée par la récente

évolution de la position des Etats-Unis. « Il n'est pas sûr que ça marche, explique-t-on prudemment à Paris, mais c'est la seule chance d'enrayer la dégradation actuelle de la situation sur le terrain. »

Dans les plans discutés à Washington, l'ONU paraît toujours aussi absente. Les Européens auront l'occasion d'en savoir plus sur les intentions américaines avec le voyage du secrétaire d'Etat, Colin Powell, lundi 17 novembre à Bruxelles. De même, la visite d'Etat du président Bush, mardi, en Grande-Bretagne sera mise à profit pour organiser des rencontres entre les experts de la politique étrangère des Etats-Unis et de quelques pays de l'Union européenne.

Dans un premier temps au moins, les Américains pourraient se contenter de la marge de manœuvre offerte par la résolution 1511 du Conseil de sécurité, adoptée à l'unanimité le 16 octobre. Pour les dirigeants français, c'est insuffisant. Ils se font forts d'essayer de convaincre les responsables américains les plus sensibles aux avantages de l'ONU que vouloir se passer de l'organisation internationale est une « fausse facilité ».

En même temps, on se rend bien compte à Paris que « sauter sur sa chaise en criant l'ONU, l'ONU, l'ONU », comme le disait jadis De Gaulle à propos de l'Europe, ne résout pas les problèmes. D'abord,

il n'est pas sûr que le secrétaire général soit prêt à renvoyer ses collaborateurs à Bagdad après les avoir retirés faute de pouvoir assurer leur sécurité. Mais après tout, Kofi Annan fera ce que décidera le Conseil de sécurité, et en particulier ses membres permanents.

LE PRÉCÉDENT AFGHAN

L'objection la plus forte à un rôle accru de l'ONU est le précédent afghan. Même si les deux situations ne sont pas exactement comparables. Deux ans après la chute des talibans, l'envoi d'une force internationale et la création d'un gouvernement provisoire présidé par une personnalité proche des Occidentaux, la stabilité est loin d'être assurée en Afghanistan. Rien ne garantit que la communauté internationale menée par l'ONU puisse faire mieux en Irak.

Au-delà de la « main tendue » de Dominique de Villepin, la France est-elle prête à s'engager plus en Irak pour le cas où ses conseils seraient suivis par les Américains ? La réponse reste évasive. Elle dépendra sans doute de la capacité de la diplomatie française à convaincre les Etats-Unis de revenir devant l'ONU. « Ça ouvrira des portes », dit-on laconiquement. Pour le moment, la France n'est pas disposée à s'engager au-delà de sa participation financière (18 %) à la contribution européenne à la reconstruc-

tion de l'Irak (200 millions d'euros pour 2004). Avec l'Allemagne, elle a évoqué la possibilité de contribuer à la formation de policiers, voire de militaires irakiens. Mais la mise en œuvre de ce projet est liée à la nature de « l'irakisation » décidée par les Etats-Unis. En tout état de cause,

il n'est pas question – dans les conditions actuelles – d'envisager l'envoi de soldats français. La question se poserait vraiment si la sécurité du pays devait être assurée par une force multinationale placée sous la tutelle du Conseil de sécurité, mais on n'en est pas encore là.

Pour le moment, la position française est surtout rhétorique. Elle consiste à répéter un discours qui a le mérite de la constance, et à compter sur l'expérience pour que les Américains en découvrent la cohérence. « Une partie a été mal engagée dont les enjeux sont énormes pour tout le monde, dit-on à Paris. Tout le monde a intérêt à ce que la stabilisation, la reconstruction et la démocratisation de l'Irak réussissent ». Reste à savoir en quoi « tout le monde » peut contribuer à cette réussite.

Daniel Vernet

Le Monde

17 NOVEMBRE 2003

## SPECIAL REPORT TURKEY: BANKING, EXPORTS AND INVESTMENT

# Swathe of reforms wins international approval

The government is vowing to stick with tight fiscal and monetary policies to drive down inflation, reports Leyla Boulton

FINANCIAL TIMES MONDAY NOVEMBER 17 2003

A triumphant party conference for Recep Tayyip Erdogan, the Turkish prime minister, reflected a brighter mood nationwide as the country emerges from economic and political crisis.

"In this beautiful country we see that our dreams are no longer just dreams but are becoming reality," he told his Justice and Development party (AKP). The nation, he added, "is no longer a sick-and-tired Turkey. It is almost reborn".

Politician's hyperbole aside, Mr Erdogan had some reason for self-congratulation. His government is more popular than when the party won a landslide victory in general elections a year ago.

A challenge from the xenophobic right-wing Youth party has evaporated, following an official crackdown on that party's sponsors, the Uzan family, for corrupt business practices.

Although some members of Turkey's arch-secularist establishment remain suspicious of a party led by former Islamists, friction with the army and president is on the wane - at least for now.

The government has been praised by the European Union for adopting a swathe of political reforms needed to start membership negotiations. Relations with the US, the Nato member's closest ally, are on the mend after parliament passed a resolution authorising the government to send peace-keeping troops to Iraq.

Although Ankara subsequently decided not to use that authorisation, its decision was prompted mainly by the fact that Turkish soldiers were not welcome by Iraqis.

On the economic front, an unpopular stabilisation programme backed by a \$17.5bn loan from the International Monetary Fund has begun to yield dividends. Inflation this year is set to fall to a 27-year low of 20 per cent, from 30 per cent last year.

The government is vowing to stick to tight fiscal and monetary policies to drive inflation down to 12 per cent

next year, and to a single digit thereafter, in line with the EU's economic criteria for membership. "You can't be naive as a central banker, but the government does seem determined to fight inflation now," says Sureyya Serdengecti, governor of the central bank.

Exports have surged and consumer confidence is also recovering from a severe battering in the financial crisis of 2001, when the economy shrank by 10 per cent. The government has also made some progress on structural reforms. It has trimmed red-tape facing investors and is trying to liberalise the energy sector in the face of serious constraints inherited from previous governments. In spite of the failure of its efforts so far to privatise large-scale enterprises, the government seems ideologically committed to privatisation.

Gross domestic product is expected to grow 5 per cent this year, after increasing 7.8 per cent last year. Real interest rates have more than halved from an average of 33 per cent in the past two years to less than 15 per cent.

"All of this is beyond expectations, beyond the targets set in the programme," says Reza Moghadam, the IMF's Turkey desk chief. Meanwhile, a western official explains: "Erdogan has been responsible - I'd like to think he can see the programme is working."

It was not always so. Six months ago, Mr Erdogan seemed a reluctant hostage to the IMF-backed programme. Indeed, he continues to voice concern about the fact that "this positive picture has not fully translated into benefits for the man on the street".

Ties with Washington had hit their lowest level in decades after parliament failed to allow US troops to cross Turkish territory to invade neighbouring Iraq. And uncertainty prevailed over whether the government would have the cour-



World's largest flag: in Istanbul, 40,000 students unfurl a two-mile-long national flag on the republic's recent 80th anniversary

age to take on powerful interest groups in order to progress towards its goal of EU membership.

The government confounded doubters by pressing ahead with reforms curbing the role of the army in politics, and promoting cultural rights for Kurds and other ethnic minority groups. The goal of EU membership - supported by an overwhelming majority of Turks - has been essential to overcome internal opposition to such changes.

The government, however, remains vulnerable. Mr Erdogan has staked much of his political capital on obtaining in December 2004 a date for starting accession negotiations with the EU. But failure would weaken him. Turkish financial markets would also suffer, since their recent strength has been underpinned by anticipation of progress towards EU membership.

"Turkey needs a strong anchor and a set of standards to conform to," says Ali Babacan, the economy minister. "All the reforms we have been doing so far could be reversed," he told an annual EU-Turkey conference in the Italian city of Siena last month. "The accession process guarantees that the reforms are going to

become irreversible."

But as the European Commission pointed out recently, the division of Cyprus could yet prove an obstacle to Turkey's EU aspirations (see report below).

The EU's executive body was referring to uncertainty as to whether Mr Erdogan would be able to secure a settlement to prevent Greek Cypriots from joining the EU without Turkish Cypriots next May.

Simply put, Turkish help in reuniting the island would make it very difficult for EU ministers to withhold a timetable for starting talks on Turkey's own accession.

Initially, some Turkish politicians had assumed that opposition parties in northern Cyprus would take care of the problem for Ankara by winning parliamentary elections in the enclave next month.

Mehmet Ali Talat, the most popular Turkish Cypriot opposition leader, has vowed to replace Rauf Denktash, the intransigent president of the self-declared Turkish Republic of Northern Cyprus, as negotiator.

This, in turn, would help Mr Erdogan overcome opposition within Turkey to a UN blueprint rejected by Mr Denktash, with the support of hardline allies in Ankara.

But with recent opinion polls suggesting that the election result may not be so clear-cut, Mr Erdogan has faced increasing pressure to state what he wants to happen in Cyprus before the December 14 poll. Asked to clarify his stance on the draft settlement proposed by Kofi Annan, the UN secretary-general, Mr Erdogan told the FT that "issues of settlement, migration, and land distribution" were a source of particular concern for Turkey.

He was referring to the fact that up to 60,000 Turkish Cypriots might have to move to new homes under a

settlement.

Friends of Turkey in the EU say that the only way for Ankara to obtain changes to the plan is to volunteer other concessions to keep reluctant Greek Cypriots on board.

Mr Babacan, while agreeing that Cyprus should be solved before May, warned that there were "not that many differences" between the position of the government and that of Mr Denktash. Yet some close associates argue that Mr Erdogan is not necessarily showing his whole hand. "Either Mr Denktash will have to change after the election, or

he will be changed," says a senior AKP politician. Ankara in turn has been seeking reassurances that it will not be denied a date for accession talks if it does secure a Cyprus settlement.

Too much is at stake for Mr Erdogan to fail. "If there is no green light from the EU, the reaction in Turkey will be a strong one," says Mark Parris, a former US ambassador who remains a frequent visitor. "Defenders of the *status quo* would probably accuse the AKP leadership of betting on the wrong horse. I'm not sure how they would answer. It is not clear to me that there is a 'Plan B'

for such an outcome. Which means it would take some time for everyone, including the financial markets, to sort it all out. It wouldn't be pretty."

## EUROPEAN UNION MEMBERSHIP

# Cyprus remains a big hurdle

The EU is keen not to 'import' the island dispute, writes Leyla Boulton

Günter Verheugen, the commissioner who vets would-be members of the European Union, used to have such a long list of complaints about Turkey that he would simply hand it to his Turkish interlocutors.

More recently, according to Ali Babacan, Turkey's youthful economy minister, he had "just one piece of paper with a few issues on them".

The new government, led by former Islamists who say their aim is to bring prosperity and full democracy to Turkey (see report, Page 2) has staked all on securing a date for starting accession talks with the European Union.

EU governments will decide whether to set such a date in December next year. But in spite of impressive progress in fulfilling the EU's criterion of a fully-functioning democracy, Ankara still faces two main hurdles.

As Jan Peter Balkenende, prime minister of the Netherlands, which will be holding the EU's rotating presidency this time next year, recently told Turkish businessmen: "I have two words for you: implementation and Cyprus."

First, the one-year-old reformist government must demonstrate that it can put into practice a swathe of human rights legislation adopted with the help of its overwhelming parliamentary majority.

The European Commis-

sion's annual report on Turkey, published earlier this month, said that in spite of impressive progress in areas ranging from torture to freedom of expression, implementation on the ground remained "uneven".

"One disadvantage we have, compared to central and east European countries, is that they started from scratch whereas some of the laws we are trying to revise date from Ottoman times," concedes Murat Sungar, head of Turkey's secretariat-general for European Union affairs. "You cannot change

resolve the island's division by May 1 would see the accession to the EU only of the Greek Cypriot-controlled south.

EU member-states sympathetic to Turkey's application warn this could create a new member with the potential to block Turkish accession except on its own conditions. In addition, Turkey would lose any leverage for obtaining changes to a United Nations draft for a settlement. And those states in the EU already wary about admitting Turkey would gain another excuse

Muhtar Kent, chief executive of Anadolu Efes, Turkey's biggest beverages group.

Not surprisingly, discussion at an annual EU-Turkey conference in Siena last month invariably turned to Cyprus. Where previous debates had focused on whether Turkey might become eligible to start talks, this year's conference assumed a date would be forthcoming if Turkey delivered a deal.

Until recently, many Turkey-watchers and Turkish politicians had looked to parliamentary elections next month in the Turkish Cypriot-controlled north of the island to hand power to the pro-settlement opposition parties.

But more recent opinion polls suggest that the result could well be a messy coalition at the helm of the self-declared Turkish Republic of Northern Cyprus. This would make it harder for opposition parties to carry out their promise to unseat Rauf Denktash, the intransigent Turkish Cypriot leader, as negotiator for a settlement, and to embrace a United Nations blueprint for a deal.

Speaking at the Turkey-EU conference in Siena, Mr Babacan agreed that Cyprus should be tackled before May 1. But he remained optimistic that "even if something goes wrong and we don't get a date, I don't expect a strict 'no'. It will be a 'yes, but'."

## 'The issue over Cyprus could become an obstacle to Turkey's EU aspirations'

everything in a year, but we have to demonstrate we're ready to do everything in our power to change the situation."

And even if there are still some shortcomings in terms of human rights, a Cyprus settlement - for which Turkish support is a *sine qua none* - would make it very difficult for EU member-states to deny Turkey a date.

So keen is the EU not to import the Cyprus dispute, one of the world's longest-running, diplomats suggest that it would do whatever was necessary to retain Turkish support for a settlement whose implementation would be phased over time.

Conversely, failure to

to keep Ankara out.

In strategic recommendations accompanying the annual progress report, the Commission angered Ankara by pointing out that Cyprus could become an obstacle to its EU aspirations. Indeed, successive Turkish governments have always insisted that the bloc's biggest and poorest applicant should be judged by the same political and economic criteria as other candidates.

Yet the Commission was merely stating a political reality that is well understood by many in Turkey.

"I think everyone knows that without changing the Cyprus dynamic, the EU won't happen," points out

## SPECIAL REPORT TURKEY:

POLITICAL SCENE

# After a year in power, the government eases suspicions

Former Islamists are increasingly popular as they pursue reforms, reports Leyla Boulton

The exclusion of ministerial wives from the biggest reception in Ankara this year underlined the tension between the government and the arch-secularist establishment.

The fact that the ruling Justice and Development party (AKP) is more popular now than when it came to power a year ago suggests that it has overcome some of the suspicion sparked by its Islamist roots. Not so, however, among the organisers of the presidential reception last month to celebrate the 80th anniversary of the secular republic founded by Mustafa Kemal Atatürk, the soldier-turned-statesman, on the ruins of a theocratic empire.

Defending his decision not to invite wives known to wear headscarves - Islamic garb banned in official buildings - Ahmet Necdet Sezer, the president, declared there could be no compromise on "secularism".

This division between state and mosque belies active interference in religious affairs by the state, which appoints all religious personnel while keeping all signs of religion out of official life.

"Turkey is a secular, democratic social state respecting the law," he told journalists at the reception. "Recently, there have been attempts to undermine the secular character of the republic." Recep Tayyip Erdogan, prime minister, responded by saying that he and his colleagues would suffer in silence to bridge what he called the "gap between the republic and democracy". He attended the reception while most members of the party's parliamentary group of 368 deputies stayed away.

Although many of the party's rank-and-file had looked to the AKP to relax such rules, the government has been keen to avoid confrontation with the establishment and focus on raising living standards.

Research carried out by the party before the election



Protest over state education plans: 30,000 pro-secular university professors and students march to the mausoleum of Kemal Atatürk

showed that the headscarf issue was the eighth item on voters' wish-list - far lower than EU entry or fixing the economy.

Mr Erdogan is also keenly aware of how the army in 1997 forced the resignation as prime minister of Necmettin Erbakan, the founder of political Islam who had challenged the all-important symbols of the republic.

Yet the elite in Ankara continues to harbour fears

that the AKP is secretly plotting to create an Islamic state - first by weakening the army under the guise of aligning Turkey with EU criteria for starting membership talks.

A few placards at a demonstration organised by university rectors last month even urged the armed forces, seen by most Turks as the ultimate guardians of secularism, to intervene again.

The party has been helped however by the democratic convictions of Hilmi Ozkok, chief of general staff of the armed forces. While sharing Mr Sezer's stance on the headscarf, Turkey's top soldier chose not to interfere when the government passed EU-mandated legislation curbing military interference in politics through the National Security Council.

With solid progress on the economy and a swathe of human rights reforms under

its belt, the AKP has with increasing credibility sought to identify itself as a party of conservative democrats. "We call ourselves conservatives because we value religion, ethics, tradition, morality, and family," says Ali Babacan, the economy minister.

"We call ourselves democrats because we believe in a perfectly functioning democratic system in Turkey. We try to be inclusive in all the

major decisions we take. We try to build consensus."

This has meant stepping back over other reforms perceived - rightly or wrongly - as threatening the secular system.

The result has been a party more representative of the public than many of the traditional mainstream parties. "This is not an elitist government. When Turkish people look at parliament they see themselves," argues Mr Babacan.

While winning the support of new constituents such as big business, Mr Erdogan has stressed the importance of staying loyal to the party's roots among the urban poor and provincial businessmen.

The provincial origins of a party combining former Islamists with a sprinkling of urban liberals have also enabled the government to challenge vested interests.

The most oft-quoted exam-

ple of this was Mr Erdogan's decision to take on the Uzan family for corrupt business practices after Cem Uzan's Youth party began to challenge the AKP politically.

Previous governments had been powerless to act, restrained either by fear of attack in Uzan-owned media, or by financial links to the family.

Mr Erdogan, who sees the fight against corruption as releasing billions of dollars

in funds for increased spending on health and education, declared at his party conference that criminal "gangs" were now finished in Turkey.

Yet perhaps by virtue of the party's representativeness, petty corruption remains a fact of everyday Turkish life.

In January, Nilufer, an unemployed banker who sat the exam for the civil service, reported being asked by an AKP official to pay TL3bn for a "reference letter" to obtain a job in the state sector. This was in spite of achieving one of the highest scores in an exam specifically instituted in the late 1990s to allocate civil service jobs according to merit, rather than nepotism or corruption.

When told about the incident, a senior AKP politician immediately demanded to know the name of the offi-

cial, suggesting that he would be sacked forthwith.

"This is not good for the reputation of the party," said the politician.

Yet in an equally depressing sign of Turks' resignation to irregularities all deplore, Nilufer, who asked

that her name be changed for this article, simply dropped the idea of joining the civil service.

She declined to pursue a complaint against the official.

EXPORTS

# Regional trade missions pay off

Exports of white goods, vehicles and other consumer durables have done well, but textiles face decline, reports Leyla Boulton

Like warriors of centuries past, Turkish entrepreneurs are increasingly carrying the flag to neighbouring countries and the surrounding hinterland.

They are doing so with the aggressive support of government, as personified by Kursat Tuzmen, the quixotic trade minister. Mr Tuzmen was vilified in Washington for visiting Saddam Hussein shortly before the US invasion.

But the frequent trade missions which he has led are deemed by some observers from the European Union - Turkey's single biggest trading partner - to have played an important role in increasing trade with the Balkans, Middle East and central Asia.

Turkish exports to surrounding countries, ranging from Greece to the United Arab Emirates, rose 58 per cent in the first half of this year, compared with an overall increase of 30 per cent for exports expected by Mr Tuzmen to total \$45bn this year.

"Our strategy is to focus on neighbouring countries and the surrounding area," says Mr Tuzmen. "We try to increase our logistical opportunities in these countries

because Turkey has a unique position in the world at the crossroads of energy and transport networks. We are very good at marketing and distribution, in spite of our economy's structural imbalances."

Exports of white goods, cars, and other consumer durables, have done well. Although still the country's single biggest export, textiles - already in decline - face an additional threat from the forthcoming liberalisation of international trade under World Trade Organisation rules.

"China will flood the world with cheap textiles - and Turkish textile exporters have told us they have written to the WTO to complain that China is pursuing a depreciated currency policy," says one financial analyst. "With the US voicing similar complaints, this is not a Turkey-specific problem."

Handing out awards at Turkey's sixth annual foreign trade week, prime minister Recep Tayyip Erdogan, himself a former businessman, urged exporters to alert the government to any obstacles they encountered. He was referring mainly to

the state's own red tape, which the government is trying to cut back.

Mr Tuzmen has taken export promotion a controversial step further by championing exporters' complaints against the government and central bank over the appreciation of the Turkish lira under the official free-floating exchange rate regime.

A predetermined "crawling peg" currency regime was abandoned during the financial crisis of February 2001, leaving exporters to cope with a brave new world of unpredictable exchange rates.

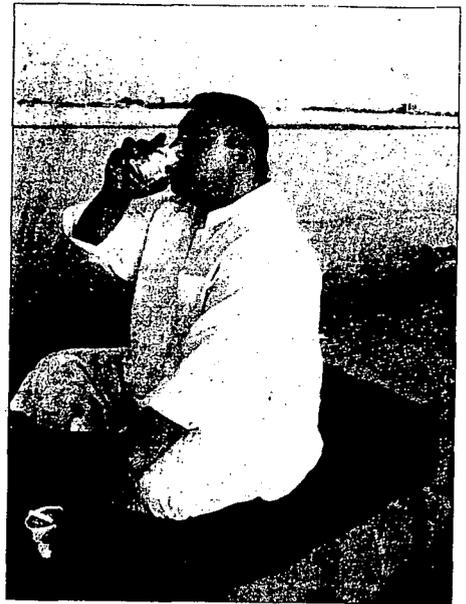
Sureyya Serdengeçti, governor of the newly-independent central bank, who sees his overriding mission as eliminating double-digit inflation, has been the chief target of such criticism.

However, in recent months, he has faced fewer ministerial attacks as Mr Erdogan's cabinet has begun to reap the benefits of an IMF-backed disinflation programme based on a free-floating lira.

"We tell exporters they should no longer be dependent on exchange rate policy," says Mr Serdengeçti. "We can no longer direct exchange rate policy for their benefit as we did in the 1980s because that would mean giving up the fight against inflation."

More cynical observers argue that some exporters are feeling sore for having speculated against the lira - predicting a long drawn-out war in neighbouring Iraq to topple Saddam Hussein, rather than a short one - by holding their earnings in foreign exchange.

Although the lira has appreciated by 10 per cent against the dollar since the



On the Tigris river, an Iraqi enjoys an imported (and once forbidden) alcoholic drink from Turkey

beginning of the year, many financial analysts argue that it is far from clear that the lira is over-valued.

"There was a huge wage adjustment after the financial crisis," explains a western official. "Real wages have not adjusted. Exports have a cheap labour component and productivity has also increased."

In a recent report on Turkey, entitled *Another Reason to be Bullish*, Serhan Cevik, an economist at Morgan Stanley in London, points out that since 2001, the real wage index has dropped 25 per cent, while labour productivity rose by 26 per cent. This means that unit labour costs have fallen 37.1 per cent, enhancing Turkish competitiveness.

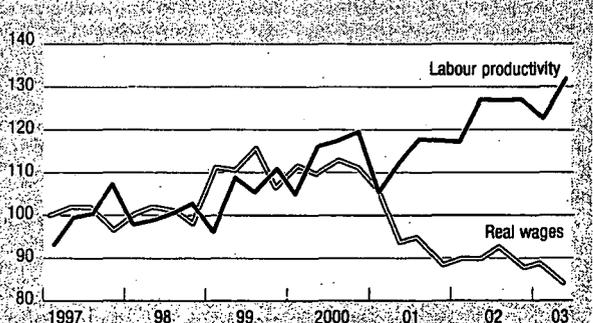
All this helps to explain why exporters in recent months have begun focusing on high input costs, led by expensive electricity and employers' social contributions for workers. Mr Tuzmen reels off figures showing that electricity in Turkey costs, at 10.2 cents per kWh, costs twice as much as it does in Hungary, Greece or the US.

"Our biggest problem is high input costs," says Abdullah Ozkan, finance director at Kale Eksport, which sells bathroom ceramics.

"Exporters complain that electricity prices are too high, but this is why you need structural reforms,"

Labour productivity and real wages

Indices: 1997=100



Source: State Institute of Statistics, Morgan Stanley Research

## SPECIAL REPORT TURKEY:

says a western official. The government is separately aiming to curb electricity prices by liberalising the state-dominated power industry. Meanwhile, Turk-

ish businesses, struggling to survive a shrinkage of domestic sales by turning to exports, face increasing pressure on their profit margins. "This is one of the few

occasions where corporates are not able to sell goods at home," says Mehmet Sami, executive board member at Ata Invest, an Istanbul brokerage.

"As a result, they are having to live without automatic price adjustments and to cut their costs. This is a revolution for Turkish companies."

### TRADE WITH IRAQ

# Optimism as the 'old days' return

Iraq is becoming a key market for Turkish companies, reports Leyla Boulton

From beer to toilet seats, Turkish consumer goods have been pouring into neighbouring Iraq as exporters rediscover a long-lost trading partner.

Typical is Anadolu Efes, Turkey's biggest drinks producer. In the 1990s, Saddam Hussein banned alcohol - and, in any case, Turkey was unable to sell anything to Iraq because of international sanctions against Baghdad.

But since the US overthrow of the Hussein regime, Anadolu Efes' brewery in the south-eastern city of Adana has worked non-stop to supply Iraq with beer.

From its nearby plant in Mersin, the company has also been shipping Coca-

Cola, for which it has the Turkey franchise. "We know how to operate in such markets," says Muhtar Kent, the ebullient chief executive of Anadolu Efes, who has led the company's rapid expansion in Romania, Russia, Kazakhstan, Moldova, and most recently, Serbia. "We specialise in vagaries of the economic system."

Mr Kent says that Anadolu is now in negotiations to begin production of beer and soft drinks in Iraq. "We export for strategic reasons - if a market responds well to our marketing activities, then we decide to invest in that market, either by acquiring a brewery or by building one. That's where the profits are, because you

can't really ship beer - it's a localised business."

Speaking before the recent worsening of violence in Iraq, Mr Kent says that Iraq is "a lot more stable and safe than when seen from the outside... it can only get better".

Longer-term optimism is grounded in the fact that before the 1991 Gulf war, Iraq was Turkey's third largest trading partner with \$1.8bn in exports a year. It

was this loss of trade which drove Turkish demands for billions of dollars in US compensation as a condition for supporting Washington's war on Iraq.

"Iraq is a very rich country: It's just been terribly mismanaged," says Mr Kent. Smaller companies, such as Kale Ekspor, which sells bathroom ceramics, agree on Iraq's longer-term potential. "We expect Iraq to become one of our biggest markets over time," says Abdullah Ozkan, Kale's finance director.

In some cases, Turkish companies have continued where they left off when sanctions halted trade with Iraq. Delta, an Istanbul-based oil products trader,

says it has its pre-embargo contacts to thank for becoming one of the first companies to obtain a contract with Iraq's State Oil Marketing Organisation.

Delta barter refined petroleum products from its storage facilities at the Mediterranean port of Iskenderun in exchange for Iraqi fuel oil.

It is one of a handful of Turkish companies to supply the northern half of Iraq with gasoline, liquefied petroleum gas and kerosene. It expects this business to last until Iraq's war-damaged refining capacity can be rebuilt to meet domestic needs.

"In the old days, it used to be the other way around," says a company spokesman. "We'd import such products from Iraq."

Delta says it accounts for two-thirds of barter trade in fuel products passing through Turkey's border with northern Iraq, totalling \$120m a month. In the process, half a million dollars a day is injected into Turkey's impoverished south-east through the employment of thousands of independent truckers.

### ENERGY

# A tangle of serious problems

Many hydro-electric power plants will not meet output expectations, reports Metin Munir

The build-operate-transfer (BOT) mode, under which Turkey licensed companies to build power plants against electricity purchase guarantees, has turned out to be disastrous.

Inspectors of the State Supervision Agency, which recently completed an exhaustive study of these projects, have discovered irregularities in almost all of them.

Certain cases of "financial engineering" brought to light by the Agency, which is part of President Necdet Sezer's office, defy credulity. The Agency found that the consortium, which built a 478MW gas-fired electricity

plant, charged the Turkish government \$162m for "studies and project" work.

The consortium, which includes Enron, the failed US company, plus the Turkish contractor Gama, and the UK's Midlands Electricity and the US-owned Western Resources - took six years to build the plant.

Energy industry executives argue this is an unusually long time for such a project and suggest a possible explanation could be that the consortium's contract contained an escalation clause: the cost of the project - although denominated in US dollars - would be raised by 5 per cent every

year until it was completed.

"Such an escalation clause is unheard of," says Mustafa Gecek, deputy general manager of the Turkish construction company Enka, which operates three power plants in a joint venture with Bechtel Enterprises and Shell Generating.

Such favourable terms for companies were justified in the 1980s and 1990s by Turkey's economic and political instability. But now that the economy is recovering and structural reforms - including electricity liberalisation - are under way, the authorities say they have escaped profligate past practices.

Another phenomenon dis-

covered by the president's inspectors concerns hydro-electric power plants built on rivers that do not generate enough water flow to sustain the plants built on them.

"The calculation of water flows in many hydro-electric power plants was not realistic," says the Agency report.

"In many cases they were based on short-term observations and contracts were signed taking into account water flows physically impossible to materialise."

For this reason many, BOT hydro-electric power plants - there are 17 of them - would never attain the production level envisaged

## SPECIAL REPORT TURKEY:

in the contracts under which they were built.

Experts determined that one such installation would under no circumstance produce more than a third of the electricity it was supposed to generate, noted the Agency.

However, under its contract with the companies, the government was obliged to pay a fine for electricity that could not be bought because it had not been generated. Industry executives say that all hydro-electric plants west of Ankara are unfeasible because of low rainfall.

Since 1993, five "build-operate" and 23 BOT projects were commissioned. Under almost all of them Turkey is obliged to buy 85 per cent of the electricity produced for a period of 20 years at pre-determined prices.

Prices in most cases are exorbitant because they are calculated against inflated construction and borrowing prices. When these schemes were designed, a 16 per cent return on equity was agreed to be the minimum.

Experts say that many BOT projects' annual return on equity is 320 per cent. According to Gecek's calculation, badly structured BOT deals cost Turkey \$7bn a year. This profusion of projects has created an electricity oversupply that may continue until 2008-2010, the Agency reported.

But this is not the only area in which there is an oversupply. Many of the BOTs are gas-powered, and companies rely on the government to supply it via imports. Turkey has signed numerous supply agreements, mainly with Russia,

which provides 70 per cent of the total imports, on a "take or pay" basis.

"The habit of making investments in the electricity sector without making plans has manifested itself in the natural gas sector where there is a serious oversupply problem," say the inspectors.

Energy minister Hilmi Guler has been threatening to seize some large BOT projects, but so far his bark has been worse than his bite. Some of the threatened companies are joint ventures with partners which include Japan's Marubeni, as well as Enron and Midlands Electricity.

The companies have watertight contracts. Under one clause, for instance, if a power plant is seized, the unpaid part of its debt to foreign banks and institutions

automatically becomes government debt.

Legal experts claim Turkey can break the contracts at the risk of incurring heavy fines at international arbitration courts. A lawyer representing some of the producers said that while making threatening noises via the media, the government had not approached the companies with concrete proposals.

"The companies are waiting to hear from the government," says an Ankara-based lawyer. "They have not had any official notification."

Energy minister Guler says that Turkey will remain within the circumference of law. "As a first step, we will try to re-negotiate contracts. If this fails, we will consider buyouts, arbitration and contract cancellation," he says.

### LINKS WITH IRAN

# Potential for trade and tourism

Turkey aims to reduce its large trade deficit with Iran, writes Leyla Boulton

A bright yellow sign outside Turkey's eastern city of Van points to the Iranian border, just 100km away. It is a reminder of the vast country's geostrategic location, sandwiched between neighbours as varied as Iran and Armenia in the east and Greece and Bulgaria to the west.

For the man on the street in Van and other eastern cities such as Hakkari and Bitlis, the sign indicates the path to once-lucrative "suitcase trade".

Until authorities cracked down on commercial activities seen as a front for smuggling, individuals with as little as \$50 or \$20,000 were travelling back and forth to Iran carrying commodities to trade.

Tax-free suitcase trade imports from Iran were confined to eight items ranging from birdseed and henna to plastic pipes and slippers.

Locals in an impoverished region such as Van saw the introduction of such restrictions as a blow to an economy already battered by a Kurdish terror campaign.

Now that the war is over and Ankara is trying to help poorer regions catch up with richer parts of the country,



Sahin Bozkurt, 17, a shepherd in mountainous eastern Turkey

border trade is back on the agenda.

"Without spending any money, the government could help things by removing restrictions on border

trade," claims Kadri Salaz, a Van businessman whose main line of activity is staff recruitment.

Having won a large number of votes in the east as well as among provincial

businessmen and traders, the ruling Justice and Development party (AKP) has been more responsive than its predecessors to such messages.

Led by former Islamists

## SPECIAL REPORT TURKEY:

who look east as well as west, the government is working to boost trade with all Turkey's neighbours.

For the people of Van, Iran is the first and closest choice for trade, even though there is also potential for more tourism and trade flows with Armenia, if the two coun-

tries succeed in normalising their fraught relations.

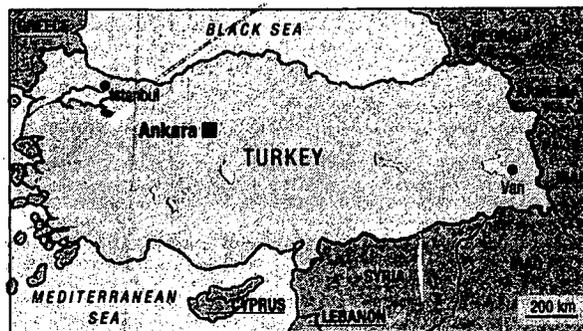
On a visit to Tehran last month, Kursat Tuzmen, the Turkish trade minister, said Turkey's chief aim was to reduce its large trade deficit with Iran.

Among a host of other announcements, Tehran and Ankara promised to boost border trade. They also vowed to encourage trade in sectors other than energy which in 2001 accounted for 93 per cent of Iranian exports to Turkey.

In an interview with the FT, Mr Tuzmen saw some early progress in a 60 per cent increase in Turkish exports to Iran in the first half of this year compared to

the same period last year.

Ankara has already lifted import duties on watermelon and pomegranates whenever they are not in season in Turkey. This move was designed to counter complaints from Turkish farmers that they were under threat from imports of cheap Iranian fruit.



	2002	2003
Germany	3,554	4,780
Italy	2,222	2,968
Russia	2,004	2,657
UK	1,180	2,002
France	1,635	2,115
US	1,787	1,806
Switzerland	1,171	1,671
China	707	1,244
Iran	491	1,023
Spain	780	1,007
Total	27,308	38,507

Source: State Statistical Institute

adds that Ankara intends to exempt traders from a \$50 tax on foreign travel.

His scepticism about the importance of border trade to the region's overall prosperity however is shared by Zahir Kantasoglu, president of the local chamber of commerce. "Our priority is not to promote border trade - even though this can put bread on people's table," says Mr Kantasoglu. "We need to bring industry here."

Until such industry can be mobilised, however, local people might be forgiven for clutching to hopes of enrichment by other means.

Iran for its part has promised to complete a road from the border crossing at Kapikoy, further inland.

While warning that "we won't save Van with border trade alone", Hikmet Tan, governor of the Van region, displays drawings of a proposed border trade centre at Kapikoy.

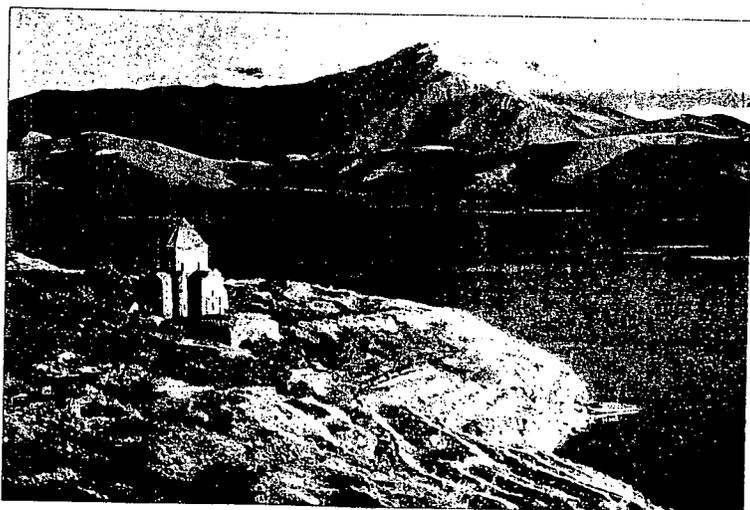
A total of 24 categories of Iranian imports are now exempt from tax. The government is also planning to reduce duties on other goods traded at the border. Mr Tan

### EASTERN TURKEY

# Many enticements to invest in a poorer region

The area around Lake Van is an undeveloped tourist attraction, writes Leyla Boulton

FINANCIAL TIMES MONDAY NOVEMBER 17 2003



Akhtamar Island on beautiful Lake Van, showing the Church of the Holy Cross

Zahir Kantasoglu, president of the chamber of commerce of the eastern city of Van, sells everything from Opel cars to roads. Now he is trying to sell the idea of investing in one of Turkey's poorest regions to outside investors.

"Van is the 'Paris of eastern Anatolia'," he declares.

Free land, cheap labour, a five-year tax holiday and half-price electricity - when there are no power cuts - are among the enticements on offer to companies prepared to invest in one of the poorest regions of Turkey.

So far, 44 Turkish companies have signed up to the organised industrial zone outside the city centre. But

the only sign of foreign investment so far has come from official agencies.

Germany's state development bank, Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), is preparing to spend €11m on overhauling Van's main sewerage plant. This project will reduce the amount of effluent dumped into Lake Van, an under-developed tourist attraction which constitutes one of the area's most precious assets.

The European Commission, meanwhile, is tendering contracts for a €45m Eastern Anatolia Development Programme.

Projects range from the improvement of the genetic

stock of herds to the promotion of environmentally-friendly tourism.

The belated disbursement of aid by the EU's executive body aims to help prepare Turkey for eventual membership of the European Union.

The ruling Justice and Development party is keen to help more backward areas catch up with the relatively prosperous cities and countryside of western and central Turkey.

"People who want Turkey to join the EU should help these areas prosper," says Kerem Oruc, who publishes a local newspaper called *Prestij*. "You can't just admit Istanbul - and not Van. This is a problem of the whole country."

The problems of Turkey's Kurdish-dominated eastern and south-eastern provinces are not only economic, but social and political.

The region is only just beginning to recover from a 16-year guerrilla war by the Kurdistan Workers Party (PKK) which ended in 1999 with the capture and imprisonment of its leader Abdullah Ocalan.

The conflict inflicted extensive damage on an already backward area. Apart from causing the death of 30,000 people, the war frightened off investors, and emasculated local industries ranging from tourism to animal husbandry.

Per capita income in the province of Van is among the lowest in the country at \$800 a year.

Although reliable employment statistics are hard to come by, some local businessmen reckon that unemployment may be as high as 70 per cent. An estimated 40 per cent of girls and women are illiterate.

"In discussions with the EU, Turkey seeks to play the card of 'we can give you extra labour' (when your populations age) - but that is no good unless they're educated," says one EU diplomat in Ankara. "Why is it not possible to compel people to send girls to school?"

With many Kurds viewing multiple children as a source

of wealth, birth rates are much higher than the national average of 2.4 children per family.

The former Islamists who run the government are unlikely to pursue an aggressive birth control policy to reverse that trend.

Hikmet Tan, governor, says simply that "birth control is very difficult here because the population is uneducated".

Asked about the problem

of girls from large families who are kept at home, he says a campaign was launched earlier this year with the United Nations to encourage parents to send all their children to school.

Daily life has already improved in some respects, starting with the abolition of the state of emergency in place until last year.

Draconian restrictions on freedom of expression have also been eased. But local people are still waiting for the government to implement sweeping reforms, passed last year, recognising cultural rights for minorities.

These changes were legislated under pressure from EU criteria for starting membership negotiations.

In practice, however, Turkey's 12m Kurds have yet to see Kurdish-language courses and broadcasting in Kurdish. Both innovations have faced resistance and foot-dragging from a bureaucracy and security apparatus which view such reforms as dangerous concessions to Kurdish nationalism.

Hasan Guven, a retired primary school teacher, has been trying to set up Kurdish language courses in Van since December last year. After overcoming an official complaint about his fire escape, he is now trying to secure education ministry approval for his curriculum.

"We are expecting our

friends in Europe to help us achieve democracy in Turkey so taboos on human rights can be lifted," he adds.

Such improvements are needed not only to persuade the EU to set a date for

starting membership talks and launching Turkey on an irreversible path towards greater prosperity and full democracy. Granting so-called "cultural rights" and raising living standards is seen as defusing any latent support for the PKK.

Officials in Ankara and local businessmen fear that continuing economic stagnation and slow political progress could fuel a resumption of violence.

"I worry about another explosion of Kurdish nationalism," says one official. Kadri Salaz, a local businessman who is also a member of the Helsinki Citizens' Assembly human rights group, says: "It's rather like the chicken-and-the-egg situation. You don't give me democratisation, so I have guns. You have guns, so there is no democratisation."

"There are people in both the state and the PKK who are benefitting from this situation and who don't want it to end.

"If Turkey achieves a very big bout of democratisation,

Ocalan will lose his *raison d'être*."

Alternatively, a federal Kurdish entity in northern Iraq could become a pole of attraction for Turkish Kurds. "To avoid that outcome, Turkey has to do one of two things: raise its own living standards or prevent the creation of a federal structure in Iraq," says Mr Salaz.

"The logical choice is to raise living standards in Turkey in order to prevent Turkish Kurds from thinking that Iraqi Kurds have a better life.

"This is what we also wish for: a modern, democratic, peaceful Turkey with high living standards. Then no Turkish Kurd will look at northern Iraq with longing."

A limited amnesty

unveiled this summer - and excluding PKK commanders - has failed to persuade Kurdish militants sheltering in Iraq near the Iranian border to lay down their arms. The United States, meanwhile, has been too busy elsewhere in Iraq to keep its promise to crack down on anti-Turkish militants holed up in mountains near the Iranian border.

Sahabettin Ozarslaner, elected Van mayor in 1999 for the pro-Kurdish People's Democratic Party, which has since been closed down, says: "There should be a general amnesty. Serious problems have occurred and both sides lost their children. That's why the environment should be softer, more democratic and respectful."

---

On offer: free land, cheap labour, a five-year tax holiday and half-price electricity

---

LE FIGARO LUNDI 17 NOVEMBRE 2003

Les attentats devant deux synagogues à Istanbul ont fait 20 morts et 300 blessés

# La communauté juive prise pour cible en Turquie

Deux attentats à la voiture piégée, presque simultanés, ont frappé samedi matin la communauté juive de Turquie, faisant 20 morts et environ 300 blessés près de deux synagogues d'Istanbul, la plus grande ville du pays.

Les enquêteurs turcs, auxquels se sont joints des spécialistes israéliens, ont établi, hier, qu'il s'agissait bien d'attentats suicides. Al-Qaïda a revendiqué ces attaques et menacé les alliés des Etats-Unis en Irak

d'attentats sur leur sol, dans un communiqué reçu hier par l'hebdomadaire saoudien Al-Majallah. « Al-Qaïda nous a frappés nous aussi », titrait, hier, le quotidien turc Sabah. Ankara avait accepté d'envoyer des troupes en Irak à la demande de Washington, mais le projet a finalement été abandonné devant la vive opposition des kurdes irakiens.

Selon la chaîne de télévision turque NTV, la police a arrêté trois suspects, dont deux femmes voilées.

Les attentats auraient été perpétrés par des kamikazes à l'aide de deux camionnettes équipées de fausses plaques d'immatriculation et chargées chacune de 400 kilos d'explosifs. La plupart des victimes, des musulmans, ont été frappées à l'extérieur des édifices visés. Six des vingt-trois tués sont des membres de la communauté juive.

Des équipes de policiers turcs et d'agents du Mossad (les services secrets israéliens) continuaient, hier,

à fouiller les débris. Le premier ministre turc, Tayyip Erdogan, a vivement condamné le double attentat, promettant que chaque pierre serait retournée. « Une plate-forme de lutte conjointe contre le terrorisme international a été établie en raison du degré de la terreur internationale a désormais atteint. Je pense que ces événements ont une dimension internationale », a-t-il ajouté après avoir rendu visite aux blessés dans les hôpitaux. Le mi-

nistre israélien des Affaires étrangères, Silvan Shalom, s'est lui aussi rendu sur les lieux du drame.

Un groupe islamiste radical nommé Ibda-C (Combattants islamiques du Grand Orient-Front) avait dans un premier temps revendiqué les deux attentats par téléphone, mais les services de sécurité turcs privilégiaient la piste d'al-Qaïda. Un soupçon confirmé dans la soirée par la revendication de l'organisation terroriste. (AFP/Beuter.)

## Attaques meurtrières au cœur de la ville



# Two bombs leave Turks pondering world role

By Craig S. Smith

**ISTANBUL:** A day after twin truck bombs killed 23 and injured hundreds of others at two synagogues here Saturday, people in this country wondered again what price they must pay for spanning two worlds.

Turkish officials continued to suggest Sunday that the bombings were the work of foreign terrorists rather than any homegrown group.

[The London-based Arab language newspaper Al Quds al Arabi said Sunday that Al Qaeda had taken responsibility for the bombings Saturday, Reuters reported. Abdel-Bari Atwan, the editor of the newspaper, told the Arab satellite television Al Jazeera from London that a statement had been sent by e-mail from a Qaeda division called Brigades of the Martyr Abu Hafz Masri.]

Many people in Istanbul said they believed the bombings were meant as a warning to Turkey not to continue developing ties with Israel or to integrate further with the West.

"Our determination to fight terrorism in the international arena continues because this event has international links," the country's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, said.

But most of all, the country worries that its role as a geopolitical bridge spanning East and West could draw more violence its way, threatening its uneasy peace just a few years after ending a bloody civil war and threatening a nascent economic recovery after decades of ruinous inflation and excessive unemployment.

Since its creation from the remains of the Ottoman Empire after World War I, Turkey has looked to the West for inspiration and support, building a modern, secular society on a Western model. It has also tried to maintain good relations with fellow Muslim countries. It is both a member of the Organization of the Islamic Conference and a member of the North Atlantic Treaty Organization. It wants to join the European Union and it was the first Muslim country

to recognize Israel, in 1949.

That position has put it at odds with both sides over the years, most recently with radical Islamic groups that blame it for abolishing the caliphate, or Islamic theocracy, that had existed in some



Turkish forensic experts searching for clues outside the Neve Shalom Synagogue in Istanbul on Sunday.

form or other since the death of the Prophet Muhammad. Many of the world's most notorious Islamist groups have made restoring the caliphate their ultimate goal.

Israel's foreign minister, Silvan Shalom, called the blasts Saturday "a terrorist attack carried out by extremists who don't want to see countries share values of freedom, law and values of friendship and cooperation." He was in Istanbul on Sunday to tour the blast sites and show his country's solidarity with Turkey.

Israel and Turkey have developed their relations to include military cooperation and the sharing of intelligence about radical Islamic groups operating in the region.

Some people saw the attacks as part of the long-dreaded consequence of instability in Iraq. Turkey opposed the American-led war largely because it feared an invasion would spread violence throughout the region.

"Whenever there is trouble in Iraq it has some repercussions on Turkey," said Ismail Cem, a former foreign minister and leader of the social-democratic New Turkey Party.

Violence in Turkey flared after the 1991 Iraq war and terrorist incidents in the country have increased threefold since the American-led invasion earlier this year, Cem said.

Ankara resisted Washington's requests earlier this year to allow American troops to enter Iraq from Turkey, despite a huge financial incentive to do so. Last month, the government offered to send troops to Iraq but then reversed itself weeks later.

"During the cold war threat of Soviet expansion, Germany was on the front line," said Ilter Turan, professor of political science at Bilgi University in Istanbul. "But now Turkey is the contact point for a number of threats faced by the West."

Late Sunday, investigators continued to comb through the wreckage. Members of Israel's disaster response group had arrived to help collect all possible human remains. Sixty-six of the 303 people injured remained hospitalized, though only a handful were critical.

The explosions were about two minutes and three miles apart, shattering the fronts of the Neve Shalom Synagogue, Istanbul's largest and the site of two previous attacks, and the Beth Israel Synagogue in the affluent Sisli district.

Sabbath morning services were under way in both houses of worship as well as a bar-mitzvah ceremony in one. Turkish news reports said, however, that most of the dead were Muslims killed outside the Sisli synagogue.

Political analysts said the bombings were unlikely to push the government back from cooperation with the West or to coerce the ruling Justice and Development Party to return to its Islamist roots. The party was formed by former members of the Felicity Party, which had a conservative Islamic agenda.

Turan said the ruling party, which gained power last year, is likely to distance itself further from conservative Islamic groups in order to assure a nervous populace of its commitment to secular government.

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

November 17, 2003

**TURQUIE** Le double attentat d'Istanbul a été revendiqué par l'organisation d'Oussama Ben Laden

# Al-Qaida bouscule la stratégie régionale d'Ankara

Istanbul :  
de notre envoyé spécial  
Thierry Oberlé

Trois jours après le double attentat contre les synagogues d'Istanbul (25 morts), la piste d'al-Qaida prend de la consistance via un détour par Londres. Evoquée dans un premier temps avec prudence par les officiels turcs, elle a été consolidée dimanche soir par un courrier électronique adressé au quotidien londonien en langue arabe *Al-Qods*. Dans ce texte non authentifié, l'organisation d'Oussama Ben Laden revendique la campagne de terreur orchestrée de samedi. Al-Qaida justifie ce carnage par la « présence de cinq agents du Mossad dans les synagogues d'Istanbul ».

La missive émanerait des Brigades Abou Hafs al-Masri, du nom du chef des opérations militaires du mouvement islamiste tué fin 2001 dans les bombardements américains en Afghanistan. Ce n'est pas la première fois que le journal saoudien *al-Qods* sert de boîte à lettres : il avait déjà découvert parmi ses e-mails la revendication de l'attentat suicide d'avril 2002 contre la synagogue de Djerba en Tunisie. L'enquête avait révélé un lien direct entre le kamikaze qui conduisait la camionnette transformée en bombe et le chef d'une cellule d'al-Qaida établie à Karachi.

A défaut de constituer une preuve incontestable, ce précédent renforce la thèse d'une opération programmée par des « djihadistes » déjà impliqués dans d'autres attaques à travers le monde. Parfaitement organisés, les attentats d'Istanbul ont provoqué la stupeur en Turquie. Car pour les autorités, le terrorisme

international rimait jusqu'à présent uniquement avec indépendantisme kurde. « C'est une notion qui avait un sens très restrictif, même après le 11 septembre », confirme Beril Dedeoğlu, professeur au département de relations internationales de l'université de Galatasaray. « Ces attentats vont avoir des conséquences considérables à l'intérieur du pays comme à l'exté-



rieur, puisqu'ils obligent la Turquie à prendre en compte une nouvelle menace et poussent

à se positionner de manière plus radicale au Proche-Orient », prévient l'universitaire.

Au lendemain des explosions qui ont tué sans distinction juifs et musulmans, la Turquie découvre que couvent en son sein des extrémistes prêts à participer à des violences d'une ampleur considérable. Selon l'agence Anatolie, la police pense désormais avoir identifié deux auteurs présumés des attentats. Les deux hommes, de nationalité turque, ont été présentés sous les

noms de Mesut Cabuk et Azad Ekinci. Ce dernier a déjà été détenu par la police qui le soupçonnait alors d'appartenir au Front islamique des combattants du Grand-Orient (IBDA-C), groupe qui a lui aussi revendiqué les attaques de samedi. En outre, selon le quotidien *Sabah*, l'une des camionnettes utilisées dans les attaques appartenait à son frère. Le deuxième homme, Mesut Cabuk, est suspecté d'appartenir au Mouvement islamique, un groupuscule musulman intégriste. Il a été repéré grâce à une caméra de surveillance de la synagogue Neve Shalom. Les conditions politico-religieuses sont pourtant réunies pour éviter les dérapages. La version turque de l'islamisme politique est encadrée par les partisans

du premier ministre Recep Tayyip Erdogan qui prône un conservatisme religieux édulcoré et dénué de provocations. Le clergé est contrôlé par l'Etat. Quant à l'ombrageuse armée, elle veille au respect scrupuleux

des dogmes laïques. Pris en tenaille entre des musulmans en costume cravate et des généraux moustachus, les radicaux n'ont guère de terreau pour se développer.

Mais des réseaux de solidarité fonctionnent et Istanbul sert depuis des années de passerelle pour les « routards » du djihad voyageant entre l'Europe et le Pakistan. Si la Turquie ne compte qu'un unique citoyen dans les geôles de Guantanamo, elle a servi comme tant d'autres nations musulmanes de réservoir à la nébuleuse islamiste. Des Turcs ont porté des armes en Bosnie, en Afghanistan et en Tchétchénie. Ces anciens combattants sont désormais dans la ligne de mire des policiers qui ont déjà procédé à une trentaine d'interpellations.

Reste que le probable tour de vis anti-intégriste n'empêchera pas l'onde de choc des explosions antisémites de se propager. « Je maudis cette bombe qui vise la stabilité et la paix en Turquie », a affirmé Erdogan dès qu'il a pris connaissance des attentats. « On vient d'ouvrir la boîte de Pandore », commente pour sa

Les Brigades Abou Hafs al-Masri, du nom du chef des opérations militaires du mouvement islamiste tué fin 2001 dans les bombardements américains en Afghanistan, seraient derrière le double attentat contre les synagogues d'Istanbul qui a fait 25 morts. (Photo Burhan Ozbilic/AP.)

part Beril Dedeoğlu. L'universitaire est convaincue que la Turquie vient de connaître son 11 septembre et pourrait réviser sa stratégie régionale marquée ces derniers mois par une grande prudence vis-à-vis de Washington et d'Israël. « Contrairement au Maroc ou à la Tunisie, la Turquie a les moyens de peser militairement dans la région. Elle l'a prouvé par le passé », précise-t-elle. « Ankara sera incitée par les Etats-Unis à s'impliquer davantage à ses côtés. On ne peut exclure que les discussions sur la présence de troupes turques en Irak reprennent sur la base d'une lutte contre al-Qaida. »

LE FIGARO

18 NOVEMBRE 2003

**TURQUIE** *Qui est derrière le double attentat d'Istanbul ?*

# Ankara face au terrorisme

L'arrivée triomphale au pouvoir, à la suite des élections législatives turques de novembre 2002, de l'AKP (Parti de la justice et du développement), d'inspiration mu-

**PAR  
SEMIH VANER \***

sulmane, constituait une étape importante, et vraisemblablement positive, dans la démocratisation de la vie politique du pays. Ce parti qualifié dans la presse occidentale, un peu abusivement, d'« islamiste modéré », étiquette qui renvoie davantage à nos phantasmes qu'aux réalités, même si l'on y colle l'adjectif « modéré » pour atténuer les choses, est en fait conservateur, voire libéral, pour ne pas dire « musulman démocrate ». Il canalise essentiellement les votes des couches sociales défavorisées, bousculées souvent par l'élitisme et le modernisme autoritaire d'une forme de kémalisme rigide, et les habitants des centres périurbains en quête de travail et d'identité.

Le travail accompli depuis maintenant un an par ce parti, dirigé par Recep Tayyip Erdoğan, en matière de démocratisation est loin d'être négligeable. Pressé aussi par l'Union européenne, le gouvernement, qui bénéficie d'un large appui au Parlement, a fait approuver par ses députés, voire par ceux de l'opposition du Parti républicain populaire de Deniz Baykal, des lois tenant aussi bien à la liberté d'expression qu'au rôle de l'armée qu'il voudrait moindre, aussi bien à l'enseignement du kurde qu'aux conditions carcérales, lois dont il faudrait bien entendu suivre avec vigilance la stricte application.

Ce n'est pas par amour de démocratie que le gouvernement de l'AKP a entrepris, ou plus exactement poursuivi, les efforts de démocratisation, mais par pur intérêt ; il s'agit aussi de se mettre à l'abri des menaces qui pèsent sur son existence.

Il faut rappeler que cette formation partisane s'inscrit dans le paysage historique et politique spécifique à la Turquie. Cette dernière est marquée depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par ce que nous avons appelé « la dualité cardinale », deux tendances récurrentes, d'un côté, l'élitisme, l'étatisme, le nationalisme, le laïcisme, le jacobinisme, incarné par l'aile dure des Jeunes Turcs, et l'action de Mustafa Kemal ; de l'autre, le conservatisme, une sorte d'individualisme, l'anti-centralisme, représenté surtout par le Parti démocrate d'Adnan Menderès, dans la décennie 1950-1960, par le Parti de la justice de Süleyman Demirel et plus tard par le Parti de la mère patrie de Turgut Ozal. C'est cette deuxième tendance qui a hébergé l'islam politique, en lui faisant quelques concessions, par conviction ou tout simplement par électoralisme.

Dans un contexte de décompression, au cours des années 70, l'islam politique, surtout incarné par des partis politiques créés par Necmettin Erbakan, mais sans cesse interdits par la Cour constitutionnelle, a commencé à s'émanciper et à affirmer son autonomie. Le Parti de la justice et du développement a eu la clairvoyance de voir la nécessité de ratisser large, ce qui explique son succès électoral.

Une constante a néanmoins marqué la vie politique turque : le non-passage à la violence de l'islam politique. A part quelques rares épisodes sanglants qui se sont manifestés dans la ville de Sivas et quelques quartiers d'Istanbul, sous forme d'affrontements entre sunnites et alévites (d'obédience chiite), affrontements dus à des provocations et des manipulations évidentes ; on est très loin du contexte algérien ou, a fortiori, afghan ou pakistanais. Une organisation comme celle des Frères musulmans ou al-Qaïda n'a jamais pu s'y implanter réellement. L'alternance gouvernementale s'y fait normalement, sous l'œil vigilant d'un acteur politique de première importance, en l'occurrence l'armée, intraitable sur la question de la laïcité.

Quelques groupuscules obscurs et marginaux, se réclamant de l'islam, ont pu néanmoins se

détacher et prôner le terrorisme comme moyen d'action en perpétrant des attentats soit contre la communauté juive, soit contre des personnalités connues pour leurs prises de position laïcistes. Si les complicités n'ont pu être exactement établies, certains observateurs ont souvent pointé du doigt le rôle de Téhéran.

L'un d'entre eux, en l'occurrence l'Ibda-C (Front islamique des combattants du Grand Orient) serait-il vraiment à l'origine du double attentat de samedi contre des synagogues à Istanbul puisqu'il l'a revendiqué ? C'est un groupe islamiste radical fondé en 1985 ; il réclame l'instauration d'un Etat islamique en Turquie. Il a déjà organisé plusieurs attentats dans le pays contre des bars, des discothèques mais aussi des églises. Son activité avait, depuis quelques années, été réduite grâce à l'arrestation en 1998 de son leader, Salih Mirzabeyoglu, condamné à la prison à vie à Istanbul pour tentative de changer l'ordre constitutionnel par la force.

La communauté juive, qui regroupe 35 000 personnes, est la

deuxième minorité de Turquie derrière les Arméniens. Elle a toujours été plutôt bien intégrée dans le pays où les attaques antisémites sont assez rares, même si un attentat à la bombe très meurtrier (21 morts) a déjà été perpétré en 1986 contre la même synagogue de Neve Shalom, un souvenir traumatisant pour les juifs de Turquie. La Turquie et Israël entretiennent de bonnes relations diplomatiques et ont même signé un accord de coopération militaire en 1996. Ces deux entités du Moyen-Orient bouillonnant, qui comptent dans la géopolitique de la région, ne se sont jamais vraiment quittées (1).

Cet incident dramatique constitue à n'en pas douter une épreuve et un test pour le gouvernement turc actuel. Sa réaction a été une condamnation très rapide et très ferme. Mais il faudrait qu'il aille plus loin

pour déterminer avec netteté les auteurs qui sont à l'origine de cet acte criminel et répréhensible. S'agit-il d'un acte d'un fanatique isolé appartenant à un groupuscule marginal ? L'hypothèse paraît peu

plausible.

Assistons-nous à une sorte de complot visant directement le gouvernement démocratiquement élu, et cherchant à le déstabiliser ? Cette éventualité n'est pas à écarter dans la mesure où, aussi bien sur le plan interne que sur le plan régional, un parti politique conservateur et libéral se réclamant de la même sensibilité religieuse n'entre évidemment pas dans les schémas des radicaux musulmans.

La dernière hypothèse est la plus vraisemblable : des complicités extérieures qui visent à impliquer de plus en plus la Turquie dans des conflits qui

déchirent la région. L'attitude modérée des gouvernements successifs d'Ankara sur le conflit israélo-palestinien, sur la crise irakienne, ne convient certainement pas à la nébuleuse impuissante et suicidaire qui cherche à entraîner dans la spirale le maximum de recrues. L'implication des ressortissants turcs dans la mouvance d'al-Qaïda est restée jusqu'à présent très faible, peut-être trop faible au goût de certains.

\* Directeur de recherche au Centre d'études et de recherche internationale (Paris) et professeur associé à l'Institut d'études politiques (Paris).

(1) Voir à ce propos : « Turquie-Israël : un siècle d'histoire partagée », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (Cemoti)*, n° 28, 1999.

**LE FIGARO**

18 NOVEMBRE 2003

# La police de Bagdad tire ses 4x4 du jeu

Les candidats se bousculent pour devenir des policiers équipés, payés et considérés.

Bagdad envoyé spécial

**S**ur un grand terre-plein du centre de Bagdad, six cents policiers se tiennent au garde-à-vous, flanqués de dizaines de véhicules 4x4 flamboyants neufs, payés par le contribuable américain. Cornemuses, tambours et trompettes: en attendant le discours du vice-ministre de l'Intérieur, l'orchestre de la police joue *la Marche du colonel Bogey* - popularisée en français sous le titre *Hello, le soleil brille*. Composée par un lieutenant anglais des Royal Marines en 1914, cette marche était jouée par les orchestres militaires irakiens pendant l'époque coloniale britannique. Emblème d'un Irak asujetti, elle était tombée en désuétude sous Saddam Hussein, qui lui préférait des hymnes plus «arabes». Aujourd'hui, «le soleil brille» à nouveau. «Arrêtez la musique et faites venir la Rolls», commande le vice-ministre de l'Intérieur, Ahmed Khadumi, dont le visage est barré d'une grosse moustache noire. Tous les regards se tournent vers un nuage de poussière, d'où émerge une Rolls dorée, qui tourne et minaude en silence autour des rangées de 4x4 siglés «Police». «C'était la voiture de luxe de Oudaï, qui se prélassait pendant que vous, les policiers, étiez rationnés et aviez à peine de quoi vous nourrir! Vous vous souvenez lorsqu'il a amputé votre salaire de misère pour construire une statue équestre de Saddam? Aujourd'hui, les choses ont changé... Dorénavant, cette Rolls servira à convoier tous les policiers qui se marient jusqu'à leur hôtel pour leur lune de miel», promet-il, sous les applaudissements de la maréchaussée.

Sous Saddam, les commissariats étaient en ruines, les soldes maigres. «Je touchais 17 dollars par mois. Maintenant, c'est 180 dollars», plastronne le colonel Hussain Haytam, vingt-quatre ans de métier. Les Américains, qui ont dépensé sans compter pour se concilier des auxiliaires, ont refait et équipé en un temps record des dizaines de commissariats, et plusieurs académies de police à travers le pays. «Avant,

**«Avant, la police n'avait plus le moindre rôle, car le régime s'appuyait sur d'autres structures de sécurité.»**

Hussain Haytam, colonel

résume le colonel, *la police n'avait plus le moindre rôle, car le régime s'appuyait sur d'autres structures de sécurité. Le policier était méprisé.* «On ne donnait jamais suite à une plainte sans pot-de-vin», confesse l'un d'eux.

Avec Ahmed Khadumi, le changement est visible. Le vice-ministre a un profil idéal: anglophone, cet ancien militaire est passé dans l'opposition après l'exécution de son frère, en 1984, par la police politique de la dictature. Il est aujourd'hui chargé de bâtir une police capable de soulager les forces de la coalition des opérations de maintien de l'ordre, et accessoirement de fournir les renseignements qui leur font cruellement défaut. La stratégie semble donner des résultats. Depuis mai, la criminalité a considérablement baissé. «Début novembre, rapporte un policier en patrouille, on a arrêté une Volkswagen avec des explosifs, un dispositif de déclenchement à distance et un lance-

grenade. On a tabassé le conducteur qui a avoué être un Fedayin de Saddam.»

La priorité est donc d'augmenter les forces de police, qui ne sont encore que 20 000 à Bagdad. «Il en faudrait 75 000», tranche Khadumi. Chaque jour, des centaines de candidats (anciens soldats ou ex-membres de la Garde républicaine) font la queue devant les centres de recrutement. «C'est mieux que d'être au chômage», expliquent les aspirants-policiers, qui avouent tout de même craindre d'être considérés comme des «collaborateurs». En comptant les attentats-suicides qui ont frappé trois com-

missariats le 27 octobre à Bagdad (8 policiers tués), les policiers de la capitale estiment que trois des leurs meurent chaque jour, soit dans des attentats, soit dans des opérations de police liées à la criminalité. «Nous ne sommes pas des collaborateurs, s'insurge le général Saheb Abdul Sattar. Notre travail consiste à lutter contre la criminalité, quelle qu'elle soit. Ce sont les criminels qui sont des collaborateurs.» «La coopération avec les Américains n'est pas toujours facile, reconnaît pour sa part un colonel. On a de très bons rapports avec la police militaire, mais pas avec l'armée. Lorsqu'ils font des contrôles en pleine rue, on a beau être armés et en uniforme dans nos voitures de police, ils nous fouillent au corps comme les autres. Si vous tenez de répliquer, il vous lancent en arabe une expression qu'ils ont apprise: "In chap" (Ta gueule!).»

PHILIPPE GRANGEREAU

## Une guérilla aux multiples visages

Anciens militaires, proches de Saddam, membres des tribus ou islamistes, chaque groupe semble agir seul.

**Q**ui commet les attentats anti-américains en Irak? Les stratégies du Pentagone donneraient cher pour le savoir. Pendant longtemps, ils ont parlé d'une «poignée de partisans de Saddam en déroute». La multiplication et la violence des attaques ont fait voler ce discours en éclat; Washington a alors de plus en plus incriminé des islamistes d'Al-Qaeda infiltrés depuis les pays étrangers. La semaine dernière, le commandant des forces américaines en Irak, le général Ricardo Sanchez, a avancé le chiffre de «5 000 combattants» au total. Une estimation impossible à vérifier, et qui ne rend pas compte de l'extraordinaire complexité de la guérilla irakienne. **L'armée irakienne.** Tous les observateurs sont unanimes: la brutale mise au chômage de

quelque 400 000 soldats de l'armée irakienne est l'une des plus graves erreurs de l'administrateur Paul Bremer. Ces hommes, humiliés par un régime qui ne leur faisait pas confiance puis par une défaite aussi rapide que traumatisante, se sont retrouvés du jour au lendemain assimilés au régime baasiste dont ils étaient aussi des victimes. La frustration a pu en pousser certains à commettre des attentats dont on dit qu'ils sont rémunérés par Saddam Hussein. L'administration américaine a tenté de réparer sa bétise en versant des salaires aux militaires démobilisés. Mais les soldats de la Garde républicaine (au moins 100 000 hommes) et surtout de la Garde républicaine spéciale, considérés comme des piliers du pouvoir de Saddam Hus-



**AL ARABIYA EXCLUSIVE**  
**تنظيمات من المقاومة العراقية تتوعد بحرب عصابات حتى التحرير**  
 Des combattants islamistes revendiquant des attentats anti-américains à Bagdad, en août, sur la chaîne Al-Arabiya.

sein, ont été exclus de cette mesure. Grave erreur: ils étaient les mieux entraînés et les plus aguerris.

L'appât du gain ne semble de toute façon pas déterminant dans les attentats anti-américains. Il n'est pas rare d'en-

tendre des militaires confier qu'ils sont aussi hostiles à la présence américaine qu'à un retour au pouvoir de Saddam. C'est le ressort nationaliste qui est chez eux déterminant.

**Les tribus.** Les Américains ont découvert à leurs dépens la complexité des règles du jeu tribal en Irak, dont Saddam Hussein avait usé pour se maintenir au pouvoir. Ainsi, Falloudja et Ramadi, à l'ouest de Bagdad, où les attaques anti-américaines sont les plus fréquentes, sont contrôlées par la grande tribu des Dou-laymi, qui n'était pas en bon

termes avec Saddam Hussein. Ce sont les bavures et maladresses systématiques

de la 82<sup>e</sup> division aéroportée qui ont mis le feu aux poudres. Depuis, les raids américains, avec leur lot d'arrestations arbitraires et d'humiliations, n'ont fait qu'alimenter le cycle infernal de la vendetta dans cette région peuplée de Bédouins à l'honneur chatouilleux.

Plus au nord, dans la région de Kirkouk, des tribus attaquent les oléoducs dans le seul but de se faire payer pour protéger les dites installations. Les Américains ont en effet dissous la « police du pétrole » et confié la sécurité du secteur à une société privée sud-africaine qui sous-traite le travail... aux tribus locales.

**Les partisans de Saddam.** Les véritables soutiens de l'ancien régime sont minoritaires. Ils se réduisent aux Fedayin de Saddam, aux services de renseignements et aux tribus de la région de Takrit dont le dictateur est originaire. Mais ces hommes disposent de moyens et d'armes qu'ils ont cachés un peu partout dans le pays. Ce sont probablement eux qui font le lien avec les islamistes à qui ils n'hésitent pas à fournir une aide logistique.

**La mouvance islamiste.** Elle est à l'origine des attentats-suicides. On y trouve les survivants d'Ansar al-Islam, quelques centaines d'hommes

qui avaient fui en Iran pour échapper aux bombardements américains sur leur fief du Kurdistan pendant la guerre. Des milliers de combattants étrangers venus avant et pendant la guerre sont probablement restés dans le pays. Vient s'y ajouter un flux ténu mais régulier de « djihadistes » (Yéménites, Libanais, Soudanais, Égyptiens, Syriens, etc.), qui entrent en Irak par la Syrie et l'Arabie Saoudite. Il ne faut enfin pas sous-estimer la montée en puissance de groupuscules locaux salafistes (sunnites extrémistes).

Dernière menace, mais pas encore mise à exécution : le Hezbollah libanais, proche des islamistes chiïtes, aurait introduit en Irak un certain nombre de combattants et des camions bourrés d'explosifs. Au cas où... ◀

CHRISTOPHE KYAD

Le pays compte 150 tribus d'importance, qui se divisent en 2000 clans plus petits. La plus grande compte un million de personnes, la plus petite quelques milliers. L'appartenance tribale ne recoupe pas nécessairement les divisions religieuses (chiïtes, sunnites, kurdes). Saddam Hussein courtisait les chefs tribaux, comme le font les Américains.

18 NOVEMBRE 2003

Libération

Issam, resté fidèle à Saddam Hussein, combat les Américains :

## «La résistance, encore un feu doux»

Bagdad envoyé spécial

**D**e temps à autre, Issam boit. Et se laisse aller à la confidence. Pour chaque opération, il reçoit plusieurs centaines de dollars. Déjà, il a pu s'offrir une voiture. Mais il est encore loin de son rêve : s'acheter une villa dans un quartier cossu de Bagdad. Ses chefs, eux, ont depuis longtemps la leur, qui a récompensé leur fidélité à Saddam Hussein. Aussi, se contentent-ils de donner des ordres en se gardant d'aller sur le terrain. Il en allait de même quand Issam faisait partie des Moukhabarat (l'un des services secrets irakiens, principal pilier du régime), dissous par Washington après la prise de Bagdad. Mais, même s'il se bat aussi pour l'argent, il dit garder entière sa fidélité au dictateur déchu.

**Existe-t-il une alliance entre les combattants de Saddam Hussein et la mouvance d'Al-Qaeda ?**

Sur le principe, nous approuvons Ben Laden. Mais nous n'avons pas de liens avec ses partisans. Leur stratégie et la nôtre ne sont pas les mêmes. Eux considèrent que l'Irak est le lieu où on doit affronter les Américains. Ils veulent y provoquer le chaos afin d'inciter le peuple à les attaquer. Nous, les résistants irakiens, nous nous battons parce qu'il y a occupation de

l'Irak. Nous prenons bien soin de viser uniquement les soldats américains. Ce n'est pas nous qui avons attaqué les commissariats. Ni la Croix-Rouge ou l'ONU, dont nous pouvons avoir besoin. Lorsque nous avons bombardé l'hôtel al-Rachid (le 26 octobre, ndlr), nos roquettes ont visé les chambres occupées par les Américains. Parmi les résistants irakiens, certains peuvent faire alliance avec les gens d'Al-Qaeda. Mais les résistants nationaux, non.

**Qui compose cette «résistance nationale» ?**

Essentiellement les différents appareils de sécurité et les tribus de l'Ouest. Pour le moment, la résistance n'a pas encore vraiment commencé. C'est encore un feu doux. Mais, déjà, elle a conduit les troupes américaines à se conduire d'une façon qui n'est pas celle d'une armée. C'est pourquoi elles n'arrivent à rien.

**Une partie de l'armée irakienne résiste-t-elle ?**

Au début, oui, parce qu'ils n'avaient plus de solde. Mais depuis que les Américains payent à nouveau leurs salaires, leur participation a chuté.

**Que font les membres du Baas (parti de Saddam Hussein) et les Fedayin de Saddam (milice d'élite créée par Oudaï, le fils Hussein, en 1994) ?**

Les premiers ne se battent pas. Ce sont des gens faibles, sans principes. Ils adhèrent au parti pour pouvoir accéder à certains postes. Les autres le font surtout dans leur région d'origine (autour de Tikrit, la ville du clan Hussein, ndlr). Les Fedayin sont détestés par les Irakiens, car ils se sont tournés contre le peuple.

**Votre lutte vise-t-elle le retour de Saddam Hussein ?**

Non, il est impossible qu'il revienne au pouvoir. Les Américains ne l'accepteront jamais. Et ce n'est pas dans l'intérêt de l'Irak, car cela pourrait provoquer une guerre civile. Saddam lui-même l'a dit : « Nous nous sacrifions, mais nous ne sacrifierons pas nos principes. » Les Irakiens obéissent aussi à ce principe populaire : moi, je suis avec mon frère contre mon cousin. Mais avec mon cousin contre un plus mauvais que lui. Exemple : les gens de Ramadi (ville où sont tendues régulièrement des embuscades, ndlr) détestent Saddam mais ils

affirment leur nationalisme en disant qu'ils l'aiment. N'oubliez pas l'importance de la vendetta. C'est elle qui motive les tribus. A Ramadi, où les Américains ont arraché les dattiers d'une palmeraie, le propriétaire a promis de tuer cinq soldats par arbre abattu!

**Les Américains disent que votre guérilla est dirigée par Izzat Ibrahim, l'ancien numéro 2 du régime de Saddam.**

(...) En fait, Jalal Talabani (l'un des deux principaux chefs kurdes, membre du Conseil intérimaire de gouvernement nommé par les Américains, ndlr) a fait savoir qu'il était en négociations avec lui. Ibrahim veut se rendre, mais il pose trois conditions: être soigné car il est très malade (leucémie, ndlr). Ne pas être livré aux Koweïtiens qui voudront son extradition. Et ne pas être jugé. Les Américains ont accepté les deux premières, pas la troisième. **Après les affrontements avec les Américains, que faites-vous de vos blessés?**

Nous les conduisons dans les hôpitaux, surtout les privés, qui ne s'intéressent qu'à l'argent. En Irak, il y a chaque jour des blessés. Dans les vendettas, les mariages, les bagarres... Nous disons aux médecins qu'il s'agit d'une «balle de bagarre».

**On parle de l'implication de la Syrie à vos côtés...**

C'est sûr. A la récente conférence de Damas des pays voisins de l'Irak, l'Irak n'était pas invité! Il l'a finalement été grâce à l'Arabie Saoudite et au Koweït, mais trop tard, car la Syrie ne le voulait pas. Ce pays sait qu'il est promis au même destin que l'Irak. Alors, il y a collaboration avec nous. Elle a commencé avant guerre par du commerce, qui n'était qu'une couverture. Des Syriens armés ont même été intégrés dans nos milices. Et bien avant la guerre, nous avons eu de faux passeports pour nous permettre de nous rendre dans ce pays.

**De faux passeports?**

Chaque agent (des services de sécurité, ndlr) a une carte qui lui donne une autre profession. Officiellement, je travaillais pour le ministère des Transports. J'y connais tous les employés (...). En réalité, je travaillais secrètement à l'hôtel Al-Rachid (hôtel officiel où étaient accueillis les hôtes de marque étrangers, ndlr). J'étais chargé de protéger les étrangers.

**De les espionner?**

J'avais le devoir de les surveiller.

**Quelles ont été les plus grosses fautes de Saddam?**

Ses fils, Oudaï et Qoussaï (qui dirigeait une partie de l'armée, les forces spéciales et les services de sécurité, ndlr) n'avaient ni conscience militaire ni nationale. Les maréchaux ne peuvent pas être dirigés par des hommes plus jeunes. Comme ces deux garçons les insultaient, ils ont trahi l'Irak. On donnait de bonnes informations au régime qui ne les prenait pas en compte. S'il avait voulu, on aurait pu tuer tous les membres actuels du Conseil intérimaire de gouvernement bien avant la guerre. (...) Le régime dirigeait les services secrets, c'est une erreur. Cela aurait dû être l'inverse, comme dans la majorité des pays (sic).

**Y avait-il des rivalités entre services secrets?**

Chaque service travaillait pour son compte afin de gagner l'estime de Saddam. Et, dans chaque appareil, d'autres rivalités existaient entre sunnites et chiïtes, gens de Tikrit et du Sud.

**N'y a-t-il pas de revirement possible, de ralliement aux Américains?**

Non, même s'ils me payaient chaque mois 500 dollars... ◆

Recueilli par JEAN-PIERRE PERRIN

# A top EU aide backs Iran in feud over arms

## No UN appearance necessary, he says

By Thomas Fuller

**BRUSSELS:** Reiterating a policy of engagement with Iran, the European Union's foreign policy chief said Monday that the Iranian government had been honest about its nuclear program and should not be made to appear before the United Nations Security Council.

The comments by Javier Solana highlighted the divergent paths taken by the European Union and the Bush administration, which says Iran has a covert nuclear weapons program.

"They have been honest," Solana said here on the sidelines of a meeting of European Union foreign and defense ministers. "Let's see if they continue all the way to the end."

In Washington, Secretary of State Colin Powell said he disagreed with Solana's assessment.

"I wouldn't have gone quite as far," Powell told reporters in Washington, according to Agence France-Presse. The United States believes that Iran's nuclear development program "had an intent to produce a nuclear weapon," Powell said.

But he also said diplomatic efforts by the foreign ministers of Britain, France

and Germany had been "very, very helpful."

The three foreign ministers visited Tehran last month and secured a promise that the Iranian government would stop enriching uranium.

On Thursday, the International Atomic Energy Agency will decide whether Iran has violated the Nuclear Nonproliferation Treaty and whether it should be referred to the Security Council.

Solana said it was his hope that the agency would not recommend a Security Council appearance for Iran.

Solana's comments were in sharp contrast to testimony on Monday by Meir Dagan, the head of the Mossad, Israel's intelligence agency.

Speaking in the Knesset, Israel's Parliament, Dagan said that Iran was now close to the "point of no return" in developing nuclear weapons and that the country's nuclear program represented "the biggest threat to Israel's existence since its creation" in 1948.

The comments were reported by Agence France-Presse.

The European Union has pursued a policy of engagement with Iran and is negotiating better trade and investment privileges for the country — contingent

on certain "political" factors such as Iran's human rights record and its policies toward its neighbors.

"We will not conclude the trade and cooperation deal unless we have seen progress on the political side," said Emma Udwin, a spokeswoman for the European Commission.

In a separate development here on Monday, European Union defense ministers announced the formation of a defense procurement agency that will come into effect next year.

The agency will be based in Brussels and is intended to reduce "the waste that has bedeviled things until now," according to Antonio Martino, the Italian defense minister who was chairman of the talks.

The European Union spends half of what the United States does on defense but only has "10 percent of its capacity," Martino said.

The agency would work to avoid duplication among European militaries, he said.

Martino said the agency could also serve as a "venue" for defense ministers, saying that Europe needed "an independent planning capacity."

But it was not clear to what extent this agency would replace the Franco-German plan for an EU military headquarters.

Britain's defense secretary, Geoff Hoon, cautiously welcomed the plan for the procurement agency. "I don't believe it should be projectionist and I don't believe that it should automatically always be a European solution," he told reporters.

International Herald Tribune

International Herald Tribune  
Tuesday, November 18, 2003

# Les combattants kurdes de l'ex-PKK offrent leur aide

**MONTAGNES DE QANDIL**  
(frontière Irak-Iran)  
de notre envoyé spécial

L'ex-PKK, le Parti des travailleurs kurdes, considéré par les Etats-Unis

■ **REPORTAGE**

**Basé à la frontière avec l'Irak, le frère cadet d'Abdullah Öcalan dispose de 4 000 soldats**

comme une « organisation terroriste », est disposé à mettre ses combattants basés dans le nord et l'ouest de l'Irak à la disposition de l'armée américaine pour empêcher les infiltrations islamistes.

« Les Américains et nous avons deux ennemis en commun, l'islamisme radical et le nationalisme arabe chauvin, déclare Osmane Öcalan, frère cadet du leader kurde Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie, et vice-président de la nouvelle organisation politique de l'ex-PKK, le Kongra-gel (Congrès du peuple kurde). C'est pourquoi, s'ils nous le demandent, nous sommes

*tout à fait prêts à les aider à contrôler la frontière entre l'Irak et l'Irak pour empêcher [le passage] des combattants islamistes d'Ansar Al-Islam ou de toute autre organisation opposée à la présence américaine en Irak. »*

Théoriquement interdite de port d'armes en Irak, la branche militaire de l'ex-PKK dispose d'au moins 4 000 combattants lourdement armés et répartis dans une douzaine de camps retranchés dans les montagnes de Qandil, qui séparent sur plusieurs centaines de kilomètres l'Irak de l'Iran.

C'est dans l'une de ces bases bien organisées, avec des centaines de jeunes combattants et combattantes en uniforme et disciplinés, que M. Öcalan nous a reçus. Ancien instituteur âgé de 47 ans, le cadet du « président Öcalan », emprisonné depuis 1999, a été élu vice-président de la nouvelle organisation, dénommée Congrès du peuple, lors d'une « consultation démocratique » organisée cet été parmi les centaines de milliers de Kurdes – essentiellement turcs – qui militent, dans la région mais aussi dans la diaspora européenne, pour l'ex-PKK.

Le nouveau président du Kongra-

gel est Zübeyir Aydar, un avocat kurde qui vit en exil en Suisse après avoir été député à Istanbul entre 1991 et 1994. Naguère organisé sur le mode léniniste, le mouvement, assure-t-il, « est devenu entièrement démocratique et aspire à mettre fin à la lutte armée pour peu que le gouvernement turc réponde à [ses] ouvertures ». M. Aydar a fermement « condamné » l'attentat d'Istanbul contre deux synagogues, un « acte terroriste monstrueux », et il a présenté ses condoléances aux familles des victimes.

Bien que le général Richard Myers, chef d'état-major de l'armée américaine, ait promis à la Turquie, peu après l'invasion de l'Irak, que ses soldats désarmeraient les combattants de l'ex-PKK basés dans les montagnes, « jusqu'ici, affirme M. Öcalan, les Américains ne nous ont rien demandé ». Selon plusieurs combattants, une patrouille américaine s'est même approchée tout récemment de l'une de leurs bases militaires « sans prendre contact avec [eux] ».

Il est vrai que les forces d'occupation ont actuellement d'autres priorités que de s'en prendre à une milice qui, jusqu'ici, s'abstient de toute action armée en Irak même. La Tur-

quie ayant d'autre part renoncé à envoyer son armée – qui campe toujours dans l'extrême Nord irakien, à la frontière turque – plus profondément en Irak, pour aider les forces d'occupation américaines, les promesses faites à Ankara semblent devoir attendre...

« **CONTACTS OFFICIEUX** »

Se voulant désormais nettement plus modéré, le Kongra-gel kurde, dont la branche militaire forme et entraîne aussi plusieurs centaines de jeunes Kurdes iraniens et syriens au maniement des armes, ne réclame plus la création d'un Etat kurde souverain. « Nous respectons les frontières, explique Öcalan, et la perspective fédérale qui se dessine en Irak conviendrait parfaitement aux Kurdes ailleurs au Moyen-Orient. » Contrairement au PKK et à son clone, le Kadek, formé en 2001, le Kongra-gel ne réclame plus la libération immédiate du « président Öcalan », mais seulement « l'amélioration de ses conditions de détention ».

Rejetées par Ankara comme « de la propagande sans conséquences qui ne vise qu'à faire oublier les crimes du PKK, le Kadek ou le pseudo Kongra-gel étant une seule et même organisation terroriste », ces ouvertures pourraient-elles tenter une armée américaine à la recherche d'alliés en Irak ? On affirme, à la direction de la nouvelle organisation, que « des contacts officieux à un niveau subalterne » ont eu lieu et on espère « qu'ils vont se poursuivre et aboutir ».

Patrice Claude

# Turks say countrymen bombed synagogues

By Craig S. Smith

**ISTANBUL:** Turkey said Tuesday that the suicide bombers who killed at least 25 people at two synagogues here Saturday were Turkish citizens with links to Al Qaeda.

"Two Turks carried out the suicide attacks," Foreign Minister Abdullah Gül told The Associated Press, "but there were other Turks involved, too." He said investigations were continuing to determine whether the men were working directly with Al Qaeda or were simply sympathizers of the terror network.

Separately, masked supporters of a rebel Kurdish group stormed the city's Supreme Court building Tuesday morning and briefly held a handful of court officials hostage before being overcome by the police.

The hostage incident and revelations that Turkish citizens, rather than foreigners, may have executed the deadly blasts on Saturday added to a sense of unease in this city. Many people here fear that the country is headed into another cycle of violence, like those that have followed periods of regional instability in the past.

Mourners from all of Turkey's religious groups gathered at the city's largest Jewish cemetery for a heavily guarded, emotional ceremony to bury the six Jews killed in the attacks.

"Let our prayers reach the sky in the hope that fraternity among peoples improves and that terror gets replaced by peace," said Turkey's chief rabbi, Izak Haleva, while hundreds stood beneath a cold rain and police helicopters circled overhead.

Turkish news media reported that

four Turkish men with ties to Pakistan and Iran are suspected of having carried out the twin suicide bombings. The reports identified the men as Mesut Cabuk, Gokhan Elaltuntas, Azad Ekinci and Feridun Ugurlu, all from the town of Bingol, about 600 miles, or 966 kilometers, southeast of Istanbul.

The police have yet to confirm the identities pending completion of DNA tests on tissue found at the bomb sites.

The New York Times

International Herald Tribune  
Wednesday, November 19, 2003

**TERRORISME** Pour comprendre les dessous du double attentat de samedi

# Turquie : six portes à ouvrir

Alexandre Adler

LE FIGARO MERCREDI 19 NOVEMBRE 2003

Lorsqu'une tragédie survient sur fond de dramatisation générale, il est bon de décomposer aussi précisément que possible le tourbillon dans lequel on se trouve pris. La Turquie, qui a été victime la semaine dernière d'un nouvel attentat particulièrement meurtrier, est un très bon exemple de la complexité actuelle de la violence exercée sur l'ensemble de l'aire musulmane par al-Qaïda. Il y a en effet six portes à ouvrir pour comprendre pleinement la nature du crime commis.

1. L'attentat antisémite visait à l'évidence les rapports qu'entretient la Turquie avec Israël. Il fait pendant, dans le temps, avec le précédent attentat des années 90 contre la synagogue Neve Shalom et, dans l'espace, avec les attentats commis au Maroc voici six mois, dont la finalité était exactement la même : désigner du doigt la collusion d'un pouvoir musulman avec l'ennemi juif. Dans le cas turc, les planificateurs de l'attentat ont manifestement voulu prendre en compte la lente mais inexorable dégradation de ces rapports judéo-turcs depuis plusieurs années.

Dès le déclenchement de l'intifada des mosquées en l'an 2000, le leader de la gauche laïque, Bülent Ecevit, n'avait pas hésité à parler de « *génocide du peuple palestinien* ». Il est vrai que l'ancien premier ministre avait, dans les années 60, prôné une véritable « *politique arabe* » de la Turquie qui impliquait alors une révision drastique de l'amitié israélo-turque, laquelle remonte officiellement aux années 50 et à la montée d'un nationalisme arabe allié de l'Union soviétique, mais qui, en fait, prend sa racine dans l'engagement des premiers sionistes d'avant 1914, dont Ben Gourion et Ben Zvi dans le mouvement Jeunes-Turcs à Salonique, et même, si l'on veut accepter de réfléchir sur la longue durée, depuis la nomination de Joseph Nasi, le duc de Naxos, comme grand vizir de l'Empire ottoman à l'apogée du combat avec l'Espagne au XVI<sup>e</sup> siècle.

Il est certain que le courant islamiste, parvenu à présent au

pouvoir, a également manifesté dans sa jeunesse turbulente un antisémitisme nullement dissimulé, dont son chef tutélaire Necmettin Erbakan était le plus coutumier. Les nouveaux dirigeants du Parti de la justice et du développement (AK) ont certes tourné verbalement la page, mais ne brûlent pas d'amour pour une alliance stratégique officialisée en 1996 entre Ankara et Jérusalem, qu'ils considèrent comme un héritage malheureux de l'armée, dont ils vont pouvoir se débarrasser un jour, grâce à l'Europe.

Tout récemment un énergumène, classé autrefois à gauche, publiait une version « *made in Turkey* » du complot juif mondial en accusant à tort et à travers la plupart des intellectuels libéraux du pays d'appartenir à cette minorité dite des « *Dönmehs* », c'est-à-dire de ces juifs qui s'étaient convertis à l'islam au XVII<sup>e</sup> siècle à la suite du faux messie Shabbataï Zvi et qui sont restés jusqu'à aujourd'hui fidèles à leur secte « *judéo-islamique* ». Si la plupart des personnes retenues ne sont en rien des sabbatéens, il n'en demeure pas moins vrai que ces derniers ont joué un grand rôle dans le mouvement Jeunes-Turcs et ont donné depuis le début du siècle quatre ministres des Affaires étrangères à la Turquie dont l'ultime, le social-démocrate Ismail Cem jusqu'aux élections de l'an dernier.

Il est certain que la réprobation de la grande majorité des Turcs, y compris bien sûr des électeurs du parti AK, est très majoritaire. Mais les dirigeants d'al-Qaïda qui méprisent profondément la Turquie laïque n'en ont cure : ils veulent dès aujourd'hui polariser la bataille politique et constituer, sur leurs positions terroristes, une petite minorité active, en attendant comme tout le monde le déclin du mouvement islamiste modéré.

2. Ici apparaît la volonté d'al-Qaïda de récupérer le maximum d'actifs de l'entreprise terroriste iranienne en dépôt de bilan. Car Téhéran est aujourd'hui à la veille d'un grand tournant diplomatique et stratégique lié à l'avancée rapide et pacifique de ses partisans en Irak et de ses alliances toutes idéologiquement modérées en Afghanistan, au Pakistan et

même en Jordanie, ainsi qu'à Oman. Plus question dès lors d'utiliser de petits groupes terroristes à l'aveuglette, ni de donner des prétextes aux néo-conservateurs américains pour maintenir leur isolement.

Ce sont ainsi des milliers de violents, autrefois rattachés à l'Iran révolutionnaire, qui se retrouvent dans la nature en perdant peu à peu leurs appuis logistiques. Or ce sont bien les services secrets iraniens, en al-

## La cible centrale du mouvement terroriste demeure en priorité l'Arabie saoudite et le Pakistan

liance avec le groupe Abou Nidal, à l'époque disponible, qui avaient perpétré le premier attentat très sanglant contre Neve Shalom, dans les années 80. Dans ces conditions, la récidive vaut pour un appel général : « *Chiïtes extrémistes abandonnés, faites confiance à Ousama Ben Laden* ». On verra ainsi peu à peu des réseaux - ici turcs, là palestiniens -, liés autrefois aux services secrets syriens et au Hezbollah libanais, faire allégeance à la nouvelle cible centrale intégriste sunnite et égypto-saoudienne.

3. Il y a un véritable coup de billard à frapper la Turquie actuelle. Le ministre des Affaires étrangères du nouveau régime, Abdullah Gül, a beau multiplier ses professions de foi européennes, personne ne peut oublier son engagement de vingt ans dans l'économie et la politique saoudiennes, tout récemment encore à la tête de la Banque arabe saoudienne. Grand ami de son homologue le prince Saoud, lui-même de mère turque et anti-américain convaincu, Gül reste un relais très important pour la politique de réforme que mène dans la péninsule le prince Abdallah. Sa méthode a consisté jusqu'à présent à contourner ses ambassadeurs kemalistes pour se concerter directement avec les Saoudiens et autres Arabes modérés, notamment dans la crise irakienne où il a été l'un des plus actifs à prévenir une intervention turque.

C'est précisément cette poli-

tique arabe modératrice de la Turquie et cette intégration jusqu'à présent réussie d'islamistes modérés à la vie démocratique, voire à l'europanisation du pays, que visait tout particulièrement al-Qaïda. La cible centrale du mouvement terroriste demeure en effet en priorité l'Arabie saoudite et le Pakistan. Tout ce qui, dans ces deux pays, conduit à l'existence de troisièmes voies de compromis entre islam et Occident doit être

abattu en priorité. C'est cela aussi qui fait de la Turquie une cible privilégiée.

4. L'armée turque a beau hésiter encore à se déployer en Irak, bien qu'elle y soit déjà présente, les services secrets turcs (le MIT) opèrent déjà dans le pays au côté des Américains : leur mission est d'encourager et de retourner une minorité turkmène initialement très hostile aux Kurdes et qui souvent, sur le terrain, jouait le jeu de Saddam Hussein. A ces hommes de culture turque, Ankara fait miroiter la possibilité d'une réelle autonomie régionale et linguistique, un peu sur le modèle de ce qui existe déjà en Bulgarie. Cela aussi ne fait pas les affaires d'al-Qaïda, qui, ici, agit en alliance avec les sunnites insurgés d'Irak et leurs nouveaux parrains syriens, qui se sentent acculés à Damas même par la triple pression de Washington, de Jérusalem et toujours d'Ankara, au profit de tendances plus libérales de la communauté alaouite au pouvoir.

5. Même si l'Irak demeure un sujet de préoccupation constant, le véritable souci des centres civils et militaires du pouvoir turc demeure la candidature de la Turquie en Europe. Paradoxalement, les kemalistes appuyés sur l'armée, qui incarnent depuis un bon siècle la tendance occidentaliste, commencent à s'inquiéter de plus en plus des termes que Bruxelles entend leur imposer. Tout se passe comme si les Européens souhaitaient dire non à la Turquie, en élevant sans cesse la barre de leurs prétentions, plutôt que d'accepter en face le débat sur la possible adhésion

d'un des plus grands pays d'islam à la construction européenne.

Non moins paradoxalement, les islamistes – même modérés, dont la formation conservatrice et souvent chauvine les oppose tout naturellement à l'Europe – sont aujourd'hui en flèche pour utiliser la demande d'adhésion afin de démanteler le pouvoir militaire, ou les limites que la laïcité constitutionnelle continue à leur imposer et en réalité toute la vieille culture européenne d'Istanbul. Le président Mao appelait cela agiter le drapeau rouge contre le drapeau rouge. Il n'est pas impossible que le résultat post-traumatique de cet

attentat soit aussi une exacerbation des tensions entre jeunes islamistes et jeunes colonels pressés d'en découdre là où leurs chefs respectifs, Recep Erdoğan, le premier ministre et le chef d'état-major, le général Hilmi Ozkök, sont parvenus jusqu'à présent à calmer le jeu.

6. L'attentat d'al-Qaida, attendu par les services secrets turcs depuis une dizaine de jours, montre enfin parfaite maîtrise de la chronologie de la vie politique du pays. Nous sommes en effet à quelques semaines de l'entrée de Chypre dans l'Union européenne. Cette affaire capitale, malgré l'exiguïté de la population de l'île, pourrait précipiter toute la société turque

dans la crise. Il s'avère en effet que les positions de négociation des communautés grecque et turque de l'île demeurent trop éloignées à cette heure pour parvenir à un compromis de dernière minute réunifiant l'île avant son entrée dans l'Europe. Dans ces conditions, les Chypriotes turcs resteront en rade alors qu'ils aimeraient tant adhérent eux aussi.

Sur le plan symbolique comme sur le plan réel, cette affaire peut créer une violente réaction nationaliste en Turquie où certains militaires parlent déjà de rouvrir le contentieux de la mer Egée avec la Grèce. Là aussi, les partisans d'une poli-

tique du pire savent ce qu'ils font quand ils attisent les braises d'une société en plein essor économique, politique, moral et culturel – mais en pleine désorientation, comme cela est inévitable dans les périodes de changement très rapide.

Il est en tout cas temps de trancher le débat : al-Qaida n'est pas un fantasme, al-Qaida existe, al-Qaida raisonne, al-Qaida tue et ce n'est pas un adversaire qu'il faille négliger ou dissoudre dans les petits bavardages de la sociologie localiste.

**TURQUIE** *Le résultat des tests ADN attendu pour confirmer l'identité des tueurs*

# Le « carré d'as de la terreur » d'Istanbul identifié

LE FIGARO MERCREDI 19 NOVEMBRE 2003

**Istanbul :**  
de notre envoyé spécial  
**Thierry Oberlé**

Un groupe de militants islamistes turcs est bien à l'origine du double attentat de samedi contre les synagogues d'Istanbul (25 morts). Hier, les journaux du pays ont publié en manchette les photos et les noms des auteurs présumés des attaques suicides. Selon la presse, les corps mutilés de trois de ces quatre hommes ont été découverts sur les lieux des carnages. Surnommés par le quotidien populaire *Sabah* le « carré d'as de la terreur », les suspects appartiendraient soit aux Combattants islamiques du front du Grand Orient (IBDA-C), l'organisation interdite qui a revendiqué par téléphone les attentats, soit au *Islami Hareket Örgütü*, le mouvement d'action islamique, un groupuscule peu connu. La police attendait le résultat des tests d'ADN effectués à partir d'échantillons de peau préle-

vés dans le périmètre des tueries pour confirmer officiellement leur mise en cause.

L'IBDA-C a défrayé la chronique au milieu des années 90 par une série d'attaques contre des bars, des boîtes de nuit et des églises d'Istanbul. Le front avait alors utilisé des bombes « agricoles » comprenant en dose réduite les mêmes ingrédients que les engins explosifs placés samedi dans les véhicules piégés. A l'époque plusieurs intellectuels laïcs avaient été assassinés dans des circonstances mal éclaircies. Le chef de l'IBDA-C, Salih Izzet Erdis dit Salih Mirzabeyoglu, purge une peine de prison à vie depuis 1998 pour complot contre l'État.

Peu structurée et sans hiérarchie, l'organisation a vraisemblablement bénéficié de l'appui de réseaux terroristes internationaux. Le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gül, en est en tout cas persuadé. Interrogé hier, il a ainsi estimé qu'il existait une connexion entre les attentats et une « organisation installée en Afghanistan ». Il a ajouté qu'il

restait à savoir si les organisateurs du bain de sang étaient de simples sympathisants d'al-Qaida ou des individus travaillant sous les ordres directs du mouvement créé par Oussama Ben Laden.

Originaires pour la plupart de Bingöl dans l'est du pays, les extrémistes turcs auraient suivi des formations aux armes et aux explosifs au Pakistan et effectués des voyages en Iran. L'un d'eux, Azad Ekinçi, serait un vétéran de la guerre de Bosnie et des maquis tchécoslovaques. Chargé de l'attentat contre la grande synagogue de Neve Shalom, il avait été interpellé lors d'un coup de fil contre IBDA-C puis relâché faute d'éléments à charge. Les participants aux attentats ont acheté les véhicules ayant servi aux attentats à l'aide de papiers subtilisés à des proches. Ils ont fréquenté dans la période précédant l'opération des étrangers, non identifiés, issus de pays arabes. Ces derniers auraient mis à disposition leur savoir-faire.

Accusés d'avoir baissé la garde devant la menace du ter-

rorisme international, les policiers et les services de renseignement mènent leurs investigations tambour battant. Leurs responsables sont persuadés de remonter le fil d'une pelote menant à al-Qaida.

Plusieurs dizaines de jeunes gens turcs enrôlés dans les rangs des brigades islamiques en Afghanistan, se sont dispersés après la chute du régime des étudiants islamistes de Kaboul. L'État turc est pour ces marginaux un monstre à combattre. Seul pays musulman membre de l'Otan, ils considèrent ce pont entre l'Occident et le monde arabo-musulman avant tout comme une base avancée des intérêts américano-israéliens.

Voici deux ans, un manuel d'instruction en turc avait été récupéré par les Américains dans le camp d'entraînement de Darunta, une base abandonnée par al-Qaida lors de la retraite d'Afghanistan des talibans. Le document consacrait un chapitre entier à fabrication et à l'usage des bombes suicides. Ses lecteurs ou leurs émules ont retenu la leçon.

En désaccord avec la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, les États-Unis veulent porter le dossier devant le Conseil de sécurité de l'ONU qui pourrait voter des mesures de rétorsion

# Téhéran sous la menace de sanctions internationales

Téhéran :  
Delphine Minoui

Dans les taxis de Téhéran, on en parle presque avec dédain, en évoquant « ce feuilleton qui n'en finit pas ». Mais dans les hautes sphères politiques, le dossier du nucléaire est toujours au cœur des préoccupations. Et pour cause : s'il s'avère que l'Iran a manqué à ses obligations définies par le traité de non-prolifération nucléaire (TNP), dont il est signataire, des sanctions internationales lui pendent au bout du nez.

« De telles sanctions seraient fatales pour l'Iran, à l'heure où le pays cherche à renforcer son dialogue (à la fois politique et économique) avec les pays Européens », commente Mohammad Reza Dehshiri, professeur de relations internationales. Il y a un mois, la venue d'une « troïka » européenne a permis d'obtenir certaines concessions de Téhéran. A l'issue de la visite des ministres des Affaires étrangères français, allemand et britannique, l'Iran s'est engagé à faire la transparence sur ses activités nucléaires passées, à renoncer temporairement à son programme d'enrichissement d'uranium et à accepter de signer le protocole additionnel au traité de non-prolifération nucléaire (TNP) permettant des visites surprises de ses installations.

Cette décision n'a pas manqué de faire l'objet d'un débat interne particulièrement houleux dans les cercles du pouvoir. « D'un côté, certains groupes conservateurs prônaient un retrait du TNP plutôt que de céder aux conditions posées par l'Europe. De l'autre, les voix modérées, finalement majoritaires, mettaient l'accent sur la nécessité de se concentrer sur l'amélioration du niveau de vie des Iraniens plutôt que de dépenser l'argent public dans le développement nucléaire », raconte Mohammad Reza Dehshiri.

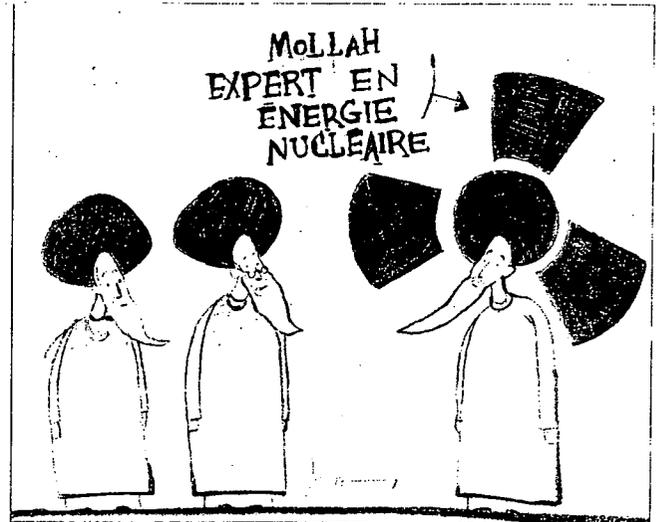
Dans les milieux diplomatiques qui ont suivi cette affaire de près, on s'estime plutôt ras-

suré par rapport aux engagements de l'Iran. « S'il veut vraiment reconquérir la confiance internationale, l'Iran ne peut se permettre de nouveaux écarts. C'est dans son intérêt de tenir ses promesses », commente un diplomate. Le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), diffusé la semaine dernière, revient sur un passé peu exemplaire. Il révèle que Téhéran a mené pendant dix-huit ans un programme secret d'enrichissement de l'uranium par centrifugeuse et pendant douze ans un programme d'enrichissement par rayon laser. On y apprend également que l'Iran a produit de petites quantités de plutonium utilisables dans la fabrication d'une bombe. L'AIEA indique néanmoins que ses experts n'ont trouvé « aucune preuve » que le programme nucléaire de Téhéran aille au-delà d'objectifs civils.

Pour les États-Unis, il est évident que Téhéran cherche à se doter secrètement de l'arme nucléaire. Ils souhaitent ainsi porter le dossier devant le Conseil de sécurité de l'ONU, qui pourrait alors voter des sanctions contre la République islamique. Mais la plupart des autres pays représentés au conseil des gouverneurs s'y op-

posent. « Nous estimons qu'une saisie du Conseil de sécurité est prématurée, car le rapport d'ElBaradei n'aboutit pas à des conclusions définitives », estime un diplomate occidental. « Le rapport, qui met en évidence la fabrication par l'Iran de plutonium et d'uranium enrichi, laisse comprendre que l'Iran possède les techniques de fabrication de la bombe. Mais les quantités trouvées, qui sont de l'ordre du milligramme, sont trop infimes pour représenter un danger », ajoute-t-il. Pour l'heure, les Européens veulent se laisser du temps. « Nous sommes favorables à une décision qui, tout en épargnant à

l'Iran d'aller rendre des comptes à New York, propose



de garder un œil attentif sur les activités nucléaires iraniennes, par des visites régulières de sites », précise un diplomate.

Dans l'attente du verdict, la République islamique a déjà commencé à brandir des menaces. Ali Akbar Salehi, l'ambassadeur d'Iran auprès de l'AIEA, s'est ainsi empressé de mettre en garde ses interlocuteurs occidentaux en annonçant qu'une condamnation de son pays à Vienne « provoquerait une crise internationale ». Téhéran se dit prêt à annuler les accords pris après la visite de la troïka européenne pour réagir à d'éventuelles sanctions.

Mais en cas de victoire du scénario européen, l'Iran garde l'espoir de relancer ses activités nucléaires au plus vite. « L'argument n'est pas militaire mais civil », insiste Mohammad Reza Dehshiri, en reprenant le discours avancé par les autorités iraniennes depuis le début des négociations. « L'Iran considère qu'on n'a pas le droit d'empêcher une nation de suivre les rails du progrès scientifique et technologique. Si l'Iran suspend son processus de développement nucléaire, alors il trahit les générations futures », poursuit-il.

Détachée du sujet, la population iranienne n'est pourtant pas avare de commentaires.

« Je comprends l'aspect nationaliste avancé par les autorités. Mais je pense qu'il faut d'abord se poser une question fondamentale : est-il raisonnable de laisser un programme nucléaire, même civil, entre les mains d'un pouvoir imprévisible et incontrôlable ? », s'interroge Hossein Rahbani, un commerçant iranien.

Dans la ligne de mire du régime, les journaux libéraux évitent d'aborder le sujet de façon trop critique. Mais sous couvert d'anonymat, un intellectuel iranien, privé de tribune dans la presse, fait part de son inquiétude :

« Face à une mouvance internationale qui a tendance à soutenir la société majoritairement protestataire de l'Iran, les autorités du pays ne renonceront pas à se protéger de l'extérieur avec la bombe », dit-il. Pour lui, « l'arsenal nucléaire représente donc une arme du pouvoir iranien dressée, non pas contre les autres pays, mais avant tout contre sa propre population. » Et d'ajouter sa « crainte de voir le dialogue irano-européen favoriser le maintien au pouvoir d'une minorité politique autoritaire de plus en plus impopulaire, que seules des sanctions internationales pourraient fragiliser ».

## EXPLIQUEZ-VOUS Esther Benbassa

### « La Turquie n'est pas une terre d'antisémitisme »

Esther Benbassa est directrice d'études à l'École pratique des hautes études où elle détient la chaire d'histoire du judaïsme moderne. Auteur, parmi de nombreux autres ouvrages, d'une *Histoire des juifs sépharades. De Tolède à Salonique (Seuil)*, elle revient sur l'identité des Juifs de Turquie, après les récents attentats qui les ont visés.

**LE FIGARO.** - Quelle est l'histoire des juifs de Turquie ?

**Esther BENBASSA.** - Dans les décennies qui suivent la destruction du Second Temple, en 70 de l'ère chrétienne, les juifs quittent la Palestine et gagnent, entre autres, l'Espagne. Progressivement, leur situation s'y dégrade et, en 1492, lors de leur expulsion, la majorité d'entre eux part vers l'Empire ottoman, via les Etats du Pape. Eux qui avaient connu un « âge d'or » sous les musulmans avant de passer sous le joug chrétien ont le désir de vivre en terre d'Islam. Là-bas, ils rencontrent les Romaniotes, des juifs byzantins, qu'ils assimileront progressivement,

et reconstruisent une géographie espagnole où les ressortissants se regroupent par ville d'origine. Ils parlent le judéo-espagnol et, contre le paiement de la taxe de capitulation, bénéficient d'une autonomie relative et sont désignés comme la « communauté loyale » (« *sadik millet* »). Est-ce ce statut qui les protège ?

C'est aussi le fait qu'ils apportent le savoir-faire occidental dans le commerce et l'artisanat puisque les musulmans constituent l'élite politique, militaire, ainsi que la paysannerie. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, ils sont 250 000 juifs dans l'Empire, dont plus de 50 000 à Istanbul. Mais la montée des nationalismes dans les Balkans, la fragmentation de l'Empire et la création de la République turque en 1923 bouleversent cet équilibre. La politique de discrimination ethnique et religieuse exercée à l'endroit des non-musulmans encouragera l'émigration vers la France. **Qu'en est-il, lors de la Seconde Guerre mondiale, lorsque la Turquie est aux côtés de l'Allemagne ?**

Les juifs doivent payer un impôt sur le capital exorbitant, tout

comme les autres non-musulmans, qui les ruineront littéralement. Ceux qui ne peuvent pas s'en acquitter, la majorité, sont envoyés dans des camps de travail en 1943. Certes, les juifs turcs ne sont pas exterminés, contrairement à ceux des Balkans, mais le traumatisme conduit environ 30 000 d'entre eux à gagner Israël en 1948.

**La communauté juive a été prise pour cible à Istanbul, alors qu'il reste très peu de juifs en Turquie...**

En effet. Le chiffre officiel de 35 000 juifs est exagéré. La réalité est plutôt de 20 000. Ils appartiennent surtout aux classes moyennes et aisées, envoient leurs enfants faire des études supérieures à l'étranger, surtout aux Etats-Unis. Les plus pauvres ont déjà émigré en Israël.

**Quelle est la position officielle du gouvernement envers la communauté juive ?**

Il se doit de donner l'image d'un Islam modéré puisqu'il cherche à entrer dans l'Union européenne et ne veut pas déplaire aux Etats-Unis. Et les juifs ont été depuis quelques années leurs meilleurs ambassadeurs dans cette direction.

Leur protection est donc une vitrine de démocratie et leur situation s'est améliorée depuis la signature de traités commerciaux et militaires avec Israël ces dernières années, mais les relations entre les deux Etats sont bien plus anciennes. C'est à Istanbul qu'est fondée la première antenne sioniste en terre d'Islam, en 1908, car la Palestine était ottomane et les sionistes voulaient négocier avec les Jeunes Turcs.

**Pas d'antisémitisme d'Etat, donc, mais qu'en est-il dans la population ?**

Il existe dans les milieux islamistes, et est lié à l'anticapitalisme, l'antiaméricanisme... En dehors de cela, l'antisémitisme n'était, dans certaines couches, qu'une sorte de xénophobie, alimentée par le nationalisme. Toutefois, du fait du problème kurde, se dessine lentement une vision historique nouvelle plus englobante, où l'on reconnaît leur place aux Grecs, Arméniens et juifs, à toutes ces communautés qui ont été et sont partie intégrante de l'identité turque.

**Propos recueillis par Clémence Boulouque**

LE FIGARO MERCREDI 19 NOVEMBRE 2003

## Irak : les impasses de la stratégie américaine

AINSI DONC, sept mois après la fin des opérations militaires d'envergure en Irak, l'administration américaine a décidé d'accélérer le transfert du pouvoir aux Irakiens.

Plusieurs gouvernements s'en sont félicités, d'autres veulent prendre le temps de l'étude et de la réflexion, d'autres encore, la France en particulier, souhaitent que les choses aillent plus vite encore. Il faut dire que, du Conseil de sécurité des Nations unies au Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) irakien, en passant par la France, l'Allemagne, et les pays arabes, des voix s'étaient fait entendre depuis quelque temps déjà pour réclamer un tel transfert. Mais c'est surtout la détérioration constante de la situation sur le terrain qui a dicté le revirement américain, et cela confirme ce constat amer fait depuis quelques mois par les Irakiens : n'ayant rien planifié à l'avance pour l'après-guerre en Irak, la coalition des forces occupantes se livre à des expérimentations au gré de ses échecs sans trop savoir dans quelle direction elle va. Il reste à savoir si le changement de direction tout récemment annoncé a quelque chance d'enrayer l'anarchie et de condui-

re à cet Irak indépendant, stable et démocratique dont l'administration américaine s'est faite le héraut.

Le calendrier mis au point samedi 15 novembre par le CIG et l'administrateur civil américain, Paul Bremer, prévoit que, à la fin juin 2004, un gouvernement provisoire irakien sera constitué qui aura tous les attributs de la souveraineté. Le CIG et l'Autorité provisoire de la coalition, n'ayant plus de raison d'être, seront alors dissous. D'ici là, l'Irak devra s'être doté (fin février) d'une sorte de Constitution provisoire, dite « Loi fondamentale sur l'administration de l'Etat », et d'une Assemblée nationale transitoire (fin mai), élue par les conseils provinciaux et représentative de toutes les catégories sociales et communautaires.

Dans un second temps, une Assemblée constituante élue par le peuple irakien avant la fin 2005 devra proposer un projet de Constitution qui sera soumis à référendum. Fin 2005, l'Irak devra s'être doté d'un gouvernement, conformément aux dispositions de la nouvelle Constitution, et la « Loi fondamentale » être abrogée.

Il n'est nulle part question du départ des forces de la coalition, qui changeront simplement de statut au 1<sup>er</sup> juillet 2004. Elles ne seront plus des forces occupantes, mais leur présence en Irak sera fonction d'accords de sécurité passés avec les Irakiens. « A l'invitation » de ces derniers, selon la formule d'un responsable de la coalition. C'est joliment dit, mais ce nouveau statut a peu de chances de plaire à ceux qui en Irak refusent tout ce qui est décidé et fait à l'ombre des occupants.

### EQUILIBRE RELATIF

« Nos discussions avec le gouvernement transitoire et tous les sondages indiquent un fort désir de la part de la majorité des Irakiens de voir les forces de la coalition rester en Irak jusqu'à ce que la situation soit stabilisée », a déclaré Paul Bremer.

C'est sans doute vrai, mais la véritable gageure est précisément cette « stabilisation » que d'aucuns veulent empêcher, en particulier les partisans de la dictature déchue et ces groupes qui, selon le CIG et les Américains, relèvent du réseau terroriste Al-Qaïda.

Les premiers n'ont aucun intérêt à une « nor-

malisation » de l'Irak et osent rêver à la restauration du régime baasiste. Sur un mode plus nihiliste, les seconds ont juré de croiser le fer avec l'armée américaine et de combattre tout projet américain, quels que soient le théâtre et les modalités de sa mise en œuvre. Les uns et les autres sont vraisemblablement une minorité en Irak, mais semer le chaos n'a jamais requis une adhésion populaire massive. Pour cela, une bonne poignée de convaincus et une organisation solide sont suffisantes et, en sept mois, les deux groupes ont eu le temps de prendre racine.

Au plan politique, les séquences du transfert des pouvoirs telles que posées sur le papier sont claires et simples. Leur traduction en actes risque d'être assez compliquée, si l'on en juge à l'aune des difficultés des sept derniers mois. L'Irak est un pays pluriel, dont la diversité ethnique, religieuse, tribale et politique complique les déci-

sions à tous les niveaux. La formation du CIG avait déjà été particulièrement difficile, compte tenu des exigences, susceptibilités et exclusives des différentes factions.

Un équilibre relatif n'avait pu être trouvé en juillet qu'avec une équipe de vingt-cinq membres, non sans faire un grand nombre de mécontentements parmi les aspirants au partage des responsabilités et au sein de la population irakienne. Depuis, vingt-cinq est devenu une sorte de nombre fétiche, assaisonné à l'occasion d'un certain népotisme - certains ministres sont les fils de membres du CIG - le plus petit dénominateur commun praticable pour la formation des rares organismes créés après guerre.

A la différence de ces derniers, il est vrai tous cooptés sous l'égide de l'administrateur civil américain, le projet pour un transfert rapide des pouvoirs aux Irakiens prévoit des scrutins. De nom-

breuses questions ne s'en posent pas moins.

Qui sera chargé d'élaborer la Loi fondamentale de la période transitoire, alors que, depuis plus de deux mois, un comité ad hoc n'a toujours pas réussi à s'entendre sur le choix des experts qui devaient être chargés d'élaborer une Constitution ? Qui garantira l'équité et l'équilibre du choix des membres des conseils provinciaux qui éliront les délégués à l'Assemblée nationale transitoire ? Les futures nouvelles forces de sécurité irakiennes seront-elles en mesure, courant 2005, d'assurer la sécurité du recensement qui doit précéder l'élection de l'Assemblée constituante puis l'élection de cette dernière ?

Le chemin conduisant à une souveraineté pleine et entière irakienne ne sera décidément pas une promenade de santé.

Mouna Naïm

## Le Pentagone révisé la doctrine d'emploi de ses hélicoptères

Pour la guérilla irakienne, ces engins sont devenus une cible de choix

EN DEUX SEMAINES, le Pentagone a perdu quatre hélicoptères (trois Black Hawk et un Chinook) en Irak, provoquant la mort d'une quarantaine de soldats américains.

La sophistication des attaques de la guérilla et la détermination des hommes qui les mènent incitent l'armée de terre américaine à revoir le concept d'emploi de ses hélicoptères de combat et de transport - un parc global de 3 780 ma-

chines. Le général Peter Schoomaker, le chef d'état-major de l'armée de terre américaine, vient d'ordonner une révision de la doctrine d'engagement opérationnel de ces machines. Le scénario le plus redouté des équipages est, en effet, celui où, en mission relativement autonome, ils ne bénéficient pas du soutien appuyé et permanent d'une force déployée au sol.

D'une manière générale, la tactique d'emploi des hélicoptères en Irak, qu'ils soient voués à des tâches de reconnaissance ou d'attaque, n'a pas spécialement brillé par ses performances. Fin mars, par exemple, au début de la guerre, une flottille de trente-quatre hélicoptères d'attaque Apache a dû battre en retraite face à des tirs nourris de la Garde républicaine à Karbala : tous ont été atteints et les trois quarts de ces machines n'ont pas pu reprendre le combat.

Depuis cet échec et sans compter les pertes enregistrées ces deux dernières semaines, six hélicoptères ont été abattus en Irak, causant la disparition de 37 soldats américains et britanniques, tandis que plusieurs autres étaient cloués au sol pour des raisons techniques différentes.

En septembre, déjà, Edward Aldridge, responsable des achats de matériels au Pentagone, estimait qu'il fallait repenser à plus long terme ce que l'on pouvait attendre des hélicoptères. Le général Schoomaker lui a emboîté le pas. Certes, dans le budget 2004 du Pentagone, les commandes d'hélicoptères Apache et Black Hawk sont confirmées. Mais, en dix ans, le parc global de l'armée de terre - on comptait 8 340 héli-

coptères au début des années 1990 - a fondu de plus de moitié. Les crédits affectés en 2004 au développement du nouvel hélicoptère de reconnaissance armée Comanche ont été sérieusement réduits et ses constructeurs ont été invités à revoir leur copie.

### PRIME DE 1 000 DOLLARS

A la différence des drones, ces petits avions sans pilote qui arrivent en force dans la panoplie amé-

Irak sont des risques inhérents à un conflit et qu'ils sont dus au fait que l'armée de terre américaine a été « surprise » par la tactique de « l'après-guerre » conçue par l'adversaire.

Vulnérable à basse altitude et à faible vitesse, face à des salves de roquettes ou de missiles sol-air, voire aux rafales d'une simple mitrailleuse, l'hélicoptère s'avère une mécanique fragile et lourde à l'entretien. Pour le moment, il res-

### Londres : en Irak, la réponse militaire ne suffit pas

La puissance militaire n'est pas suffisante pour régler les problèmes de sécurité en Irak, a déclaré en substance, lundi 17 novembre, à Londres, Jeremy Greenstock, le représentant spécial britannique à Bagdad. « Nous devons avoir une approche d'ensemble, a-t-il déclaré à la presse, pour renverser la situation en matière de sécurité. Je pense que la réponse militaire en fait partie. Dans cette partie du monde, on doit montrer sa force. » Mais il faut également, selon lui, mettre en place des projets économiques, comme la construction d'usines ou la stabilisation des infrastructures pétrolières, électriques, le transport et l'éducation.

« L'un des aspects de cette nécessaire approche politique d'ensemble, a ajouté le diplomate britannique, est de convaincre les habitants du "triangle sunnite", où se concentrent la plupart des violences contre les forces de la coalition, qu'ils ont un rôle politique à jouer dans l'avenir de l'Irak. » - (Reuters.)

### Le Qatar au centre de la lutte antiterroriste

Dans quelques semaines, ce sont près de 400 cadres des armées américaines qui seront détachés au Qatar pour mener la lutte antiterroriste et pas seulement pour coordonner les opérations actuelles en Irak. Le général John Abizaid, responsable du commandement central américain (Centcom) à Tampa (Floride), vient de déclarer que son état-major est désormais « au centre de la guerre globale contre le terrorisme », qu'il s'agisse du Pakistan, de l'Afghanistan, de l'Irak, de l'Arabie saoudite ou du Yémen, selon la liste des pays qu'il a cités.

C'est fin 2002 que le Centcom s'était installé près de Doha, au Qatar. De là a été menée, au printemps 2003, la guerre contre le régime de Saddam Hussein. A l'origine, le Centcom a été conçu pour veiller à la sécurité des intérêts américains dans vingt-cinq pays du Moyen-Orient, de l'Asie du Sud-Est et de la Corne de l'Afrique. Le général Abizaid a dit pouvoir compter sur l'aide des armées pakistanaïses, saoudiennes et yéménites pour « venir à bout » des réseaux terroristes dans la région.

ricaine après avoir rempli des missions jugées efficaces aussi bien en Irak qu'en Afghanistan, les hélicoptères n'ont plus tellement la cote.

Dans l'entourage de Donald Rumsfeld, le secrétaire américain à la défense, on se pose la question de leur usage et le général Schoomaker a confié à une équipe de réflexion, dont les travaux sont secrets, le soin de lui faire des propositions. En revanche, l'adjoint du chef d'état-major, le général John Keane, se montre plus nuancé : il estime que les accidents en

te indispensable pour acheminer les troupes à proximité des combats, les ravitailler et mener des actions commandos clandestines.

Il n'en demeure pas moins que, pour la guérilla irakienne, l'hélicoptère est devenu une cible de choix. Les services américains de renseignement prétendent qu'on alloue 1 000 dollars à celui qui réussit à abattre un hélicoptère, quand on octroie 700 dollars à celui qui parvient à immobiliser un char.

Jacques Isnard

## 14 rebelles kurdes tués au cours d'affrontements avec l'armée turque

AFP

ANKARA, 20 nov (AFP) - 17h20 - Quatorze rebelles kurdes de Turquie ont été tués jeudi au cours d'affrontements avec l'armée turque à Bingol dans le sud-est du pays, a annoncé le gouverneur de Bingol Huseyin Cos.

Cet affrontement entre des militants du Congrès pour la Démocratie et la liberté au Kurdistan (KADEK, ex-PKK) et les forces gouvernementales a duré huit heures environ, selon l'agence turque Anatolie.

M. Cos a assuré que tout le groupe de rebelles kurdes avait été liquidé.

Selon lui, 4 kg d'explosifs, 11 fusils d'assaut kalachnikov, 60 grenades à main et d'autres armes ont été découverts sur les dépouilles des rebelles tués.

Après quinze ans d'affrontements, ayant fait 36.500 morts, dont une majorité de combattants séparatistes, le PKK avait annoncé un cessez-le-feu unilatéral en 1999. Les rebelles kurdes ont rompu la trêve en septembre.

## Paul Bremer rencontre Massoud Barzani au Kurdistan

AFP

ERBIL (Irak), 20 nov (AFP) - 15h39 - L'administrateur civil américain en Irak, Paul Bremer, est arrivé jeudi à Erbil, dans le Kurdistan irakien, où il a rencontré Massoud Barzani, membre de l'exécutif irakien, a constaté un correspondant de l'AFP.

A l'issue de la rencontre, M. Barzani, également chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), s'est félicité de l'accord portant sur le transfert accéléré des pouvoirs aux Irakiens.

"Cet accord est une étape importante", a déclaré à des journalistes le chef du PDK, ajoutant: "nous sommes disposés à coopérer avec la Coalition et avec toutes les forces irakiennes pour garantir le succès de ce projet (transfert des pouvoirs) et nous sommes certains qu'il réussira".

Un gouvernement provisoire doit assurer l'autorité en Irak en juin 2004 et des élections auront lieu en 2005, selon un accord annoncé samedi à Bagdad par Paul Bremer et le dirigeant kurde Jalal Talabani, qui préside actuellement le Conseil provisoire de gouvernement irakien.

## Cinq Irakiens tués dans une attaque suicide à Kirkouk

AFP

KIRKOUK (Irak), 20 nov (AFP) - 19h14 - Cinq Irakiens, dont trois enfants, ont été tués et plus d'une trentaine de personnes ont été blessées jeudi par l'explosion d'une voiture piégée qui a foncé sur un barrage proche des bureaux de partis kurdes à Kirkouk (nord), selon un nouveau bilan de l'hôpital.

A ces morts, il faut ajouter le kamikaze auteur de l'attentat, selon la même source.

Un bilan précédent avait fait état de quatre morts outre le kamikaze, mais, selon un responsable de l'hôpital de Kirkouk, Salam Jabbar, une fillette de 11 ans a succombé à ses blessures.

Deux autres écoliers, une institutrice et un homme ont été tués et plus d'une trentaine de personnes ont été blessées par l'explosion de la voiture qui a eu lieu près d'un établissement scolaire, dans le centre de Kirkouk au nord de Bagdad.

Avant la mort de la fillette, le directeur de l'hôpital de Kirkouk, Hashem Mohammad, avait indiqué que la plupart des blessés étaient des écoliers et des lycéens, précisant que sept d'entre eux étaient dans un état grave.

Selon le chef de la police de Kirkouk, Cherko Chaker, la cible de l'attentat était les bureaux du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), les deux principaux partis kurdes, représentés au Conseil de gouvernement transitoire irakien. Mais le véhicule a été stoppé à 200 mètres des bureaux, a-t-il dit.

"Le pick-up de marque japonaise transportait environ 200 kg d'explosifs", a-t-il précisé.

Selon un responsable local de l'UPK, Jalal Jawhar (bien: Jawhar), cinq militants du parti figurent parmi les blessés. Ils se trouvaient dans les bureaux dont les vitres ont volé en éclats.

M. Jawhar a accusé des membres du groupe islamiste Al-Ansar ou ceux du réseau Al-Qaïda d'être responsables de ce "lâche attentat".

## Un parti réclame l'arrêt de la torture de neuf Kurdes détenus en Syrie

AFP

BEYROUTH, 20 nov (AFP) - 14h55 - Un parti kurde de Syrie a appelé jeudi à l'arrêt de la torture de sept Kurdes détenus dans les prisons syriennes et réclamé leur comparution rapide en justice.

"L'étudiant Massoud Hamed, arrêté le 24 juillet, et sept autres -Mohammad Ahmad, Mohammad Farmane, Khaled Ali, Amer Mrad, Hussein Ramadan, Hozan Ibrahim et Salar Saleh-, arrêtés le 25 juin, sont soumis à des tortures physiques", affirme le parti Yakiti dans un communiqué parvenu à l'AFP à Beyrouth, signé du secrétaire de son Comité central, Abdel Baki al-Youssef.

"Farhat Ali, le représentant du parti au Liban, arrêté le 28 décembre 2002 par les services de renseignement libanais à la demande des services de renseignement militaire syriens et qui leur a été remis, est également soumis à la torture", ajoute le texte.

Le parti exhorte "les forces démocratiques et les partisans des droits de l'Homme en Syrie et dans le monde à intervenir pour mettre fin à ces pratiques arbitraires" et à "réclamer la libération des détenus politiques et leur comparution rapide dans des procès équitables".

Le parti souligne en outre qu'"en dépit de nombreux appels d'organisations de défense des droits de l'Homme, internationales et locales, la situation des prisons et des détenus s'est détériorée au cours des trois dernières années, par rapport à celle des années 1990".

La Syrie compte plus d'un million de Kurdes, principalement dans le nord, près de la frontière irakienne. Une partie d'entre eux avait refusé de se faire inscrire lors du recensement de 1962 pour fuir le service militaire, ce qui les a privés, ainsi que leurs descendants, de la nationalité syrienne.

# Dans le nord de l'Irak, Kirkouk est devenue un véritable baril de poudre

Les attaques contre les forces américaines ou les installations pétrolières y sont quasi quotidiennes. La police a encore découvert, lundi, une tonne d'explosifs prêts à être mis à feu contre un oléoduc

## KIRKOUK

de notre envoyé spécial

Des attaques au mortier et au lance-missile pratiquement tous les jours contre les forces américaines

### REPORTAGE

« Ici, c'est chacun pour soi et tout le monde contre tous »

KARZANE, JOURNALISTE LOCAL

ou les stations de police. Hier encore, mardi 18 novembre, des assaillants non identifiés tiraient trois roquettes vers un aéroport utilisé par les forces américaines près de Kirkouk. Des sabotages et dynamitages de plus en plus nombreux contre les oléoducs et les installations pétrolières de la région, qui n'ont plus exporté une goutte de brut depuis l'invasion d'avril. Des accrochages sporadiques mais parfois meurtriers entre Kurdes et Arabes dans la ville même et ses environs. Dans l'imaginaire irakien, Kirkouk est peut-être bien, comme dit Sherko Skaker, le nouveau chef - kurde - de la police locale mise en place par les Américains, « comme un vase de fleurs qui s'épanouit dans la diversité ». Mais, pour l'instant et dans la réalité, la « Jérusalem du Nord », ainsi que la nomment les universitaires, s'apparente plutôt au baril de poudre.

« Ici, confie Karzane, un journaliste du cru, c'est chacun pour soi et tout le monde contre tous. » Arabes contre Kurdes, Kurdes contre Turcomans et Arabes, islamistes radicaux contre chrétiens libéraux, etc.

La gentille Emma Sky, intellectuelle britannique chargée du développement économique local, au nom de la coalition peut bien affirmer à juste titre que « les gens d'ici, quoique différents, ont tout de même beaucoup en commun ». Elle sait pourtant, elle qui a dû quitter la ville pour se replier à l'intérieur de la grande base américaine après que sa maison a été attaquée au lance-missile, elle sait pourtant que le jour où le million d'habitants de Kirkouk vivra en bonne intelligence, dans son cocktail de minorités, est encore lointin.

Loin, aussi, selon Adel Al-Kazzaz, le grand patron de la Compagnie pétrolière du Nord (NOC), le jour où l'exportation de brut vers les terminaux méditerranéens de Ceyhan, en Turquie, pourra reprendre. Et ce pour au moins deux raisons, « l'insécurité qui s'accroît et la production qui ralentit, nos exploitations ne tournant plus qu'à environ 60 %, quelquefois moins, de leur niveau d'avant-guerre ». Les champs de Kirkouk ne se sont toujours pas remis des pillages et des destructions, « qui auraient pu être évités si la coalition avait un peu mieux planifié son affaire ». En mai, Adel Al-Kazzaz nous confiait son relatif optimisme.

Les experts américains de KBR, la filiale de l'empire Halliburton, étaient vite arrivés sur place et prenaient les choses en main. Six mois plus tard, notre interlocuteur, qui n'a plus le droit de nous fournir les chiffres exacts de production, est plus amer. Les commandes de compresseurs, de grues et d'ordinateurs, passées alors, n'ont toujours pas été honorées. Et le patron de la NOC - trente-trois ans de maison - a perdu le contrôle de la protection de son entreprise, au profit d'une société sud-africaine spécialisée dans la « sécurité » en Afrique et au Moyen-Orient - Erinyes -, engagée par la coalition sans même qu'il ait été consulté.

Depuis cinq mois, dans le cadre d'un contrat d'un an renouvelable, se sont installés dans les locaux mêmes de la NOC une quinzaine d'anciens militaires anglais, sud-africains, américains - et « même un Français », nous dit-on - qui ont la haute main sur la protection du pétrole de Kirkouk. « Non, ils ne rencontrent pas la presse », dira le lieutenant-colonel Matt Croke, l'un des porte-parole de la 173<sup>e</sup> division aéroportée stationnée dans la région. Une chose est sûre, les dynamitages des oléoducs qui partent vers le nord et la Turquie, ou vers le sud en direction de la raffinerie de Baiji, qui alimente Bagdad, se multiplient. Lundi 17 novembre, on a évité in extremis le désastre national lorsque la police a découvert environ une tonne d'explosifs prêts à la mise à feu contre un oléoduc passant juste entre les deux grands champs pétrolifères de Kirkouk et Jambur, à 30 km au sud de la ville.

L'éviction par les nouvelles autorités de plusieurs centaines d'anciens gardes et policiers arabes qui assuraient la protection de la NOC « joue peut-être un rôle dans cette dégradation », confie un ingénieur de l'entreprise. C'est désormais un Kurde, Ghazi Talabani, proche cou-

alition, les Kurdes, naguère victimes d'une véritable épuration ethnique sous Saddam Hussein, sont revenus en force. Sous la houlette américaine, ils sont désormais aux commandes de la ville, de ses édiles et de ses policiers. Au grand dam des Turcomans et des tribus arabes de la région, jadis protectrices, contre espèces, des oléoducs passant sur leurs territoires.

Ainsi Cheikh Anouar Al-Assy al-Obeidi, dont le frère Hatem, soupçonné d'aider la « résistance », a passé plus de cinquante jours dans une geôle américaine - il vient d'être libéré « sans même une excuse », souligne le vieux chef d'une tribu qui compte plus d'un million et demi d'âmes -, ne veut plus entendre parler de la NOC, d'Erinyes ou des Américains. « Ils prennent nos armes, violent notre intimité et envoient des peshmergas [combattants kurdes] sur nos terres. Tout cela crée des problèmes supplémentaires. »

Peu à peu, le baril de poudre qu'est Kirkouk s'échauffe au soleil, et nul ne peut prévoir si et quand il va exploser.

Une quinzaine d'anciens militaires anglais, sud-africains et américains ont désormais la haute main sur la protection du pétrole

sin de Jalal Talabani, l'actuel patron du « gouvernement intérimaire » en place à Bagdad, qui est chargé du recrutement et de l'entraînement des gardes. L'immense majorité d'entre eux « sont kurdes », reconnaît-il.

Seuls alliés à peu près sûrs de la

Patrice Claude



## L'Italie pleure ses morts

L'ITALIE pleurait ses morts, mardi 18 novembre, à la basilique Saint-Paul-hors-les-murs de Rome, où se tenaient les funérailles des 19 victimes de l'attentat à la voiture piégée qui a détruit le 13 novembre une base militaire italienne à Nassiriya, dans le sud de l'Irak, faisant également 9 victimes irakiennes. Un long cortège de centaines de milliers d'Italiens a suivi les cercueils, recouverts du drapeau national. A Nassiriya, c'est aussi une atmosphère de deuil qui a accueilli, mardi, le contingent portugais pour son premier jour dans son cantonnement dans la caserne que les soldats partagent avec leurs collègues du corps italien des carabinieri.

Le jugement d'un néoconservateur

# « Rumsfeld a été calamiteux mais... »

● par William Kristol

C'est parce que la guerre contre Saddam a été plus brève que prévu et l'occupation mal préparée que la situation sur le terrain est aujourd'hui « délicate », explique le plus influent des faucons américains, qui espère toujours une contagion démocratique au Moyen-Orient



X. Komeider

Né en 1953, **Bill (William) Kristol** est le leader des néoconservateurs et le plus influent des faucons américains. Il est partisan du « retour à la grandeur nationale » et d'une « bienveillante

hégémonie » utilisant la force militaire américaine pour promouvoir la démocratie au Proche et au Moyen-Orient. Son dernier livre, « Notre route commence à Bagdad », est publié aux Editions Saint-Simon (préface de François Heisbourg).



George Bush et Donald Rumsfeld

**Le Nouvel Observateur.** – Bagdad, Riyad, Istanbul, le front du terrorisme s'étend. En s'attaquant à l'Irak laïque, les Etats-Unis n'ont-ils pas alimenté les feux de l'islamisme ?

**William Kristol.** – Je ne crois pas à cette thèse. Ce qui s'est passé, c'est qu'adversaires et partisans de la guerre contre l'Irak se sont trompés. Les adversaires prévoyaient une déstabilisation du pays, une montée du fondamentalisme qui n'ont pas eu lieu. Les partisans, qui avaient imaginé une guerre plus dure, n'avaient aucun plan pour l'après-guerre. Le chaos actuel en Irak est le produit de cette impréparation. Les attentats de Casablanca, Riyad ou Istanbul sont eux des éléments de la guerre globale déclenchée par les organisations terroristes : ils étaient programmés de longue date ; ils auraient eu lieu même sans l'occupation de l'Irak.

Le véritable danger me semble plutôt, en cas d'échec américain, le retour des Etats-Unis à leurs démons isolationnistes. Céder à cette tentation serait un désastre : les dictatures l'interpréteraient comme un blanc-seing. Regardez, le déploiement de 120 000 soldats américains dans la région a rendu les Iraniens plus coopératifs. Même les Saoudiens viennent d'accepter le principe d'élections locales. C'est ça le véritable enjeu de la guerre.

**N. O.** – Comment expliquez-vous l'aggravation de la situation sur le terrain ?

**W. Kristol.** – Paradoxalement, la guerre a été si brève que nous n'avons pas détruit l'armement baassiste, qui se retourne contre nous. La planification de l'après-guerre par Rumsfeld a été calamiteuse. Le Pentagone, qui a sous-es-

timé la résistance préparée par Saddam, n'avait pas de plan d'occupation. Nous avons été aussi trop passifs durant les derniers mois. Mais je reste optimiste. Il faut en finir avec ce cercle vicieux du Moyen-Orient, être prêt à rester le temps qu'il faudra pour gagner la partie.

**N. O.** – Avec le bilan actuel, vous pensez toujours qu'il fallait une guerre préventive ?

**W. Kristol.** – Ma réponse est oui. Mais cette guerre n'a de sens que si l'on va jusqu'au bout.

**N. O.** – Même en année électorale ?

**W. Kristol.** – Certains prétendent que Bush aurait politiquement intérêt à retirer nos troupes. Erreur. S'il décidait de quitter l'Irak, d'abandonner ce pays au chaos, avouant publiquement son échec, l'impact sur sa candidature serait dévastateur. Aujourd'hui, l'éradication du terrorisme est la priorité. Je suis très déçu que Donald Rumsfeld n'ait pas compris que gagner militairement la bataille mais partir sans construire une nation nous ferait perdre la guerre. Bush, heureusement, a exclu cette stratégie de sortie. Il veut une victoire totale.

**N. O.** – Après avoir prétendu agir seul, Bush réintroduit l'ONU dans le jeu, demande l'aide de ses alliés. L'Amérique a-t-elle les moyens d'une stratégie victorieuse ?

**W. Kristol.** – Opposer l'efficacité du multilatéralisme à celle de l'unilatéralisme est un faux débat. Le vrai débat est entre isolationnisme et poursuite d'une guerre qu'il faut gagner en transférant progressivement le pouvoir aux Irakiens, puisqu'il s'agit de leur pays et de leur guerre. Je crois beaucoup au pouvoir des élections démocratiques que Bush a promises pour

juin. Mais avant tout il faut gagner la guerre. C'est notre priorité et nous ne lâchons pas.

**N. O.** – Même avec de bonnes intentions, une armée d'occupation ne sera jamais une armée de libération...

**W. Kristol.** – C'est vrai, mais n'exagérez pas. Les problèmes provoqués par certaines communautés religieuses n'empêchent pas la vie de continuer. Les troubles restent concentrés dans le « triangle sunnite ». Les Irakiens ne nous aiment pas mais le problème n'est pas d'être aimé. Ils nous acceptent, respectent ce que nous avons fait, et ils savent que nous n'avons pas l'intention de rester éternellement.

**N. O.** – Afghanistan, Irak... Au lieu de multiplier les fronts, pourquoi ne pas se concentrer sur les réseaux terroristes ?

**W. Kristol.** – C'est le front des dictatures qui cherchent à se doter d'armes de destruction massive et les pays abritant les réseaux terroristes qui nous y obligent. On ne peut découpler les organisations terroristes, qu'il faut abattre, des pays qui, comme l'Iran ou l'Arabie Saoudite, abritent ou financent les réseaux. Ces pays doivent comprendre qu'ils courent un danger en acceptant des organisations terroristes sur leur sol.

**N. O.** – Justement, où sont les armes de destruction massive ?

**W. Kristol.** – Saddam avait développé des programmes pour s'en doter. On les cherche... Nos services de renseignement, conçus pour la guerre froide, sont mauvais dans cette guerre contre le terrorisme. Mais on va les adapter à

un monde beaucoup plus dangereux. Et on trouvera ces armes.

**N. O.** - *Compte tenu de l'évolution de la situation Irak, croyez-vous encore à un jeu de dominos vertueux, la démocratie se propageant dans le reste de la région ?*

**W. Kristol.** - Oui. Je continue à penser qu'un succès en Irak aura des effets bénéfiques - pas automatiquement - dans le reste du Moyen-Orient. Ce qui se passe aujourd'hui en Turquie montre que nous avons été ces dernières années trop passifs. Nous devrions être plus durs au Kazakhstan, en Afghanistan, dans l'est de l'Irak, au Pakistan, où Al-Qaïda semble en train de reconstituer ses forces.

**N. O.** - *Depuis le 11 septembre, le réseau Al-Qaïda s'est-il renforcé ou affaibli ?*

**W. Kristol.** - Il est certainement plus faible. Nous l'avons forcé à déplacer ses bases. Faute d'un environnement sûr pour lancer ses opérations, il semble avoir quitté les Etats-Unis et l'Europe. Son centre est quelque part entre le Pakistan et l'est de l'Irak, où il faut être prêt à intervenir.

**N. O.** - *L'Arabie Saoudite est-elle un allié fiable ?*

**W. Kristol.** - Non. Elle a fait un pacte avec le diable en permettant au wahhabisme, à l'islamisme le plus extrême, de s'exporter dans le monde au risque d'y faire de terribles dégâts. Les Saoudiens font plus partie du problème que de la solution.

**N. O.** - *Le nouveau programme du président Bush - assemblée transitoire en mai, élections en juin - est-il à vos yeux l'expression d'une retraite, d'une réduction des ambitions ?*

**W. Kristol.** - C'est le contraire d'une retraite.

C'est la volonté de nous adapter à la nécessité d'organiser la transition la plus rapide possible vers la démocratie, de donner aux Irakiens un gouvernement qui soit le leur au moment où ils en expriment la volonté et où ils réclament légitimement des libertés publiques. Bush a raison de penser que la démocratie et le monde arabe peuvent faire bon ménage, à condition d'éviter le modèle qui a triomphé en Iran.

**N. O.** - *De ce point de vue, voyez-vous un rapprochement avec les positions européennes ?*

**W. Kristol.** - La France, qui porte en sautoir son amour pour la démocratie et les élections libres mais refusait toute intervention contre les régimes despotiques et les réseaux terroristes du Moyen-Orient au prétexte que c'était impossible, devrait reconnaître que Bush a remporté le grand débat intellectuel de ces dernières années en faisant la preuve du contraire. Les Européens ont dû accepter le fait que, face à une situation insupportable au Moyen-Orient, il fallait en finir avec le statu quo. Reste maintenant à en faire la preuve sur le terrain. Pour Bush, c'est le grand test.

**N. O.** - *La reprise du processus de paix entre les Palestiniens et les Israéliens n'est-elle pas le meilleur gage d'une sécurité durable dans la région ?*

**W. Kristol.** - Nous voulons désespérément cette paix. Mais Al-Qaïda, Saddam ne sont pas là parce que les Israéliens auraient eu le tort d'installer des colonies dans les territoires occupés. Al-Qaïda s'est construite après les accords de Camp David, dans une période où la paix progressait. Le processus de paix et le développement du terrorisme et des dictatures sont deux problèmes différents.

**N. O.** - *L'actualité ne donne-t-elle pas raison à Huntington et à sa thèse du choc des cultures ?*

**W. Kristol.** - Les cultures diffèrent mais je suis en total désaccord avec la thèse d'un choc inévitable. Si le Moyen-Orient a donné naissance à des terroristes et à des dictatures particulièrement dures, c'est que nous n'avons pas exercé suffisamment de pressions pour que triomphe la démocratie. On pourrait dire la même chose pour l'Amérique latine ou pour des pays de l'Europe de l'Est. Attention à ce genre de prophétie. L'idée que la démocratie ne serait pas compatible avec l'islam ne tient pas debout.

**N. O.** - *Le néoconservatisme, dont vous êtes l'inspirateur, est-il une force montante ou en déclin ?*

**W. Kristol.** - Tout dépendra de ce qui se passera en Irak. Les derniers grands discours de Bush, à Washington pour le National Day et à Londres lors de sa visite, expriment les convictions des néoconservateurs. Bush épouse notre vision même si notre influence sur lui - plus intellectuelle que personnelle - passe plutôt par Condoleezza Rice et Dick Cheney.

**N. O.** - *Les actions du président Bush sont-elles en hausse ou en baisse ?*

**W. Kristol.** - Pour lui aussi tout dépendra de l'Irak. En novembre 2004, les électeurs se prononceront sur la manière dont il aura combattu Al-Qaïda et le terrorisme et sur la pacification démocratique de l'Irak. Ce sera la grande question, car l'économie américaine semble rétablie. On saura alors si Bush a fait correctement son travail. Sa réélection dépendra du jugement des électeurs sur cette question.

*Propos recueillis par  
JEAN-GABRIEL FREDET*

## Saddam-Al Qaeda ties alleged in new memo

By Douglas Jehl

**WASHINGTON:** In the continuing argument about whether the Bush administration was right to launch an invasion of Iraq, a key debate deals with the question of prewar ties between Saddam Hussein's government and the Al Qaeda terrorist network.

For more than a year, American intelligence agencies have reported knowledge of senior-level contacts between Iraq and Al Qaeda dating back more than a decade, while saying that American understanding of the relationship was still evolving.

But conservatives including Vice President Dick Cheney have made a much stronger case, repeatedly citing the Iraq-Al Qaeda connection as a threat to the United States and as a primary justification for the American invasion. Now the circulation of a classified memorandum by a top Defense Department official has added fuel to a fierce behind-the-scenes feud.

The Oct. 27 memorandum by Douglas Feith, the undersecretary of defense for policy, cites 50 points of raw intelligence pointing to an operational connection between Al Qaeda and the Iraqi regime.

The memo, which was first reported by the Weekly Standard, does not directly dispute the intelligence agencies' assessment. But the information it cites is being hailed by conservatives as new evidence that the link between Iraq and Al Qaeda posed a real danger to the United States, and might even have extended to financial support for Mohammed Atta, the lead hijacker in the Sept. 11, 2001, attacks on the United States.

"If the information in the Feith memo is accurate, it changes everything," the Weekly Standard, a journal with close ties to hawks within the administration, said in an online report on Wednesday. "An operational relationship between Osama bin Laden and Saddam Hussein, as detailed in the memo, would represent a threat the United States could not afford to ignore."

The memorandum was drafted in response to a request from the Senate Intelligence committee, which had asked the Pentagon official to elaborate on July 10 testimony in which Feith described "a set of reports on the relationship between Iraq and Al Qaeda which were not reflected in finished intelligence

products." On Thursday, United States officials at several intelligence agencies said that all of the information spelled out in the Feith memorandum had been known to intelligence analysts and considered by them, but that some had been based on single-source information or foreign intelligence reports that could not be corroborated.

The New York Times

International Herald Tribune  
Thursday, November 20, 2003

# Fear turns to reality as al-Qaida bombers strike at British targets

## Envoy among 27 killed in Istanbul attacks

Owen Bowcott, Ewen MacAskill and Hugh Muir

Britain's long-held fears that it would become a target for al-Qaida were realised yesterday when at least 27 people were killed and 450 injured in twin suicide bombings aimed at UK interests in Istanbul.

The attacks were apparently timed to overshadow US President George Bush's state visit to London. Security arrangements at British embassies and businesses abroad were last night being urgently reviewed.

At least three of the victims were Britons, including the consul-general, Roger Short, and one of his staff, Lisa Hallworth.

British security forces have been predicting since September 11 2001 such an assault on America's closest ally in the war against terrorism. Al-Qaida claimed responsibility for yesterday's attack.

Looking shocked by the scale of the devastation, Tony Blair, at a joint press conference with Mr Bush, said he would not "flinch" in the face of the terrorist threat.

"What this latest terrorist outrage shows us is that this is a war — its main battleground is Iraq," he said. "We stand absolutely firm until this job is done — done in Iraq, done elsewhere in the world.

"If they think that when they go and kill people by these terrorist attacks, they are going to somehow weaken us, or make us think, well, let's shuffle to the back of the queue and hide away from this, they are wrong. That is not the tradition of my country, and it's not the tradition of the British people or the American people."

Mr Bush denounced the terrorists who "want to intimidate and demoralise free nations": Mr Bush said: "The cruelty is part of their strategy. Great Britain, America and other free nations are united



The HSBC building in Istanbul, shattered in a suicide car bomb attack which has raised fears about Britain's thousands of 'soft target' businesses located abroad Photograph: AP

today in our grief, and united in our determination to fight and defeat this evil."

Mr Blair also faced questions about whether the attack was a result of Britain's close alliance with the US and Mr Bush's presence in London.

The prime minister replied: "What has caused the terrorist attack today in Turkey is not the president of the United States, is not the alliance between America and Britain, what is responsible for that terrorist attack is terrorism, are the terrorists."

The foreign secretary, Jack Straw, left consultations with visiting US dignitaries and was in the air within hours of the attack on his way to Istanbul.

The blasts, which levelled buildings in the consulate and ripped off the facade of a high-rise HSBC office block, had "all

the hallmarks of international terrorism practised by al-Qaida," Mr Straw said.

The claim that support for the war on Iraq was counterproductive and had made Britain more, not less, vulner-

able to terrorist attack was voiced by many of the anti-war protesters who marched through London yesterday.

The Stop The War Coalition said up to 200,000 people from across the UK joined the protest, making it the biggest

weekday demonstration ever held in this country. Scotland Yard put the number at 70,000.

As Mr Bush was entertained in Buckingham Palace, a few hundred yards away in London's Trafalgar Square a papier-mache "statue" of Mr Bush was dragged to the ground, sending a stark message from people opposed to the war in Iraq.

The precise timing of the Istanbul attacks sent a shockwave through the western intelligence and security community. Concrete blocks, to prevent suicide bombings, were being re-positioned in

London's Parliament Square, though police insisted they were placed to provide protection for Mr Bush's visit.

The home secretary, David Blunkett, and the Metropolitan police commissioner, Sir John Stevens, appealed for greater public vigilance. The joint intelligence analysis centre, a group formed in the aftermath of the September 11 attacks on the US, began reviewing security operations already in place.

The jitters also extended to Washington where the White House was briefly evacuated after an alarm about a plane breaching security. The decision was subsequently blamed on faulty radar readings.

Taken along with the attack

on a compound for foreign workers in Saudi Arabia less than a fortnight ago and Saturday's bombings of two syna-

gogues in Istanbul, yesterday's blasts mark one of the most deadly periods of al-Qaida activity since September 11 2001. It comes as the holy month of Ramadan draws to an end.

The damage inflicted on al-Qaida's training camps and lines of communication by the American invasion of Afghanistan may now have been repaired, security analysts were warning yesterday.

Sixteen members of Scotland Yard's anti-terrorist branch were dispatched to assist with the Turkish investigation. Several family liaison officers were also sent to help friends and relatives of British victims.

The decision by al-Qaida to strike at British interests reflects an emerging pattern within Iraq where troops from countries that supported the invasion have increasingly been targeted.

# Targets and timing point to work of al-Qaida

November 21 2003  
**The Guardian**

**Owen Bowcott and Nicholas Birch** in Istanbul

The choice of targets, the timing and the coordination of the suicide bombings in Istanbul left no one in doubt yesterday: this was the work of al-Qaida.

To strike British interests during President George Bush's state visit to London, five days after devastating two synagogues in the Turkish metropolis, implies a vision of global conflict far broader than the national campaigns waged by any single terror group.

Those who assembled the truck bomb and blew their bodies apart in the hope of eternal salvation may have been Turks, but they were sub-contractors for a larger purpose. The guiding intelligence was probably thousands of miles away hidden in the mountains on the border between Afghanistan and Pakistan.

The pattern of al-Qaida attacks since September 11 2001 has been consistent. Local radical Islamists, who trained in the Taliban-sanctioned camps run by Osama bin Laden or fought as volunteers in Afghanistan, Bosnia or Chechnya, have forged international

links. For those militants, the sufferings of Palestinians in Israel, the crushing of Chechen independence and the US-led invasion of Iraq have fused their campaigns into common resentment of "Western aggressors" and defence of Islamic "territory".

A combined claim of responsibility was telephoned to Turkey's semi-official Anatolia news agency by a man

who said the latest bombings were the work of al-Qaida and the Islamic Great Eastern Raiders' Front, or IBDA-C. Both groups had already said independently that they carried out Saturday's attack on two synagogues in which 23 people died.

Istanbul, one of the world's largest cities, with a population of more than 10 million on the European and Asian sides of the Bosphorus, finds itself in the frontline of the war on terrorism. Home to millions of displaced rural Turks and Kurds, the city has had a more recent influx of defeated Chechen rebels.

Turkey, a longstanding Nato ally, eager applicant for EU membership, close military ally of Israel and secular Mus-

lim democracy, had, extraordinarily, managed to avoid most of the diplomatic repercussions of the war on terror, and Iraq — until now.

The Turkish state has for decades involved the awkward coexistence of a dominant military council and successive political coalitions wedded to the ideological legacy of its founding father, Kemal Atatürk. Last year, frustrated

by the slow pace of change, Turks handed a landslide victory to the Justice and Development party (AKP), which has its political roots in moderate Islam. Radical Islamists are disappointed that the party has not pursued a religious agenda aggressively.

On Wednesday, Turkish investigators revealed the names of the two men who killed themselves in Saturday's at-



Rescuers remove a body at the British consulate

tacks. Mesut Cabuk and Gokhan Elaltuntas had been identified by DNA tests:

That they were Turks, not foreigners, was a significant embarrassment for a country that prides itself on a tradition of moderate Islam. "This is the first time Turkish Islamists have used the technique of suicide bombing," said a terrorism expert, Umit Ozdag. "It is a worrying development."

Cabuk, Elaltuntas, and two suspected accomplices, Azad Ekinici and Feridun Ugurlu, were born in the Kurdish town of Bingol, in south-eastern Turkey, where Ekinici and Cabuk were in the same year at school.

Ekinici had fought in Bosnia and Chechnya, his brother told the Turkish press. Along with Ugurlu and Cabuk, he is also thought to have received training in Pakistan.

Bingol, a stronghold of the separatist Kurdistan Workers party, or PKK, has also been a centre of activity for the PKK's arch-enemy, Turkish Hizbullah. Ekinici is thought to have been a Hizbullah member between 1990 and 1993.

Elaltuntas' uncle and cousin are currently on trial on suspi-

cion of involvement in the Hizbullah murders of 60 people in the 1990s.

Hizbullah, whose members are Sunnis and which has no connection to the Shiite Lebanese organisation of the same name, came to public attention in 2000 when video tapes documenting the torture and execution of scores of people were discovered.

Once accused of doing the Turkish state's dirty work, it is believed to be responsible for the disappearances of hundreds of Kurdish human rights workers, journalists and leftists in the early 1990s.

A military crackdown on the organisation was thought to have dealt it a knockout blow. Opposition politicians have, however, criticised the AKP government for releasing around 130 Hizbullah militants since it came to power.

What role the Islamic Great Eastern Raiders' Front, a similar militant group which has targeted Christian sites in Istanbul, played in the latest attacks remains unclear. Turkish terrorism experts are, however, convinced the suicide bombers were working as sub-contractors for al-Qaida.



Smoke rises from the bombing at the HSBC bank in Istanbul, right, where a destroyed car and debris were strewn across the road, above.

Top, the British consulate after the explosion there Photographs: AP, Reuters

# Al-Qaida linked to bombing of Kurds

Michael Howard in Kirkuk

US and Iraqi officials are blaming al-Qaida linked Islamic militants and Saddam loyalists for a suicide bomb attack on the offices of a Kurdish political party that killed at least five people and injured 40, including several children, in this oil-rich northern city yesterday.

Witnesses said a white Nissan pick-up truck packed with explosives detonated at around 10.30am on a road outside the main offices of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of two Kurdish groups controlling northern Iraq and whose leader, Jalal Talabani, is the head of the Iraqi governing council.

It was the worst attack yet in

the city of Kurds, Arabs and Turkomen and offers further evidence that the insurgents — whether Islamic radicals, ex-Ba'athists or both — are spreading their activities away from the "Sunni triangle" to the relatively tranquil north, targeting US soldiers and individuals and groups that are deemed to be cooperating with the US-led administration.

The explosion destroyed a side wall of the two-storey building and shattered windows and doors. At the city's television station next door, windows were blown out and ceilings damaged while across the road students at the Kirkuk high school were reported injured by flying glass.

The brunt of the blast was borne by a car and a taxi

behind the truck when it exploded. Witnesses said one of the vehicles had been carrying a woman and two children who were both killed. The taxi driver was also reported dead.

Jalal Jawhar Aziz, the head of the PUK's Kirkuk office, said: "I was in a meeting with colleagues when there was a bang like nothing I've heard. We picked our way through the dust and broken glass to see if we could help out on the street. Nobody inside was hurt, but it was a terrible sight outside."

One hour later, body parts in

pools of blood could still be seen on the road as US army cranes began to remove the wreckage of burnt out cars.

In the Kirkuk general hospital a six-year-old girl writhed in agony as doctors tended her wounds. Since the end of major hostilities, such attacks have been rare in the north, though Kirkuk and Mosul have witnessed a surge in ambushes and assassination attempts using roadside bombs, rocket-propelled grenades, and mortars.

PUK officials in Kirkuk said they had beefed up security following threats from Ansar al-Islam, an extreme Islamist group with links to al-Qaida that US officials believe may have joined forces with senior members of the former regime to stage some of the recent suicide attacks in Iraq.

Mr Aziz said: "I believe this could be the work of a group such as Ansar al-Islam. They are the enemies of this city, this country, and the whole of civilisation. And we have a history with them."

Until the beginning of the US-led campaign to remove Saddam Hussein, Ansar al-Islam had controlled a mountain stronghold near the Iranian border. Though dominated by Kurds, it also harboured Arab fighters, some of whom were said to be experienced al-Qaida operatives. The group scattered over the Iranian frontier after being attacked by US forces fighting alongside PUK peshmerga in the first week of the war.

But since then Ansar militants, now regrouped into cells, have reportedly re-emerged in cities such as Mosul, a former stronghold of Saddam, and Fallujah. Some US officials suspect Ansar al-Islam is working with Saddam loyalists in areas north of Baghdad. The most recent statement purporting to come from the al-Qaida leader Osama bin Laden, which threatened increased terrorism in Iraq, praised Ansar militants and named individual Kurds as legitimate targets.

## Al Qaeda is 'regenerated' by Iraq war, German says

The Associated Press

**PULLACH, Germany:** Anti-American and anti-Western sentiment is growing out of anger at the U.S.-led wars in Iraq and Afghanistan and the Israeli-Palestinian conflict, one of Germany's top intelligence specialists said Thursday.

August Hanning, head of the Federal Intelligence Service, said the U.S. occupation of Iraq had become a new rallying point for a resurgent Al Qaeda.

"Successes on the military front alone will not lead to a solution," Hanning said in a speech to a conference on the Middle East in Pullach, near Munich, where his agency is based.

"We are in the process of losing the battle for people's minds," he judged.

The bombings of the British consulate and the offices of a British-based bank in Istanbul on Thursday bore the hallmarks of a Qaeda attack, Hanning said later at a news conference.

Al Qaeda has "regenerated" after being scattered and weakened by the war

that drove the Taliban from power in Afghanistan and the capture of key members, he said.

"Now they are once again able to carry out attacks on a major scale," he continued.

The day-to-day role of the Qaeda leader, Osama bin Laden, in planning attacks by his terror network is hard to pin down, he said.

"But we believe he still plays an important role in the background. He communicates with his supporters through his messages. He tries to mobilize them and, of course, he uses the situation in Iraq."

Iraq "risks becoming a crystallization point" for the radical Islamic cause, Hanning said. "Much depends on how things develop in Iraq."

But he warned the U.S.-led coalition against pulling out. "That would be a victory for the Islamists," he said.

Hanning noted that intelligence officials believe Islamic activists eager to

fight the occupying forces have been trickling into Iraq from Europe in recent months. He refused to give details, saying only that the number was "relatively small."

Intelligence agencies also see a growing threat that parts of Southeast Asia and East Africa are becoming terrorist bases, Hanning said. But he expressed particular alarm about Turkey — a secular Muslim country, NATO member and ally of Israel — after the attacks Thursday and a pair of synagogue bombings in Istanbul last Saturday.

"These are clear signals that targets" are being chosen because of "Turkey's cooperation with the West and with Israel," Hanning said.

In his speech, he portrayed the Arab world as explosive because of its social inequalities and growing pool of alienated young people.

Western governments must promote social and economic progress along with democracy, Hanning said. "Otherwise, the preachers of hate will surge in to the void."

## Une résistance plus tribale que politique

Washington pense que les "rebelles" sont des baasistes ou des étrangers infiltrés. A tort, constate *The Observer*.

Les autorités américaines persistent à soutenir que les attaques de la résistance sont le fait d'anciens baasistes et de partisans de Saddam Hussein. Elles refusent encore de voir la nature tribale d'une insurrection en expansion constante ces dernières semaines. Des tribus qui ont la particularité d'être profondément conservatrices. Un exemple ? Les Albueisi, une tribu forte de 50 000 personnes de la région de Fallujah, au cœur du fameux triangle sunnite. Ces derniers accusent l'armée américaine de bafouer leur code de l'honneur aux postes de contrôle et quand elle effectue des raids musclés chez les particuliers. Pour eux, le Coran exige le djihad contre les envahisseurs étrangers. Et, si vous leur demandez combien il faut prendre de vies américaines si l'un des leurs est tué, vous aurez inmanquablement comme réponse : "Le plus possible." Selon certains, on doit à cette tribu l'hélicoptère Chinook abattu près de Fallujah le 2 novembre dernier par un missile à détection de source de

chaleur. Seize soldats ont trouvé la mort au cours de cette opération. Selon les voisins, cela aurait pu être pire. Les combattants de la résistance étaient prêts à tirer un autre missile sur un autre hélicoptère, mais en ont été empêchés par les autochtones inquiets des représailles américaines. D'autres résistants sont arrivés avec des lance-roquettes et des kalachnikovs, mais ont été eux aussi retenus par la foule. A juste titre d'ailleurs. Après la perte d'un hélicoptère Black Hawk près de Tikrit, l'armée américaine s'est livrée à une démonstration de force dans la zone, larguant deux bombes de 250 kilos et tirant des obus de char. Selon les partisans de la résistance albueisi, l'affaire du Chinook était le fait des membres de la tribu comme d'ailleurs l'attaque d'un train militaire, un peu plus tard dans la même semaine. "Si les Américains venaient comme des gens normaux, nous les accueillerions volontiers", assure Khalid, un Albueisi qui avoue avoir des liens avec la résistance. "Quand ils sont venus nous libérer, je leur ai envoyé de la nourriture. Maintenant tout ce que je veux, c'est les tuer. Si je n'avais pas d'enfants, je rejoindrais la résistance dès demain." La résistance

de la région de Fallujah a, selon lui, des tactiques et des objectifs différents de celle de Bagdad. Dans les zones rurales, les combattants étrangers et les partisans de Saddam Hussein jouent un rôle bien moindre que les relations tribales et les codes traditionnels.

On pouvait, selon Khalid, acheter le mois dernier un missile antiaérien Sam 7 Strela de fabrication russe comme celui qui a abattu le Chinook pour 325 dollars – essentiellement auprès des tribus du sud du pays, qui en ont "ramassé" des milliers après la chute de Saddam Hussein. Depuis le mois d'avril, au moins 40 civils et policiers ainsi que 22 soldats américains ont été tués à Fallujah et dans les environs. Un cycle qui ne semble pas près de s'achever. Les gens de Fallujah sont particulièrement sévères à l'égard de la 82<sup>e</sup> division aéroportée américaine, qui a été chargée d'occuper la zone et de mater les insurgés. "Avant, j'avais une bonne opinion des Américains, explique Adnan Chechan. Mais nous avons changé d'avis après avoir vu l'agressivité des soldats. Les gens d'ici n'attaquent pas sans raison. Si quelqu'un de leur clan est tué, ils se vengent."

Patrick Graham, *The Observer* (extraits), Londres

DU 20 AU 26 NOVEMBRE 2003



## Shiite-led government in Iraq seen as inevitable, U.S. aides say

By Steven R. Weisman

**WASHINGTON:** The Bush administration, which was wary earlier this year of installing a government dominated by Shiites in Iraq, has concluded that such a development is virtually inevitable and not necessarily harmful to American interests, according to administration officials.

The officials said that fears of an Iranian-style — and Iranian-influenced — theocracy in Baghdad had faded because it had become clear that Iraq's Shiite population was not a monolithic bloc and not necessarily dominated by Tehran.

"Our basic position is that as we get to know more of Iraqi society, we're more comfortable with a democratic process, and if that emerges with a predominant Shiite role, so be it," one of the officials said Wednesday. "There's been a steady education process here."

Still, American officials are taking steps to ensure that when a Shiite-dominated government is installed next

year, as most expect, religious freedom and minority rights are respected and Iraq's neighbors are reassured that the first Shiite-governed Arab country does not pose a threat to them.

The shift in the administration's thinking laid the groundwork for the decision announced last week to accelerate the timetable for self-government in Iraq, administration officials say.

Administration officials acknowledge that elections or local meetings held to choose an interim government next year are likely to be dominated by Shiites, who represent a majority of Iraq's population and who are better organized to win.

And while administration officials believe that such a government will seek to be independent of Iran's religious influence, some experts on Iran and the Middle East caution that even the more secular of Shiites will come under at least some influence of religious leaders in Iraq, and perhaps even in Iran.

"It is true that the Shiites are not monolithic," said Flynt Leverett, a

former director of Middle East affairs at the National Security Council under President George W. Bush. "It's also true that most Iraqi Shias do not want to see an Iranian-style rule brought into post-Saddam Iraq."

But Leverett cautioned that most Iraqi Shiites also "want to see a system in which Islam has an official standing, and in which Islamic law is recognized as an important foundation for society."

This fact, he said, could create problems for the Bush administration as it plans for a government that respects religious diversity and the rights of minority groups and separates religion and state.

Half the Iraqi governing council's 24 members are Shiites. The number was 13 out of 25 until one member was assassinated this year. But Bush officials note that the Shiite members range widely in ideology: some are clerics, some are not, and there at least one is Communist.

The Bush administration first prepared for the likelihood of a Shiite government by insisting that the Iraqis write a constitution enshrining certain minor-

November 21, 2003

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

ity rights before an Iraqi government was installed. But that process looked like it was going to take a year or two.

Because of the worsening security, the administration last week speeded up that timetable. Now the administration wants the establishment of what it calls a "fundamental law" — in effect, an interim constitution — before an interim government is chosen next year.

That law is to be developed in close consultation with the American-led occupation authority in Baghdad.

American officials say that the main fear concerning a Shiite government in Iraq is more external than internal. Some of Iraq's neighbors — Turkey, Saudi Arabia, Jordan and the Gulf states — are said

to be worried that a Shiite-ruled nation in their midst might inflame their own restive Shiite populations.

If that came to pass, some Arab diplomats say, neighboring countries might end up encouraging the Sunni minority in Iraq to rebel against the government — as some Sunnis are already doing.

Another possibility, some in the administration say, is that Iraq could evolve toward a political compromise forged by the exile Ahmad Chalabi, who is a secular Shiite. Chalabi might manage to stitch together pro-Iranian groups, Kurds and others into a government.

A top administration official predicted recently that in that event, Chalabi could become prime minister.

The fear among American policy makers has long been that Iran would exercise too much influence over Shiites in Iraq. The best-known Shiite groups opposing Saddam Hussein, officials note, had links to Iranian intelligence services.

Now, however, American officials say Iran might see a Shiite-dominated government in Baghdad more as a rival than an ally. Iraq has many centers of Shiite study, like Najaf, that could threaten Iran's centers, including in Qum.

"We see the religious rivalry playing itself out," an administration official said. "Some of us call this the coming Najaf-Qum rivalry."

The New York Times

Colin Powell, secrétaire d'Etat américain

## « La communauté internationale, la France, les Etats-Unis se retrouvent sur l'Irak »

**Selon une récente enquête, 53 % des Européens estiment que les Etats-Unis représentent une menace importante pour la paix mondiale. Qu'en pensez-vous ?**

Je ne connais pas ce sondage, mais je pense que la plupart de mes amis européens, et mes amis en France, reconnaissent que les Etats-Unis ne représentent pas une menace. Nous avons préservé la paix du monde, nous l'avons créée, et les citoyens français le savent mieux que personne. Nous allons continuer. Ce qui, ces derniers mois, a peut-être provoqué ce genre de perception, c'est le fait d'avoir renversé deux régimes terribles, celui des talibans en Afghanistan et celui de Saddam Hussein en Irak. Je prétends que cela, ce n'est pas menacer la paix mondiale.

Quand ce travail sera terminé et que ces deux nations seront à nouveau debout, connaissant la démocra-

tie, nous verrons alors ce que disent les sondages ! Ils diront que deux régimes despotiques ont disparu, que le monde est en meilleur état, et qu'il y a une situation plus stable à la fois en Asie centrale et dans le golfe Persique.

**Les Européens ont parfois le sentiment que pour être un bon partenaire et allié des Etats-Unis il faut être d'accord avec Washington. Peut-on ne pas être d'accord et rester de bons amis ?**

Avec nous, la France a été très souvent dans un état d'esprit de désaccord, aussi bien que d'amitié... Nous sommes des alliés et des amis depuis 227 ans ; vous nous avez aidés lors de la création des Etats-Unis, et nous avons souvent aidé la France au cours du siècle dernier. Nous surmonterons notre important désaccord sur l'Irak. Ce sur quoi nous sommes aujourd'hui unis, c'est sur le fait de vouloir redonner sa souveraineté au peu-



GÉRARD CERLES/AFP

ple irakien aussi tôt que possible, en le faisant d'une manière qui laisse l'Irak en de meilleures conditions qu'il ne l'était avant notre intervention militaire.

Le débat entre les Etats-Unis et la France n'est pas de savoir si cela doit être fait, mais comment procéder pour redonner à l'Irak sa souve-

raineté. Dominique de Villepin souhaite que cela se fasse plus vite que nous ne pensons possible de le faire, et dans des circonstances différentes que celles que nous estimons les plus appropriées. Mais nous nous retrouvons de nouveau, la communauté internationale se retrouve.

**Vous demandez sans cesse aux Européens de faire davantage d'efforts en termes de capacités militaires. Ils vous répondent avec la défense européenne, et vous les critiquez pour vouloir un quartier général européen indépendant de l'OTAN lorsqu'ils agiront sans l'Alliance atlantique. Où est la logique ?**

La réponse est simple : l'OTAN reste le socle de la sécurité transatlantique. Nous soutenons un pilier européen fort, ainsi que la volonté des Européens d'accroître leurs capacités militaires. [Je dis] leurs « capacités »... Des capacités de transport aérien, de communica-

tion, de renseignement. Nous soutenons tout cela. Le problème est de le faire d'une manière qui n'affaiblit d'aucune manière l'Alliance. Nous avons une solution, et c'est « Berlin plus » [du nom des accords institutionnels de défense entre l'Alliance atlantique et l'Union européenne]. Ces accords disent : l'Alliance atlantique doit d'abord décider [si elle veut prendre en charge une opération militaire], et elle reste le socle de la sécurité transatlantique.

Si l'OTAN décide que ce n'est pas une mission pour elle, alors l'Union européenne peut vouloir utiliser ses propres capacités, avec l'assistance de l'OTAN. Or, beaucoup de ces capacités sont incorporées à l'OTAN, au titre des contributions à l'Alliance. Notre préoccupation est que ces moyens ne soient pas « dupliqués » : des quartiers généraux séparés ne sont pas nécessaires. Je pense que l'on peut régler la question de ces différences.

**La question d'une division entre la « vieille » et la « nouvelle » Europe relève-t-elle du passé ?**

Je n'ai jamais utilisé cette formule [elle est de Donald Rumsfeld, secrétaire américain à la défense]. Je

veux que les Etats-Unis aient des relations amicales et soient liés par un partenariat avec toutes les nations européennes ; que ce soit d'une manière collective, comme avec l'Union européenne et l'OTAN, ou de manière individuelle. Individuellement, ces pays ont le droit d'avoir leur propre opinion et leurs propres jugements, et il n'est pas question de le leur dicter. C'est pour cela que nous avons voulu la fin de l'Union soviétique et la chute du rideau de fer.

**Les Européens ne comprennent pas pourquoi vous n'exercez pas de pressions suffisantes sur Israël pour relancer le processus de paix. Ou plutôt ils répondent : c'est à cause de l'élection**

présidentielle de novembre. Vrai ou faux ?

Faux. Le président est allé à Akaba l'été dernier. Il a rencontré le premier ministre de l'Autorité palestinienne, Abou Mazen, le premier ministre israélien, Ariel Sharon, des leaders arabes, et tous sont tombés d'accord pour travailler ensemble sur une « feuille de route ». Le président savait qu'il y aurait une élection l'année prochaine, et il a néanmoins pris le risque d'aller à Akaba. Il pense toujours que la « feuille de route » est la bonne solution pour aller de l'avant, et il est prêt à travailler avec les deux parties.

Ce qui bloque la « feuille de route », c'est la terreur. Les Palestiniens ont été incapables de contrôler des organisations comme le Hamas et le Jihad islamique, déterminées à utiliser le meurtre de civils innocents comme arme politique.

« L'OTAN (...)

doit rester

le socle de la sécurité transatlantique »

Tant que les leaders et le peuple palestiniens ne comprendront pas que l'Etat d'Israël ne sera pas détruit, et que ce type d'activités terroristes détruit en fait le rêve du peuple palestinien, il sera difficile de réaliser des progrès. Je peux vous assurer que maintenant qu'il y a un nouveau premier ministre palestinien, M. Abou Ala, nous sommes prêts à travailler avec lui, si lui-même, par ses actions, prend l'engagement d'arrêter le terrorisme.

Nous croyons que les Israéliens sont prêts à répondre, et les Etats-Unis s'assureront que les Israéliens répondront.

Propos recueillis par  
Laurent Zecchini

Le Monde

20 NOVEMBRE 2003

# La Turquie se retrouve en première ligne de la guerre terroriste

ISTANBUL

de notre correspondante

Les attentats à la bombe contre deux synagogues, samedi 15 novembre, avaient pu être perçus comme des actes isolés. Jeudi 20 novembre, les habitants d'Istanbul ont dû se rendre à l'évidence : la Turquie est désormais en première ligne sur le front du terrorisme. Deux attaques-suicides menées avec des camionnettes bourrées d'explosifs ont fait, jeudi, 27 morts et plus de 450 blessés. Après la communauté juive, samedi, ce sont cette fois les intérêts britanniques - le consulat et la banque HSBC - qui ont été visés, le jour même où Tony Blair rencontrait George Bush à Londres.

« Appelons les choses par leur nom : c'est une guerre, et la Turquie est le champ de bataille », écrit, vendredi, un commentateur dans le quotidien *Radikal*. Pour lui, comme pour beaucoup d'autres, aucun doute n'est permis : Al-Qaïda a déclaré la guerre à la Turquie. Les attentats ont été revendiqués par un homme se réclamant à la fois d'Al-Qaïda et du groupe turc Front islamique des combattants du Grand Orient (IBDA-C). « Lorsque nous examinons les événements d'il y a quelques jours, ils sont presque identiques aux explosions d'aujourd'hui. Mais il est trop tôt pour annoncer qui est responsable », a déclaré le premier ministre Recep Tayyip Erdogan, affirmant que les auteurs de ces attentats meurtriers « devront payer le prix de leurs actions dans ce monde et dans le prochain. »

En l'espace de cinq jours, cette bataille a déjà coûté la vie à 52 personnes à Istanbul et causé plus de 750 blessés. A Ankara, Istanbul et Izmir, les mesures de sécurité ont été renforcées autour des bâtiments publics et diplomatiques.

## EFFET DÉSTABILISATEUR

La Turquie, qui avait refusé de participer à la guerre contre le régime déchu de Bagdad et a récemment renoncé à envoyer des soldats en Irak, se trouve irrésistiblement attirée dans la violence. Mais plusieurs de ses responsables ont aussitôt assuré que le pays demeurerait déterminé à maintenir le cap en direction de l'Europe, sans dévier de sa trajectoire.

« Les cibles clés sont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël. La Turquie est une cible secondaire, estime Ümit Özdag, du Centre de recherches stratégiques eurasiennes à Ankara. Mais notre pays est puni pour son soutien à la politique américaine au Moyen-Orient et pour avoir accepté d'envoyer des soldats en



GEORGE GEORGIOU/PANOS

Hébéte, un homme ensanglanté erre dans les décombres d'une maison éventrée par l'explosion de la voiture piégée devant le consulat de Grande-Bretagne, jeudi 20 novembre, à Istanbul. L'attentat a été commis dans le quartier animé de Beyoglu, très fréquenté à cette heure de la matinée.

Irak, même s'il y a par la suite renoncé.»

L'ambassadeur de France à Ankara, Bernard Garcia, estime que ces attaques vont créer « un effet de rapprochement involontaire vis-à-vis de l'Europe. » La Turquie, pays musulman, aurait été ciblée précisément

parce qu'elle a opté pour un modèle de gouvernement laïque et démocratique, en ligne avec les valeurs occidentales. Les groupes terroristes « veulent empêcher la Turquie de rejoindre le monde occidental et devenir membre de l'Union européenne », estime également l'ancien premier ministre Tansu Ciller.

Les relations ne sont pas toujours bonnes entre le gouvernement du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis le 11 mars 2003, et les institutions étatiques, notamment l'armée, qui se

méfient des intentions de son parti, le Parti de la justice et du développement (AKP), issu de la mouvance islamique. Certains diplomates admettent que ces attentats pourraient avoir un effet déstabilisateur pour le gouvernement de M. Erdogan. Une réunion du Conseil national de sécurité, qui réunit les dirigeants civils et militaires du pays, est prévue vendredi.

## RÉUNION D'URGENCE

Jeudi, un communiqué du chef d'état-major de l'armée, saluant « l'esprit de sacrifice, la patience, la solidarité et la résistance du peuple turc », a rappelé que « la République de Turquie mène depuis longtemps un combat efficace contre ces menaces et elle va continuer. » C'est également un message de défi que la presse turque a choisi d'exprimer à la « une », vendredi. « Ils ne nous

détruiront pas, » annonçait le quotidien *Milliyet*, alors que plusieurs autres journaux parlaient d'un « 11 septembre de la Turquie. »

Les services de renseignements ont été critiqués après ces deux vagues d'attentats. Contre des kamikazes, le renseignement apparaît comme le seul véritable rempart. Des spécialistes soulignaient que le mur d'enceinte du consulat britannique n'avait pas résisté à la déflagration causée par 250 kg d'explosifs.

Les services de renseignement turcs ont « bonne réputation » auprès de leurs homologues occidentaux, affirment les diplomates. Leur vigilance avait permis l'arrestation de nombreux radicaux, membres d'organisations telles que le Hizbullah ou le IBDA-C (Front islamique des combattants du Grand Orient) ces dernières années.

Le gouvernement turc a appelé la communauté internationale à une plus grande coopération contre le terrorisme. Les pays membres de l'OTAN devraient se réunir d'urgence pour évaluer l'impact des attaques à Istanbul. « Nous avons affaire à du terrorisme organisé » a déclaré le ministre des affaires étrangères Abdullah Gül, qui a cependant averti que la Turquie n'était pas la seule cible visée. « Aucun pays de l'OTAN n'est à l'abri : n'importe qui peut être attaqué à n'importe quel moment », a-t-il insisté.

Nicole Pope

## Sept arrestations et les kamikazes identifiés

Le ministre turc des affaires étrangères, Abdullah Gül, a confirmé, vendredi 21 novembre, que la police avait procédé à « plusieurs arrestations » à la suite du double attentat de jeudi matin. Selon le quotidien *Hurriyet*, sept suspects ont été appréhendés et l'enquête aurait permis d'identifier les deux kamikazes. Il s'agirait de Azad Ekinçi et Feridun Ugurlu, des militants islamistes, déjà recherchés dans le cadre des attentats-suicide commis samedi contre deux synagogues à Istanbul. Arrivé dès jeudi soir sur les lieux du drame, le chef de la diplomatie britannique, Jack Straw, a dénoncé une « attaque contre la civilisation », précisant que la « menace globale » du terrorisme appelait « une réponse globale ». « Ces attaques ne feront qu'augmenter notre détermination à tous de voir la Turquie comme membre à part entière de l'Union européenne » a-t-il ajouté. Le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont affirmé être en possession d'informations sur de possibles nouveaux actes terroristes en Turquie. Ils ont mis en garde leurs ressortissants. - (AFP.)

Le Monde

22 NOVEMBRE 2003

# Des groupes islamistes locaux impliqués dans les attentats

Les combattants du Grand Orient et le Hizbullah turc ont des réseaux implantés de longue date

22 NOVEMBRE 2003  
Le Monde

MINIMISÉE au départ, l'implication de groupuscules islamistes turcs dans les attentats qui ont frappé Istanbul à deux reprises, samedi 15 et jeudi 20 novembre, ne fait plus de doutes.

Mesut Cabuk, 29 ans, et Gökhan Elaltuntas, 22 ans, originaires de Bingöl, dans le sud-est de la Turquie, ont été identifiés comme les auteurs des attaques à l'explosif perpétrées samedi contre les synagogues de Sisli et de Galata, a confirmé le préfet d'Istanbul, Muammer Guler. En fuite, leurs présumés complices, Azad Ekinçi et Feridun Ugurlu, soupçonnés d'avoir acquis les véhicules piégés qui ont servi aux attentats, ont été présentés par la police comme d'anciens militants du Hizbullah turc - sans lien aucun avec le mouvement chiite du même nom au Liban.

Implantée dans les régions à majorité kurde du sud-est du pays (Van, Bingöl, Adana, Batman), cet-

te organisation islamiste radicale -20 000 membres, selon un rapport de la police de 1998- s'est fait connaître, au début des années 1990, en faisant le coup de feu contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte contre l'armée régulière d'Ankara. Lorsque le PKK cesse sa guérilla, peu après l'arrestation de son chef, Abdullah Öcalan, en février 1999, le Hizbullah est démantelé. Son chef, Huseyin Velioğlu, meurt en janvier 2000, lors de son arrestation à Istanbul, le corps criblé de trente balles.

### « CONTRE-GUÉRILLA »

Une soixantaine de corps sont alors exhumés de charniers découverts dans les locaux de l'organisation à Istanbul, Ankara, Van, Adana et Konya : ceux d'hommes d'affaires d'origine kurde ou d'islamistes modérés, enlevés, torturés puis assassinés par l'organisation, par-

fois à des fins crapuleuses. Des centaines de personnes sont arrêtées, dont des fonctionnaires en poste au cabinet du premier ministre de l'époque, Bülent Ecevit.

Parmi les armes découvertes dans les caches du groupe, certaines proviennent des stocks de l'Etat. Un ancien préfet de Batman, Salih Sarman, confie alors au quotidien *Hürriyet* (11 février 2000) avoir reçu des armes pour lutter contre le terrorisme et reconnaît que « sur 1 800 pièces reçues, 600 ont disparu ».

Dès les années 1990, hommes politiques et journalistes avaient dénoncé l'utilisation du Hizbullah dans des opérations de « contre-guérilla ». Ugur Mumcu, du quotidien *Cumhuriyet*, avait abondamment écrit sur le sujet ; il a été tué, en 1993, dans l'explosion de sa voiture. Trois ans plus tard, le chef d'une fraction née du Hizbullah (Islami Hareket, Mouvement isla-

miste), Irfan Cagirici, arrêté, devait revendiquer cet assassinat.

Autre groupuscule islamiste violent, le Front des combattants du Grand Orient (IBDA-C), plus minoritaire encore (600 membres), s'est attribué la paternité des deux vagues d'attentats commises à Istanbul. Comme le Hizbullah et ses filiales, l'IBDA-C entend, par la violence, établir un Etat islamique. Il a ainsi revendiqué l'assassinat, en 1999, du professeur Ahmet Taner Kislali, un ancien ministre de la culture. Le chef de ce groupuscule, Salih Mirzabeyoglu, arrêté en 1998 et condamné à la prison à perpétuité, a fait ses premières armes dans les années 1970 au Milli Selamet Partisi (MSP), de l'ancien premier ministre islamiste Necmettin Erbakan (1996-1997), père spirituel de l'actuel chef du gouvernement turc, Recep Tayyip Erdogan.

Marie Jégo

**TERRORISME** *Le double attentat contre des intérêts britanniques à Istanbul, jeudi, a été, à nouveau, revendiqué hier par les réseaux d'Oussama Ben Laden, tandis que l'enquête conduisait à plusieurs arrestations. Par ailleurs, ces attaques risquent de relancer le débat sur l'avenir de la candidature de la Turquie au sein de l'Europe*

## L'Union européenne à l'épreuve des attentats en Turquie

Luc de Barochez

Les attentats d'Istanbul mettent l'Union européenne à l'épreuve. Les dirigeants européens œuvrent depuis des années à stabiliser la Turquie en essayant de l'arracher à son tropisme oriental. Or, c'est toute leur stratégie d'ancrage de ce pays dans l'Occident qui risque d'être remise en cause par une déstabilisation des autorités d'Ankara. Mais jusqu'où l'UE peut-elle peser pour influencer l'évolution de la Turquie ? Elle a jusqu'ici suivi une ligne ambiguë, en demandant à la Turquie de se démocratiser et de se libéraliser en vue d'une adhésion qu'elle s'est refusée à promettre noir sur blanc.

L'Union se demande aujourd'hui si elle doit passer à la vitesse supérieure dans le pro-

cessus d'adhésion de la Turquie. Des ministres de Grande-Bretagne et d'Allemagne ont pris position, hier, pour que l'UE lève l'équivoque et offre une adhésion claire et nette, même si la date devait rester un sujet d'incertitude. « La réponse à ce qui s'est passé à Istanbul est que nous devons coopérer de façon plus étroite avec la Turquie », a déclaré le ministre allemand de l'Intérieur, Otto Schily.

Selon lui, « il faut sérieusement négocier une perspective pour une adhésion de la Turquie », bien qu'une telle adhésion ne serait « pas pour tout de suite ». Le chef de la diplomatie britannique, Jack Straw, a déclaré de son côté que les attentats d'Istanbul, « loin de porter atteinte à la volonté d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne » allaient « renforcer la détermination de tous à voir la Turquie deve-

nir un membre à part entière de l'Union ».

Mais ces déclarations sont loin de refléter une position européenne unanime. Dans d'autres capitales, à Paris en particulier, on reste très prudent sur la candidature turque. Vouloir bouleverser le calendrier risquerait en effet de

décembre 2004, si, et quand, s'ouvriraient les négociations d'adhésion. La Commission européenne devra auparavant soumettre aux Vingt-cinq un rapport sur la façon dont la Turquie se sera, d'ici là, mise en conformité avec les critères d'adhésion (notamment la démocratie, le respect des droits

de l'homme et la liberté du marché). Si c'était le cas, il faudrait alors trancher la question existentielle de savoir si un pays

**A Bruxelles, la Commission européenne a rappelé, hier, qu'elle en restait aux échéances prévues**

compliquer encore un processus qui ressemble déjà à un casse-tête. A Bruxelles, la Commission européenne a rappelé, hier, qu'elle en restait aux échéances prévues. Celles-ci, arrêtées au sommet de Copenhague l'an dernier, prévoient que l'UE décide dans un an, en

musulman situé majoritairement hors du continent européen peut entrer dans l'Union.

« Les terribles attaques dirigées contre un pays candidat et un pays membre (de l'UE) auxquelles nous avons assisté jeudi ne doivent pas influencer la vision que l'Europe a de la

LE FIGARO SAMEDI 22 - DIMANCHE 23 NOVEMBRE 2003

Turquie », a déclaré le commissaire chargé de l'élargissement, Günter Verheugen. Il a encouragé les Turcs à poursuivre leurs réformes. « *Ce dont ils ont besoin aujourd'hui, c'est d'un message clair et de notre soutien moral.* » Pour autant, « *on ne peut pas modifier les paramètres* » de l'adhésion, a-t-il estimé.

Des experts font valoir, en revanche, que l'Europe aurait intérêt à imprimer un mouve-

ment plus rapide. « *Il faut accélérer l'intégration car l'Union, si elle veut peser dans le débat mondial, doit prouver que l'islam et l'Occident ne sont pas incompatibles* », explique la sociologue Nilufer Göle, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) à Paris. « *La Turquie a été frappée justement parce qu'elle offre une alternative entre la révolution et le terrorisme. C'est ce*

*que j'appelle l'islam souriant. C'est la seule option qui permet d'échapper au conflit des civilisations* », estime-t-elle.

La simple perspective, même floue, de l'adhésion a incité la Turquie à se réformer en profondeur. Depuis le sommet de Copenhague, le Parlement turc a adopté une série de lois pour abolir la peine de mort, donner des droits culturels à la minorité kurde, encadrer le pouvoir militaire et le séparer du pou-

voir politique. Cette dynamique de démocratisation doit cependant encore se concrétiser dans les faits. L'UE a encore un an devant elle pour essayer d'influencer le cours de la démocratisation sans avoir à s'engager sur la question de l'adhésion. La décision que prendra le Conseil européen en décembre 2004, quelle qu'elle soit, changera radicalement la donne, pour la Turquie mais aussi pour l'Union.

# Purging Baath Party proves difficult task

## Saddam's loyalists holding on to power

By Susan Sachs

**BAGHDAD:** Purging Iraq of the Baath Party, the backbone of Saddam Hussein's dictatorship, has proved more difficult than many Iraqis had imagined.

In some provinces where the party's roots were deep, high-ranking members kept their state jobs because local officials said they were afraid to make changes.

In other cases, U.S. Army commanders have intervened to keep senior Baathists on the payroll, reasoning that firing people only feeds public resentment.

Even when there is the will to dismiss top Baathists, it has sometimes been difficult to find the way.

In the chaotic weeks following the old regime's collapse this spring, computer records in many ministries were stealthily altered to effectively demote thousands of once-privileged party bosses, said officials of Iraq's interim

government.

"A lot of Baath Party members changed their ranks in the files during April and May, when the institutions of the state were empty," said the new minister of finance, Kamel Kilani, who is the paymaster of the huge public sector. "You'd think the only active Baathist was Saddam Hussein and all the rest were low-ranking nobodies."

The Baath Party's tentacles stretched to every university, schoolhouse, ministry, hospital and city hall. Members benefited from preferential treatment in work and education, salary bonuses and a license to humiliate others, said Iraqis who lived under the one-party system.

But membership was also a social passport, they said, a requirement for some positions as well as a means to demonstrate allegiance to a regime that severely punished disloyalty.

When L. Paul Bremer 3rd, the head of the American occupation authority, outlawed the party in May, some three million people were believed to be Baath Party members.

No one proposed firing all of them, but Bremer and the Iraqi Governing Council did decree that Baathists in the top three ranks of the party, an estimated 120,000 people, be removed from their government jobs.

Time, economics and pragmatism have moderated even those plans.

"We had hoped there would be a radical shakeup," said Ali Abdul-Amir Allawi, the new trade minister and a former political exile who spent years polishing a plan to de-Baathify Iraq once Saddam was gone. "As time has gone on, prudence has taken over."

The New York Times

### ■ U.S. lifts arms-exports ban

The State Department has repealed a ban on arms exports to Iraq so that the United States can supply weapons to a new army and police force, the Federal Register said Friday, Reuters reported from Washington.

The United States imposed the ban in 1990, at about the same time that Iraq invaded Kuwait.

Recent legislation authorized the export of some military equipment to Iraq but did not allow the United States to supply them to Iraqi forces. The latest amendments remove that restriction, a notice in the register said.

The notice was signed by Under Secretary of State John Bolton on Oct. 11.

The Bush administration has adopted a policy of handing over security duties to Iraqi forces as soon as possible so that it can reduce its own military presence in the country.



Ashley Gilbertson/Aurora, for the New York Times

Governor Ghanem Al-Basso of Mosul says most Baathists have been forced out.

Herald INTERNATIONAL Tribune

November 22-23, 2003

# Despite attacks, expats in Turkey plan to stay

Reuters

**ANKARA:** Western expatriates in Turkey said Friday that they were staying put despite the threat of further attack following Thursday's truck bombings.

Britain has warned its citizens to undertake only essential travel to Turkey after suspected suicide bombers struck the Istanbul offices of HSBC, a London-based bank, and the nearby British consulate. More attacks could come, it said.

But Britons and other foreigners interviewed Friday said that they would stay in the country because the attacks by suspected Islamist militants were not confined to the only Muslim democracy in the region.

"This is not a Sept. 11 attack," said Christian Johannes, 33, a German expatriate and a partner in a firm in Turkey's energy sector. "This can happen in Nigeria, America or even Germany."

Many of Turkey's Western expatriates, which number several thousand, have married Turks and own property. Most live in the affluent areas of Istanbul and Ankara, the capital, located in Turkey's secular heartland 450 kilometers, or 280 miles, east of Istanbul.

British firms in Turkey and the region were on high alert on Friday, while HSBC Holdings, Britain's biggest com-

pany, re-opened its 160 bank branches in the country after shutting them Thursday afternoon on the advice of Turkish authorities.

"You feel slightly insecure now," said a British citizen who runs a business near the consulate. "But it hasn't made me even consider leaving."

A group of eight Canadian students studying in Istanbul said they were leaving Turkey because of the attacks, however.

They live in an apartment just blocks away from the Neve Shalom synagogue, a target of last Saturday's deadly suicide attacks, and work near the British consulate.

"We thought Saturday was an isolated incident, but now it seems out of control," said one of the students, Emily Young, who is from Ottawa.

"This just hits too close," she continued. "We live near one attack and shop for our groceries near the other."

The United States warned its citizens on Friday to defer nonessential travel to Turkey.

"These incidents represent a significant change from prior attacks in Turkey, which have previously involved small-scale, random bombings and small numbers of casualties," the U.S. Embassy said in a statement that was e-

mailed to Americans in Turkey.

There have been four suicide bombings in Turkey in one week as Muslim militants have turned Ramadan, Islam's traditional month of piety, into a season of death and destruction.

Some analysts expect militants to intensify their attacks as the lunar month of Ramadan draws to a close early next week.

Roland Jacquard, the head of the Paris-based International Observatory on Terrorism, said that militants "were told that particularly the end of Ramadan should be the period of jihad and the period of rebirth of jihad."

Suicide bomb attacks have ripped through the Middle East from Turkey to Saudi Arabia during the holy month, killing at least 133 people and wounding hundreds more.

The toll includes the attack on the International Red Cross building in Baghdad, a suicide bombing at a housing compound in Riyadh, last Saturday's attacks on two synagogues in Istanbul and Thursday's strikes on British interests in the same city.

Muslims see the last 10 days of the month as particularly auspicious because the Koran was revealed to Prophet Muhammad on the Night of Power, or Lailat al-Qadr, which falls during that time.

The bloodiest attacks have been blamed on the Osama bin Laden's Qaeda terror network, which has put the world on edge with its vows to send more "cars of death" into the United States, Japan, Italy, Britain, Australia and Muslim countries.

Terror in Turkey ■ By Soli Ozel

## Radicals who abhor moderate Islam

**F**ive days after suicide bombers had attacked two Istanbul synagogues, killing 25 people, the city was struck again Thursday, when 27 people died in blasts at the British consulate and the headquarters of the British bank HSBC. Al Qaeda claimed responsibility for all the attacks. Turkey had its own Sept. 11, with smoking towers and all.

The Jewish community's links to Israel made it a target for those who hate the Jewish state and its policies. The British targets were attacked while President George W. Bush was visiting Britain. In the eyes of the perpetrators, one can conclude, three countries responsible for the war in Iraq were punished for their anti-Muslim deeds.

Yet there remains the question of why Istanbul was chosen as the site of the attacks. Turkey was not part of the coalition that fought in Iraq. It is a Muslim country and Istanbul, was the seat of the Caliphate for 400 years. The nihilists of Al Qaeda claim to act as messengers of Islam but have no concern for human life, whether Muslim or non-Muslim, so perhaps Turkey was chosen because it was a relatively easy field of operation.

Turkey could be a target because it is a member of NATO and an ally of the United States. It enjoys good relations with Israel and it has a pro-Western foreign policy.

But rather than foreign policies or alliances, it is probably the very identity of modern Turkey, and particularly of Istanbul — vibrant, cosmopolitan and multicultural — that has made us prey to fundamentalists who live by and for violence.

Not only is Turkey, a predominantly Muslim country, officially secular and increasingly democratic, but it is building a modern economy integrating with world markets. With its dogged determination to be Western and to become a member of the European Union, it is everything that radical Islamists — anti-modern, anti-secular, anti-Western, antiglobalization — abhor.

It must be unbearable for radical Islamists that despite many obstacles, Turkey integrated its Islamist movement into the political system through democratic means; the governing Justice and Development

The terrorist acts will steel the resolve of an increasingly assertive and pro-EU public.

Party of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan had its roots in the Islamist movement that was once stridently anti-Western and anti-secular.

Since coming to power, Erdogan's party has made great strides toward meeting the criteria for admission to the European Union, a fact recognized by the European Commission, if a bit stingily, in its latest progress report.

In short, the Turkish experiment is the opposite of the rage-driven politics of the fundamentalists. Its success refutes the claim that Islam and democracy are incompatible and arguably heralds the demise of the radical Islamist vision.

It is too early to assess the full impact of the Istanbul blasts. The Turkish economy, particularly tourism, may suffer. But there is little reason to think that the reform process will slow down or stop. If the Justice and Development Party allows the bombings to force it to choose between democracy and security, it will give in to the arguments of its opponents, who fear a more democratic Turkey. Erdogan's party must condemn Islamist violence and mark a clear demarcation line between Muslims and nihilists.

The theses advanced in some Western countries that Turkey's strong military would use this opportunity to reassume the ground it lost during the reform process appear unlikely. Turkey will not change course. If anything the terrorist acts will steel the resolve of an increasingly assertive and pro-EU public.

Turkey's relations with the West have improved in recent months. Washington and Ankara are finally finding a new balance after their falling-out over Iraq. The security axis is no longer the sole determinant of these relations. At last, Turkey figures in U.S. calculations because of what it is, rather than where it is.

If the challenge for Turkey is to keep on the right track while fighting transnational terrorism, the challenge for the EU is to have the farsightedness to see Turkey for the asset that it is, or that it will be in 10 years' time. Will the EU embrace a fully reformed Turkey as a member? On that decision rides more than just Turkey's destiny.

The writer is a professor of international relations at Istanbul Bilgi University and a columnist for the Turkish daily newspaper Sabah.

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

November 22-23, 2003

# Les attaques terroristes pèsent sur la perspective d'adhésion de la Turquie à l'UE

Une décision doit être prise en décembre 2004

## BRUXELLES

de notre bureau européen

Au-delà de l'émotion et de la condamnation unanime des attentats d'Istanbul, la « question turque », celle de l'éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne, s'est imposée, vendredi 21 novembre, dans les commentaires des responsables européens. Si personne ne doute que des attentats terroristes peuvent avoir lieu, demain, à Paris, Berlin ou Rome, il n'est pas neutre qu'ils se soient déroulés dans un pays musulman situé aux portes de l'Europe.

Deux approches s'opposent. Les uns voient dans l'Union un « club chrétien » dont l'homogénéité serait remise en cause par l'entrée

de la Turquie. Pays musulman modéré et occidentalisé, membre de l'OTAN, proche de l'Amérique et qui collabore étroitement avec Israël, la Turquie ne peut qu'attiser la haine des organisations islamistes radicales. Dès lors, estiment-ils, accepter la Turquie dans l'Union, reviendrait à y introduire un foyer potentiel de terrorisme.

Pour les partisans de l'intégration, en revanche, les attentats à Istanbul doivent conforter la stratégie d'adhésion, dans le sillage du sommet de Helsinki, en décembre 1999. Rejoignant la position exprimée par Jack Straw, le chef de la diplomatie britannique, le ministre allemande de l'intérieur, Otto Schily, s'est dit persuadé que

« c'est précisément la perspective de l'Europe qui peut contribuer à une poursuite de la démocratisation et de la stabilisation » en Turquie.

Cependant, même les avocats les plus convaincus d'Ankara ne souhaitent pas hâter le calendrier institutionnel. C'est en décembre 2004 que l'Union devra décider d'ouvrir, ou non, des négociations

d'adhésion avec Ankara. Pour Günther Verheugen, commissaire européen à l'élargissement, ces attentats ne doivent pas « influencer la vision que l'Europe a de la Turquie ». Les Turcs, estime-t-il, doivent poursuivre leurs efforts, mais il n'y a pas de raison de brûler les étapes.

Öguz Demiralp, ambassadeur de Turquie auprès de l'Union européenne, en convient, mais estime que l'Europe n'a pas coopéré « sincèrement et vigoureusement » avec la Turquie dans la lutte anti-terroriste. Ankara aurait ainsi demandé en vain, « depuis plus de deux ans », que le Front islamique des combattants du Grand-Orient (IBDA-C), qui a corevendiqué les

attentats avec Al-Qaida, soit inscrit sur la liste des organisations terroristes de l'UE. « La Turquie est un pays musulman laïc et démocratique, un pays modèle. Istanbul est un exemple de métissage des civilisations, c'est tout cela qu'on a voulu abattre », souligne-t-il, ajoutant : « des hésitations feraient le jeu du terrorisme. Cela voudrait dire que le terrorisme gagne et que le modèle occidental, les valeurs universelles de l'Europe, que nous avons adoptées, perdent. »

Officiellement, l'Europe est favorable à l'adhésion de la Turquie, mais certains évoquent l'alternative d'un statut parmi les « nouveaux voisins » de l'Union, lesquels bénéficieraient du marché intérieur mais pas de ses institutions. Enfin, si la Commission soutient le principe de l'adhésion, un récent sondage allemand montre que 27 de ses directeurs généraux – sur 33 – seraient hostiles à l'adhésion, de même qu'une majorité des commissaires...

Laurent Zecchini

24 NOVEMBRE 2003

Le Monde

## Abritant une communauté de 2,5 millions de Turcs, l'Allemagne est inquiète et divisée

### BERLIN

de notre correspondant

S'exprimant d'ordinaire rarement, le chef des services secrets allemands, August Hanning, a estimé, jeudi 20 novembre, au cours d'une conférence consacrée au Moyen Orient, que « les succès militaires seuls ne constitueraient pas la solution ». Et d'ajouter, pour bien souligner le handicap induit par le manque de dialogue avec le monde musulman : « Nous sommes en train de perdre la bataille des cœurs et des esprits ».

Dans les jours précédents, déjà, le chef du BND (Bundesnachrichtendienst) avait publiquement mis

en garde contre la situation explosive dans la région, soulignant que des centaines de jeunes musulmans installés en Europe, « y compris en Allemagne », avaient rejoint ou s'approprièrent à rejoindre l'Irak pour participer à la guerre contre les forces de la coalition.

Les inquiétudes allemandes n'ont pu que s'approfondir après les derniers attentats en Turquie. L'Allemagne abrite 2,5 millions de Turcs et, chaque année, quelque 2,5 millions d'Allemands passent leurs vacances sur les plages turques. Tout ce qui se passe à l'est du Bosphore se répercute à l'ouest du Rhin.

Il n'a fallu ainsi que quelques heures pour qu'éclate, après les nouveaux attentats à Istanbul, un vif débat public sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne

suscitée, notamment, par l'analyse des causes ayant conduit aux attaques. Pour l'ouvrier turc dans son café de Kreuzberg, le quartier turc de Berlin, comme pour le responsable communautaire en passant par les nombreux élus allemands d'origine turque, les derniers attentats sont des actes dirigés autant contre les Américains, la Grande-Bretagne et Israël, que contre la Turquie, pays musulman et laïc à la fois qui cherche une voie démocratique.

Nombre de Turcs d'Allemagne évoquent les peurs des années antérieures, lorsqu'aux affrontements armés entre la gauche et la droite ont succédé les accrochages avec les organisations indépendantistes kurdes, puis la prise de pouvoir par l'armée. Beaucoup craignent que sous la pression des événements, le gouvernement d'Ankara ne soit acculé à prendre des mesures drastiques pour combattre le terrorisme, mettant en risque le processus de démocratisation en cours. L'intégration de la Turquie dans la communauté euro-

péenne, en concluent beaucoup, est la meilleure des garanties pour éviter le retour en arrière.

L'analyse est partagée par le ministre allemand de l'intérieur, le social-démocrate Otto Schily, qui, réaffirmant les thèses constantes de Berlin, a estimé qu'au vu de ce qui venait de se passer, l'Union européenne se devait de « coopérer de manière plus étroite » avec

Ankara. Il faut, a ajouté le ministre, sans indiquer de date, « négocier sérieusement une perspective d'adhésion pour la Turquie ».

Ces remarques étaient à peine lancées que l'opposition chrétienne démocrate, hostile à l'intégration de la Turquie au sein de l'UE, entrait à son tour en scène. Vice-président du groupe parlementaire CDU/CSU, Wolfgang Bosbach, a tiré le premier coup en estimant, vendredi 21 novembre, qu'« une entrée rapide [de la Turquie dans l'UE] importerait le problème du terrorisme au sein de la Communauté ».

D'autres ont ensuite enchéri, tel Ingo Friedrich, vice-président de la CSU bavaroise comme du Parlement européen, pour lequel les islamistes n'accepteraient jamais qu'« un pays essentiel du monde musulman (...) passe à l'ouest » et combattraient le mouvement par

le terrorisme.

La polémique, bientôt, s'est généralisée, les uns refusant que les attentats deviennent un prétexte pour accélérer le processus d'intégration européenne de la Turquie, les autres accusant l'opposition d'instrumentaliser ces mêmes attentats pour nourrir leurs thèses traditionnelles ou s'opposer au débat.

Mais, déjà, un autre débat se profile, déclenché par les propos d'un diplomate israélien lors d'une cérémonie tenue, vendredi, dans la grande synagogue de Berlin en l'honneur des victimes musulmanes et juives des attentats. Au cours de la cérémonie, à laquelle assistaient des représentants des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de Turquie et d'Israël, le représentant israélien, Mordechai Lewy, a mis en garde contre les tentatives de procéder « avec hésitation » contre le terrorisme. « Il s'agit d'une guerre de civilisation, a ajouté le diplomate, et qui ne le comprend pas s'autorise un luxe qu'il paiera chèrement ». Des propos qui heurtent les idées, fort répandues en Allemagne, sur le nécessaire dialogue des cultures et des religions.

Georges Marion

# ABOUT-FACE

**Newsweek**

NOVEMBER 24, 2003

# IN IRAQ

## Iraq

**A stepped-up bombing campaign. A speedier plan for handing off power. As the body count mounts, Team Bush tries a new tack.**

BY MICHAEL HIRSH, ROD NORDLAND AND MARK HOSENBALL

AUL BREMER'S JOB SOUNDS straightforward, at least. It is to transform Iraq from a dangerous muddle into a democratic model. But last week the dapper career diplomat got a faceful of Iraqi democracy, laced with a lot of smoke and cordite, from the very Governing Council he created and once all but ignored. And now the future looks anything but straightforward. While an anti-American insurgency raged out of control, the 24 council members were telling him they were utterly stalemated on how to write a constitution, which the Bush administration insisted would be the first step in doing democracy "right" (as one U.S. official put it). Majority Shiites, knowing they represent 60 percent of the country, insisted on direct election of delegates; citing a *fatwa* to that effect from their senior religious figure, Ayatollah Ali Sistani. Minority Sunnis, the elite group that produced Saddam Hussein, didn't want a direct vote that might cost them power. So no constitution for the moment. And there would be more delays—and more bloodshed—if Bremer didn't give.



Bremer has grown increasingly frustrated during his six-month tenure—not least because his bosses back in the White House and Defense Department haven't appreciated how bad the guerrilla attacks have gotten. So he promptly got Condoleezza Rice on the phone. The national-security adviser, taking a rare Sunday afternoon off, was at the Redskins game at FedEx Field. Rice has been given more

oversight of the Iraq problem as Bremer has chafed under Pentagon control and the White House has fretted that Donald Rumsfeld's unforeseen "postwar" war could cost President George W. Bush the 2004 election. Now, talking to Bremer on her cell phone at the stadium, Rice realized America needed a whole new game plan. Bremer was rushed back to Washington—so abruptly, in fact, that he had to cancel an important meeting with one of America's few allies in this fight, Poland's prime minister (who was mildly



FROM A MARCH U.S. troops hunt for weapons caches in the marshes of the Diyala River's floodplain. (AP/Wide World)

miffed at not being alerted beforehand). After a day and a half of intense talks with the president and other senior officials, the administration reversed itself. The Iraqis would have their way. A week after Bush's much-noted speech calling for democracy in the Arab world, the president decided to compromise on a principle his administration had, just weeks ago, stoutly maintained (against the advice of the United Nations and Europeans). Bush and Bremer had insisted that before the Iraqis could run their own country, they'd have to create a proper constitution first, and only then hold national elections. Instead, as the United Nations and various influential former exiles like Ahmad Chalabi and Sunni power elites have long wanted, the Americans agreed to a kind of quasi democracy on the "Afghan model." This involves selection of delegates for a National Assembly by tribal leaders and "notables" in Iraq's 18 provinces. That body in turn would form a provisional government of elites by next June that will "assume full sovereign powers for governing Iraq," according to an agreement released Saturday. This is to be followed by a constitutional convention, a referendum and then national elections—but not until 2005-06, when the Americans will have less control. The upshot is that Bush's grand designs for Arab trans-

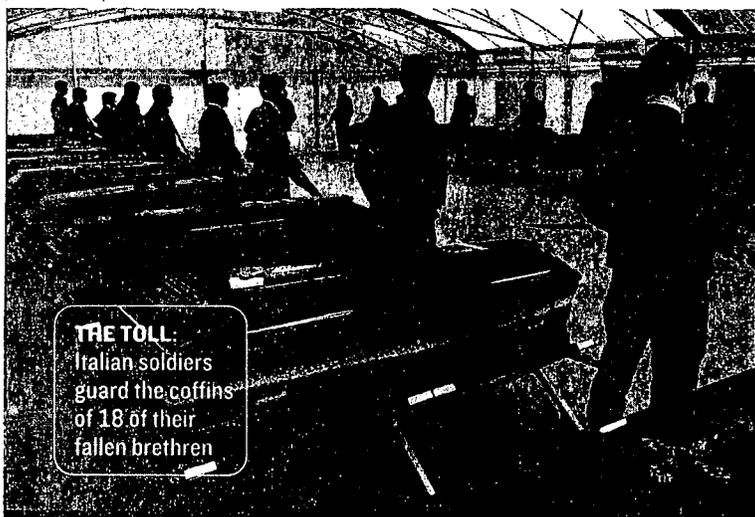
formation now depend far more on Iraqis who may not share all his goals. The minority Sunni elite in the Governing Council had, in effect, successfully filibustered the Shiite majority, stalling a direct vote. Democracy, too, works that way sometimes, as the majority Republicans in the U.S. Senate learn all the time. But the larger point is that together, the council members had put "Jerry" Bremer—who for months had insisted the Iraqis weren't ready for governance—in his place. His Coalition Provisional Authority, which gave him MacArthur-like powers, is now destined to morph into a mere ambassadorial presence by June 30, 2004, when it is to dissolve (though U.S. troops will remain). Where not long ago the administration was thinking of ditching the Governing Council altogether, it is saying now the body represents "the blossoming of the Iraqi political process," as one official put it last Friday. Sunni council member Adnan Pachachi was plainer: Bush is "responding to our desire" for political power and to end the occupation. There's no mystery behind the Bushies' new eagerness to hand things over to the Iraqis—however it gets done. More Americans are dying, Iraqi support for the occupation is plummeting and the admin-

istration knew something dramatic had to change. Attacks have jumped from fewer than 10 a day in May to about 30 to 35 a day. Worse, they have gotten more deadly and sophisticated, with some 40 Americans and 19 Italians killed in the past few weeks. Last Saturday, two more U.S. helicopters crashed under fire, killing at least 17 Americans. The insurgents, believed to be mostly members of the old Baathist regime, are using vast quantities of Semtex, the plastic explosive; surface-to-air missiles, and other high-tech weapons. Even the bridge across the Tigris that Bremer proudly reopened in October has been closed

say. There are no hard suspects for most of the major terror attacks in Iraq that have occurred over the past several months. "Saddam Hussein's strategy is working," says Adel Abdul Mehti, the representative of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq on the Governing Council. "If he can stop the process through bombs and assassinations, he will succeed, not in returning to power—he's finished forever—but in bringing the country to the point of civil war and chaos." Rumsfeld, in some of his frankest remarks on the insurgency, said the guerrillas he once dismissed as "dead-enders" were "going to school on us." He

may depend less on Saddam's fate than on Bremer's diplomatic skills. The administration believes the best way to defeat the insurgency is to undercut it politically. And that means getting most Iraqis to accept the forthcoming provisional government as legitimate, thereby taking the edge off Iraqi anger over the occupation. With 23 years in the Foreign Service, Bremer is widely praised for his tough-mindedness, coolness under fire and ability to "multitask" as a negotiator. His job now is to convince Iraqis who hope to vote soon that democracy lite can work for the moment.

Bremer will retain some control well into



**THE TOLL:**  
Italian soldiers guard the coffins of 18 of their fallen brethren



again for security, reviving massive traffic jams that irritate Baghdadis no end.

Most worrisome of all, the insurgency is costing the occupation support among Iraqis, according to a CIA report leaked last week to *The Philadelphia Inquirer* and endorsed by Bremer. And the U.S. intelligence community increasingly believes the insurgency is not only organized, it may also be benefiting from detailed prewar planning by Saddam and his henchmen. It seems strategically designed to sap U.S. will and undermine the U.S. occupation.

**S**O THE ADMINISTRATION finds itself needing to win over more Iraqis while it harshly crushes an insurgency in their midst, with tactics that don't always make friends (most recently AC-130 and Apache strafing runs under Operation Iron Hammer). But even as they step up airstrikes, U.S. forces still seem to have very little idea of who they are battling for Iraqi hearts and minds, U.S. intelligence officials

added that the ultimate test is, "Who's going to outlast the other? And the answer is, we're going to outlast them."

Most Iraqis still do not endorse the insurgents, even in the Sunni Triangle in the center of the country, where many attacks occur. But Iraqis do seem to be hedging their bets. While Bush insisted again last week that "we're not pulling out until the job is done, period," many Iraqis believe Bush is looking for an exit strategy. In June, both Bremer and Lt. Gen. Ricardo Sanchez, the commander of U.S. forces in Iraq, frequently boasted that more and more Iraqis were coming forward to give the Coalition tips on the bad guys. That's not something reporters in Baghdad hear any longer. Today, when someone starts setting up a mortar tube in their neighborhood, Iraqi witnesses are less likely to run to the CPA. Sanchez has acknowledged as much, saying last week that Saddam's capture "would relieve the people of ... the blanket fear that exists that keeps some Iraqis from cooperating with the Coalition."

Ultimately America's success or failure

2004 as he supervises the formation of "organizing committees" for each province. In doing so, he must navigate between Sunni demands for power and Shiite demands for direct democracy—and both groups now realize they have far more leverage than before. The key will be to prevent the Sunnis and other minorities from seizing a disproportionate amount of power through town and village "caucuses" in coming months, while stalling any Shiite move to create an Islamic state. In other words, the Bush administration is grappling with exactly the kind of problems—Iraq's piecemeal ethnic and religious makeup—that led some war skeptics to warn that democracy there might be impossible. "This is going to be hard work," a senior White House official said Saturday. And Bremer has no "blueprint" from Washington, the official said; he'll be making things up as he goes along.

Within the administration, a debate still rages over whether to insist on some kind of vote for the provisional government. Some officials are advocating elections only in untroubled areas. But since most of the

# Birth of a Nation

Chaos in the streets and a tug of war among ethnic and religious groups may make Iraq's road to self-sufficiency a long one. Some of the challenges:

## The Building Blocks

The 25-member Iraq Governing Council has had its share of disagreements concerning Iraq's future, but came together last week to discuss new U.S. plans.



### TO-DO LIST

**Government:** Set up a provisional government and begin work on Iraq's new constitution.

**Ministries:** Establish 25 ministries, one for each council member.

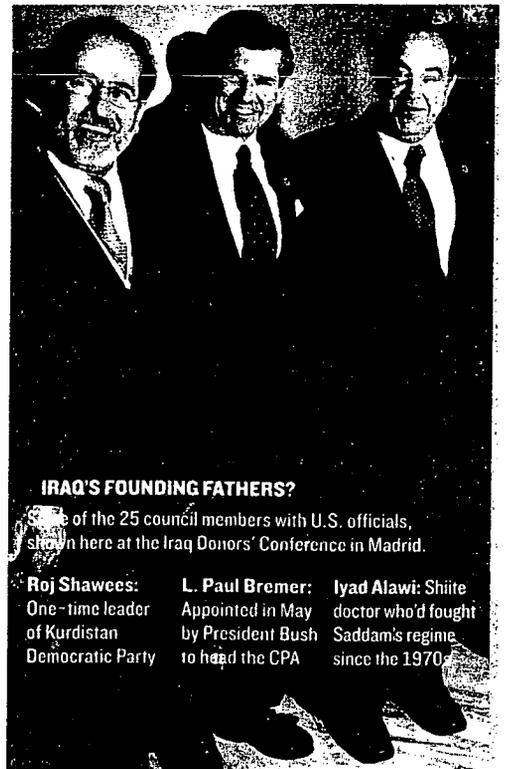
**Budget:** Approve a budget for 2004, with a goal of \$12.8 billion.

**\$12.8 billion**



**\$13.4 billion**

**\$590 million**



### IRAQ'S FOUNDING FATHERS?

Some of the 25 council members with U.S. officials, shown here at the Iraq Donors' Conference in Madrid.

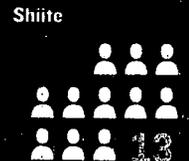
**Roj Shawees:** One-time leader of Kurdistan Democratic Party

**L. Paul Bremer:** Appointed in May by President Bush to head the CPA

**Iyad Alawi:** Shiite doctor who'd fought Saddam's regime since the 1970s

## Political Patchwork

Iraq's religious and ethnic diversity, reflected in the council's composition, will make unity hard to achieve.



Men Women\*

Making up 60% of Iraqis, they hold a governing majority for the first time

violence is in the Sunni middle, that could leave Sunnis feeling disenfranchised and incite more support for the insurgency. Sheik Mahir Hussein Al Hamra, a Shiite Governing Council member, suggests that while the Shiites support the new plan now, they, too, could revolt if the Sunnis don't turn against the insurgents. "The Shia community also contains a category of people who are not as moderate as the main part of the Shia community," he says. The CIA report raises the scary possibility that Shiite radicals could end up in bed with Saddam-inspired Sunni insurgents.

Other Governing Council members are cynical about Bush's real reason for a change in course. "They're in a hurry, you know," says Mahmoud Othman, who represents the Popular Union of Kurdistan on the council. "In America, this is an election year and they have to try to prepare something in Iraq to sell it to the American people and to the world. That's obvious."

How much politics actually plays in

Bush's about-face is unknown (the White House denies such considerations had any role). But no one can doubt any longer that the president is deeply engaged in the details of the Iraq problem. Bush himself, in fact, may have had a direct hand in one of the most disastrous decisions of the postwar period: the move to "de-Baathify" Iraq to the point of dismantling the entire Iraqi Army. U.S. officials now believe that former Iraqi Army officers are among the leaders of the insurgency. When Bremer arrived in Baghdad in mid-May, the insurgency was just getting started, and clots of former Iraqi troops were reappearing, asking to be remobilized. Bremer, who has been widely blamed for reversing the decision of his predecessor, Jay Garner, to hire such men and pay them, was warned he would cause chaos by demobilizing the Army instead. The CIA station chief told him, "That's another 350,000 Iraqis you're pissing off, and they've got guns." According to one official

who attended the meeting, Bremer replied: "I don't have any choice ... Those are my instructions." Then Bremer added: "The president told me that de-Baathification is more important."

Now Bush has begun to give on that point, too. As the administration rushes to create an Iraqi security force, it is no longer de-Baathifying or vetting backgrounds as it once did. Still, CENTCOM's commander, Gen. John Abizaid, last week ridiculed the idea that the insurgency was preplanned by Saddam's regime. "I think Saddam Hussein is one of the most incompetent military leaders in the history of the world," he said. "To think that somehow or other he planned this is absolutely beyond

**Colin Powell:** Sec. of State helped lead the fund-raising effort in Spain.

**Adnan Pachachi:** Sunni who returned to Iraq after 32 years in exile.

**Adel Abdel-Mehdi:** Shiite official not on council.

**Samir Sumeidai:** Writer, designer; prominent figure opposing Saddam.

**Hoshiyar Zebari:** The council's foreign minister; a Sunni Kurd.

**Kurd**  
A fifth of the population, the Kurds are concentrated primarily in the North.

**Sunni**  
Controlled Iraq under Saddam's regime; they make up 15% of population.

**Other ethnicities** make up less than 3% of Iraq, but are finally represented.

**Where They Live**

- Kurd
- Kurd-Sunni mix
- Sunni Arab
- Sunni Turkoman
- Shiite Arab
- Sunni-Shiite mix

**Turkoman** 1  
**Christian** 1

## The Price of Safety in Iraq

The cost of training an Iraqi intelligence agency to spy on U.S. forces in Iraq.

**BY THE NUMBERS**

- 1,500** U.S. troops in Iraq
- \$400,000** per month for training
- 32,000** U.S. troops in Iraq
- 62,751** U.S. troops in Iraq
- \$180** per day for training

# One Iraqi intelligence document instructs its operatives to assassinate religious leaders and loot in the event of an 'American British Zionist' invasion

my comprehension." White House officials were less certain, suggesting that Saddam may have been involved in promoting the insurgency.

General Abizaid insists the insurgency is small, no more than 5,000 strong, but the CIA report suggests it could number as many as 50,000. "I'm not sure I'd say there's a national-level resistance leadership. Not yet," Abizaid said. (General Sanchez was a little more vague, saying there are "a few indicators that at least intent is operating at the national level.") Intel officials who weeks ago dismissed reports and purported Iraqi secret documents that suggested Saddam had made elaborate plans for guerrilla war are now taking them very seriously.

NEWSWEEK has obtained one such document, dated Jan. 23, 2003, and marked TOP SECRET. It lists 11 instructions—including sabotage, looting and the assassination of religious leaders (all of which have happened)—for pro-Saddam operatives to follow in the event of an invasion by "American British Zionist coalition forces."

The document is marked with the seal of the Mukhabarat, Saddam's intelligence service. Intelligence reports indicate that a secret "compartmented" unit within the Mukhabarat known as M-14, whose duties included monitoring terrorist groups and linking up with Baath militias when Saddam was in power, may have been instrumental in crafting some kind of master

plan for a guerrilla campaign in the event of a U.S. invasion. Tahir Jalil Habbush al-Tikriti, Saddam's intelligence chief, is still at large (he's the "jack of diamonds"). Whether coordinated or not, recent major strikes seem to have followed a pattern. Coming against the United Nations, the Red Cross and the Italian *carabinieri*, they have had the effect of strategically isolating the United States and Britain. Even the loyal Japanese have reversed a decision to send troops.

So for the moment, Bush's hopes rest on Bremer's determined shoulders. At a recent press conference, the Iraqi administrator was asked by a questioner, "Admit it: you weren't ready for the complexities and you didn't understand the problems of Iraq." To which Bremer replied, "It's going to be a very long time before I admit either of these things." What is clear is that he is learning more about the Iraqis every day.

With TAMARA LIPPER, CHRISTIAN CARYL, RICHARD WOLFFE and SCOTT JOHNSON

## En Irak, deux attaques contre des commissariats font au moins quinze morts

SIX POLICIERS et trois civils irakiens ont été tués et au moins neuf autres blessés, samedi matin 22 novembre, lors d'un attentat-suicide à la voiture piégée contre le commissariat de la localité de Khan Bani Saad, au nord de Bagdad. Quelques minutes plus tard, un autre attentat-suicide, près du commissariat central de la police à Baqouba, à 60 km au nord-ouest de la capitale, a provoqué un énorme cratère dans le sol. Selon un premier bilan, quatre policiers, une femme âgée et une fillette de 9 ans ont été tués et quarante personnes blessées.

Non loin de cette ville, près d'Al-Ghalibiya, à 15 km à l'ouest de Baqouba, un soldat américain a été tué jeudi. Un engin a explosé lors du passage de son véhicule lors d'une patrouille. Le même jour, la guérilla a tiré, à partir de chariots tirés par des ânes, des roquettes contre l'hôtel Palestine et le Sheraton, situés l'un à côté de l'autre au bord du Tigre, ainsi que contre le

ministère du pétrole. Au moins 17 roquettes ont été tirées au cours de ces trois attaques qui ont eu lieu pratiquement au même moment. Deux lance-roquettes artisanaux, posés dans des carrioles tirés par des ânes, ont été découverts, vendredi matin, dans des rues adjacentes à l'ambassade d'Italie à Bagdad. Un morceau de papier contenant un avertissement a été trouvé dans l'un des chariots sur lequel était écrit « *Nous vous demandons : ne travaillez pas avec les envahisseurs jusqu'à la libération de l'Irak. A toutes les forces : sortez de notre pays* ».

Face à la sophistication de l'armement militaire américain, la guérilla utilise donc une manière tout à fait artisanale pour lancer des attaques. Sur la carriole est soudé un coffrage en métal dont les ouvertures sont fermées par des plaques en fer rabattables et une bâche en plastique verte. A l'intérieur se trouvent trois rangées de dix tubes de lancement scellées dans du béton. Le détonateur est relié à une batte-

rie de voiture, qui se trouve sur le haut du coffrage, dissimulé par de la verdure et du foin. Sur le coffrage, utilisé par les marchands de légumes, sont inscrits des slogans religieux ou des messages romantiques du style « *Mon amour, mon cœur est avec toi* ».

### MAISONS DÉTRUITES

Dans le sud de Bagdad, quatre personnes ont été tuées et 20 autres blessées dans l'explosion d'une grenade lancée, vendredi soir, dans un magasin ou était vendu de l'alcool. Son propriétaire avait reçu des menaces s'il ne fermait pas en cette période du mois de jeûne musulman du ramadan.

D'autre part, le Pentagone a démenti, vendredi, les accusations d'Amnesty International selon lesquelles les forces américaines en Irak détruiraient des habitations en représailles collectives aux attaques contre leurs troupes. L'organisation internationale de défense des droits de l'homme a indiqué,

dans un communiqué, avoir écrit au secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, pour lui demander si les démolitions comme mesure de rétorsion collective, étaient officiellement autorisées. « *Nous avons détruit des bâtiments qui étaient utilisés par des loyalistes à l'ancien régime ou par des terroristes, soit pour y lancer leurs attaques, soit pour s'y réfugier, ou encore comme lieu pour y fabriquer des engins explosifs artisanaux* », a répondu le porte-parole, le lieutenant-colonel Jim Cassella.

Selon Amnesty International, quinze maisons ont été détruites dans la région de Tikrit, dans le nord de l'Irak, depuis le 16 novembre lors d'opérations militaires, les habitants ne disposant que de quelques minutes pour évacuer les lieux. Les maisons sont bombardées par des F-16. Amnesty international rappelle que les représailles contre les biens et les personnes sont interdites par la Convention de Genève. - (AFP.)

## Baathists' paper trail leads to the dinar

### Money was used to command loyalty

By Joel Brinkley

**BAGHDAD:** In the end, after the secret investigations, the middle-of-the-night arrests, the obsequious genuflections to Saddam Hussein, a common passion drove these members of Iraq's Baath Party to excel at their special occupation. It was all about the money.

Just as soon as any of them apprehended a malefactor and saw to his execution, or immediately after rounding up an army deserter, amputating his ears and arranging to have food rations denied his family, Baath Party functionaries filled out forms in triplicate and forwarded them to headquarters with a note asking: please send my bonus.

That is one finding from a review of documents among 2.5 million pages of records taken from underground vaults beneath the Baath Party national headquarters here — much of the documentary record of the party's work over a decade or two.

The records show that party functionaries often regarded the party as if it were a rich uncle. In December 2000, Yousef Mahmoud wrote to Baath headquarters, saying, "I am passing through difficult times. I just got married and have lots of debts. Please send 250,000 dinar," or \$125. A short time later, the records say, he got a check for \$75.

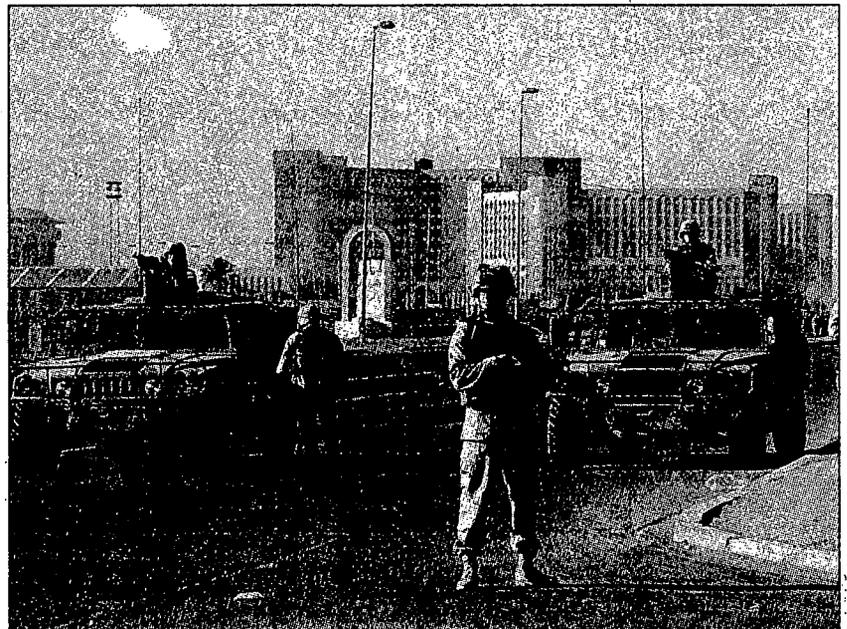
Kanan Makiya, a Brandeis University

professor and author, said he stumbled upon these records last summer while trying to save a monument to the party's founder, Michel Aflaq, that was scheduled for demolition. A few years ago, the United States gave Makiya custody of

another trove of Iraqi documents seized in Kuwait and northern Iraq after the Gulf war in 1991, and so he won permission from the occupation authorities to take custody of the new papers as well.

Makiya intends to share them with the public by opening a museum and archive that he is calling the Memory Foundation. The Americans plan to give him some of the financing for the project, and he is soliciting the rest.

The Baath Party was Saddam's political base, but it grew to be much more. The party was one element of a three-sided security apparatus that kept Iraqis cowed. The other two were the army and the Mukhabarat, secret service.



Khalid Mohammed/The Associated Press

GI's on patrol in Baghdad. Under the U.S.-led occupation, Iraq has become locked in a debate over the effort to remove Baathists from the new administration.

If the files are to be believed, party members investigated ordinary citizens, and party apparatchiks won promotion based on the number of political enemies they arrested and punished.

The former Communists of the Soviet bloc used similar systems of control, and delving into the issue of who was spying on whom has produced tensions in countries as records have been unearthed and made public. In Iraq, many people have aggressively tried to find records of the Saddam era. But their goal, generally, is to learn the fate of missing family members — not necessarily to implicate individual Baathists.

The party's influence has locked the nation in a debate over de-Baathification — whether every party member or just its senior players should be denied employment in the new Iraq. Makiya hopes his documents will help the new government decide who among the members were truly pernicious.

"At the end of the day," Makiya said, "we will see whether Iraqi society can handle the burden of so much memory."

For now, the records sit in the basement of Makiya's ancestral home in Baghdad. He permitted this reporter to

browse them, and some of the folders offered bold titles.

"Mass Graves," said one, dated 2000. Inside was a record of a declaration by Saddam, as transcribed by a party acolyte. "The Comrade Leader, may God protect him and make him prosper, on the subject of the martyrs of backstabbing and betrayal, would like to document that saboteurs and traitors have committed crimes against martyrs of the party after the Mother of all Battles. This issue should be addressed in the fastest possible way."

In other words, after the Gulf war, Kurds in the north and Shiites in the south killed dozens of Baath Party workers. Nine years later, Saddam decided to document those deaths.

Initial entries show that party officers did not immediately grasp the true value of the order. One writer dutifully recounted the killing of the governor of Sulaimaniya, a Kurdish town in the north. "He was tortured and dragged to death" behind a car racing through town. "Please add him to the file."

Soon, however, party members saw the silver lining. Saddam's declaration described the dead as "martyrs of the

party." When party members died as martyrs — killed in battle defending the party or the country — survivors were awarded special payments for life. So, according to the paper trail, a stampede began. Dozens of survivors filed declarations describing the heroic acts of their relatives.

Not everything party members did was a quest for money. For example a cadre of workers was responsible for monitoring every senior high school student in the nation for ideological loyalty and potential party membership. The records were in large ledgers, each a yard wide and two feet thick. The names of students were listed vertically, and across the top were 10 political and social issues on which they were judged — the student's position on the Mother of all Battles and the uprising that followed, whether the student was a friend of the president or had any relatives who were enemies of the party.

In several books, all the columns were checked with ditto marks — or simply a line, top to bottom, showing that everyone was found to be in compliance.

The New York Times

**TURQUIE** Alors qu'à Istanbul la thèse d'un complot impliquant la CIA et le Mossad fait fureur

# Erdogan s'interroge sur le rôle d'al-Qaida dans les attentats

LE FIGARO LUNDI 24 NOVEMBRE 2003



Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, aux obsèques de deux policiers victimes des attentats, samedi. Il a fait part hier de sa « honte » quant au fait que les quatre kamikazes auteurs des attaques à la voiture piégée étaient turcs. (Photo AP.)

Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a déclaré hier ne « pas être sûr à cent pour cent » de l'implication d'al-Qaida dans les attentats d'Istanbul. « Mais ce qui est certain, c'est que ces attentats ont un motif religieux », a-t-il ajouté.

Istanbul :  
de notre envoyé spécial  
Thierry Oberlé

Electron libre de l'islamisme radical à la turque, Abdurrahman Dilipak est navré. Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan « n'a rien compris » aux attentats d'Istanbul. « Ce sont les Américains qui sont derrière ces attaques », estime Abdurrahman Dilipak, éditeur dans les heures du quotidien islamiste *Varik*, un journal qui titrait hier en manchette : « Que la CIA et le Mossad soient maudits ! »

Intellectuel réputé autant pour ses démêlés judiciaires que pour ses analyses, il a déplié le dernier numéro de *Varik* sur le tapis de son salon. « Al-Qaida tout comme le Hezbollah turc et

IBDA-C (mis en cause dans l'enquête sur les attaques, NDLR) sont infiltrés et organisés par les services secrets occidentaux et les services de renseignement turcs », assure-t-il.

Abdurrahman Dilipak n'est pas le seul à agiter le chiffon rouge du Mossad après les vagues de bombes roulantes lancées contre les synagogues et les intérêts britanniques de la métropole du Bosphore (53 morts). De la droite islamiste à l'extrême gauche, la thèse d'une conspiration prospère. Elle s'étale sur les banderoles des milliers de manifestants descendus samedi dans la rue pour dénoncer l'« impérialisme » yankee, se propage dans les médias et revient dans les cafés. Invités obligés des débats télévisés, des « experts » locaux en terrorisme international lui donnent une apparente consistance. « En une semaine, j'ai accordé une bonne centaine d'interviews », prévient Faik Bulut, spécialiste reconnu de la théorie du complot. Pour lui tout est clair : « Al-Qaida a commis des attaques manipulées par le Mossad et la CIA. Les attentats visent à rapprocher la Turquie du front global contre le terrorisme. Il

s'agit d'empêcher le pays de rechercher d'autres alliances que celles avec les Etats-Unis et Israël et de modifier sa priorité qui était jusque-là d'empêcher la création d'un Etat kurde... » Des preuves ? Il convient ne pas en avoir. Des pistes ? Faik Bulut pointe notamment du doigt les... Kosovars de l'UCK, des « terroristes formés par les Américains », avant d'admettre qu'il avance des « hypothèses ».

L'islamiste et l'expert n'ont pourtant pas beaucoup de mal à convaincre une partie de l'opinion. Les adeptes de la doctrine du complot s'adosent habilement sur les réticences à accepter que l'horreur surgisse soudainement du cercle national ou de la communauté musulmane. « Des Turcs n'ont pas pu faire ça », pouvait-on entendre dimanche dernier près des synagogues de Neve Shalom et de Beth Israël. « Ça ne peut pas être des musulmans », affirmaient ce week-end, dans le quartier de Galatasaray, les riverains du consulat de Grande Bretagne.

D'une grande retenue dans ses interventions, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, n'apporte guère de réponse au

malaise. Le chef du gouvernement conservateur issu des rangs du Parti de la justice et du développement (AKP) qualifie de « honte » le fait que les quatre kamikazes auteurs des attaques à la voiture piégée étaient turcs. « Ce sont des gens qui ont des liens avec l'étranger », précise-t-il. Et d'ajouter : « Nous condamnons le terrorisme d'où qu'il vienne, quelles que soient sa religion ou son idéologie et j'affirme que le terrorisme ne trouvera

pas un foyer dans ce pays. »

Une déclaration jugée trop frêle par le camp laïc comme par les islamistes radicaux. « Il n'a pas prononcé une fois le mot is-

lamique pour qualifier le terrorisme », constate un professeur d'université. « C'est insuffisant », persifle Abdurahman Dilipak. « Erdogan est un islamiste domestiqué. Il est là pour jouer un rôle correspondant aux normes occidentales. L'AKP est allé au

pouvoir en étant convaincu qu'il devait s'entendre avec l'armée, même s'il y a incompatibilité entre l'équipe dirigeante et les militaires », résume-t-il.

Reste que l'offensive terroriste n'a pas eu de conséquence immédiate sur les équilibres entre l'armée et le gouvernement. Réuni vendredi soir, le Conseil de sécurité national (MGK), dont les avis sont sans appel, s'est contenté de déplorer une carence

dans la coordination du renseignement antiterroriste. La réforme de cet organisme dominé par les militaires devrait se poursuivre avec un rôle accru des civils. Samedi, aucune fausse note n'est venue diviser les généraux et les ministres qui assistaient aux obsèques de deux policiers victimes des kamikazes.

# Turquie: regain d'islamisme face au terrorisme

## Les attentats d'Istanbul ravivent les discours extrémistes.

Istanbul envoyé spécial

**L**e scandale a éclaté en direct sur un plateau télévisé avec le dérapage verbal d'un intellectuel islamiste de renom rompant avec l'indignation unanime après les deux doubles attentats qui ont frappé Istanbul. « Si tu gagnes une guerre d'indépendance, tu es un héros. Si tu la perds, tu es terroriste », a lancé, dans un débat sur Star TV, Abdurahman Dilipak, chroniqueur du quotidien islamiste radical *Vakit* et prédicateur écouté par beaucoup de jeunes musulmans déçus par ce qu'ils estiment être « les compromissions » sinon « la trahison » de l'AKP, le parti au pouvoir qui s'affirme « musulman-démocrate ». Le présentateur lui a demandé de corriger ses propos. Il a refusé, précisant qu'il s'agissait là « des conceptions » de ceux qui mènent ce genre d'actions et non des siennes.

**Calcul.** Jadis militant aux propos enflammés, Abdurahman Dilipak a, depuis, adapté son discours défendant les réformes libérales qui permettent à un « islam authentique » de se développer dans la société. Mais il a gardé ses convictions et, pour nombre de ses adversaires, cette phrase choc était calculée. Deux

jours plus tard, pour calmer les polémiques, il était en tête du petit cortège qui défilait à Istanbul « pour la paix, contre la violence et le terrorisme ». Ils n'étaient guère plus d'un millier. Derrière, deux mille militants d'extrême gauche clamaient : « On connaît les assassins, ce sont Bush, Blair et Sharon. »

Face à l'indignation des élites et d'une Turquie moderne convaincue d'être visée parce qu'elle représente un modèle de pays musulman laïc et démocratique en marche vers

**« Cherchez à qui profite le crime. Les vrais responsables sont Israël et les organisations maçonniques. »**

Un étudiant

l'UE, une partie de la population refuse d'admettre la réalité de ce terrorisme ou comprend même les motivations des kamikazes. « Ils ont tué beaucoup d'innocents mais qui suis-je pour condamner ceux qui ont choisi de devenir des martyrs », confie un jeune homme dans une banlieue misérable. Ainsi, au lendemain du 11 septembre 2001, dans le stade, des supporters criaient « vive Ben Laden ».

Bien sûr, nul n'approuve ces attentats suicides qui ont fait 53 morts, d'autant « qu'ils tuent surtout des mu-

sulmans ». Le quotidien *Vakit* s'était ainsi illustré, au lendemain du double attentat contre les synagogues, avec ce titre : « 18 musulmans et seulement 5 juifs ».

**Provocation.** Le peuple des mosquées, comme dans les autres pays musulmans dans des circonstances similaires, reste convaincu que ces attaques sont une provocation du Mossad et de la CIA. « Cherchez à qui profite le crime. Les vrais responsables sont Israël et les organisations maçonniques », martèle un

étudiant à la sortie de la grande prière du vendredi à la mosquée Beyazid, en face de l'université. D'autres fidèles vilipendent « les grandes puissances occidentales qui pourraient arrêter le terrorisme si elles le voulaient ». Mais nombre d'intellectuels islamistes, en y mettant un peu plus de forme, affirment peu ou prou la même chose. « N'est-il pas possible que les Américains aient commencé une guerre psychologique afin de dissimuler, avec de tels attentats, l'ampleur des massacres des musulmans ? », écrit aussi Abdurahman Dilipak dans *Vakit*.

« Une grande majorité des islamistes turcs sont aujourd'hui

convaincus que le vrai islam respecte la démocratie et que seule la démocratie permet la victoire de l'islam. C'est ce qu'exprime l'AKP. Mais il y a aussi une colère qui monte dans les périphéries et des jeunes désespérés, tentés par la violence, pour qui Al-Qaeda est un symbole », reconnaît Mehmet Metiner, intellectuel libéral qui, dans sa jeunesse, fut un militant pur et dur de la « révolution islamique ».

**Cafés Internet.** Cette nouvelle génération rêvant de djihad planétaire ne se regroupe pas comme la précédente autour de revues et ne s'organise pas au niveau politique. Ses points de ralliement ne sont pas les mosquées ou les librairies mais les cafés Internet. Les dirigeants de l'AKP semblent conscients du danger représenté par cette frange à l'attitude ambiguë, qui peut être un terreau de recrutement ou une caisse de résonance. Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, qui se dit « pas sûr à 100 % qu'il s'agisse d'Al-Qaeda », a senti le besoin de revenir à la charge en martelant samedi : « Nous condamnons le terrorisme d'où qu'il vienne, quelle que soit sa religion ou son idéologie. »

MARC SEMO



24 NOVEMBRE 2003

# The Three-State Solution

By Leslie H. Gelb

**P**resident Bush's new strategy of transferring power quickly to Iraqis, and his critics' alternatives, share a fundamental flaw: all commit the United States to a unified Iraq, artificially and fatefully made whole from three distinct ethnic and sectarian communities. That has been possible in the past only by the application of overwhelming and brutal force.

President Bush wants to hold Iraq together by conducting democratic elections countrywide. But by his daily reassurances to the contrary, he only fans devastating rumors of an American pullout. Meanwhile, influential senators have called for more and better American troops to defeat the insurgency. Yet neither the White House nor Congress is likely to approve sending more troops.

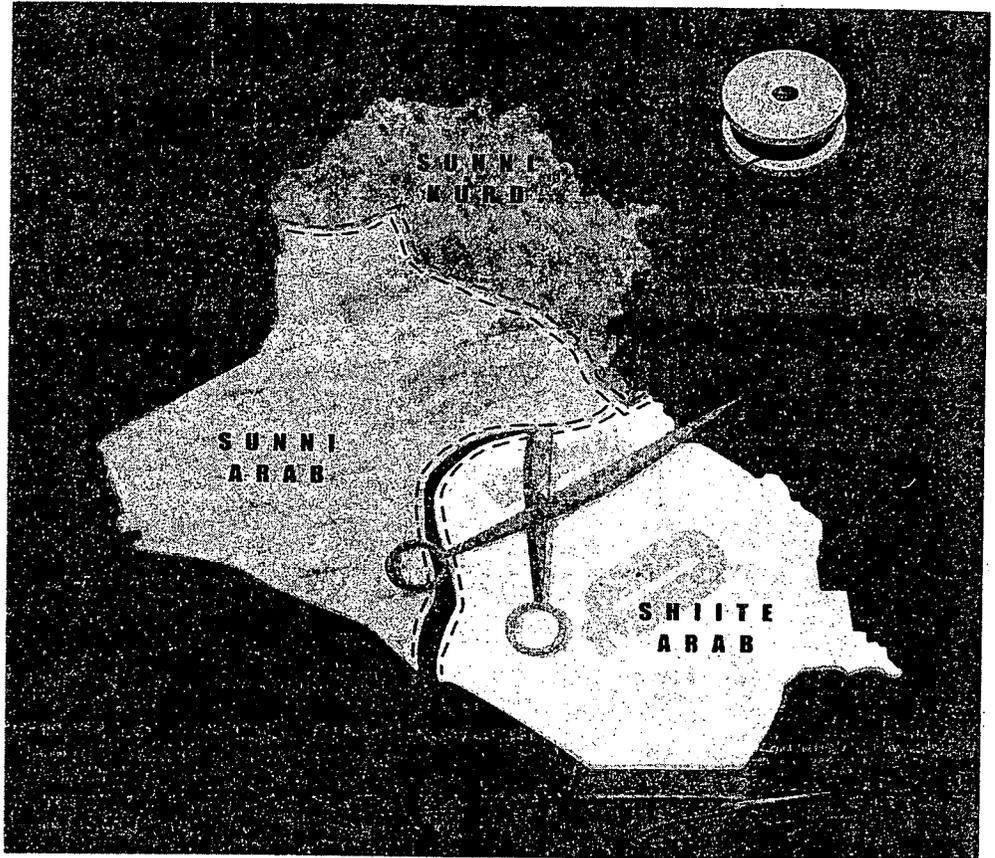
And then there is the plea, mostly from outside the United States government, to internationalize the occupation of Iraq. The moment for multilateralism, however, may already have passed. Even the United Nations shudders at such a nightmarish responsibility.

The only viable strategy, then, may be to correct the historical defect and move in stages toward a three-state solution: Kurds in the north, Sunnis in the center and Shiites in the south.

Almost immediately, this would allow America to put most of its money and troops where they would do the most good quickly — with the Kurds and Shiites. The United States could extricate most of its forces from the so-called Sunni Triangle, north and west of Baghdad, largely freeing American forces from fighting a costly war they might not win. American officials could then wait for the troublesome and domineering Sunnis, without oil or oil revenues, to moderate their ambitions or suffer the consequences.

This three-state solution has been unthinkable in Washington for decades. After the Iranian revolution in 1979, a united Iraq was thought necessary to counter an anti-American Iran. Since the gulf war in 1991, a whole Iraq was deemed essential to

*Leslie H. Gelb, a former editor and columnist for The Times, is president emeritus of the Council on Foreign Relations.*



Isabel Klott

preventing neighbors like Turkey, Syria and Iran from picking at the pieces and igniting wider wars.

But times have changed. The Kurds have largely been autonomous for years, and Ankara has lived with that. So long as the Kurds don't move precipitously toward statehood or incite insurgencies in Turkey or Iran, these neighbors will accept their autonomy. It is true that a Shiite self-governing region could become a theocratic state or fall into an Iranian embrace. But for now, neither possibility seems likely.

There is a hopeful precedent for a three-state strategy: Yugoslavia after World War II. In 1946, Marshal Tito pulled together highly disparate ethnic groups into a united Yugoslavia. A Croat himself, he ruled the country from Belgrade among the majority and historically dominant Serbs. Through clever politics and personality, Tito kept the peace peacefully.

When Tito died in 1980, several parts of Yugoslavia quickly declared their independence. The Serbs, with superior armed forces and the arrogance of traditional rulers, struck brutally against Bosnian Muslims and Croats.

Europeans and Americans protested but — stunningly and unforgivably

— did little at first to prevent the violence. Eventually they gave the Bosnian Muslims and Croats the means to fight back, and the Serbs accepted separation. Later, when Albanians in the Serb province of Kosovo rebelled against their cruel mas-

**A unified Iraq is not only ungovernable but also unnatural.**

ters, the United States and Europe had to intervene again. The result there will be either autonomy or statehood for Kosovo.

The lesson is obvious: overwhelming force was the best chance for keeping Yugoslavia whole, and even that failed in the end. Meantime, the costs of preventing the natural states from emerging had been terrible.

The ancestors of today's Shiites, Sunnis and Kurds have been in Meso-

potamia since before modern history. The Shiites there, unlike Shiites elsewhere in the Arab world, are a majority. The Sunnis of the region gravitate toward pan-Arabism. The non-Arab Kurds speak their own language and have always fed their own nationalism.

The Ottomans ruled all the peoples of this land as they were: separately. In 1921, Winston Churchill cobbled the three parts together for oil's sake under a monarch backed by British armed forces. The Baathist Party took over in the 1960's, with Saddam Hussein consolidating its control in 1979, maintaining unity through terror and with occasional American help.

Today, the Sunnis have a far greater stake in a united Iraq than either the Kurds or the Shiites. Central Iraq is largely without oil, and without oil revenues, the Sunnis would soon become poor cousins.

The Shiites might like a united Iraq if they controlled it — which they could if those elections Mr. Bush keeps promising ever occur. But the Kurds and Sunnis are unlikely to accept Shiite control, no matter how democratically achieved. The Kurds have the least interest in any strong central authority, which has never been good for them.

A strategy of breaking up Iraq and moving toward a three-state solution would build on these realities. The

general idea is to strengthen the Kurds and Shiites and weaken the Sunnis, then wait and see whether to stop at autonomy or encourage statehood.

**T**he first step would be to make the north and south into self-governing regions, with boundaries drawn as closely as possible along ethnic lines. Give the Kurds and Shiites the bulk of the billions of dollars voted by Congress for reconstruction. In return, require democratic elections within each region, and protections for women, minorities and the news media.

Second and at the same time, draw down American troops in the Sunni Triangle and ask the United Nations to oversee the transition to self-government there. This might take six to nine months; without power and money, the Sunnis may cause trouble.

For example, they might punish the substantial minorities left in the center, particularly the large Kurdish and Shiite populations in Baghdad. These minorities must have the time and the wherewithal to organize and make their deals, or go either north or south. This would be a messy and dangerous enterprise, but the United States would and should pay for the population movements and protect the process with force.

The Sunnis could also ignite insurgencies in the Kurdish and Shiite regions. To counter this, the United States would already have redeployed most of its troops north and south of the Sunni Triangle, where they could help arm and train the Kurds and Shiites, if asked.

The third part of the strategy would revolve around regional diplomacy.

All the parties will suspect the worst of one another — not without reason. They will all need assurances about security. And if the three self-governing regions were to be given statehood, it should be done only with the consent of their neighbors. The Sunnis might surprise and behave well, thus making possible a single and loose confederation. Or maybe they would all have to live with simple autonomy, much as Taiwan does with respect to China.

For decades, the United States has worshiped at the altar of a unified yet unnatural Iraqi state. Allowing all three communities within that false state to emerge at least as self-governing regions would be both difficult and dangerous. Washington would have to be very hard-headed, and hard-hearted, to engineer this breakup. But such a course is manageable, even necessary, because it would allow us to find Iraq's future in its denied but natural past. □

## Sept membres du KADEK arrêtés ces derniers mois dans le nord-ouest de l'Iran

AFP

TEHERAN, 22 nov (AFP) - 14h40 - Sept membres du KADEK, organisation séparatiste des Kurdes de Turquie, ont été arrêtés au cours des derniers mois de l'autre côté de la frontière en Iran par la police de la province d'Azerbaïdjan occidentale, a indiqué un commandant des garde-frontières cité par Isna.

Arrêtés depuis mars, les sept activistes membres du Congrès pour la démocratie et la liberté au Kurdistan (KADEK), héritier du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont tous été remis aux Turcs, a indiqué le chef des garde-frontières de cette province frontalière de la Turquie, le colonel Vali Salehi, cité par l'agence estudiantine.

"L'Iran ne permettra pas à ces individus de pénétrer sur son territoire", a-t-il dit en ajoutant que, "pour intensifier le combat contre le PKK", trois nouveaux postes ont été installés le long de la frontière.

Vali Salehi a déploré qu'Ankara ne combatte pas, selon lui, avec la même vigueur les groupes d'opposition iranienne opérant en Turquie. Il n'a pas explicité son propos qui pouvait faire référence aux Moudjahidine du peuple, groupe islamo-marxiste, ou aux vestiges d'organisations séparatistes kurdes telles que le Komoleh, qui n'ont plus guère fait parler d'elles depuis des années après avoir été quasiment réduites au silence par la force.

La communauté kurde d'Iran est estimée à six millions de personnes.

## Attentat suicide de Kirkouk: arrestation de trois Turcs

AFP

KIRKOUK (Irak), 23 nov (AFP) - 10h24 - Trois Turcs soupçonnés d'implication dans l'attentat suicide jeudi contre les bureaux de partis kurdes à Kirkouk (nord) ont été arrêtés, a indiqué dimanche un responsable de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK).

"Nos milices (peshmergas), en collaboration avec le bureau irakien des enquêtes (KBI), ont arrêté trois Turcs soupçonnés d'implication dans l'attentat", a déclaré à l'AFP Ramadane Rachid Mohieddine.

Les suspects ont été capturés le jour même de l'attentat près des bureaux visés, a-t-il précisé.

"Les Turcs avaient des passeports turs et des téléphones satellitaires au moment de leur arrestation", a ajouté le numéro deux à Kirkouk de l'UPK.

Cinq Irakiens, dont trois enfants, ont été tués et plus d'une trentaine de personnes blessées par l'explosion d'une voiture piégée qui a foncé sur un barrage proche des bureaux de l'UPK et du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

November 25, 2003

The New York Times

# Iraqi council asks to keep its power

## U.S. aides 'surprised' and 'have concerns'

By Joel Brinkley

**BAGHDAD:** Leaders of the Iraqi Governing Council, just nine days after vowing to dissolve their body when a provisional government is elected in June, are now lobbying to stay in power and serve as a second legislative body, perhaps as a senate.

Many details remain to be resolved, and not every council member agrees with this idea.

But Jalal Talabani, the Kurdish leader who is serving as president of the council this month, said in an interview Monday that a majority of the council members "want to keep the Governing Council as it is now." Some council members who oppose this idea say they believe that the proposal is being promoted by members who are afraid that they may not fare well in the coming elections. Opponents of the idea also say they fear that staying on will be a public relations disaster for the nascent rebuilt Iraqi state.

"This is from people who have a fear of losing a grip on things," said council member Ghazi Ajil al-Yawar, an important tribal sheik. "If we do this, we will be another Yasser Arafat," the Palestinian leader whose enemies accuse him of routinely renegeing on agreements.

Among the proponents of keeping the council intact in some manner are leaders of its most important factions, including the two major Kurdish

parties, powerful Shiite clerics and prominent exile leaders including Ahmed Chalabi.

So, even members like Yawar who say they oppose the plan also acknowledge that they will probably not be able to block it.

Americans occupation authorities were "very surprised" when the idea was revealed to them on Sunday, Chalabi said. On Monday, an American official said occupation authorities "have concerns" about the idea but declined to discuss it further.

Iraqis said they were still in negotiations with staff members from the office of L. Paul Bremer 3rd, the American administrator here.

The Governing Council was appointed in July under the direction of American authorities. In recent months, it has been criticized as ineffective and inaccessible. Only a handful of the 24 members choose to attend most meetings.

On Nov. 15, after intense and protracted negotiations with Bremer, the council's leaders stood on a stage at the Baghdad convention center and jubilantly announced that a new interim government would be elected in June. At that time, Talabani declared, "the role of the Governing Council will come to an end."

But the next day, Alawi said, "people woke up and thought this was done in too hasty a manner." Like several coun-

cil members interviewed, he said he opposed the idea of retaining the Governing Council, at least in its present form. But in the next breath, he added:

"It's not realistic to just say goodbye to them. It's not fair to ask them to operate and ratify things and then just dismiss them."

Chalabi offered a spirited, multi-layered defense of the idea, saying: "We will make a security agreement with the United States, but this will not be binding on the new guys. When the Governing Council is gone, there will be voices that want to cancel it."

But then, Chalabi also said, "I support the Governing Council going away."

One explanation for the advocacy followed by disclaimers could be that, as Chalabi noted, "this doesn't look good."

Adel Abdel Mahdi, a representative of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, the main Shiite Muslim political party, is among the people designated by the council to negotiate with the American authorities, and in an interview he said he supported the proposal without reservation.

"We need the Governing Council as a safety valve for the country," he said. "One idea we are proposing is for the council to become a council of state, the final judge of conflicts within the government, the guardian of sovereignty."

Chalabi is promoting the idea of turning the Governing Council into a senate, while the new interim government would be something like the U.S. House of Representatives.

"We definitely need a bicameral legislature," he said.

Talabani said he would support that plan if the council decided to go ahead. But he added that he would prefer another option: simply adding the council members as a group to the transitional assembly that will be selected in the spring.

The debate over the council's future arose amid discussions over how to move forward with the plan for elec-

tions in the spring. Several council members said those discussions were not going smoothly.

"It's a mess," Alawi said. "Too many cooks spoil the broth, and there are hundreds of cooks."

In the coming months, the council and local governments are supposed to choose a transitional assembly — several hundred Iraqis from every region and sector of society. That assembly is supposed to choose an interim government in June. But some council members are reluctant to let local governments help select the assemblymen because many of those local governments were appointed by the Americans.

What is more, the council has not been able to agree on the question of how the assembly will choose the candidates.

"Suppose 1,000 people want to be candidates," said Mahmoud Othman, a council member. "Should they reduce



Anja Niedringhaus/The Associated Press

Jalal Talabani, this month's president of the Iraqi Governing Council, said a majority of the council members "want to keep the Governing Council as it is now."

the number?"

Yawar added: "If you cut it to 200, then the other 800 will be very unhappy. And in Iraq, if someone doesn't get a chance they will say it is unfair. The problem with the process is there are a lot of loopholes."

For all the logical arguments in favor of retaining the council, many of the ad-

vocates also seem to be motivated in part by emotion.

"The Governing Council is the forces that opposed Saddam Hussein and, allied with the United States, overthrew him," said Chalabi, waving his hand. "Now the United States wants to overthrow us?"

Talabani made a similar statement.

Yawar said: "They think they are entitled to a role because they believe they overthrew Saddam Hussein. It was the United States that overthrew Saddam while we were eating TV dinners."

The New York Times

## Le Monde 25 NOVEMBRE 2003

# En Irak, à Mossoul, la « méthode douce » du général Petraeus suscite la controverse

Le chef de la 101<sup>e</sup> division américaine préfère la coopération avec la population à la répression

### MOSSOUL

de notre envoyé spécial

Frapper fort ou composer ? Tirer ou dialoguer ? C'est l'histoire paradoxale d'une ville de presque

### REPORTAGE

## Ici les patrouilles à pied continuent, alors qu'elles ont disparu à Bagdad

2 millions d'habitants, la troisième d'Irak, avec un proconsul américain intelligent et cultivé qui refuse de jouer les Rambo alors que les édiles du cru l'y invitent.

Le général David Petraeus, commandant en chef des 20 000 hommes de la 101<sup>e</sup> division aéroportée, qui contrôle Mossoul, sa province de Ninive et trois autres régions frontalières de l'Iran, la Syrie et la Turquie, est un militaire hors du commun. Diplômé de Princeton en relations internationales, le général croit qu'« il est inutile d'essayer de capturer un suspect si, pour ce faire, on doit se créer vingt ennemis de plus ». Parce qu'il est persuadé qu'avec de la bonne volonté, une attention véritable aux besoins les plus urgents de la population et des contacts réguliers avec elle « tout le monde sera plus en sécurité », le général Petraeus dépense beaucoup d'argent pour la reconstruction – « l'argent est une munition » est l'un de ses mots d'ordre – et les patrouilles militaires pédestres, qu'on ne voit plus du tout dans les rues de Bagdad, continuent à Mossoul.

Problème : les attaques contre les soldats et les policiers locaux intronisés par la 101<sup>e</sup> s'intensifient. Deux policiers et un traducteur travaillant pour les Américains ont été blessés, le 19 novembre, par des assaillants à bord d'une voiture. Une attaque à la grenade a blessé un autre homme. Une semaine plus tôt, deux hélicoptères Blackhawk, probablement touchés par un missile sol-air, s'étaient écrasés sur un quartier sunnite misérable, provoquant la mort de 17 soldats. Le lendemain, tandis que les GI récupéraient les débris sur le toit d'une école, certains habitants, des jeunes surtout, ne cachaient pas leur joie.

### « IL NE VEUT RIEN ENTENDRE »

« Les "ouloujs" [les sangsues] payent leurs crimes », se félicitait, avec l'approbation bruyante des gamins qui l'entouraient, le dénommé Radouane, un jeune moustachu d'une vingtaine d'années. Depuis cette date, les rafles de suspects se sont multipliées et plus de 160 hommes ont été arrêtés.

## Dix-huit morts en quarante-huit heures

Deux soldats américains ont été tués, dimanche 23 novembre, à Mossoul, et un troisième à Bagdad, portant à dix-huit le nombre de victimes d'attentats en l'espace de quarante-huit heures. De fait, samedi, des attentats-suicides contre deux postes de la police irakienne à Bagdad ont fait quatorze morts, tandis qu'Abdel Salam Kanbar, un colonel de cette même police, chargé d'assurer la protection des installations pétrolières, a été assassiné à Mossoul. Depuis l'annonce, le 1<sup>er</sup> mai, par le président George Bush, de la fin des opérations militaires d'envergure en Irak, 183 soldats américains ont perdu la vie dans des actes de violence et 109 autres hors opérations de combat. Samedi, deux GI ont ainsi péri dans un accident survenu entre deux véhicules militaires à Bagdad.

Par ailleurs, la coalition a annoncé la suspension des vols civils à l'aéroport de Bagdad après le tir d'un missile qui a touché un Airbus cargo de la compagnie allemande DHL, samedi. – (AFP.)

« La méthode Petraeus n'est pas la bonne, estime Kiso Goran, vice-gouverneur du district. Je le lui ai dit, il ne veut rien entendre. Mais comment voulez-vous que des gens qui ont toujours été dirigés par la peur de l'autorité puissent, en quelques mois, apprendre le respect de l'autorité ? Il faut d'abord rétablir la peur et ensuite leur apprendre progressivement à respecter l'autorité. C'est comme ça que nous avons fait au Kurdistan et, aujourd'hui, à Erbil, les automobilistes s'arrêtent aux feux rouges, même en pleine nuit. » Agé de 43 ans, Kiso Goran est un Kurde de retour au pays après treize années passées en Suède.

Nommé à son poste il y a quelques mois, M. Goran demande régulièrement aux Américains de laisser entrer en ville quelques bataillons de peshmergas – les combattants kurdes – pour « rétablir l'ordre ». Membre dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, notre interlocuteur préconise la manière forte. Il n'est pas le seul.

Numéro deux de la police locale,

Adel Fattahi se plaint que « plus d'une trentaine » de ses hommes aient été blessés dans des attaques ces dernières semaines. En poste depuis trente-deux ans à Mossoul, il déplore de ne pouvoir interroger les suspects capturés « comme autrefois ». Résultat : « Ils ne parlent pas. » « Savez-vous, lance-t-il, l'air effaré, que nous devons aujourd'hui dépenser environ 2 dollars par jour pour le bien-être de chacun de nos 350 détenus alors qu'un flic de base ne gagne que 50 dollars par mois ? »

### BELLES PRISES

Alors ? Méthode forte ou méthode douce, quelle est la meilleure ? « Je peux vous dire que, grâce à la politique du général Petraeus, nous avons ici une très bonne coopération avec la population, qui nous fournit énormément d'informations », précise le commandant Hugh Cate, porte-parole de la 101<sup>e</sup>. « Il y a, c'est vrai, une légère augmentation des incidents armés – cinq ou six par jour –, mais nous nous y attendions, et, la plupart du temps, ils ne sont pas très efficaces. »

La 101<sup>e</sup> se flatte aussi de quelques belles prises. C'est ici, à Mossoul, où stationnaient jusqu'à la guerre près de 111 000 soldats irakiens aujourd'hui au chômage, que les deux fils de Saddam Hussein ont été repérés et tués ; et c'est ici que le numéro trois du groupe islamiste Ansar Al-Islam a été arrêté en septembre. La méthode Petraeus est peut-être un peu coûteuse, mais, du point de vue des forces occupantes, elle donne des résultats.

Patrice Claude

# Attacks energize talk of Turks' joining EU

## But cultural and political barriers persist

By Craig S. Smith

**ISTANBUL:** Serra Bayburt raised her voice over the thumping strains of Gloria Gaynor's "I Will Survive" in a fashionable bar beside the Bosphorus and expressed her views on Turkey's future.

"Most of us want the economic advantages of being part of the West, but we don't want to be their slaves," said Bayburt, 34, a Muslim in a tight black dress drinking Campari and soda.

Like many people in this city shaken by terrorist bombs, Bayburt has conflicting feelings about Turkey's relationship with Europe and the United States, even as the country recovers from the violence of Islamic extremism. While past opinion polls show that the vast majority of Turks aspire to become part of Europe, conversations with many people here in the recent days suggest that there is a limit to those ambitions.

The four deadly bombings over five days have once again energized talk of Turkey joining the European Union, with some European leaders urging that this Muslim country be brought more quickly and firmly into the Western

fold. Foreign Secretary Jack Straw of Britain said here on Saturday that the violence "strengthens our will and determination to do everything we can to ensure Turkey becomes a full member as soon as possible."

But many Europeans oppose Turkish membership, both on cultural and political grounds, and there remain huge obstacles to the country's further integration into the continent on which it has but a geographic toehold. The longer Turkey waits, the less its people are inclined to beg for membership in an organization that many think does not really want them.

"We've done everything they wanted and they still haven't accepted us," complained a man in a blue track suit last week at the funeral of a friend killed in Thursday's bombings.

Turkey has campaigned to become a part of Europe since the creation of the European Economic Community in 1958. But its efforts have been found continuously wanting, even as other countries — most notably those from Eastern Europe and the former Soviet Union — have been ushered ahead into the club.

It wasn't until 1999 that the European Union accepted Turkey as a formal candidate, and it still hasn't set a date to begin negotiations on the country's membership application. The union's heads of state have promised to review Turkey's bid in December next year and make a decision "without delay" on when negotiations would begin.

The country has worked hard to meet EU expectations, passing legislation that allows Kurdish-language broadcasts, for example, or reducing the role of the military in the day-to-day management of the country.

But the EU's November progress report said more needed to be done and raised the bar higher again by suggesting to Turkey that its application is tied to the intractable Cyprus problem. Cyprus has been divided between Greek and Turkish administrations since 1974, when Turkey seized the northern third of the island in response to a Greek-engineered coup. Greece became a full member of the EU in 1981 and Greek Cyprus will join the organization in May, leaving the Turkish-held north outside the union and leaving Turkey at odds with Europe. The EU said in its report that failure to find a Cyprus solution would pose a "serious obstacle" to Turkey's EU membership bid.

"We're facing a very big dilemma and a huge double standard on the Cyprus question," said Egemen Bagis, foreign policy adviser to Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey. He complained that the EU was applying a double standard by allowing Cyprus to join the Union but making resolution of the issue a pre-requisite to Turkey's membership.

"No Turkish politician can tell people we have to put up with this double standard," Bagis said.

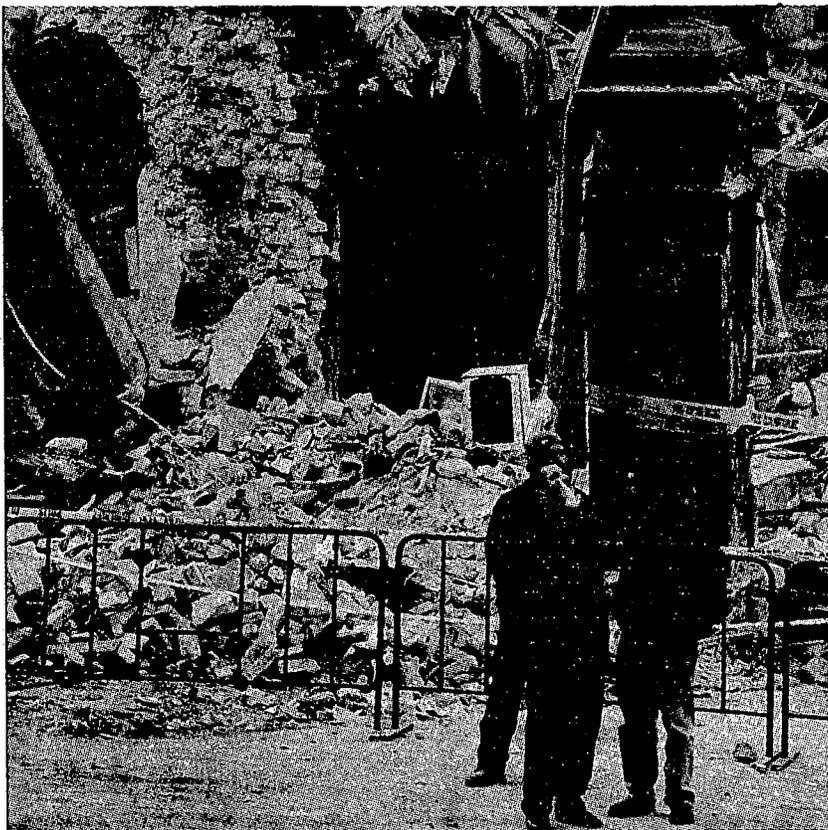
Many people in Turkey see the EU's chronic dissatisfaction as a pretext to pressure the country into adopting pro-European policies. Even if Turkey were to accede to EU demands on Cyprus, they say, there is still no guarantee that the country would become an EU member.

"Most people think Turkey will never be accepted and that these are delaying tactics to postpone making a decision," said Cigden Naz, a professor at Marmara University's European Community Institute in Istanbul. "They are using membership as a carrot to try to make Turkey change for Europe's benefit, as in its Cyprus policy."

But the core of the EU's reticence is

in fact less about Cyprus or Turkish reforms than an introspective debate over Europe's own identity as the continent slips into an era of dramatic demographic change. Many people in Europe have yet to accept that the white, Christian culture of their ancestors is giving way to a multicultural mix heavily weighted with Islam.

Europe's governments are already grappling with the social tensions created by expanding Muslim immigrant communities, and shrinking popula-



Lefteris Pitarakis

The bombed British consulate in Istanbul. After the attacks last week, the British foreign secretary, Jack Straw, spoke in favor of EU membership for Turkey.

tions across Europe mean more immigration is in store. Accepting Turkey as an EU member would quicken that trend and irrevocably alter the definition of Europe.

Part of the problem is Turkey's population of 70 million people; in Europe only Germany is bigger, and given the two nations' birth trends, Turkey could be the leader by the time it is admitted to the Union. That would give the coun-

try a major — Europeans say inordinate — say in European affairs. Former President Valéry Giscard d'Estaing of France spoke for many Europeans a year ago when he said Turkey's membership would be "the end of Europe."

But there is also a deep, amorphous fear in Europe of accepting a Muslim country into its midst, despite Turkey's strong secular tradition, in which many people practice their religion with the same moderation as European Catho-

lics.

Back at the Memek, the voices of Donna Summer and Barbra Streisand are booming "Enough Is Enough" through the gyrating crowd. If it weren't for the Turkish lira changing hands at the bar, the scene could be in Italy or Germany or even France.

"If the EU is happy with the way we are, O.K.," said Bayburt, "but I don't want to change for anyone."

The New York Times

## Schröder sends a signal on debt relief for Iraq

Reuters

**BERLIN:** Chancellor Gerhard Schröder signaled a new German willingness to support the United States in Iraq on Sunday with calls for debt relief and close cooperation in what he predicted would be a long war on terror.

Fresh from a trip to New York, Schröder said Germany wanted reconstruction and democracy in Iraq to succeed and he pledged to help more, pointedly recalling how U.S. aid to West Germany after World War II paved the way for the country's "economic miracle."

Even though Germany's loud opposition to the Iraq war and its warnings that the war would cause turmoil in the region strained relations with Washington, Schröder rejected any notion that he took pleasure in Iraq's troubles.

"That would be completely wrong to start having an attitude like that," Schröder said in an interview with Der Spiegel that was to be published on Monday. "I have no interest in throwing anything in anyone's face.

"It's in Germany's and Europe's interest that the reconstruction and democratic process in Iraq succeeds," said Schröder, who recently met with President George W. Bush to put the Iraq dispute behind them. "We're ready to help with that."

But he said Germany's military was already stretched to its limits with some 9,000 troops in the Balkans and Afghanistan and that Germany could not contribute any forces to Iraq.

"We haven't been asked to send soldiers and we don't have any intention of making an offer," he said, adding that Germany was involved in training the Iraqi police and security forces.

"We can talk about doing even more for the civilian efforts to rebuild Iraq, but there won't be a military deployment."

Four suicide bombings that killed more than 50 people in Istanbul this month showed that Europe was facing a huge challenge, Schröder said.

"This new threat of privatized violence must be decisively countered by the community of nations," he said. "I

fear it will be a long battle. It has to be answered with the use of state force, but not exclusively with force."

Saying that debt rescheduling and relief were vital for Iraq, Schröder called on the so-called Paris Club of creditor nations to speed efforts on Iraq's foreign debt and said Germany was willing to consider forgiving some of its Iraq debt.

"It's my view that it is up to the Paris Club — it has to work on the question of a long-term rescheduling," Schröder said. "Germany will certainly be helpful on that issue. We haven't forgotten what helped Germany after World War II.

"Without the generous rescheduling of Germany's foreign debts, thanks to efforts led by the Americans, there would not have been reconstruction or the economic miracle," he said.

Although Germany in the past said it would not consider forgiving Iraq's debt of about €4.4 billion (\$5.2 billion), Schröder said he was now open to discussing the issue. He said Iraq was a wealthy nation thanks to its oil reserves.

"I do not want to rule out the possibility of a partial forgiveness of debts," he said. "The important thing is that this discussion finally gets going. An agreement is needed quickly so that the money in Iraq is used for reconstruction."

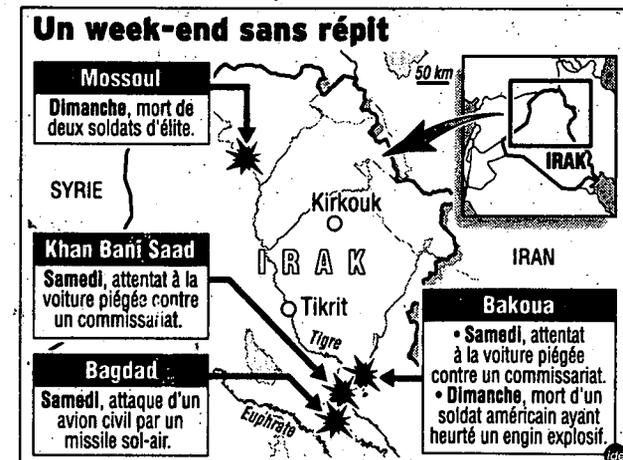
## La guérilla irakienne ne baisse pas la garde

Les vastes opérations de lutte contre les forces hostiles à la coalition engagées la semaine dernière semblent vaines. Ce week-end, les attaques se sont multipliées contre les troupes américaines et leurs supplétifs. Hier, deux soldats d'élite ont ainsi été tués à Mossoul, au nord du pays. Selon des témoins, les assaillants auraient égorgé les deux GI alors que leur 4 x 4 civil était immobilisé dans le flot de la circulation du centre-ville.

Un porte-parole de l'armée a confirmé ces morts mais assuré qu'ils « ont essuyé des coups de feu ». Peu auparavant, un autre soldat avait péri lors de l'explosion d'une mine à Bakoua, à 60 km au nord de Bagdad. Deux militaires avaient été blessés. Samedi, deux attentats suicides ont

confirmé que les auxiliaires des Américains, les ONG et les entreprises sont désormais visés. Vers 10 heures, une première attaque contre un commissariat près de Bagdad a tué six policiers et trois civils, dont une fillette de 4 ans. Dix minutes plus tard, un peu plus au nord, des kamikazes faisaient sauter une voiture devant un poste de police. Au total, au moins 18 Irakiens, policiers et civils, sont morts et des dizaines d'autres blessés.

Dans la soirée, un Airbus A 300 affrété par la compagnie allemande de courriers rapides DHL était touché par un missile sol-air SAM 7 alors qu'il venait de décoller de l'aéroport de Bagdad. L'appareil a été contraint d'atterrir en urgence. C'est la première fois qu'un avion civil est touché



depuis la fin de la guerre. Hier, les autorités ont décidé de suspendre tous les vols civils vers la capitale.

Malgré ce regain de violence, un porte-parole de la coalition a déclaré qu'il n'y avait pas lieu d'organiser une conférence sur l'Irak. Il répondait ainsi à la proposition russe d'une conférence internationale chapeautée par

l'ONU, formulée mercredi par le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov. Par ailleurs, le ministre irakien des Affaires étrangères a annoncé hier la nomination d'un ambassadeur d'Irak aux Etats-Unis, Rand Rahim Francke, une femme, après treize ans d'absence de ce pays.

(AFP, Reuter.)

# Face au terrorisme, Ankara réaffirme son but : rejoindre l'UE

Des marches silencieuses ont été organisées, samedi, dans les grandes villes du pays

## ISTANBUL

de notre correspondante

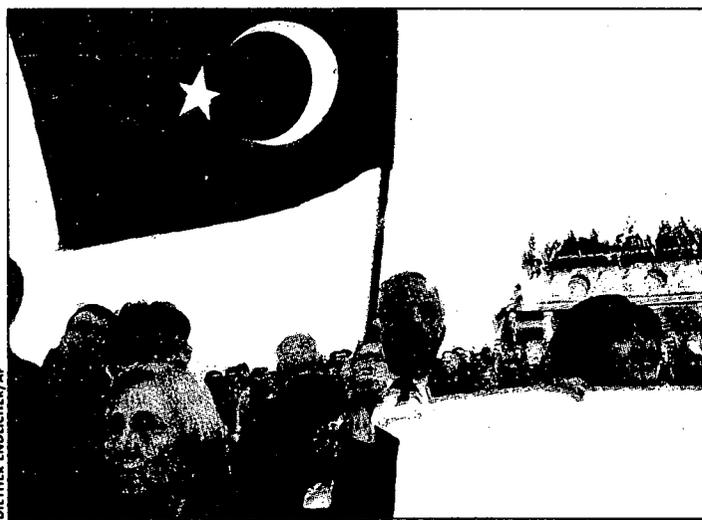
Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a admis que des citoyens turcs étaient responsables des récents attentats à la bombe d'Istanbul et exprimé la « honte » que ces compatriotes aient causé la mort d'au moins 55 personnes en l'espace de moins d'une semaine.

« Nous avons des indices qui indiquent des motifs religieux derrière tout cela », a déclaré M. Erdogan dans un entretien avec la BBC. « Mais s'agit-il d'Al-Qaida ou d'une autre organisation terroriste ? Nous n'en sommes pas entièrement sûrs à ce stade. Toutes nos forces de sécurité, en ce moment, se penchent sur ces liens internationaux », a-t-il ajouté.

Le premier ministre turc a appelé à la coopération internationale pour remonter les filières et prévenir d'autres attaques. « Le terrorisme est un phénomène qui a des aspects internationaux et nous devons établir une plate-forme commune pour le combattre. »

M. Erdogan a souligné que les méthodes meurtrières des terroristes ne détourneraient pas la Turquie de son programme de réformes et de son but ultime, devenir le seul pays musulman membre de l'Union européenne. « Depuis des années, il y a des gens qui veulent un choc des civilisations. En ce moment, il est d'autant plus important que la Turquie entre dans l'Union européenne... Nous voyons l'UE comme un endroit où les civilisations se rencontrent et s'accordent. »

Les Turcs, qui ont traversé plusieurs périodes de crises politiques et économiques au cours des



Une femme brandit un drapeau turc lors de la manifestation contre le terrorisme, organisée, samedi 22 novembre, à Istanbul.

années écoulées, ont absorbé l'impact des attentats sanglants avec un ressort remarquable. Dix minutes seulement après les attentats de jeudi, certains commerçants commençaient déjà à nettoyer leurs échoppes. Malgré le choc, les Stambouliotes sont déterminés à mener une vie aussi normale que possible.

## FURIEUX DÉBAT

Plusieurs milliers de Turcs ont démontré leur intention de ne pas céder au terrorisme au cours de marches silencieuses qui ont eu lieu, samedi, dans plusieurs grandes villes du pays, notamment à Istanbul, cible des actes terroristes. Certains manifestants n'avaient aucun doute sur l'identité des véri-

tables responsables de la récente vague d'attentats : des pancartes annonçaient « Nous savons qui sont les meurtriers » sous des portraits... de George Bush et de Tony Blair.

Les autorités gardent un silence discret sur le déroulement de l'enquête, bien qu'elles aient confirmé l'arrestation de plusieurs suspects. Le premier ministre, issu de la mouvance islamiste, doit démontrer sa volonté de sévir contre les extrémistes religieux sans pour autant s'allier son électoral.

Dix-huit personnes seraient déjà sous les verrous. Des déclarations du chef de la police d'Istanbul, Celalettin Cerrah, accusant la presse d'avoir empêché l'arrestation de deux suspects en publiant leurs photos avant les derniers attentats,

ont causé un furieux débat. Les médias affirment que la police cherche à camoufler ses propres lacunes en accusant la presse.

Au cours de la réunion du Conseil de sécurité, vendredi, les autorités ont admis que la coopération entre les divers services de renseignement n'était pas suffisante. Des mesures doivent être prises pour centraliser les informations.

## MESSAGE AUX FIDÈLES

L'enquête semble désormais centrée sur la ville de Bingöl, dans le Sud-Est du pays. Seuls les kamikazes responsables des attaques contre les synagogues ont été officiellement identifiés pour l'instant, mais les deux autres suspects cités par la presse comme étant responsables des attentats de jeudi contre le Consulat britannique et la banque HSBC seraient également originaires de cette localité de 200 000 habitants. Tous auraient été entraînés en Afghanistan.

Alors que la population se prépare à fêter la fin du ramadan, c'est un message dicté par le directeur des affaires religieuses que les imams des mosquées vont transmettre à leurs fidèles. « Notre religion interdit toute anarchie, sédition, inimitié, cruauté, torture, terrorisme ou violence. En tant que nation, démontrons que nous pouvons vivre en paix et unité, et faisons front commun contre le terrorisme. » La fin du ramadan est traditionnellement une période festive. Mais pour les proches des victimes fauchées par les bombes, il n'y aura pas de célébration.

Nicole Pope

# La Turquie accepterait de payer 1 million d'euros à une Chypriote grecque expulsée en 1974

Le Conseil de l'Europe presse Ankara d'exécuter une décision de justice remontant à 1998

## BRUXELLES

de notre bureau européen

Dans les couloirs du Conseil de l'Europe de Strasbourg se négocie, depuis quelques jours, une décision au caractère historique. De sources concordantes, la Turquie devrait accepter, mercredi 26 novembre, de payer 1 million d'euros de dédommagement à une Chypriote grecque, Titina Loizidou, chassée du Nord de l'île en 1974, lors de son invasion par les forces turques. Ankara accepterait donc enfin d'exécuter une décision de justice de la Cour européenne des droits de l'homme en date de

1998. La Turquie refuse toutefois, pour l'instant, d'autoriser le retour de M<sup>me</sup> Loizidou sur ses terres, ordonné lui aussi par la Cour.

Le président de la République de Chypre, Tassos Papadopoulos, a indiqué à la presse, vendredi 21 novembre, que son pays ne se satisfait pas du seul paiement de l'amende, pourtant colossale. Mais Chypre pourrait être mise en minorité au comité des ministres, enceinte diplomatique chargée de veiller à l'exécution des arrêts, qui considère déjà ce geste d'Ankara comme inespéré.

A Chypre, Titina Loizidou est

devenue une héroïne : les journaux l'appellent gentiment « Titina », et le groupe de presse Dias l'a élue « femme de l'année » en 1996. Elle est née à Kyrenia, petit port de plaisance du nord de Chypre, en 1949. Issue d'un milieu aisé – son père et son grand-père étaient médecins –, elle a fait des études supérieures à Londres, de 1967 à 1969, afin de perfectionner son anglais et de devenir guide, spécialisée dans le tourisme culturel. Elle exerce aujourd'hui ce métier dans le sud de l'île.

En 1972, la jeune femme quitte sa famille pour se marier à Nico-

sie, avec un homme d'affaires travaillant dans le secteur du cuir. Elle se trouve dans la capitale lorsque le nord de l'île est envahi par les forces turques.

« Cela a été une expérience traumatisante de voir tous ces Grecs s'enfuir vers le sud, pour échapper aux bombardements », se souvient M<sup>me</sup> Loizidou, jointe par téléphone. « Mon père, considéré comme une « personne influente », est resté à Kyrenia pendant dix mois, dans un hôtel de 400 lits, avec mille de ses compatriotes, jusqu'à ce qu'il soit lui aussi obligé de partir », raconte-t-elle. « Tous ces gens espéraient

revenir bientôt, mais la ligne de démarcation a été tracée presque tout de suite », ajoute-t-elle.

M<sup>me</sup> Loizidou participe à une manifestation de femmes qui franchit cette ligne, en mars 1989. Elle est arrêtée par des policiers turcs et remise, après une dizaine d'heures, aux soldats des Nations unies. C'est dans ces circonstances qu'elle

le va rencontrer un jeune avocat, M<sup>r</sup> Achille Demetriades, fils du maire de Nicosie.

Il vient justement d'effectuer un stage à Strasbourg : il lui apprend qu'il est possible, depuis 1987, de porter plainte contre la Turquie auprès de la Commission européenne des droits de l'homme (alors chargée de filtrer les requêtes

destinées à la Cour), car Ankara a reconnu à cette date le droit de recours individuel. « La porte était ouverte, mais personne ne la franchissait ! », se souvient M<sup>r</sup> Demetriades, qui s'est chargé, depuis 1989, des poursuites – fort longues, la Turquie ayant multiplié les objections.

La Cour européenne des droits de l'homme finit par donner raison à M<sup>me</sup> Loizidou en 1996. Elle juge que la Turquie viole son droit de propriété, pourtant garanti par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit autoriser le retour de M<sup>me</sup> Loizidou sur ses terres, et la dédommager de la privation de ses biens. D'autres Chypriotes s'engouffrent alors dans la brèche, et 600 recours analogues sont aujourd'hui pendants devant la Cour européenne des droits de l'homme. De peur de créer un précédent, Ankara se refuse à exécuter l'arrêt Loizidou, en dépit des pro-

testations du comité des ministres du Conseil de l'Europe. L'armée, notamment, considère sa présence à Chypre comme stratégique pour la protection de la Turquie.

Au printemps, toutefois, le nouveau gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, soucieux d'adhérer à l'Union européenne, crée la surprise en promettant de payer l'amende d'ici au mois d'octobre. Le jour dit, Ankara n'acceptera toutefois de donner le chèque qu'à condition que la question du retour de M<sup>me</sup> Loizidou ne soit examinée qu'à partir de 2005.

Certains diplomates y voient là une forme de chantage envers l'Union européenne, qui doit prendre une décision sur l'ouverture de négociations d'adhésion en décembre 2004. Le Comité des ministres demande alors à la Turquie de payer sans conditions avant le 19 novembre à minuit. Les négociations diplomatiques se sont depuis intensifiées, et le comité pourrait accepter de renvoyer la question du retour non pas « en 2005 », mais « au moment venu ».

Rafaële Rivais

## La réunification de l'île dans l'impasse

Le président chypriote grec, Tassos Papadopoulos, a estimé qu'Ankara manquait de volonté politique pour résoudre le problème de la division de l'île de Chypre, dans une interview publiée, dimanche 23 novembre, par le journal grec *Kathimerini*. « Je ne crois pas que la Turquie soit prête à faire une quelconque cession en vue de son adhésion à l'Union européenne », a-t-il estimé. La réunification de l'île est vivement souhaitée par l'UE à la veille de l'adhésion – prévue pour mai 2004 – de la partie sud de l'île. Début novembre, un rapport de la Commission européenne a averti Ankara que l'absence d'un règlement « pourrait devenir un obstacle sérieux » à sa candidature à l'UE.

Un plan de paix de l'ONU pour réunifier Chypre, divisée depuis 1974, a échoué en mars 2002 et les efforts diplomatiques déployés depuis pour relancer le processus de négociations entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs sont dans l'impasse. – (AFP.)

## En Irak, le « triangle sunnite » est prisonnier de l'engrenage résistance-répression

Les assassinats de « collaborateurs » se multiplient

### RAMADI (Irak)

de notre envoyée spéciale

Une foule portant huit cercueils avance dans l'artère principale de Ramadi. Les banderoles saluent les « martyrs tués par les envahisseurs américains ». Des cris « *Allaho Akbar* » (Dieu est le plus grand) fusent au passage devant le Gouvernorat, la station de police et le Conseil régional, isolés par un mur de béton tout neuf.

Aucun Américain n'est visible à la ronde. Les GI's, calfeutrés dans leurs bases à l'entrée de cette ville du « triangle sunnite », évitent de sortir quand elle gronde.

Cette fois, c'est la tribu des Bou-Assaf, jusque-là sans histoire, qui promet de venger les siens. Ses fermes, perdues dans la palmeraie qui longe l'Euphrate, ont subi à leur tour une opération de fouille nocturne. Un pick-up aurait alors semblé suspect : ses cinq passagers sont morts, déshabillés, de même que trois occupants d'une maison qui, au sortir d'une nuit où sont intervenus chars et hélicoptères, est à moitié en ruines. « Vous voyez, ce sang versé sans qu'il y ait eu faute... J'en appelle à tous, aux Américains et aux autres : trouvez une solution logique ! », implore un homme sur le ton de quelqu'un qui ne croit plus qu'il sera entendu.

Eussent-ils été des moudjahidines, ces morts auraient eu l'honneur d'un communiqué militaire, au chapitre

des « ennemis » tués. Mais ces morts « collatéraux », tombés sans que les Américains aient subi de pertes, sont passés sous silence. De même que la vingtaine de fils des Bou-Assaf emmenés cette nuit-là, ou ceux qui sont arrêtés chaque nuit, depuis des mois, dans toute la région.

### « ACTIONS DE LA RÉSISTANCE »

« Dans mon quartier, 40 % des hommes au moins sont déjà passés par les camps américains », assure Abou Ahmad. Il exagère peut-être : ce jeune diplômé de lettres défend ceux qui « se battent pour chasser les Américains ». Mais il est loin d'être seul à assurer que le gros de la population s'est soudé face à une répression menée sans discernement ni respect des traditions locales.

Résultat, « les gens qui n'osent pas attaquer les Américains donnent des armes ou de l'argent à ceux qui le font, et personne, affirme Abou Ahmad, ne les trahit » – d'autant moins que les graffitis « mort aux espions » fleurissent et que les assassinats de « collaborateurs » se sont multipliés, ici comme ailleurs en Irak. Ces derniers jours, ce sont les grands dirigeants locaux qui furent visés : le gouverneur a échappé à deux attentats ; le fils du chef de la police, son neveu et son traducteur ont été grièvement blessés ; et le président du Conseil régional a été atteint lors d'un attentat meurtrier à la voiture piégée.

Comme si les tueurs suivaient l'appel de Saddam Hussein à viser les responsables irakiens « avant même les Américains » – diffusé il y a dix jours par la chaîne Al-Arabiya.

« Ceux qui tuent des Irakiens ne sont pas des Moudjahidines. Les vrais, ceux qui tuent les Américains, nous ont dit que ce ne sont pas eux qui s'en sont pris au gouverneur et aux autres », assure un officier de police. Avant de se reprendre : « on l'a su par des intermédiaires ». Abou Ahmad est d'un avis différent : « Ce sont bien sûr des actions de la résistance ! Tous ces gens ont été prévenus qu'ils doivent démissionner. » Des tracts, diffusés dans des mosquées, menaçaient ainsi de mort les chefs de la tribu des Douleimi qui avaient continué à recevoir de l'argent de Saddam, tout en négociant avec les Américains qui les ont maintenus au pouvoir.

Ce qui permit une arrivée tranquille des GI's dans la région, avant que les incidents de Fallouja mettent le feu aux poudres.

Les Américains ont alors conçu ici le plan – adopté ensuite à Bagdad – de « transfert du pouvoir ». Ce qui suppose trois préalables, selon le secrétaire du Conseil régional, membre d'un Parti islamique rallié, non sans déchirements, aux Américains. Le premier est que soient affirmées les forces de l'ordre locales. L'exemple récent d'une autre ville du « triangle », Samara, montre ce qui peut suivre un retrait américain : les bases laissées furent aussitôt pillées, celle qui fut remise aux forces irakiennes fut attaquée et les GI's durent revenir.

La deuxième condition est un « renouvellement » du Conseil régional – ce qui sous-entend la mise à

l'écart des cheikhs compromis. C'est tout aussi problématique. « Les Américains les ont nommés, c'est à eux de les enlever », marmonne le cheikh de permanence dans un Conseil plutôt désert depuis l'attentat.

La troisième « condition » est que « la population soit d'accord ». Mais, elle n'accepterait pas un nouveau Conseil, formé sous la houlette des Américains. C'est du moins l'avis d'Abou Ahmad, pour qui ce sont d'ex-Baassistes qui dirigent ici une guérilla menée par des jeunes qui n'aimaient pas le Baas, mais aiment encore moins les Américains et aspirent au jihad.

« Tout cela n'a rien à voir avec l'Islam. Ce sont les 3 milliards de dollars volés par Saddam qui achètent les gens pour leur malheur, sous couvert de religion. Et ces jeunes jouent les braves car ils ne risquent plus d'être torturés comme c'était le cas sous Saddam ! », s'emporte un médecin local, proche de regretter les vieilles méthodes.

Avis partagé par ceux qui, à Bagdad, veulent recréer des unités de forces spéciales irakiennes autonomes, « capables de tirer dans un souk si elles sont attaquées », ce qui, assure un Irakien du sud, « réglerait le problème de Ramadi en deux semaines ». Ou plongerait la région dans un cycle de violences incontrôlables ? Paul Bremer hésiterait toujours...

Sophle Shihab

Le Monde

26 NOVEMBRE 2003

# GI's wearing out their welcome, northern Iraqi town says

By Dexter Filkins

**MOSUL, Iraq:** Since the Americans came to town seven months ago, the firefighters in this northern Iraqi city have received new trucks and new uniforms, American training and salaries 10 times bigger than they used to be.

But when word came Sunday afternoon that two American soldiers had been shot in the head and killed a block away, the men of the Ras Al Jada fire station ran to the site and looked on with glee as a crowd of locals dragged the fallen from their car and tore off their watches, jackets and boots.

"I was happy, everyone was happy" said Waadela Muhammad, one of the firefighters, standing in front of the firehouse. "The Americans, yes, they do good things, but only to enhance their reputation. They are occupiers. We want them to leave."

It was not supposed to be this way in Mosul, an ethnically diverse city of two million people and the economic and cultural center of northern Iraq. As places like Ramadi and Falluja and Tikrit burned and rebelled against the American occupation this summer, Mosul seemed the one city with a majority of Sunni Arabs where most people called the Americans their friends. A vigorous and far-reaching effort by the 101st Division to rebuild the public roads and buildings seemed to cement an unusually warm bond between the Americans and the Iraqis.

That appears to be changing very quickly. A string of attacks on American soldiers, which have resulted in more than 25 deaths this month, has highlighted what local Iraqis say is a rapidly deteriorating relationship with American forces.

Where once the Iraqi politicians saluted the American soldiers as their partners in rebuilding, many now say their complaints go unheard. Moderate Iraqis cooperating with the Americans say young men are increasingly heeding the calls of the extremist clerics.

With three prominent Iraqi politicians slain in recent weeks, the Iraqis say they are paying a steadily higher price for continuing to cooperate.

It is not too late, the local Iraqis say, to rebuild the relationship between the people of Mosul and their American occupiers, but few Iraqis here expressed much hope. With attacks rising, the Americans here have sent more troops into the city and detained dozens of suspected militants.

The result appears to be a kind of downward spiral, in which the crack-down on suspected Iraqi militants is helping to drain much of the good will still here.

"I want the Americans to succeed,



Soldiers from the 101st Airborne searching a man in Mosul on Wednesday after responding to a report of shots being fired.

and I want every American soldier to go home safely," said Raad Khairy Al-Barhawi, a member of the Mosul City Council and a member of the city's Sunni Arab majority. "But the Americans have completely misunderstood the situation. I am stuck in the middle."

The situation in Mosul, once so promising, now seems the subject of drastically different perceptions. American commanders here say the situation is still very much in control and they still enjoy overwhelming support among the residents of Mosul.

They say the attacks against their men, while serious, are the work of perhaps a few hundred men, most of them members of Saddam Hussein's old regime.

"I reject the idea that things have gone bad here," said Colonel Joe Anderson, who commands about 5,000 men of the 101st Airborne Division in the heart of the city. "Most of the Iraqis are happy we are here, and they are cooperating to make this a better place."

Indeed, the progress in Mosul, even with the recent spate of attacks, still strikes a visitor as remarkable. The streets seem mostly normal, and they are jammed with residents going about their daily business. The telephone, electricity and water networks here are in good working order, thanks in large

part to \$33 million worth of projects carried out by American soldiers. The 28-member City Council brings together this city's ethnic mix of Arabs, Christians, Kurds, Shabaks and Yazidhis.

Anderson said the Americans had identified three cells of about 100 resistance fighters each — a relatively small number, given the city's size. Other American officers here said many of the attacks against them had been staged by Iraqis who had come north from Baghdad and from other parts of the Sunni Triangle, the Sunni-dominated area north and west of the capital that is gen-

erating the majority of attacks against the American forces.

In a series of assaults last week, American troops raided what they described as a "rat line" of houses sheltering sympathizers who had allowed militants to travel from Baghdad to Mosul. More than 170 others have been detained in other raids around the area as part of the crackdown on the guerrillas here.

Among those recently seized, the Americans say, are three members of Al Qaeda and two of another militant Islamic group, Ansar al-Islam.

"What I think is that this is a case of people coming from the outside trying to spoil a good thing," said Major Trey Cate of the 101st Airborne.

But local Iraqis, even the ones who count themselves as America's staunchest supporters, say the problems go deeper. Great, and perhaps unrealistic, expectations have been met with disappointment as vast numbers of Iraqis find themselves unemployed. The pool of money the United States used here to employ hundreds of Iraqis for local projects has dried up, and the large sums allocated by Congress for Iraqi reconstruction have yet to arrive.

A network of former Baath Party members, stretching from the universities to the government offices, openly flouts the Americans' edicts, and some Iraqis quietly support the resistance.

"I would say that the number of people fighting the Americans numbers in the thousands, or the tens of thousands," said Hunien Kadu, a member of the Mosul City Council. "There are deans and assistant deans who were high members of the Baath Party, teaching classes. There are Baathists all through the government. The Americans can't continue to let these operate."

The New York Times

# Suicide bombers are buried in Turkey's breeding ground of extremism

Helena Smith in Bingol

The Guardian November 27 2003

**O**f all the graves dug into the windswept bluff overlooking Bingol, that of Gokhan Elaltuntas is by far the smallest. When, under armed guard, relatives buried the suicide bomber in the middle of the night they had only to lower his casket into a tiny gash in the earth. Now the man who drove his "car of death" into a synagogue in Istanbul lies under a mound of red clay no bigger than a short Turkish rug.

"They couldn't do otherwise because he came with no head or arms or legs," said Harkan Turk Ilmas, a policeman who watched over the ceremony. "It was just his torso that they managed to retrieve."

Across the southern mountain town, in a roadside grave, lies his comrade Mesut Cabuk, who died almost simultaneously in a second synagogue attack. When no one was looking, his family buried him too.

That was last Tuesday. Two days later Azad Ekinici and Feridan Ugurlu followed suit, driving their own "cars of death" into the British consulate and HSBC bank, also in Istanbul.

The first attack, it seems, had given them their cue.

Within hours of the first explosions they were driving out of Bingol. Passing military checkpoints they took the 500-mile route to Turkey's great commercial capital and the heart of their mission: their country's worse ever terrorist attack.

These two men — so good, so calm, say friends — were no strangers to hardship. From early on they had known suffering, first as ethnic Kurds who inhabited the heavily militarised badlands of Turkey, then as Muslim fundamentalists.

Ekinici, who would ram his explosive-laden truck into the British consulate, saw his father, Idris, shot dead by Turkish nationalists when he was two.

"Idris was a good man who led a workers' union at Bingol's town hall, but Turkish nationalists shot him because he was a prominent member of the PKK [the outlawed Kurdish rebel group]," said Ridvan Kizgin, who heads the local Turkish Human Rights Foundation.

"I think his death played a role in making Azad the sort of person he became."

For the rest of his childhood and much of his adult life, Ekinici was kept indoors by an overly protective mother — until he met Mesut, who had a taste for Jean-Paul Sartre and connections with the Islamist guerrilla group Hizbullah. With no work and little else to do, the pair soon became inseparable.

"They were so tight, one couldn't go without the other to the toilet," said Adul Ali Benghizou, a middle-aged man who said he knew the two well.

"Ekinici was a bit isolated, but when he met Mesut he changed. Mesut was obsessed with existentialism and Jean-Paul Sartre. Personally, I think he had psychological problems, but he had a great influence on Azad."

Although Ekinici had displayed no particular affection for political Islam, he began patronising the plethora of



Mourners stand next to a coffin at a cemetery in Bingol where Mesut Cabuk and Gokhan Elaltuntas, the suicide bombers responsible for bombing two synagogues in Istanbul were buried. Photograph: EPA

**The Turkish state created Hizbullah and now it is paying the price'**



mosques and Koranic schools in Bingol. Through the charismatic sheikhs who lead underground religious sects, known as *tarikats*, the pair soon became infused with the militant Islamist views that took them to the battlefields of Bosnia, Afghanistan and Chechnya.

In Bingol, with its population of 60,000, many believe it was the sheikhs who first schooled the suicide bombers in the fundamentals of hate. The four Turkish Kurds reportedly spent years crisscrossing into Iran, Syria, Pakistan and the Gulf states to train in the art of wiring explosives.

Militant Islam specialists in Istanbul say the trips were almost certainly funded by the business-endowed foundations that support the sects.

But the bombers could have come from anywhere in Turkey's remote south east, where most residents only barely scratch a living from the land. "When you have no work and no hope of a job you get angry, and then you look elsewhere for things to do," said Mr Benghizou, a former journalist in Istanbul who returned to Bingol to look after his mother.

"A lot of young people here are so desperate they become nihilists. The only thing Bingol offers them is heroin smuggling from Iran. With nothing to lose, they

become open to the spirit of al-Qaida," he said. "When they go to Pakistan they can make money to send back to their families. It's the same with Hizbullah. Once you're in Hizbullah, I hear, they make sure to look after you and your family."

Until 1999, when Kurdish separatists declared a unilateral ceasefire in their fight to create an independent state in the south of Turkey, successive governments in Ankara gave support to Islamic radicals in the region.

For more than two decades Hizbullah received weapons and money from the Turkish security forces to help crush rebels in the PKK. As one of the area's biggest Hizbullah strongholds, some of the most brutal fighting took place around Bingol.

"They were tolerated on the basis that the enemy of my enemy is my friend," said Ersin Kalaycioglu, a political scientist at Istanbul's Sabachi University.

"But when Hizbullah stopped being of use to the government it clamped down on them with a vengeance. According to police databases, it had around 20,000 members, but only 4,000 were caught. So the question is, what happens to the rest?"

Mr Kizgin, the human rights worker, says the answer is obvious. "When the dirty war was over, Hizbullah began look-

ing to radical Islamic groups for support. Unfortunately, it's a repeat of the same story that we saw with the Americans and the Taliban. The Turkish state created Hizbullah and now it is paying the price."

In this climate the movements of Ekinci and his comrades went unchecked. Although there was clear evidence that about 1,000 Turks had gone abroad as religious warrior volunteers, their missions appear to have been dismissed by the Turkish security forces, who preferred to believe that Mossad — rather than Islamists — was behind the September 11 terrorist attacks. Western intelligence services now think the Turkish *jihadis* acted as intermediaries between local groups such as Hizbullah and networked links to al-Qaida.

The Istanbul bombings have plunged Bingol into a strange form of mourning. The revelation that three of the four

suicide bombers came from the town has brought shame to local people, who say they want nothing to do with terrorists.

The mountain-rimmed town, famed for its honey and nuts, had barely recovered from a devastating earthquake which led 167 dead in May.

But as Ankara turns its considerable military might to destroying the menace of terrorism, the residents of Bingol will have to live with the fear that the security forces who have now moved into the town big time will make their lives even harder.

"The whole of Bingol is very upset," said the town's deputy governor, Fikret Zaman. "Even the relatives of the four bombers are very upset. Not at their deaths so much, but that they brought this terrible shame to Bingol. We Turks are not Islamic fundamentalists. We are very proud that we have the Muslim world's only secular state."

But Bingol is also in denial. The suicide bombers were not an isolated group. They were a product of a system that appears to nurture religious inspired hate — as well as the country's failure to address the problem of its 12 million ethnic Kurds.

Few believe that this is the end of the flow of suicide bombers from these areas.

"All the ingredients are in place for several more to come along," said Mr Kizgin. "Turkey has to give us Kurds better basic rights. It has to give us our dignity and a better education. We have to be able to use our own language, have our own names, like people everywhere else in the world. That would be one of the better steps authorities could take to ensuring that no more oddly-sized graves overlook the wild, windswept bluffs of Bingol."



Tyler Hicks/The New York Times

Shiite women during a sunrise prayer Wednesday to celebrate Id al-Fitr. Sunni Muslims in Iraq began the three-day holiday Monday.

International Herald Tribune  
Thursday, November 27, 2003

## In Iraq, new moon is not as plain as day

By Ian Fisher

**BAGHDAD:** The question sounds straightforward enough: Was there, or was there not, a crescent moon in the chilly sky over Iraq?

"You know, everyone has his own opinion," said Abdul Latif Khalil, 66, a retired clerk visiting a small amusement park here with his children.

An opinion about seeing the moon:

Khalil gave a weary look, then acknowledged that on this first Ramadan free of Saddam Hussein, it might be better if Shiite and Sunni Muslims were not divided on a question like this, at once harmless but also deeply telling about the unity of Iraq.

"We should have one opinion," said Khalil, a Sunni. "We don't need this in the future. In the future we must have one celebration for Id."

Id al-Fitr is the joyous Muslim holiday of reconciliation and forgiveness that marks the end of the holy month of Ramadan. After a month of shunning food, drink, sex and cigarettes during daylight, Muslims break out into three days of feasting when the moon is right, as proclaimed by the Prophet Muhammad 1,300 years ago: "Fast when you see the crescent and break your fast

when you see the crescent."

The difficulty is that there is no agreement on when that moon actually appears, and so Sunni and Shiite Muslims celebrate perhaps the biggest festival of Islam separately in Iraq. Clerics followed by most Sunnis here declared that the crescent moon could be seen on Sunday night. On Monday morning, Sunni mosques were packed, shops were closed, children dressed up in their best and the celebrations began.

Most of the country's Shiites, who make up two-thirds of Iraqis, said they did not see the crescent. So they went on fasting, working and waiting for the first sliver of moon to appear.

"It's impossible," Saad Raed Jerian Amin, a Shiite security guard, scoffed on Monday, as the Sunni celebration was in full gear. "There are 26 million Iraqi people," he said, overstating the true figure by about 3 million. "Say only half of them are Shiites. Then how is it that not one of these people saw the moon?"

Libya and the Sunnis in Iraq began Id on Monday this year. Egypt, Saudi Arabia, Lebanon, Syria and the United Arab Emirates began Id on Tuesday. Iran, which is composed almost entirely of Shiites, waited until Wednesday.

So did the Shiites of Iraq, and on

Tuesday, the markets in Shiite sections of Baghdad were full of shoppers preparing for the feast.

But here is where the question of Id takes on greater significance: Some Sunni Muslims say that the Shiites of Iraq take care to celebrate the same day as their fellow Shiites in Iran, thus showing a greater loyalty to religion than to country, at least so far as Id is concerned. They also say that the Iraqi Shiites, long repressed by Saddam, a Sunni, chose a different day to mark Id as a subtle protest. Shiites deny these allegations and say, in turn, that the Sunnis generally choose to see the moon when their fellow Sunnis in Saudi Arabia and Egypt do (though it did not work out that way this year).

But complaints like these are usually made in private. In public, Shiites and Sunnis in Iraq almost unanimously play down the differences, saying that the important fact is that they are all Muslims. Indeed, top clerics on both sides agree that they use a different method of seeing the crescent moon: essentially, Sunnis actively seek out the crescent at its earliest appearance, even if it is during the day and hard to see, while Shiites wait until it is plainly visible to anyone.

The New York Times

# Top Iraqi Shiite steps in to oppose U.S. plan for indirect elections

By Joel Brinkley and Ian Fisher

**BAGHDAD:** Iraq's most powerful cleric, Grand Ayatollah Ali Sistani, made public on Wednesday his opposition to a new U.S. plan for indirect elections of a government, dealing a possibly fatal blow to the American initiative to turn power over more quickly to Iraqis.

Spokesmen for Sistani, who exercises strong influence over Iraq's majority Shiites, say he is insisting that the election planned for next June must be a direct, popular ballot — not the indirect caucus election in the U.S. plan.

He is also insisting that any new Iraqi government have a more overtly Islamic character, aides said Wednesday.

"The people should have a basic role in issues concerning the destiny of their country," said Abdul Aziz al-Hakim, a Shiite cleric and Iraqi politician, who discussed the American initiative with Sistani on Tuesday.

On Wednesday, Hakim spoke at a news conference in Najaf and said Sistani had "expressed concern about real gaps that must be dealt with, or the plan will lack the ability to meet the hopes of the Iraqi people."

Hakim's news conference was significant on its own as a sign of trouble for the American plan. He is a leading member of the Governing Council, the interim body appointed by the United States to carry out some of the day-to-day business of running Iraq — and recent experience has shown that the

Council is unwilling to act in contravention to Sistani's edicts.

Sistani's unexpected objections were a further blow to a plan that had already begun to unravel. Earlier this week, leaders of the Governing Council said they wanted to back away from their agreement to dissolve the Council as soon as elections are held in June and instead maintain it as a second legislative body of government.

But there were signs on Wednesday that other members of the Council were not willing to give up on the plan, in part because Sistani's call for direct elections would probably mean that any new Iraqi government would be dominated by Shiites, a fear among many Sunni Arabs and Kurds. Shiites make up

roughly 60 percent of Iraq's nearly 25 million people.

On Wednesday evening, Kubad Talabani, a senior aide to Jalal Talabani, a Kurd who is president of the Governing Council this month, said the Council and American authorities were "going to great lengths to meet Sistani's request for an Iraqi constitution by direct elections. I do not see any reason for concern from his eminence Sistani or anyone else about the process we have."

U.S. officials left room for compromise. "We have said all along that this was a framework and we would have to work out the details, and that is what we are going to do going forward," said Dan Senor, a spokesman for L. Paul Bremer 3rd, the U.S. interim governor of Iraq.

Under the plan accepted by the United States and the Governing Council on Nov. 15, Council members and local governments are in coming months supposed to choose a "transitional assembly" — several hundred Iraqis from every region and sector of society. That assembly is supposed to choose an interim government in June, and that indirectly elected interim government is supposed to draft the constitution.

It was Sistani's earlier objections that forced the Governing Council to abandon the original plan, pushed by Washington, to write a constitution and then hold elections. Sistani issued a religious edict in June saying that a constitution must be drafted by an assembly directly elected by the Iraqi people. Thirteen of

the Council's 25 members are Shiite, and many of them refused to go along with a plan Sistani did not endorse. That same edict, it appears, is behind the objections made public on Wednesday.

Both American and Iraqi officials have said they believe the real motivation for insisting on direct elections is that the clerics hope the nation's Shiite majority will empower religious leaders to form an Islamic government. Hakim pointed out that one of Sistani's objections was that there was "no emphasis on the role of Islam and the identity of the Muslim people. There should have been a stipulation which prevents legislating anything that contradicts Islam in the new Iraq."

The New York Times

## UN agency scolds Iran on nuclear program

### But vote stops short of urging action by Security Council

By Mark Landler

**VIENNA:** The International Atomic Energy Agency passed a much-debated resolution on Wednesday that condemns Iran for covering up its nuclear program for nearly two decades.

But the resolution, which stopped

short of urging action by the UN Security Council, set the stage for a verification process that could be every bit as contentious as the talks held here over the last week.

The resolution, drafted by Britain, France and Germany, warns that Iran will face unspecified action if the agency's inspectors uncover "further serious failures" in its disclosures about nuclear activities.

While the United States and Britain say further deception by Iran would trigger a referral to the Security Council, the wording in the resolution is vague. What constitutes a serious failure is also open to debate, though the agency said it planned to hold Iran to a strict standard.

"The board is sending a very serious and ominous message that failure in the future will not be tolerated," said Mohamed El Baradei, the director general of the agency, after the measure was adopted by consensus. "Our work in the next few weeks will be very intensive."

Noting that the agency wanted to do that work without interference, El Baradei said in an interview at his Vi-

enna headquarters, "I would like to ask the member states to sit back and relax."

The United States is unlikely to take him up on his invitation. Having pushed unsuccessfully for a much stronger resolution, diplomats say, Washington will track the inspections closely and seize on any evidence of Iranian deception as a way to increase the pressure on Tehran.

"There must be a very robust verification," said Kenneth Brill, the U.S. ambassador to the agency. "The international community rejects 18 years of Iran's denial, deceit and deception."

Privately, American officials say they expect further disclosures of hidden nuclear activity by Iran, pointing to unexplored areas in Iran's recently disclosed use of laser technology to enrich uranium.

Iran reacted calmly to the resolution, but said it was disappointed that the text had left out what it claimed was the most important conclusion of a recent agency report on Iran: that there is "no evidence" of a weapons program.

For the United States, which had

called on the 35-member board to recommend Security Council action, the resolution capped a frustrating week in which Washington found itself again at odds with Germany and France, as well as with its usually stalwart ally, Britain.

In talks with his European counterparts over the weekend, Secretary of State Colin Powell was able to win a tougher condemnation of Iran. The resolution "strongly deplores Iran's past failures and breaches of its obligation" under the Nuclear Nonproliferation Treaty.

Powell, however, could not persuade the foreign ministers — Jack Straw of Britain, Dominique de Villepin of France and Joschka Fischer of Germany — to include an explicit threat to

go to the Security Council.

A senior European diplomat said Iran put heavy pressure on the three countries to leave out such a warning.

The Europeans, he said, did not want to jeopardize the diplomatic overture they made on October to Iran's president, Mohammad Khatami, which resulted in a pledge by Iran to suspend its enrichment of uranium, a critical element in the manufacturing of nuclear weapons.

Britain, France and Germany contend that the best way to police Iran is

to take advantage of its pledges to be more open and cooperative. Only Britain raised the threat of taking Iran to the Security Council.

The main beneficiary of the trans-Atlantic haggling appeared to be El Baradei, who had appealed for a strongly worded resolution that nevertheless did not elevate the Iran dispute to the United Nations.

An Egyptian diplomat with a methodical manner, El Baradei has often had tense relations with the Bush administration. Some Bush officials believe that he was not aggressive enough in hunting down evidence of a weapons pro-

gram in Iraq in the months before the war.

With no nuclear, biological or chemical weapons having been uncovered so far, however, El Baradei's cautious approach has been vindicated, in the opinion of some delegates here. He regularly invokes the Iraq example.

"Iraq has been a very sobering experience," he said. "Everybody is learning from that experience."

Among the lessons, El Baradei said, is that people should not jump to the conclusion that having an atomic research program is proof that Iran is seeking a bomb. Another lesson is that "inspec-

tions take time," he said. "Even if you have 1,200 people and \$1 billion, it can take over a year."

His reference is to the vast weapons search being conducted by coalition forces in Iraq. El Baradei said he would send no more than 10 inspectors to Iran for the next phase of the verification process.

Another difference between Iran and Iraq, according to officials here, has been the quality of intelligence. The agency said it received little "actionable" intelligence about facilities in Iraq. In Iran's case, dissident groups and governments gave inspectors a wealth

of leads. When the inspectors return to Iraq next week, they are expected to conduct a range of projects: interviewing Iranians who were involved in the nuclear program, taking environmental samples and monitoring Iran's pledge to cease its uranium-enrichment activities.

As they scour the countryside, the question is: what would lead them to declare Iran in violation?

"A small piece of equipment would probably not be a serious failure," El Baradei said. "A lab working on nuclear activities would."

The New York Times

Le Monde 28 NOVEMBRE 2003

## L'AIEA adresse un dernier avertissement à l'Iran sur son programme nucléaire

L'agence de Vienne choisit, à ce stade, de ne pas saisir le Conseil de sécurité de l'ONU

LE CONSEIL des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a adopté, mercredi 26 novembre à Vienne, à l'unanimité des 35 pays-membres, une résolution qui demande à l'Iran de se plier intégralement aux obligations du traité de non-prolifération (TNP) et qui le menace de prendre de nouvelles initiatives à son encontre s'il manquait à cet engagement. L'approbation de ce texte met fin, pour l'instant, aux divergences qui existaient entre les Etats-Unis, désireux d'obtenir des sanctions contre Téhéran, et des Européens — notamment la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne — soucieux de maintenir le contact avec l'Iran.

Dans sa résolution, l'AIEA constate « avec la plus grande inquiétude » que l'Iran a enrichi de l'uranium et séparé du plutonium « dans des installations non déclarées », et qu'il a existé dans le passé « un système de

dissimulation ayant conduit à des manquements des obligations de sauvegarde » dont l'agence de Vienne est la garante.

Invoquant « l'importance d'une ratification rapide par l'Iran » du protocole additionnel au TNP, qui ouvre la voie à des inspections approfondies et inopinées et que Téhéran n'a pas encore signé, l'AIEA demande à son directeur général, Mohamed ElBaradei, de s'impliquer pour vérifier que « les informations données par l'Iran sur ses activités nucléaires, passées et présentes, sont correctes et complètes ». « Si de nouveaux manquements iraniens devaient être découverts, ajoute l'AIEA, le Conseil des gouverneurs se réunirait immédiatement pour examiner, au vu des circonstances et sur avis du directeur général, toutes les options à sa disposition ». L'une des options est que les infractions constatées seraient portées à la

connaissance du Conseil de sécurité de l'ONU, qui prendrait d'éventuelles sanctions.

En Iran, Hassan Rohani, chargé du dossier nucléaire de son pays, considère que « les Etats-Unis n'ont atteint aucun de leurs objectifs » contre Téhéran et que, donc, « les relations avec l'AIEA se normalisent ». Il a réaffirmé que l'Iran respectera ses engagements « dans le cadre de la clause de sauvegarde et du protocole additionnel » du TNP.

### « RÉSOLUTION FORTE »

Kenneth Brill, ambassadeur américain auprès de l'AIEA, a estimé, pour sa part, que « le Conseil des gouverneurs a exprimé l'unité de la communauté internationale en rejetant la politique de négation, d'atmosphère de tromperie de l'Iran, et a reconnu le comportement passé de non-respect du TNP » par Téhéran. Claire Buchan, porte-parole de

la Maison Blanche, a indiqué que ce texte est « une résolution forte » et qu'« il n'y a aucun doute qu'il signifie une saisine de l'ONU en cas de nouveau manquement ».

Après la Grande-Bretagne et la Russie, qui se sont déclarées satisfaites du contenu de la résolution, la France, par un communiqué du Quai d'Orsay, a expliqué que « le texte porte un jugement très ferme sur les activités passées de l'Iran dans le domaine nucléaire et l'encouragement à poursuivre et à confirmer son choix d'une nouvelle politique de transparence et de coopération » avec la communauté internationale. « Un processus est engagé (...) et la France entend rester vigilante », y est-il écrit, afin de maintenir avec ses partenaires le dialogue avec l'Iran.

En revanche, Israël évoque « les inquiétantes tentatives » de Téhéran pour disposer d'armes de destruction massive. — (AFP, Reuters.)

la Croix

Jeudi 27 novembre 2003

► Ancienne ville frontière entre l'Irak de Saddam Hussein et la région autonome kurde, Chamchamal bourdonne aujourd'hui au soleil de novembre

# L'ombre de Saddam Hussein ne plane plus sur Chamchamal

REPORTAGE



CHAMCHAMAL  
Correspondance spéciale

**C**hamchamal, une bourgade de 15 000 habitants, s'étale dans la plaine au pied d'une colline verte au sommet de laquelle l'armée irakienne avait établi ses lignes en 1992. Elle a bordé pendant onze ans la ligne qui séparait l'Irak de Saddam Hussein et la région autonome kurde, protégée par l'aviation américaine et britannique. Le hameau de Shorsch, la pointe avancée de la petite ville, étend même ses maisons et sa rue principale jusqu'aux premières hauteurs, autrefois à portée de tir du sommet.

Hommes, femmes, enfants, prennent le soleil de novembre sur les trottoirs de la rue principale et vaquent à leurs occupations. Les échoppes sont ouvertes. Des jeunes dévalent la rue en pente sur un chariot de fortune accroché à un vélo. Sala Hussein, 23 ans, le visage volontaire, répare une boîte de transmission sur son établi. «Avant la guerre, on avait peur tout le temps. Les soldats irakiens postés sur la colline nous tiraient

régulièrement dessus. Ou bien ils arrosaient Chamchamal de tirs au mortier. Aujourd'hui, tout ça est fini.» Il rayonne.

Saddam Hussein, qui se cache toujours quelque part en Irak, n'a aucune chance de revenir au pouvoir, selon lui. «Ses déclarations envoyées aux télé arabes, c'est du bidon, pour la galerie.» Sala Hussein n'a pas peur des attentats qui, plus au sud, visent presque quo-

tidienement les forces de police irakiennes, les forces occupantes, ou ceux qui collaborent avec elles. «Ce sont des terroristes, ou des membres de la garde de Saddam. Mais on va les éliminer peu à peu.»

Quelques mètres plus loin, sur le même trottoir, Nozad Abdullah Mohamed, 26 ans et Rezza Mustapha, 30 ans, tous deux commerçants, sont moins rassurés. Le bureau de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le parti kurde de Jalal Talabani, qui domine la région, est juste en face. C'est une bonne cible pour les auteurs d'attentats, d'autant que Jalal Talabani assume en ce mois de novembre la présidence tournante du conseil

A Chamchamal, des Kurdes irakiens font une partie de dominos. Après des années de conflit, la vie semble avoir repris ses droits, même si le quotidien est toujours difficile en raison, notamment, des problèmes d'approvisionnement en essence et des coupures d'électricité.

## REPÈRES

■ **Septembre 1961** : dans le nord de l'Irak, une rébellion kurde dirigée par Moustapha Barzani réclame l'autonomie pour le Kurdistan.

■ **11 mars 1970** : accord signé entre Barzani et le vice-président irakien Saddam Hussein.

■ **1974-1975** : l'accord n'est pas appliqué; Barzani lance une nouvelle insurrection, soutenue par les États-Unis et l'Iran.

■ **6 mars 1975** : accord entre l'Irak et l'Iran, mettant fin à l'aide de Washington et de Téhéran.

■ **Septembre 1980** : la guerre Iran-Irak relance la guérilla kurde; 18 000 Kurdes sont tués par les Irakiens.

■ **16 mars 1988** : l'aviation irakienne utilise des gaz de combat, tuant 5 000 personnes.

■ **Mars 1991** : le soulèvement des Kurdes est sévèrement réprimé. Les Alliés instaurent une «zone de protection» au nord du 36° parallèle, interdite aux avions irakiens. Elle se transforme de fait en zone autonome kurde.

■ **19 mai 1992** : premières élections: le PDK (45,25 %) contrôle le nord de la région, l'UPK (44,81 %) le sud.

■ **Mai 1994** : début de la première guerre civile entre l'UPK et le PDK.

■ **Septembre 1996** : grâce à l'appui de l'armée irakienne, le PDK reprend Erbil.

■ **17 septembre 1998** : un accord est signé à Washington entre le PDK et l'UPK.

■ **4 octobre 2002** : le Parlement kurde approuve un projet de constitution fédérale.

transitoire de gouvernement irakien, à Bagdad. «*On a peur. Mais la sécurité est mieux assurée ici qu'ailleurs*», soulignent d'un commun accord les deux hommes. «*La vie est meilleure maintenant qu'avant la guerre*, reprend Rezza Mustapha. *Mais il y a toujours des problèmes. L'approvisionnement en essence, les coupures d'électricité.*»

Le marché du centre de Chamchamal est bondé. Les chariots des vendeurs de légumes débordent. Les échoppes des marchands de chaussures, d'épices, de tapis ou d'appareils high-tech et ménagers, sont bien garnies. Un lecteur de

CD-ROM vaut ici 27 dollars, un grill électrique 19 dollars. De nombreuses voitures récentes côtoient les Volkswagen antédiluviennes construites au Brésil et importées par le régime de Saddam Hussein. «*Elles ont été volées à Bagdad par des Arabes au lendemain de la chute du régime et puis ils sont venus les vendre ici*, assure, Ranj, 27 ans. *Maintenant ils disent que ce sont les Kurdes qui les ont piquées.*»

Taleb Abdul Karim, 36 ans, visage fin, traits acérés et moustache fournie, marchand d'appareils électroniques se dit heureux. «*On vit très bien depuis la guerre. On s'est débarrassé de la tyrannie, le bénéfice est énorme.*» Quand on évoque les manifestations pacifistes qui ont accueilli le président américain George W. Bush à Londres, il se dit persuadé que «*cela ne représente pas la majorité des Anglais*». «*C'est une minorité qui y participe*, explique-t-il, sûr de son jugement, en souriant. *Je ne crois pas qu'ils auront de l'influence. Mais ils sont libres.*» Pour lui, pas de doute: «*Les auteurs des attentats actuels sont le fait des groupes islamistes, proches d'Al-Qaida, et des fedayines de Saddam qui ont été entraînés pour ça. Ils sont contre les libertés et la*

*démocratie.*» Mais il n'est guère inquiet. Chamchamal lui paraît à l'abri. La police locale, l'UPK et sa milice contrôlent bien cette région qui reste autogouvernée par les Kurdes. Et la population coopère. «*Les gens doivent prévenir la police dès qu'ils repèrent quelque chose de bizarre. Un étranger qui n'a pas de raison d'être là ou une voiture qui semble abandonnée.*»

Mikdat Jamal, 30 ans, marchand de chaussures, visage rond et moustache fine, s'étire sur son fauteuil, devant son échoppe. «*Tout va bien pour nous depuis la guerre. L'intervention américaine était une bonne chose. On s'est débarrassé de Saddam. Ça vaut surtout pour nous, les Kurdes, qui étions les plus opprimés. Même Israël, assure-t-il, ne fait pas aux Palestiniens ce que Saddam nous a fait à nous!*»

### Un Kurdistan indépendant, une perspective lointaine

À Chamchamal, le commerce n'a jamais si bien marché. Maintenant que Saddam a disparu, les Kurdes ont repris confiance, ils ne craignent plus l'avenir. Ils achètent. L'argent, les dollars injectés par les autorités d'occupation, y est aussi pour quelque chose.

Les Kurdes souhaitent que les troupes américaines restent en Irak tant que la situation n'est pas redevenue normale. Mais tous veulent également que le pouvoir revienne au plus vite aux Irakiens, fermant la parenthèse du conseil de gouvernement actuel et la tutelle de l'autorité provisoire d'occupation, assurée par l'Américain Paul Bremer. «*Ensuite, la meilleure solution pour l'avenir sera celle d'un Irak uni et démocratique*, assure Mikdat Jamal. *Mais de cœur, les Kurdes préféreraient un Kurdistan indépendant.*» Une perspective

jugée toutefois impossible dans la réalité actuelle.

Cette revendication s'affirme en revanche davantage à Souleimaniya, la capitale de la région kurde contrôlée par le parti de Jalal Talabani, à 60 km de Chamchamal. Sous Saddam, la ville avait déjà la réputation d'être une pépinière de nationalistes kurdes. «*Ici, nous étions déjà libres depuis douze ans, à la différence du reste de l'Irak*, souligne Baadin Aziz, 52 ans, parfumeur. *La seule différence aujourd'hui est que les jeunes peuvent aller voyager au Sud.*» Les attentats qui frappent l'Irak lui paraissent «*normaux dans un pays tel que l'Irak, après plus de trente ans de dictature*». Il se sent préservé ici: «*La sécurité est assurée par la police kurde et le parti de Talabani, et la population coopère.*»

Mais Baadin Aziz, comme beaucoup à Souleimaniya, est sceptique quant à l'avenir de l'Irak. «*Je ne crois pas que les peuples kurde et arabe finiront pas s'entendre. C'est uniquement possible au niveau des leaders, des politiques. Mais si vous faites un référendum, poursuit notre interlocuteur, les Kurdes vous diront qu'ils veulent un Kurdistan indépendant. Nos leaders ne sont pas assez courageux pour revendiquer ça!*» Et notre interlocuteur souligne en souriant qu'il se sent «*plus proche d'un Kurde de Turquie ou d'Iran, que d'un Arabe irakien. Les Arabes nous ont toujours conquis pour nous dominer, nous coloniser!*»

Il est 16 h 30, les trottoirs du bazar sont noirs de monde. À Souleimaniya aussi, les affaires n'ont jamais si bien marché depuis des lustres.

MICHEL VERRIER

## IRAK

### Des fidèles de Saddam et de Ben Laden alliés

■ A en croire l'enquête du magazine italien Panorama, «*le massacre de 19 Italiens et de 8 Irakiens à Nasiriyah a définitivement scellé la sainte alliance entre les deux ennemis jurés de l'Occident (Saddam Hussein et Oussama Ben Laden)*. Huit anciens officiers des services secrets irakiens (Moukhabarat) et des unités spéciales de la garde républicaine ont planifié l'attentat contre les carabinieri de la brigade Sassari. Un haut représentant de l'organisation Ansar al-Islam (les soldats de l'islam), affiliée à Al Qaida,

aurait pour sa part fourni deux volontaires arabes voués au suicide.» Les informations des services secrets alliés en provenance de Bagdad, Basorah et Koweït City seraient concordantes. L'élément le plus actif de la cellule qui a organisé l'attentat serait Majed Jameel, «*bien connu à Nasiriyah, où il était l'un des chefs locaux des Fedayin [de Saddam Hussein]*». Mais «*le personnage le plus important semble être le neuvième homme, identifié sous le nom de Mohamed Rashid. Basé dans la ville kurde de Tawela,*

à la frontière iranienne, il dirige depuis un moment l'organisation Ansar al-Islam et a eu pour tâche de fournir des kamikazes pour les attentats les plus meurtriers.» Enfin, les alliés pensent avoir identifié le financier des opérations. «*Originaire de Falloudjah, connu sous le nom d'Abdel Malak al-Saadi, ancien professeur de théologie islamique à l'université de Bagdad, il collecterait les fonds nécessaires pour les attentats et dirigerait le trafic d'armes et d'explosifs destinés aux 'combattants arabes' venus de l'étranger.*»

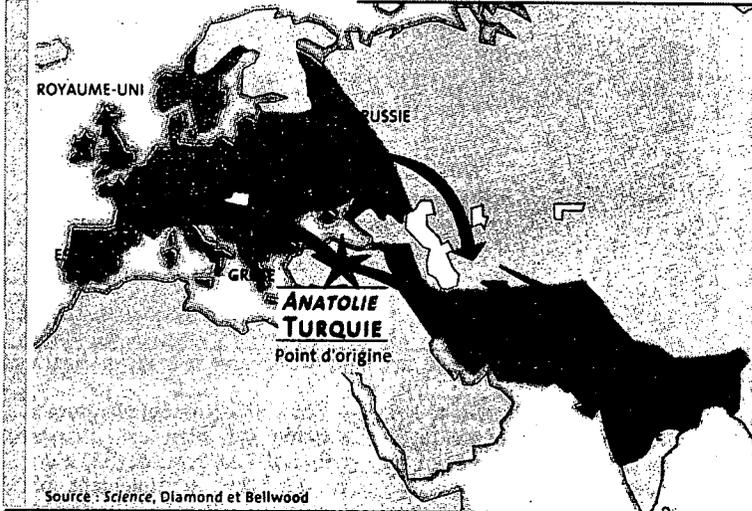
# Une étude relance le débat sur l'origine des langues indo-européennes

28 NOVEMBRE 2003

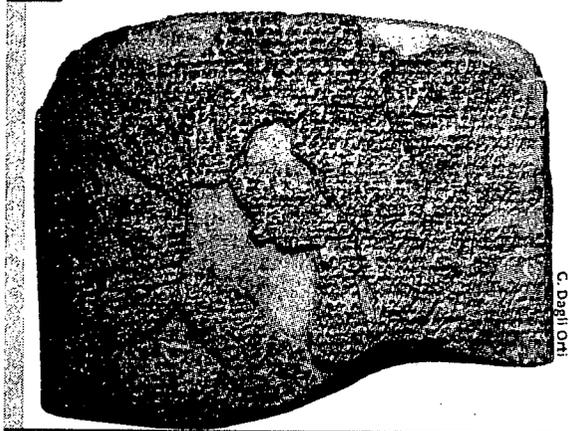
Le Monde

## L'ANATOLIE, BERCEAU DES LANGUES D'EUROPE ?

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE ACTUELLE DES LANGUES INDO-EUROPEENNES ET LEUR SCHEMA DE DIFFUSION, SELON LA THEORIE ANATOLIENNE



LE HITTITE, UN ANTIQUE IDIOME ANATOLIEN



Tablette d'argile, datée de 1269 avant J.-C., écrite en cunéiforme et retranscrivant du hittite, la plus ancienne langue indo-européenne connue.

**OÙ ET QUAND** la première langue indo-européenne, dont proviennent la grande majorité des idiomes rencontrés du Bengale à l'Islande, a-t-elle été parlée ? Depuis que de fortes similitudes lexicales et grammaticales entre le sanskrit, le grec, le latin et plusieurs langues germaniques, ont été mises en évidence voilà environ deux siècles, la question occupe linguistes, archéologues et historiens. La quête d'indices menant à la solution du problème est cependant fort délicate, tant les traces laissées par les civilisations antérieures à l'invention de l'écriture sont ténues.

Cependant, les progrès de l'algorithme permettent, à partir de la documentation existante, d'effectuer comparaisons et recoupe-

ments au sein de plusieurs lexiques. Ainsi, de nouvelles théories généalogiques peuvent être élaborées. Deux chercheurs néo-zélandais rendent compte, dans l'édition du 27 novembre de la revue *Nature*, de l'utilisation de nouveaux algorithmes dans la construction de l'arbre phylogénétique indo-européen.

Les travaux de Russell Gray et Quentin Atkinson, chercheurs au département de psychologie de l'université d'Auckland, indiquent que la langue proto-indo-européenne pourrait venir d'Anatolie. Elle se serait diffusée à partir de la Turquie actuelle, il y a 8 000 à 9 500 ans, et aurait suivi un processus de diffusion parallèle à celui de l'agriculture, née dans la même région.

Cette hypothèse, dite « anatolienne » est formulée depuis de nombreuses années, mais le débat scientifique n'a pas, sur ce point, été tranché.

Deux théories s'opposent en effet depuis plusieurs décennies. « Jusqu'au déchiffrement du hittite [parlé au deuxième millénaire avant notre ère en Anatolie] et la découverte de son appartenance à la famille indo-européenne, il semblait vraisemblable que le berceau de ce groupe linguistique se situait dans les steppes eurasiennes, peut-être en Ukraine », explique l'archéologue anglais Colin Renfrew, auteur de *L'Enigme indo-européenne* (Ed. Flammarion, 1990), l'un des plus fins connaisseurs en la matière. Cette théorie, principale concurrente de l'hypothèse anatolienne, est souvent associée à l'image d'une conquête militaire brutale, menée par un peuple de cavaliers nomades. Ceux-ci auraient, de cette façon, investi de vastes territoires, y important leur langage.

« Plus récemment, cette théorie a perdu du terrain, poursuit M. Renfrew. Certains archéologues ont ainsi suggéré que la diffusion de la langue proto-indo-européenne pouvait avoir suivi celle de l'agriculture, dont on sait qu'elle s'est répandue en Europe à partir de l'Anatolie. »

« Plus récemment, cette théorie a perdu du terrain, poursuit M. Renfrew. Certains archéologues ont ainsi suggéré que la diffusion de la langue proto-indo-européenne pouvait avoir suivi celle de l'agriculture, dont on sait qu'elle s'est répandue en Europe à partir de l'Anatolie. »

### CHRONOLOGIES DIFFÉRENTES

Les données archéologiques, pour les deux zones géographiques concernées, indiquent des chronologies différentes pour chaque théorie. Le peuple qui a servi de véhicule à la première langue indo-européenne se trouvait donc

« en Ukraine vers 4 000 avant J.-C. » ou en « Anatolie, peut-être dans la plaine de Konya, autour de 6 500 avant J.-C. », résume M. Renfrew. « Mais certains linguistes ont objecté que l'hypothèse anatolienne impliquait des dates trop lointaines », rappelle l'archéologue anglais.

Les résultats de Russell Gray et Quentin Atkinson devraient tempérer ces objections. Les deux auteurs de l'étude notent en effet que leurs résultats coïncident « de manière frappante » avec l'hypothèse anatolienne. Alors même que leur méthode repose uniquement sur l'exploitation de données linguistiques.

L'originalité de ces travaux réside dans l'application, à 87 lexiques de langues indo-européennes, de techniques utilisées par les généticiens pour, par exemple, classer des génomes en fonction de leurs affinités. Ces techniques sont, explique Jean-Marie Hombert, directeur du laboratoire Dynamique du langage (université Lyon-II/CNRS), « beaucoup plus performantes que celles des linguistes ».

Dans le même esprit, un programme de recherche européen, baptisé « Origine de l'homme du langage et des langues », explore depuis trois ans les pistes défrichées par les deux auteurs de l'étude, ce qui témoigne d'un regain d'activité dans ce domaine. « Ces derniers temps, les travaux sur ce thème ont repris surtout du côté des archéologues, ajoute M. Hombert. Et ce sont eux qui ont poussé les linguistes à prendre position. »

Malgré le fait que les résultats de MM. Gray et Atkinson coïnci-

## Deux siècles de recherche de l'idiome initial

- En 1786, William Jones, un magistrat de l'empire britannique en poste aux Indes, formule l'hypothèse que le sanskrit, le grec et le latin ont une racine commune. Il étendra plus tard cette famille aux langues celtiques et germaniques.
- En 1813, l'Anglais Thomas Young avance l'hypothèse de l'existence d'une famille d'idiomes qu'il nomme les « langues indo-européennes » : le terme est inventé.
- En 1846, le déchiffrement du vieux perse (parlé vers le V<sup>e</sup> siècle avant J.-C.) puis, en 1917, celui de la langue hittite (parlée en

- Anatolie vers le XV<sup>e</sup> siècle avant J.-C.) donnent des exemples de langues indo-européennes très anciennes. Le hittite est, à ce jour, le plus ancien idiome connu appartenant à la famille indo-européenne.
- Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs grammairiens allemands comme Franz Bopp ou Karl Brückmann fondent l'étude comparée des langues indo-européennes.
- Le déchiffrement du grec mycénien, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, donne un nouvel exemple de langue indo-européenne très ancienne.

dent à peu près parfaitement avec la théorie anatolienne, aucune certitude n'est de mise. « La précaution est nécessaire », précise M. Renfrew, qui compte pourtant au nombre des premiers tenants de l'hypothèse anatolienne. Il faudra voir si des critiques valables ou des contre-arguments sont avancés. » Pour sa

part, Jean-Marie Hombert estime que les résultats présentés, « importants », feront débat.

« Ils appuient en tout cas l'hypothèse anatolienne et c'est une bonne chose », veut conclure M. Hombert, faisant référence à l'instrumentalisation de la théorie eurasiennne par les premiers nationalis-

tes allemands. Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, ceux-ci ont, en effet, voulu voir dans le « peuple germanique » le descendant de cette « race » indo-européenne de guerriers - les Aryens -, porteurs d'une langue qu'ils auraient imposé par la force, de l'Inde à l'Europe. La quête de ce peuple toujours hypo-

thétique dont la combativité n'est, finalement, peut-être pas la caractéristique première, n'a plus ce caractère de propagande. Elle est simplement, juge M. Renfrew, « l'une des plus fascinantes énigmes historiques de notre temps ».

Stéphane Foucart

## Des leaders irakiens rejettent le programme politique américain

**LES DIFFICULTÉS** s'accroissent pour la coalition occupante en Irak. Le Japon a annoncé, mercredi 26 novembre, qu'il allait prendre le temps de la réflexion avant de déployer un contingent de soldats. Au vu de son état de préparation et d'équipement actuel, la nouvelle police irakienne, dont les premières unités participent à des tâches sur le terrain, ne semble pas en mesure de devenir le pilier du maintien de la sécurité dans le pays, une fois que le pouvoir aura été transféré aux Irakiens.

L'encre de l'accord sur ce transfert est en outre à peine sèche que plusieurs signataires irakiens réclament des amendements. Comme si, à l'instar de tout ce qui se passe en Irak depuis quelques mois, l'accord sur le transfert du pouvoir avait été conçu à la hâte parce que le président George Bush l'a souhaité, sans consultations préalables et sans

que les signataires en aient mesuré les tenants et les aboutissants.

L'accord de transfert, conclu le 15 novembre entre l'administrateur civil américain de l'Irak, Paul Bremer, et le Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) irakien, dispose, entre autres, qu'à la fin juin 2004 un gouvernement provisoire sera constitué, qui aura tous les attributs de la souveraineté. Dans la mesure où le CIG et l'Autorité provisoire de la coalition n'auront plus de raison d'être, elles devront être dissoutes.

La formation du gouvernement provisoire aura été précédée par l'adoption d'une sorte de Constitution provisoire et d'une Assemblée nationale transitoire élue par les conseils provinciaux. A l'horizon de la fin 2005 et suivant un calendrier bien déterminé, l'Irak devra s'être doté d'une Constitution permanente, d'une Assemblée élue au suffrage universel et d'un gouvernement.

Lundi 24 novembre, le CIG a adressé au Conseil de sécurité de l'ONU une lettre réclamant l'adoption d'une résolution entérinant cet accord.

Mais mercredi 26 novembre, Abdel Aziz Al-Hakim, représentant du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) au sein du CIG, a réclamé des modifica-

tions de cet accord. Faisant siennes les revendications de deux grands ayatollahs chiïtes, Ali Sistani et Mohammed Saïd Hakim, qu'il avait rencontrés la veille, M. Al-Hakim a déploré l'existence de « véritables lacunes » dans le document, telles que l'absence de toute référence à l'islam et le peu de cas accordé au rôle du peuple irakien dans le pro-

cessus de transfert. Il a demandé, en conséquence, que l'Assemblée nationale transitoire soit élue par le peuple, estimant que des élections peuvent d'ores et déjà être organisées « sur plus de 80 % du territoire irakien ». Faute de telles élections, c'est, selon lui, au CIG que le pouvoir doit être transféré et non à un gouvernement provisoire. Il a enfin demandé un rôle conséquent de l'ONU dans le processus de transmission.

La veille, Jalal Talabani, chef de

l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et président en exercice du CIG, avait déclaré au *New York Times* que « la majorité des membres de ce Conseil » étaient rétifs à la dissolution de cet organisme mis sur pied, en juillet, sous l'égide de M. Bremer.

Cette majorité serait constituée des représentants des deux grands partis kurdes, de personnalités chiïtes et de personnalités telles qu'Ahmed Chalabi, dirigeant du Congrès national irakien (CNI), et Iyad Allawi, chef de l'Entente nationale. Lorsqu'ils étaient dans l'opposition au régime de Saddam Hussein, les deux hommes étaient considérés comme des « poulains » de cercles d'influence américains, le premier des civils du Pentagone, le second du département d'Etat et de la CIA.

Enfin, à en croire l'agence Reuters, qui cite un haut responsable américain désireux de garder l'anonymat, le CIG aurait l'intention de remanier la formulation de la lettre adressée à l'ONU. Pour l'heure, aux Nations unies, un « groupe de contact » de 17 pays vient d'être formé à l'initiative du secrétaire général, Kofi Annan. Il doit tenir, lundi 1<sup>er</sup> décembre, une réunion informelle au niveau des ambassadeurs.

M. Na

### Tirs sur l'ambassade d'Italie à Bagdad

L'ambassade d'Italie en Irak a été touchée par un tir de mortier ou de missile, dans la nuit du mercredi 26 au jeudi 27 novembre. L'attaque n'a pas fait de victime, mais elle a provoqué des dégâts matériels au second étage de l'immeuble. Elle survient deux semaines après l'attentat au camion piégé contre le quartier général des forces italiennes à Nassiriya (sud) qui avait fait 28 morts, dont 19 Italiens. Par ailleurs, cinq Irakiens ont été tués, mercredi, lors d'affrontements entre des soldats américains et des éléments armés dans le centre de la ville de Mossoul (nord). L'armée américaine a en outre annoncé avoir capturé la fille et l'une des épouses du numéro deux du régime irakien déchu, Ezzat Ibrahim Al-Douri. Les deux femmes, ainsi que le fils du médecin personnel de M. Ibrahim, ont été arrêtés, mardi, à Samara, au nord de Bagdad. - (AFP.)

Le Monde  
28 NOVEMBRE 2003

## Un terrorisme aux couleurs de la Turquie

Les auteurs des attentats d'Istanbul étaient originaires de l'est du pays, explique le site BIA. Une région où le Hezbollah a prospéré avec la complicité de l'Etat turc.

Finale-ment, les kamikazes des attentats d'Istanbul sont bel et bien des Turcs ! Alors que, jusque-là, on pensait que les auteurs de ce genre d'attentats suicides ne pouvaient être que des Arabes, il s'avère que les auteurs du double attentat contre les synagogues sont originaires de chez nous, plus précisément de Bingöl [Est anatolien à majorité kurde]. Or Bingöl est justement l'un des endroits où est apparu le Hezbollah. Vous vous rappelez certainement cette série d'opérations, en janvier 2000, au cours de laquelle Hüseyin Velioglu, le leader de ce mouvement, fut tué et où des fosses communes furent découvertes, illustrant tragiquement les activités du Hezbollah en vue de créer un Etat religieux. Le "parti de Dieu" avait en effet connu des dissensions et s'était scindé en deux groupes : les membres de l'un de ces groupes avaient alors entrepris d'exécuter physiquement leurs anciens compagnons d'armes, devenus des adversaires, dont les corps furent ainsi retrouvés dans des fosses communes. Ce

Hezbollah, qui regroupait en réalité des islamistes kurdes, a été rendu responsable, au début des années 90, de pas moins de 500 exécutions à Bingöl, Diyarbakir, Van et Batman [villes de l'est de la Turquie à majorité kurde] au nom de la "lutte contre le PKK". A l'instar de l'extrême droite turque, qui a joué le rôle de milice supplétive au service de l'Etat, le Hezbollah, après avoir rempli sa mission contre le PKK, a été, en vertu des nouveaux critères de la sécurité nationale adoptés après 1997, officiellement qualifié de "menace intérieure". Mais, une fois ce mouvement liquidé, qu'est donc devenu le vivier humain dans lequel il recrutait ses membres ? Selon une étude d'origine policière publiée dans la presse en janvier 2000, au moment des opérations contre le Hezbollah, il ressort qu'un grand nombre des 2 000 militants avérés de cette organisation sont des jeunes âgés de 15 à 24 ans qui, pour la plupart, sont chômeurs ou étudiants. On trouve même parmi ces militants, en très grande majorité urbains, des enfants âgés de 10 à 14 ans. Quarante pour cent des militants du Hezbollah ont obtenu leur bac et 19 % ne disposent que d'un certificat d'études primaires. Le profil de ceux qui ont commis les attentats contre les synagogues à Istanbul diffère-t-il de ce

portrait-robot ? On constate qu'il s'agit, là aussi, d'individus âgés de 20 à 25 ans, qui n'ont pu poursuivre leurs études à l'université et ont surmonté cette frustration et ce désespoir en rejoignant des ordres religieux musulmans ou des organisations islamistes. Sur fond de relative tolérance de la part de l'Etat - qui les a même parfois encouragés -, ils se sont ensuite impliqués dans le militantisme religieux à l'extérieur de la Turquie. On dispose ainsi de nombreux exemples de ces militants qui ont rejoint des groupes islamistes violents en Tchétchénie et en Bosnie, qui y ont perdu la vie ou qui, de retour en Turquie, ont détourné des navires ou effectué des prises d'otages dans des hôtels par solidarité avec les Tchétchènes, et qui chaque fois ont été traités comme des héros par la police turque, ont été assez vite libérés ou se sont évadés de prison dans une relative indifférence. Dès lors qu'une telle "bonne volonté" à l'égard de la violence de type islamique existe, voire est entretenue, qui peut encore dire que ces jeunes, dont le parcours s'achève tragiquement dans des "aventures" internationalistes, n'ont pas été poussés jusque-là par l'Etat d'une part et par l'islam politique d'autre part ? Ertugrul Kürkçü, BIA <<http://www.bianet.org>>, Istanbul

Thomas L. Friedman

## A letter from Tikrit

Memo to: President George W. Bush.  
From: Saddam Hussein

Dear Bush: Well, it's been a while since we last communicated. It's not easy getting tapes out from this basement in Tikrit, but I thought it was time we had a little chat. Heard your speech on Arab democracy on the BBC Arabic Service. I'll give you this, Bush, you and Blair do understand the stakes. It's your willpower I doubt.

You see, Bush, this really is "The Mother of All Battles." You may not have meant to, but you have triggered a huge civilizational war - the war within Islam. Who wins in Iraq will have a big impact on this war - which is now spreading to Indonesia, Morocco, Saudi Arabia and Turkey.

By now you've realized that I was prepared for this war. I got rid of all my weapons of mass destruction, hid explosives and set up an underground network to fight you once you were in country. But God bless the Turkish Parliament. By not allowing you to use Turkey to invade from the north, my boys in the Sunni Triangle were spared. By the time you got here from the south, we just receded into the shadows. You occupied our Sunni towns, but never defeated them. Had you been able to sweep down from the north, my boys would have had to engage you, and you would have killed them wholesale by the hundreds. Now you have to kill them retail - one by one.

We're not fanatics, We're IBM. We have a business

plan and we're executing it: We started by eliminating the United Nations, the Red Cross and attacking oil pipelines. Then we moved against the countries that have sent troops or might - Italy, Jordan and Turkey. And now we're killing all Iraqis who collaborate with you - police, army, judges, technocrats. We know who everyone is and where they live. We're "a learning enemy." When you adapt to us, we re-adapt to you. Yes, we're secular Baathists, but we've made contact with Islamic militants from Saudi Arabia, Yemen and Syria, and they drive our suicide vans. So many volunteers, so many good targets.

What we all believe is that if we can defeat you here, American influence in this part of the world will be finished for a long time.

So far, I feel pretty good. As isolated as I am in my

bunker, I know that my view of this war - which is that you Americans have come here to put the Arabs down and steal our oil - still dominates Arab public opinion. I am bolstered by the fact that ill-qualified, intolerant Arab religious educators, spiritual leaders and "intellectuals" still feed this view to our youth. They think the only reason we are backward is because you put us down.

As long as the Arab street is locked in this view, I win. Because it means the people would rather have a cruel Arab leader like me or bin Laden - who momentarily lifts their pride by sticking a finger in your eye - than looking in the mirror and admitting that

Courrier  
INTERNATIONAL

DU 27 NOVEMBRE AU 3 DÉCEMBRE 2003

INTERNATIONAL  
Herald Tribune November 28, 2003

our society, religious leaders and culture have failed to prepare our people to succeed at modernity.

Changing all this is what this war of ideas is all about, and I am so pleased you are so bad at it. As long as you let one of your top generals and your pals on the Christian right spew hate against the Prophet Muhammad, you only strengthen the will of my young people against you. And your "moderate" Arab allies are good at the police tactics to repress our angry, humiliated youth, but they have no serious strategy to give them new jobs, new ideas and new beliefs.

Yes, Bush, you and Blair have kicked off something very big — a war of ideas with, and within, Islam. It's as big as the cold war. But to win, you have to mobilize your whole society, as you did in the cold war. You are talking about trying to change a whole civilization, whose backward, fanatical elements now

threaten you.

Yet your Pentagon only talks about pulling troops out of Iraq, when you should be putting more in. What are you thinking? You should have brought every soldier you have in Europe and Japan right here. The whole game comes down to security. We are in a race to see who gets to the tipping point first. Iraqis will follow the strong horse. My bet is that I can generate enough insecurity among Iraqis to shun you, before you can induce them to carry out your program to build a democratic alternative to me.

I still think I can win, because I prepped my base for the Mother of All Battles, and you prepared yours for Mother Goose — a short war, with few troops, few funerals and no sacrifices for average Americans. Sorry pal, but that's no way to win The Big One.

## Dans le plus grand secret, George Bush rend une visite éclair aux soldats stationnés en Irak

Le président américain est resté deux heures et demie aux abords de l'aéroport de Bagdad

WASHINGTON

de notre correspondant

La nouvelle n'a pas été annoncée, aux Etats-Unis, avant que l'avion du président américain ait redécollé. Il était presque midi et demie, à Washington, jeudi 27 novembre, quand les agences de presse et les chaînes de télévision ont révélé que George Bush venait de se rendre à Bagdad pour fêter Thanksgiving avec les soldats de la 1<sup>re</sup> division blindée et de la 82<sup>e</sup> division aéroportée, stationnées dans la capitale irakienne.

Après avoir passé une heure et demie avec la troupe, dans un réfectoire proche de l'aéroport, M. Bush a gagné un bâtiment voisin, où il a eu un entretien avec quatre membres du Conseil de gouvernement irakien. Il a quitté Bagdad à 20 heures, heure locale, deux heures et demie après y avoir atterri.

Réunis pour le repas traditionnel de Thanksgiving, fête à la fois familiale et nationale, les quelque 600 soldats présents s'attendaient à devoir écouter patiemment les discours du commandant en chef des forces de la coalition, le général Ricardo Sanchez, et de l'administrateur civil, Paul Bremer. Ce dernier leur a dit qu'il était porteur d'un message de vœux du président des Etats-Unis, puis il a fait mine de chercher, pour le lire, « *quelqu'un de plus haut placé* ».

M. Bush est alors sorti de derrière un rideau et s'est avancé sur la scène, à la surprise de l'assistance, qui a éclaté en applaudissements et cris de bienvenue. Le président a laissé échapper une larme en exprimant aux militaires la reconnaissance des Américains pour « *le courage et le sacrifice de ceux qui [les] défendent* ».



George Bush, s'est rendu en Irak, jeudi 27 novembre, dans le plus grand secret pour passer une heure et demi auprès des troupes américaines. Ci-contre, le président entre deux GI, participe au repas traditionnel de Thanksgiving, fête à la fois familiale et nationale, qui réunissait ce soir-là quelque 600 soldats.

« *Vous êtes en train de vaincre les terroristes, ici, en Irak, pour que nous n'ayons pas affaire à eux dans notre pays. Vous êtes en train de vaincre les hommes de main de Saddam Hussein, pour que le peuple irakien puisse connaître la paix et la liberté* », a dit M. Bush.

### APPEL AUX IRAKIENS

Répétant que ceux qui attaquent les forces des Etats-Unis espèrent obliger ceux-ci à abandonner le pays, il a affirmé : « *Nous n'avons pas mené la charge sur des centaines de milles jusqu'au cœur de l'Irak, payé un prix amer en termes de pertes, vaincu un dictateur brutal et libéré 25 millions de gens pour battre en retraite devant une bande de brutes et d'assassins.* » Il a appelé les Irakiens à saisir la possibilité qui leur est donnée de reconstruire leur pays et d'y faire prévaloir « *la dignité humaine et la liberté* ».

S'entretenant, sur le trajet du retour, avec quelques journalistes qui l'ont accompagné, M. Bush a indiqué qu'il avait invité les responsables irakiens à mettre en place des institutions « *qui reconnaissent tous les droits, ceux de la majorité et ceux de la minorité* ». Il ne s'est pas prononcé sur la rencontre du président en exercice du Conseil de gouvernement, le Kurde Jalal Talabani, avec l'ayatollah Ali Al-Sistani, principal chef religieux chiite. Après cet entretien, M. Talabani a déclaré qu'il envisageait favorablement des élections pour mettre en place un nouveau dispositif gouvernemental et un organe chargé d'élaborer la nouvelle Constitution du pays, alors que la démarche envisagée jusqu'à maintenant prévoyait une procédure consultative.

Le président américain, dont le service de presse avait annoncé qu'il fêterait Thanksgiving dans

son ranch de Crawford, au Texas, a quitté celui-ci incognito, mercredi soir, pour rejoindre une base aérienne proche de Washington, d'où il s'est envolé pour l'Irak avec sa conseillère pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice. Le secret a été gardé jusqu'à l'atterrissage à l'aéroport international de Bagdad.

« *N'est-ce pas Air Force One que je viens de voir ?* », a demandé, par radio, le commandant d'un avion de British Airways, quelque part au-dessus de l'Atlantique. « *Non, c'est Gulfstream 5* », a répondu le pilote présidentiel, désignant un appareil bien plus petit que le Boeing 747 de la Maison Blanche. « *Oh !* », a répliqué le Britannique, après un silence, comprenant qu'il venait de surprendre une mission secrète.

Patrick Jarreau